

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR.....	X
TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022.....	XIII
COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO.....	XXI
VUE D'ENSEMBLE.....	XXVII
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER.....	1
MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE.....	27
EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES.....	39
GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE.....	61
ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO.....	73
COOPERATION INTERNATIONALE.....	113
ANNEXES.....	117



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

RAPPORT ANNUEL

2022



SOMMAIRE

SIGLES ET ABREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
ET FINANCIER 1MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE
MONETAIRE 27EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE
ET FINANCIER, STABILITE ET INCLUSION
FINANCIERES 39GESTION DES SIGNES MONETAIRES,
SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT,
RESERVES DE CHANGE 61ORGANES STATUTAIRES
ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117

LISTE DE SIGLES ET ABREVIATIONS

AFD	Agence Française de Développement
AFI	Alliance pour l'Inclusion Financière
AFIS	Africa Financial Industry Summit
AfPI	Initiative Africaine sur les Politiques d'Inclusion Financière
AFREXIMBANK	Banque africaine d'import-export
AGA	Assemblée Générale Annuelle
AICFM	Association Internationale des Chercheurs Francophones en Microfinance
AMF-UMOA	Autorité des Marchés Financiers de l'Union Monétaire Ouest Africaine
API	Interface de programmation d'applications
APUC	Administration Publique Centrale
ARDL	AutoRegressive Distributed Lag
ATTF	Agence de Transfert de Technologie Financière
AUF	Association des Universités Francophones
BCE	Banque Centrale Européenne
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BC/FT	Blanchiment de Capitaux et Financement du Terrorisme
BCSF-UEMOA	Bureau de Connaissance et de Suivi des FinTech de l'UEMOA
BEAC	Banque des Etats de l'Afrique Centrale
BIC	Bureau d'Information sur le Crédit
BID	Banque Islamique de Développement
BM	Banque Mondiale
BOAD	Banque Ouest Africaine de Développement
BoE	Bank of England (Banque d'Angleterre)
BoG	Bank of Ghana (Banque du Ghana)
BoJ	Bank of Japan (Banque du Japon)
BP	British Petroleum
BPR	Balance des Paiements en termes de Règlement
BRB	Banque de la République du Burundi
BRVM	Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
BRI	Banque des Règlements Internationaux
BSR	Bons de Soutien et de Résilience
CAP 2025	Cadre d'Actions Prioritaires 2025
CBILANS	Centrale des Bilans
CBN	Central Bank of Nigeria (Banque Centrale du Nigeria)
CCBS	Center for Central Banking Studies
CEB2D	Certificat <i>Executive</i> Bancaire pour Dirigeants à l'ère Digitale
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CEMAC	Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CEMSTRAT	Certificat <i>Executive Management</i> Stratégique Bancaire
CEMTDB	Certificat <i>Executive Management</i> de la Transformation Digitale Bancaire
CFA	Communauté Financière Africaine
CGAP	Groupe Consultatif d'Assistance aux Pauvres
CIBAFI	General Council Bank and Financial Institutions

CIP	Centrale des Incidents de Paiement
CIWA	CREDITINFO WEST AFRICA
CNSMO	Comités Nationaux de Suivi de la Mise en Œuvre
COBANK	Conditions de Banque
COFEB	Centre Ouest Africain de Formation et d'Etudes Bancaires
COMINAK	Compagnie Minière d'Akouta
COSC	Centre Opérationnel de Supervision et de Cybersécurité
CRAEF	Cadre de Reporting Automatisé des Etats Financiers des Etablissements de Crédit et des Compagnies Financières de l'UMOA
CRB	Centrale des Risques Bancaires
CREA	Consortium pour la Recherche Economique en Afrique
CRRAE-UMOA	Caisse de Retraite par Répartition Avec Epargne de l'UMOA
CSF-UMOA	Comité de Stabilité Financière dans l'UMOA
CSP	Customer Security Program
CTF	Centre de Traitement Fiduciaire
CTI	Centre de Traitement Informatique
DC/BR	Dépositaire Central/Banque de Règlement
DOM	Direction des Opérations de Marché
DSC	Directions des Services Centraux
DTS	Droits de Tirage Spéciaux
EGFIP	Groupe des Experts sur les Politiques d'Inclusion Financière
e-KYC	E Know Your Customer (Connaissance électronique du client)
EME	Etablissement de Monnaie Electronique
ENSEA	Ecole Nationale Supérieure de Statistique et d'Economie Appliquée d'Abidjan
EPSS	Ecowas Payment Settlement Systems (Système de Paiement et de Règlement de la CEDEAO)
ESA	Ecoles de formation Statistique Africaine
FAIR	Fonds d'Aide à l'Intégration Régionale
FAPBEF-UEMOA	Fédération des Associations Professionnelles des Banques et Etablissements Financiers de l'UEMOA
FCC	Facilité de Crédit de Confirmation
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FCI	Factors Chain International
FCR	Facilité de Crédit Rapide
FEC	Facilité Elargie de Crédit
FED	Federal Reserve (Réserve fédérale des Etats-Unis)
FERDI	Fondation pour les Etudes et Recherches sur le Développement International
FF-ARC	Fonds Fiduciaire d'Assistance et de Riposte aux Catastrophes
FGDR-UMOA	Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution dans l'Union Monétaire Ouest Africaine
FinTech	Entreprise de technologie financière
FISEC	Fichier de la Situation des Etablissements de Crédit
FMI	Fonds Monétaire International
FODEP	Formulaire de Déclaration des Etats Prudentiels
FOPAO	Fédération des Organisations Patronales de l'Afrique de l'Ouest
FRDA	Fonds Régional de Développement Agricole
FRS	Fonds Régional de Sécurité
FSD Africa	Financial Sector Deepening Africa

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
ET FINANCIER 1MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE
MONETAIRE 27EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE
ET FINANCIER, STABILITE ET INCLUSION
FINANCIERES 39GESTION DES SIGNES MONETAIRES,
SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT,
RESERVES DE CHANGE 61ORGANES STATUTAIRES
ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117

FTSE	Financial Times Stock Exchange	PEPP	Programme d'achats d'urgence pandémique
GAFI	Groupe d'Action Financière	PESF	Programme d'Evaluation du Secteur Financier
GAMA	Gestion Automatisée des Missions d'Audit Interne	PIB	Produit Intérieur Brut
GE	Grandes Entreprises	PIMF	Principes pour les Infrastructures de Marchés Financiers
GERDDES	Groupe d'Etudes et de Recherches sur la Démocratie et le Développement Economique et Social	PME	Petites et Moyennes Entreprises
GIABA	Groupe Intergouvernemental d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique de l'Ouest	PME/PMI	Petites et Moyennes Entreprises/Petites et Moyennes industries
GIM-UEMOA	Groupement Interbancaire Monétique de l'UEMOA	PPP	Partenariat Public-Privé
GOREH	Gestion des Ressources Humaines et de la paie	PSI	Politique de Sécurité de l'Information
GPE	Gestion de la Politique Economique	QR	Quick Response
GPF	Global Policy Forum (Forum Mondial sur les Politiques d'Inclusion Financière de l'AFI)	RBI	Reserve Bank of India
GSE	Ghana Stock Exchange	REM	Revue Economique et Monétaire
GTA	Grand Tortue Ahmeyim	RMP	Rendement Moyen Pondéré
HEC	Ecole des Hautes Etudes Commerciales	RTGS	Real Time Gross Settlement (Système de règlement brut en temps réel)
HKS	Harvard Kennedy School	SAGETIL-UMOA	Système Automatisé de Gestion des Titres et de la Liquidité de l'UMOA
IA	Intelligence Artificielle	SDPE	Stratégie de Développement des Pôles Energétiques
IDE	Investissements Directs Etrangers	SESRIC	Statistical, Economic and Social Research and Training Centre for Islamic Countries
IDM	Instant Decision Module	SFD	Système Financier Décentralisé
IFI	Institution Financière Islamique	SFI	Société Financière Internationale
IFR	Instrument de Financement Rapide	SGI	Société de Gestion et d'Intermédiation
IFRS	International Financial Reporting Standards	SGCB	Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA
IOT	Internet des Objets Connectés	SG-COBAC	Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale
IsDB	Islamic Development Bank Institute	SI	Système d'Information
JRCPPF	Julis Rabinowitch Centre for Public Policy and Finance	SIAR	Système d'Information Agricole Régional
LBC/FT	Lutte contre le Blanchiment des Capitaux et le Financement du Terrorisme	SIB	Système d'Information Bancaire
LIF	Laboratoire d'Innovation Financière	SICA-UEMOA	Système Interbancaire de Compensation Automatisé dans l'UEMOA
LPR	Loan Prime Rate	SICS-SFD	Suivi des Systèmes Financiers Décentralisés
MDBC	Monnaie Digitale de Banque Centrale	SIMARIS	Système Informatisé de Management des Risques
MEDC	Mécanisme Elargi de Crédit	SMQ	Système de Management de la Qualité
MPME	Micro, Petites et Moyennes Entreprises	SMS	Structure Ministérielle de Suivi
MSCI	Morgan Stanley Capital International	SPAME	Services de Paiement Adossés à la Monnaie Electronique
NIKKEI	Nihon keizai shinbun	SRIF	Stratégie Régionale d'Inclusion Financière
NSE	National Stock Exchange	STAR-UEMOA	Système de Transfert Automatisé et de Règlement dans l'UEMOA
NYMEX	New York Mercantile Exchange	SWIFT	Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economiques	TCN	Titres de Créances Négociables
OdR	Obligations de relance	TIAO	Taux d'Intérêt des Appels d'Offres
OPS	Organismes de Prévoyance Sociale	TMoney	Trésor Money
PAF	Prix Abdoulaye FADIGA	TMP	Taux Moyen Pondéré
PAFLA	Programme Accélééré de Formation en Langue Anglaise	TPN	Trésors Publics Nationaux
PBoC	Banque Populaire de Chine	UAP	User Access Platform
PCA	Plan de Continuité d'Activité	UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
PCI-DSS	Payment Card Industry Data Security Standard	UMOA	Union Monétaire Ouest Africaine
PCIT	Plan de Continuité Informatique et Télécoms	UNCDF	United Nations Capital Development Fund
PDES	Plan de Développement Economique et Social	UNSGSA	Secrétariat Général des Nations-Unies en Finance inclusive pour le Développement
Pdb	Points de base	VSAT	Very Small Aperture Terminal (Terminal à très petite ouverture)
Pdp	Points de pourcentage	ZLECAF	Zone de Libre-Echange Continentale Africaine.
PEF	Programme Economique et Financier		

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
ET FINANCIER 1MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE
MONETAIRE 27EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE
ET FINANCIER, STABILITE ET INCLUSION
FINANCIERES 39GESTION DES SIGNES MONETAIRES,
SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT,
RESERVES DE CHANGE 61ORGANES STATUTAIRES
ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117

LISTE DES GRAPHIQUES

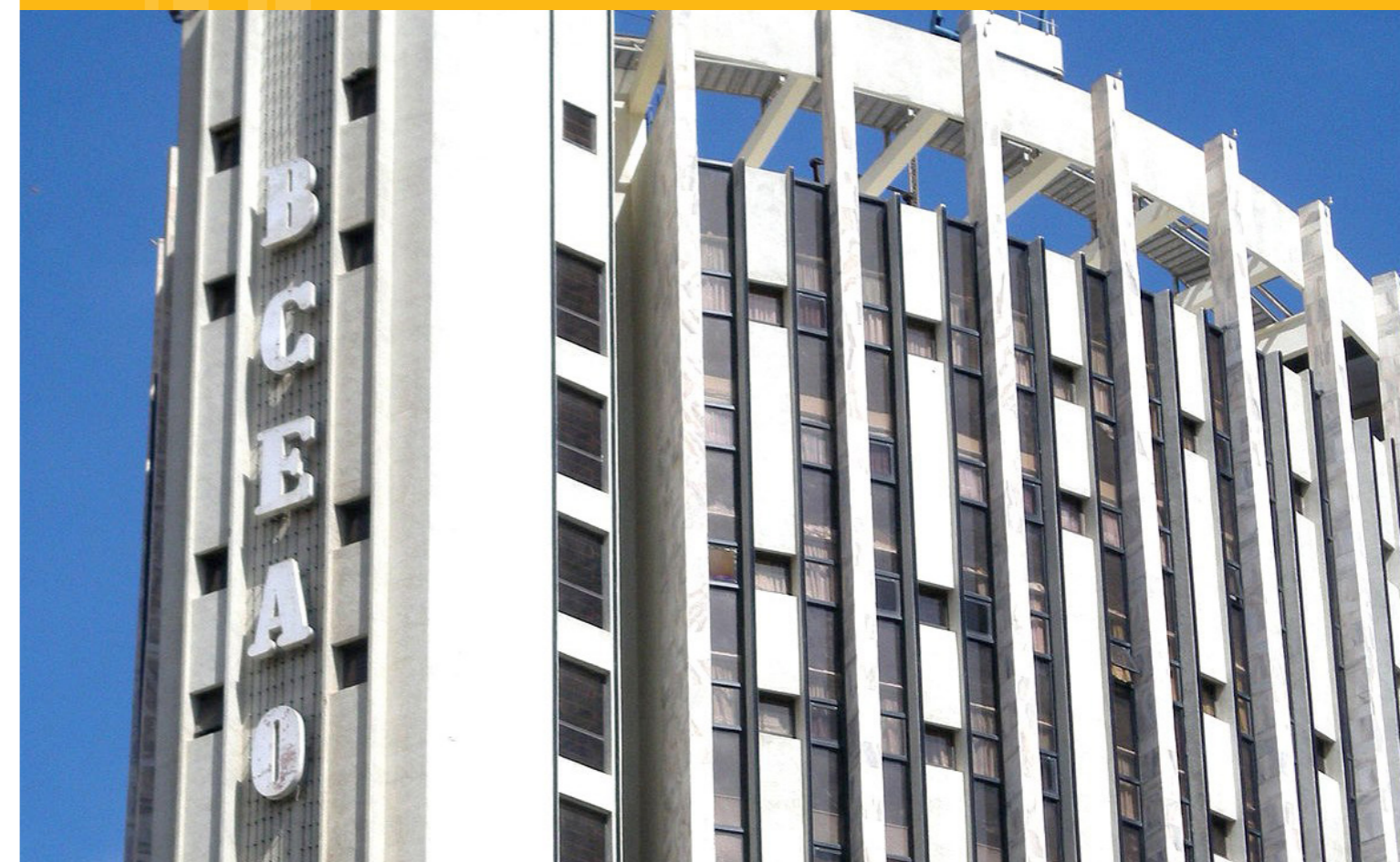
Graphique 1 : Croissance de l'activité économique mondiale	3
Graphique 2 : Evolution des cours du pétrole (NYMEX).....	6
Graphique 3 : Evolution des cours du cacao.....	6
Graphique 4 : Evolution des cours du café.....	7
Graphique 5 : Evolution des cours du coton	7
Graphique 6 : Evolution des cours du caoutchouc	8
Graphique 7 : Evolution des cours du phosphate	8
Graphique 8 : Evolution des cours de l'uranium	9
Graphique 9 : Taux d'inflation (moyenne annuelle en %).....	10
Graphique 10 : Evolution de la liquidité globale	29
Graphique 11 : Evolution des taux débiteurs dans l'Union (en %)	34
Graphique 12 : Croissance annuelle du crédit bancaire (en points de pourcentage).....	36
Graphique 13 : Croissance annuelle de la masse monétaire.....	37
Graphique 14 : Niveaux de concentration des risques bancaires par secteur d'activité	52
Graphique 15 : Evolution de la circulation fiduciaire de 2013 à 2022 (milliards de FCFA).....	63
Graphique 16 : Evolution en volume des échanges inter-pays de 2018 à 2022.....	65
Graphique 17 : Evolution en valeur des échanges inter-pays de 2018 à 2022.....	66
Graphique 18 : Evolution des effectifs de la BCEAO	99

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Evolution des taux de change moyens annuels (quantité de monnaie étrangère pour 1.000 FCFA)	12
Tableau 2 : Evolution des taux de change moyens trimestriels (quantité de monnaie étrangère pour 1.000 FCFA)	13
Tableau 3 : Evolution des contributions à la croissance du produit intérieur brut de l'Union	14
Tableau 4 : Variation des prix à la consommation en 2021 et 2022 (en %)	19
Tableau 5 : Situation des finances publiques en 2021 et 2022	21
Tableau 6 : Ratios d'endettement extérieur en 2021 et 2022 (en % du PIB)	22
Tableau 7 : Evolution de la balance des paiements sur la période 2020-2022 (en milliards de FCFA, sauf indication contraire)	23
Tableau 8 : Coefficients de réserves obligatoires applicables aux banques	30
Tableau 9 : Evolution des taux interbancaires en 2022 (moyenne pondérée en pourcentage)	32
Tableau 10 : Evolution des prêts interbancaires dans l'UMOA en 2022 (en millions de FCFA)	33
Tableau 11 : Créances nettes des institutions de dépôt sur l'APUC (en milliards de FCFA).....	35
Tableau 12 : Emissions brutes par adjudication et syndication sur le marché régional des titres publics (en milliards de FCFA)	45
Tableau 13 : Taux et rendements moyens pondérés	46
Tableau 14 : Encours des titres publics à fin décembre 2022 sur le marché financier régional (montants en milliards de FCFA)	47

LISTE DES ENCADRES

Encadré 1 : Digitalisation des opérations financières des SFD de l'UEMOA	59
Encadré 2 : Dispositif de couverture des besoins de la clientèle en signes monétaires de basse dénomination	63
Encadré 3 : Rapatriement des recettes d'exportation	71



Le rapport annuel de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest peut être consulté sur le site Web de la Banque, à l'adresse :

<https://www.bceao.int/fr/publications/rapport-annuel-de-la-bceao-2022>

Pour de plus amples renseignements, veuillez contacter la Direction de la Documentation, des Publications et des Archives :

Siège de la BCEAO : Avenue Abdoulaye Fadiga - BP 3108 - Dakar, SENEGAL

Tél. : (+221) 33 839 05 00 • Fax : (+221) 33 823 93 35

E-mail : courrier.bceao@bceao.int • Site web : www.bceao.int

ISBN : 978-2-9161-4030-8

ISSN : 08505519

© Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER 1

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE 27

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 39

GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE 61

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117

MESSAGE DU GOUVERNEUR



Jean-Claude Kassi BROU
Gouverneur de la Banque Centrale
des Etats de l'Afrique de l'Ouest,
Président du Conseil d'Administration

L'année 2022, attendue comme celle de la consolidation de la reprise économique mondiale amorcée un an auparavant, fut plutôt marquée par un contexte macroéconomique difficile, avec une hausse des pressions inflationnistes due aux conséquences du conflit russo-ukrainien. Ainsi, l'inflation mondiale est ressortie à 8,8% en 2022 contre 4,7% en 2021. La croissance économique mondiale, estimée à 3,4% en 2022, est en net ralentissement par rapport à celle de 6,2% enregistrée en 2021.

Dans les Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), ce nouveau contexte de choc inflationniste a ramené au premier plan des

priorités la maîtrise de l'inflation qui a été fortement stimulée par les tensions sur les cours mondiaux des produits énergétiques, des matières premières et des denrées alimentaires. En effet, le taux d'inflation, en moyenne annuelle, s'est élevé à 7,4% en 2022, contre 3,6% en 2021. Au regard des risques sur la stabilité du cadre macroéconomique induits par l'accélération de l'inflation au sein de l'Union, la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a entamé, le 22 juin 2022, la normalisation progressive de sa politique monétaire, en procédant à trois reprises à un relèvement de 25 pdb de ses taux directeurs.

En revanche, elle a maintenu ses adjudications de liquidité à taux fixe sur ses guichets de refinancement, afin de permettre un ajustement ordonné sur le marché monétaire et financier. Par ailleurs, en vue de faciliter la mobilisation des ressources nécessaires au financement des plans de relance économique et d'assurer les meilleures conditions financières à l'émission des titres du Trésor pour les besoins urgents des Etats, la Banque Centrale a reconduit en 2022 les programmes d'émissions des Obligations de relance (OdR) et de Bons de Soutien et de Résilience (BSR), tous deux institués en 2021. Les facilités accordées sur les guichets spéciaux de refinancement de la Banque Centrale, ouverts en soutien à ces programmes, ont contribué au maintien à des niveaux relativement bas du coût de mobilisation des ressources par les Trésors nationaux, tout en favorisant l'allongement des maturités des titres émis.

Dans un contexte international marqué par le durcissement des conditions de financement sur les marchés financiers, le maintien de ces mesures de régulation de la liquidité a permis aux Etats membres de mobiliser les ressources internes, en vue d'atténuer les conséquences économiques et sociales des chocs extérieurs et de faire face aux difficultés que pose le changement climatique. L'encours des concours bancaires aux Etats a augmenté de 22,9% en 2022. Les crédits des banques accordés aux entreprises privées, d'une part, et aux ménages et institutions sans but lucratif au service des ménages, d'autre part, ont progressé respectivement de 14,7% et 13,6% contre 11,4% et 13,3% en 2021.

Dans ces conditions, le taux de croissance du produit intérieur brut des huit Etats membres de l'UEMOA s'est établi à 5,6% en 2022 contre 6,1% un an plus tôt. Cette performance confirme la résilience de leurs économies aux chocs extérieurs successifs subis depuis 2020.

Ces principales actions entreprises par la Banque Centrale, dont rend compte le présent rapport, se sont inscrites dans une dynamique de préservation de la stabilité monétaire et financière, une condition nécessaire à la consolidation des progrès enregistrés au plan économique depuis une décennie. L'Institut d'émission commun demeure résolument engagé à apporter son appui aux Etats membres pour faire face aux risques découlant d'une conjoncture mondiale encore empreinte d'incertitudes, et à soutenir les efforts visant à parvenir à des modèles de développement plus inclusifs et résilients.

**Le Gouverneur de la Banque Centrale
des Etats de l'Afrique de l'Ouest,
Président du Conseil d'Administration.**



SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
ET FINANCIER 1

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE
MONETAIRE 27

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE
ET FINANCIER, STABILITE ET INCLUSION
FINANCIERES 39

GESTION DES SIGNES MONETAIRES,
SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT,
RESERVES DE CHANGE 61

ORGANES STATUTAIRES
ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117



TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER 1

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE 27

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 39

GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE 61

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117

EVENEMENTS MARQUANTS



03/06/2022

Cérémonie d'au revoir du personnel de la BCEAO au Gouverneur Tiémoko Meyliet KONE

Nommé Vice-Président de la République de Côte d'Ivoire, le 19 avril 2022, par Son Excellence Monsieur Alassane OUATTARA, Président de la République de Côte d'Ivoire, Monsieur Tiémoko Meyliet KONE a fait ses adieux au personnel de la BCEAO au cours d'une cérémonie organisée le vendredi 3 juin 2022 au Siège de la Banque Centrale à Dakar et retransmise par visioconférence sur l'ensemble des sites de l'Institution. Le personnel a tenu à rendre à Monsieur KONE un hommage à la hauteur de la figure exceptionnelle qu'il a incarnée à la tête de l'Institut d'émission. Le Gouverneur KONE a, à cette occasion, adressé ses sincères remerciements à tout le personnel dont l'engagement et la détermination à ses côtés lui ont permis de relever les défis et de hisser haut le flambeau de la Banque Centrale. Il a invité le personnel à demeurer solidaire et uni, attaché à la quête permanente de l'excellence au service de l'idéal communautaire.

04/06/2022

Nomination de Monsieur Jean-Claude Kassi BROU, Gouverneur de la BCEAO

Lors de son sommet extraordinaire tenu le 4 juin 2022, la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) a, conformément à l'article 56 des Statuts de la BCEAO, nommé Monsieur Jean-Claude Kassi BROU aux fonctions de Gouverneur de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) pour un mandat de six ans, à compter du 4 juillet 2022. Il remplace à ce poste Monsieur Tiémoko Meyliet KONE nommé, le 19 avril 2022, Vice-Président de la République de Côte d'Ivoire.



08/07/2022

Cérémonie de prestation de serment du Gouverneur Jean-Claude Kassi BROU



En application des dispositions de l'article 57 des Statuts de la Banque Centrale, Monsieur Jean-Claude Kassi BROU, nouveau Gouverneur de la BCEAO, a prêté serment le vendredi 8 juillet 2022 devant le Président du Conseil des Ministres de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA), Monsieur Sani YAYA, Ministre de l'Economie et des Finances de la République Togolaise.

La cérémonie s'est déroulée dans les locaux du Siège de l'Institut d'émission à Dakar, en présence notamment de Monsieur Tiémoko Meyliet KONE, Vice-Président de la République de Côte d'Ivoire, des membres du Conseil des Ministres de l'UMOA et des Vice-Gouverneurs.

Cette prestation de serment a été suivie de la passation de charges entre Monsieur Jean-Claude Kassi BROU et Monsieur Tiémoko Meyliet KONE, son prédécesseur.

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER 1

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE 27

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 39

GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE 61

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117



24/11/2022

Célébration du 60^e anniversaire de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest

La Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest a célébré son 60^e anniversaire, le 24 novembre 2022. En effet, en 1962, sept Etats indépendants d'Afrique de l'Ouest ont décidé d'unir leurs efforts pour créer une union monétaire en vue de jeter les bases solides de leur développement économique. Ainsi, le 1^{er} novembre 1962, entrainé en vigueur le Traité signé le 12 mai de la même année instituant l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA). Pari ne pouvait être plus audacieux, juste après les indépendances, que de battre une monnaie commune, privilège régalié par excellence en ce qu'il constitue un attribut essentiel de la souveraineté des Etats. Pour autant, c'est ce choix qu'ont décidé de faire nos pays en amorçant un processus d'intégration authentique ayant abouti à la création de l'Union Monétaire Ouest Africaine.

Cette célébration a été organisée dans un contexte marqué par de profondes mutations dans l'environnement économique et financier, tant au plan régional qu'international.

Aujourd'hui, comme par le passé, la Banque Centrale doit s'adapter aux mutations de son temps pour faire face à des défis complexes.

Cet événement majeur de la vie de l'Institution a été placé sous le signe de la réflexion prospective, à travers la tenue d'un symposium international au Centre International de Conférences Abdou DIOUF (CICAD) de Diamniadio, le jeudi 24 novembre 2022, sur le thème « *Les Banques Centrales dans un monde en mutation* ». Le symposium a rassemblé des autorités nationales, des sommités du monde économique, financier et universitaire ainsi que des acteurs nationaux et internationaux.

La cérémonie d'ouverture a été présidée par le Premier Ministre, Monsieur Amadou BA, représentant le Président de la République du Sénégal. Y ont également pris part, Monsieur Tiémoko Meyliet KONE, Vice-Président de la République de Côte d'Ivoire, Monsieur Sani YAYA, Ministre de l'Economie et des Finances de la République Togolaise, Président du Conseil des Ministres de l'Union, Monsieur Abdoulaye DIOP, Président de la Commission de l'UEMOA, Monsieur Serge EKUE, Président de la BOAD, Monsieur Badanam PATOKI, Président de l'Autorité des Marchés Financiers de l'UMOA

(AMF-UMOA) et d'autres illustres invités au nombre desquels des Gouverneurs de banques centrales africaines et européennes, ainsi que des anciens hauts responsables de la Banque Centrale à l'image du Docteur Boni YAYI, ancien Président de la République du Bénin.

Dans leurs allocutions, le Premier Ministre de la République du Sénégal, le Vice-Président de la République de Côte d'Ivoire et le Gouverneur de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest ont souligné toute l'importance d'une telle rencontre dont l'objectif est d'engager une réflexion féconde sur les défis complexes auxquels font face les Etats membres de l'Union et le monde financier.

Tout au long de cette journée, les participants ont échangé sur les trois sous-thèmes du symposium à savoir : « *Politique monétaire et gestion des chocs* », « *Stabilité financière, vulnérabilités et risques émergents* » et « *Digitalisation et inclusion financière : quels leviers pour une utilisation accrue des services financiers ?* ».



SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER 1

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE 27

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 39

GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE 61

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022

25/11/2022

Cérémonie d'installation de Monsieur Jean-Claude Kassi BROU, Gouverneur de la BCEAO

En marge de la célébration du 60^e anniversaire de la BCEAO, le Gouverneur Jean-Claude Kassi BROU, a été officiellement installé dans ses fonctions à la tête de l'Institut d'émission, le vendredi 25 novembre 2022, au cours d'une cérémonie solennelle tenue à son Siège.

Ont pris part à la cérémonie, le Ministre de l'Economie et des Finances de la République Togolaise, Monsieur Sani YAYA, Président du Conseil des Ministres de l'Union, le Ministre de l'Economie, du Plan et de la Coopération du Sénégal, Madame Oulimata SARR, représentant le pays hôte, ainsi que d'autres éminentes personnalités.

Dans son intervention, Madame Oulimata SARR a souhaité la bienvenue et un agréable séjour aux hôtes de la cérémonie avant de souligner le caractère historique de la nomination du Gouverneur qui est intervenue dans un contexte international marqué par des tensions inflationnistes ainsi que la persistance d'une double crise sanitaire et sécuritaire. Elle a réitéré au nom du Président Macky SALL et du peuple sénégalais, ses chaleureuses félicitations au Gouverneur Jean-Claude Kassi BROU.

Intervenant à la suite du Ministre de l'Economie, du Plan et de la Coopération du Sénégal, Monsieur Sani YAYA, Président du Conseil des Ministres de l'Union a rappelé le serment du Gouverneur Jean-Claude Kassi BROU qu'il a reçu le 8 juillet 2022, et a indiqué que cette cérémonie d'installation officielle, une tradition à la BCEAO, offre une occasion de présenter le Gouverneur entrant à la communauté

financière régionale et internationale. Rappelant les obligations de la charge de Gouverneur, le Président du Conseil des Ministres de l'Union a invité Monsieur Jean-Claude Kassi BROU à poursuivre et consolider l'œuvre entamée par ses prédécesseurs, il y a de cela 60 ans.

Dans son allocution, le Gouverneur Jean-Claude Kassi BROU a exprimé sa gratitude à l'endroit des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union, particulièrement au Président de la République de Côte d'Ivoire, Son Excellence Monsieur Alassane OUATTARA ainsi qu'au Président du Sénégal, pays hôte du Siège de la BCEAO, Son Excellence Monsieur Macky SALL. Ses remerciements sont allés également aux membres du Conseil des Ministres de l'Union, à ses collègues Gouverneurs et Vice-Gouverneurs de banques centrales venus honorer de leur présence la cérémonie. Enfin, il a rendu un vibrant hommage à ses illustres prédécesseurs et remercié le personnel de la Banque Centrale pour son engagement au service de l'Institution.



SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

**COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI**

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
ET FINANCIER 1

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE
MONETAIRE 27

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE
ET FINANCIER, STABILITE ET INCLUSION
FINANCIERES 39

GESTION DES SIGNES MONETAIRES,
SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT,
RESERVES DE CHANGE 61

ORGANES STATUTAIRES
ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117



COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

**COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI**

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
ET FINANCIER 1

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE
MONETAIRE 27

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE
ET FINANCIER, STABILITE ET INCLUSION
FINANCIERES 39

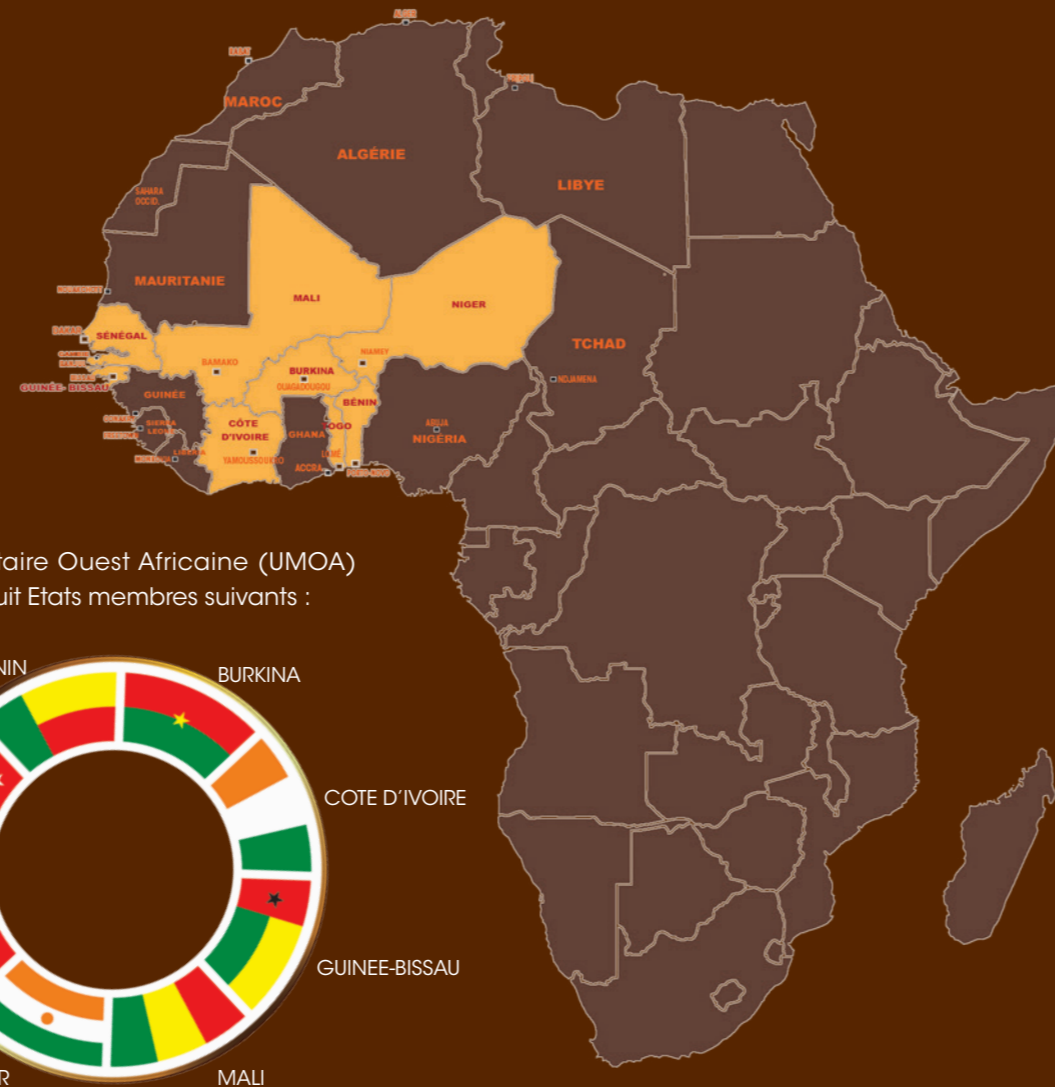
GESTION DES SIGNES MONETAIRES,
SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT,
RESERVES DE CHANGE 61

ORGANES STATUTAIRES
ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117

L'UNION MONETAIRE OUEST AFRICAINE (UMOA)



L'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) regroupe les huit Etats membres suivants :

L'Union Monétaire constituée entre les Etats susmentionnés se caractérise par la reconnaissance d'une même unité monétaire dont l'émission est confiée à la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO).

Institut d'émission commun des Etats membres de l'UMOA, la BCEAO est chargée notamment d'assurer la gestion de leur monnaie commune, le Franc de la Communauté Financière Africaine (FCFA), de leurs réserves de change et de mettre en œuvre la politique monétaire commune.

N.B. - En l'absence de toute autre précision, les valeurs indiquées dans ce rapport sont exprimées en FCFA.

CONFERENCE DES CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT DE L'UMOA

PRÉSIDENT : Son Excellence Monsieur **Mohamed BAZOUM**,
Président de la République du Niger

Son Excellence Monsieur **Patrice Athanase Guillaume TALON**,
Président de la République du Bénin

Son Excellence Capitaine **Ibrahim TRAORE**,
Président du Faso

Son Excellence Monsieur **Alassane OUATTARA**,
Président de la République de Côte d'Ivoire

Son Excellence Monsieur **Umaro Sissoco EMBALO**,
Président de la République de Guinée-Bissau

Son Excellence Colonel **Assimi GOITA**,
Président de la Transition, Chef de l'Etat
République du Mali

Son Excellence Monsieur **Macky SALL**,
Président de la République du Sénégal

Son Excellence Monsieur **Faure Essozimna GNASSINGBE**,
Président de la République Togolaise

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
ET FINANCIER 1MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE
MONETAIRE 27EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE
ET FINANCIER, STABILITE ET INCLUSION
FINANCIERES 39GESTION DES SIGNES MONETAIRES,
SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT,
RESERVES DE CHANGE 61ORGANES STATUTAIRES
ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

CONSEIL DES MINISTRES DE L'UMOA

REPUBLIQUE DU BENIN

- **M. Romuald WADAGNI**,
Ministre d'Etat, chargé de l'Economie
et des Finances.

BURKINA FASO

- **M. Aboubakar NACANABO**,
Ministre de l'Economie, des Finances
et de la Prospective ;
- **M. Karamoko Jean Marie TRAORE**,
Ministre délégué auprès du Ministre
des Affaires Etrangères, de la Coopération
Régionale et des Burkinabè de l'Extérieur,
chargé de la Coopération Régionale.

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

- **M. Adama COULIBALY**,
Ministre de l'Economie et des Finances ;
- **M. Abdourahmane CISSE**,
Ministre, Secrétaire Général de la Présidence
de la République.

REPUBLIQUE DE GUINEE-BISSAU

- **M. Iliadio VIERA TE**,
Ministre des Finances ;
- **M^{me} Mónica Buaró DA COSTA**,
Secrétaire d'Etat du Plan et de l'Intégration
Régionale.

REPUBLIQUE DU MALI

-

REPUBLIQUE DU NIGER

- **M. Ahmat JIDOUD**,
Ministre des Finances ;
- **M. Rabiou ABDOU**,
Ministre du Plan.

REPUBLIQUE DU SENEGAL

- **M. Mamadou Moustapha BA**,
Ministre des Finances et du Budget ;
- **M^{me} Oulimata SARR**,
Ministre de l'Economie, du Plan
et de la Coopération.

REPUBLIQUE TOGOLAISE

- **M. Sani YAYA**,
Ministre de l'Economie et des Finances,
Président du Conseil des Ministres ;
- **M. Simféitchéou PRE**,
Ministre, Conseiller du Président
de la République.

COMITE DE POLITIQUE MONETAIRE DE LA BCEAO

M. Jean-Claude Kassi BROU,
Gouverneur de la BCEAO
Président du Comité.

M. Norbert TOE,
Vice-Gouverneur

M. Mamadou DIOP,
Vice-Gouverneur

MEMBRES REPRESENTANT LES ETATS

REPUBLIQUE DU BENIN

M. Yaovi Clément AZIAGNIKOUDA,
Directeur des Affaires Monétaires et Financières.

BURKINA FASO

M. Tertius ZONGO,
Directeur de la Chaire Sahel de la Fondation
pour les Etudes et Recherches sur le
Développement International (FERDI).

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

M. Mama OUATTARA,
Professeur à l'Université Félix Houphouët-Boigny de
Cocody, Directeur du programme de formation
en Gestion de la Politique Economique (GPE).

REPUBLIQUE DE GUINEE-BISSAU

M. José BIAI,
Conseiller du Premier Ministre
et Coordonnateur du Programme d'Assistance
Technique de l'UEMOA.

REPUBLIQUE DU MALI

-

REPUBLIQUE DU NIGER

M. Ibrahim MAHAMANE DAN SOUNSOU,
Consultant à la Maison de l'Entreprise (Coach
Lauréat CPA), Administrateur à SAHFI Tanyo,
établissement financier de garantie.

REPUBLIQUE DU SENEGAL

M. Moussa TOURE,
Directeur de la Monnaie et du Crédit
au Ministère des Finances et du Budget.

REPUBLIQUE TOGOLAISE

M. Mohamed TAKPARA-KHOURA,
Enseignant-Chercheur à la retraite.

MEMBRES NOMMES INTUITU PERSONAE

- **M. Lansina BAKARY**, Président du Conseil
de Surveillance de la Caisse des Dépôts
et Consignations de Côte d'Ivoire ;
- **M. Maïna Boukar MOUSSA**, Vice-Président
du Groupe d'Etudes et de Recherches pour le
Développement Economique et Social (GERDES),
Niamey (République du Niger) ;

- **M. Adama DIAW**, Professeur Titulaire de Sciences
Economiques, Directeur de l'Ecole Doctorale
des Sciences de l'Homme et de la Société
à l'Université Gaston Berger, Saint-Louis
(République du Sénégal) ;
- **M. Kodzo Mawuena DOSSA**, Economiste, Lomé
(République Togolaise) ;
- **M. Michel LAZARE**, Economiste, Chevy Chase (USA).

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
ET FINANCIER 1MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE
MONETAIRE 27EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE
ET FINANCIER, STABILITE ET INCLUSION
FINANCIERES 39GESTION DES SIGNES MONETAIRES,
SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT,
RESERVES DE CHANGE 61ORGANES STATUTAIRES
ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO

CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA BCEAO

M. Jean-Claude Kassi BROU,
Gouverneur de la BCEAO
Président du Conseil.

REPUBLIQUE DU BENIN

M. Oumara KARIMOU ASSOUMA,
Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité
Publique.

BURKINA FASO

M. Célestin Santéré SANON,
Directeur Général du Trésor
et de la Comptabilité Publique.

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

M. Konan Jacques ASSAHORE,
Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité
Publique.

REPUBLIQUE DE GUINEE-BISSAU

M. Carlos GOMES, Directeur Général du Trésor.

REPUBLIQUE DU MALI

-

REPUBLIQUE DU NIGER

M. Mamane BOUKARI,
Secrétaire Général du Ministère
des Finances.

REPUBLIQUE DU SENEGAL

M. Abdoulaye FALL,
Trésorier Général, Direction Générale
de la Comptabilité Publique et du Trésor.

REPUBLIQUE TOGOLAISE

M. Ekpao ADJABO,
Directeur Général du Trésor
et de la Comptabilité Publique.

COMITE D'AUDIT DE LA BCEAO

BURKINA FASO

M. Célestin Santéré SANON,
Directeur Général du Trésor
et de la Comptabilité Publique.

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

M. Konan Jacques ASSAHORE,
Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité
Publique.

REPUBLIQUE DE GUINEE-BISSAU

M. Carlos GOMES,
Directeur Général du Trésor.

REPUBLIQUE TOGOLAISE

M. Ekpao ADJABO,
Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité
Publique, Président du Comité.

VUE D'ENSEMBLE

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
ET FINANCIER 1MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE
MONETAIRE 27EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE
ET FINANCIER, STABILITE ET INCLUSION
FINANCIERES 39GESTION DES SIGNES MONETAIRES,
SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT,
RESERVES DE CHANGE 61ORGANES STATUTAIRES
ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117

3,4% (2022)
6,2% (2021)

Le taux de croissance de l'économie mondiale s'est établi à 3,4% en 2022 après 6,2% en 2021.

5,6% (2022)
6,1% (2021)

Dans l'Union, il s'est établi à 5,6% en 2022 après 6,1% en 2021.

7,4% (2022)
3,6% (2021)

Le taux d'inflation annuel de l'Union est passé de 3,6% en 2021 à 7,4% en 2022.

6,4% (2022)
5,4% (2021)

Le déficit global, base engagements dons compris, est ressorti à 6,4% du PIB en 2022 après 5,4% en 2021.

Conjoncture internationale

L'environnement économique mondial a été marqué en 2022 par un net ralentissement de la reprise amorcée en 2021. Selon les estimations publiées par le Fonds Monétaire International (FMI), le taux de croissance de l'économie mondiale est ressorti à 3,4% en 2022, après une progression de 6,2% un an auparavant. Cette décélération est liée à la conjonction de plusieurs chocs, notamment les fortes pressions inflationnistes induites par les répercussions négatives de la guerre en Ukraine, les hausses rapides des taux d'intérêt consécutives au resserrement de la politique monétaire dans de nombreux pays, en vue de lutter contre la forte remontée de l'inflation.

En effet, au cours de l'année 2022, les taux d'inflation ont atteint des niveaux particulièrement élevés, se situant dans de nombreux pays du monde bien au-delà des objectifs cibles des banques centrales. Globalement, le niveau général des prix à la consommation à l'échelle mondiale a augmenté de 8,8% en moyenne en 2022 contre 4,7% en 2021. L'accélération de l'inflation ainsi observée résulte des effets combinés de facteurs de demande et d'offre. Le choc inflationniste a été alimenté notamment par les tensions sur les cours des produits énergétiques et alimentaires que le conflit entre la Russie et l'Ukraine a accentuées.

Activité économique et inflation dans l'UEMOA

En dépit de la persistance d'une conjoncture internationale peu favorable et des problèmes sécuritaires au plan interne, l'activité économique dans l'UEMOA est demeurée dynamique en 2022. Bien que la contribution du secteur extérieur a été négative, le taux de croissance est ressorti à 5,6% en 2022 après 6,1% en 2021. Cette croissance a été tirée principalement par les investissements réalisés dans le cadre de l'exécution de plusieurs chantiers de construction d'infrastructures ainsi que dans le secteur des hydrocarbures.

Le taux d'inflation en moyenne annuelle est ressorti à 7,4% en 2022, contre une réalisation de 3,6% en 2021. L'augmentation du niveau général des prix à la consommation en 2022 est imputable aux tensions sur les prix des produits alimentaires consécutives à la baisse de la production céréalière en 2021/2022, aux difficultés d'approvisionnement des marchés dans un contexte sécuritaire fragile et à l'envolée des cours des denrées alimentaires importées et des produits énergétiques.

Opérations financières des Etats

Les pressions sur les finances publiques ne se sont guère atténuées en 2022. Les réponses budgétaires des Etats membres de l'UEMOA, en

vue d'atténuer l'impact du choc inflationniste mondial sur le pouvoir d'achat des populations, se sont traduites par un accroissement de la masse salariale, des subventions et, partant, des dépenses courantes. Dans le même temps, reflétant la volonté de relance des économies après le choc lié à la pandémie de Covid-19, les dépenses en capital se sont inscrites en hausse de 23,8%. Dans ces conditions, le déficit global, base engagements, dons compris, s'est davantage creusé, en passant de 5,4% en 2021 à 6,4% du PIB.

Pour couvrir leurs besoins de financement, outre l'apport des partenaires bilatéraux et multilatéraux, les Etats de l'Union ont mobilisé 8.326,7 milliards en 2022 sur le marché financier régional, soit 1.058,7 milliards de plus par rapport à 2021. Dans ce contexte, l'encours de la dette publique a progressé pour se situer à 62.464,8 milliards ou 56,9% du PIB, contre 54.845,5 milliards ou 54,8% du PIB un an plus tôt.

Balance des paiements

Les échanges extérieurs se sont soldés en 2022 par l'aggravation du déficit du compte courant, sous l'effet d'un alourdissement de la facture d'importations (+24,0% en un an) et une baisse de l'ordre de 824,0 milliards des entrées nettes de capitaux au titre du compte financier. La balance des paiements est

ressortie déficitaire à 3.343,2 milliards en 2022 après un excédent de 475,7 milliards en 2021.

Situation monétaire

La situation monétaire de l'Union porte l'empreinte de la détérioration des comptes extérieurs, comme en témoigne la baisse en 2022 du rythme de progression de l'agrégat de monnaie au sens large, établi à 11,3% après 16,3% en 2021. La masse monétaire (M2) est ressortie à 46.161,8 milliards en 2022 contre 41.458,8 milliards un an plus tôt.

Les actifs extérieurs nets des institutions monétaires de l'Union ont diminué de 3.288,7 milliards pour ressortir à 4.458,0 milliards à fin décembre 2022. L'impact de cette baisse sur la masse monétaire a été compensé par l'augmentation de 8.680,0 milliards de l'encours des créances intérieures pour se situer à 51.760,0 milliards. Les créances nettes des institutions de dépôt sur les Administrations Publiques Centrales (APUC), dont des concours du système bancaire aux Etats constituent la principale composante, ont augmenté de 4.729,1 milliards pour ressortir à 20.380,0 milliards en 2022. Pour leur part, les créances des institutions de dépôt sur les secteurs de l'économie, autres que l'administration centrale, ont enregistré une hausse de 14,4% en 2022, pour ressortir à 31.380,0 milliards, soit

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
ET FINANCIER 1MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE
MONETAIRE 27EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE
ET FINANCIER, STABILITE ET INCLUSION
FINANCIERES 39GESTION DES SIGNES MONETAIRES,
SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT,
RESERVES DE CHANGE 61ORGANES STATUTAIRES
ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117

VUE D'ENSEMBLE

-3.343,2 milliards de FCFA (2022)
475,7 milliards de FCFA (2021)

Le solde global de la balance des paiements est ressorti déficitaire de 3.343,2 milliards, après un excédent de 475,7 milliards un an plus tôt.

28,7% du PIB. Dans le même temps, la base monétaire s'est élargie de 720,3 milliards ou 4,7% en 2022, en se situant à 15.933,6 milliards. Cette évolution est portée par la croissance de ses différentes contreparties. Les concours de l'Institut d'émission aux banques et aux établissements financiers ont augmenté de 3.064,7 milliards, tandis que les actifs extérieurs nets de la Banque Centrale ont enregistré une baisse de 3.064,1 milliards. Les créances nettes sur les administrations publiques centrales se sont accrues de 792,8 milliards, dont 340,8 milliards de concours du FMI.

Politique monétaire : taux directeurs et refinancement de la Banque Centrale

L'accentuation des tensions inflationnistes observées en 2021 a constitué un risque majeur pour la stabilité des prix dans l'Union. Face à cette situation, la Banque Centrale a amorcé la normalisation de sa politique monétaire. Elle a ainsi procédé en 2022 à trois reprises au relèvement de 25 points de base de ses taux directeurs. Le taux minimum de soumission aux adjudications de la BCEAO est passé de 2,00% à 2,25% le 16 juin 2022, de 2,25% à 2,50% le 16 septembre 2022, puis de 2,50% à 2,75% le 16 décembre 2022. En revanche, le coefficient de réserves obligatoires applicable aux banques est demeuré inchangé à 3,0%.

11.427,9 milliards de FCFA (2022)
10.406,7 milliards de FCFA (2021)

A fin décembre 2022, le montant global de billets et pièces mis en circulation par la BCEAO s'est établi à 11.427,9 milliards, en hausse de 1.021,2 milliards d'une année à l'autre.

En matière de refinancement, la Banque Centrale a maintenu ouvert le guichet spécial, à maturité de six mois, pour le refinancement des obligations de relance (OdR). La structuration des OdR et l'ouverture d'un guichet dédié visaient à permettre aux Etats de lever des ressources longues, à des conditions de taux favorables, pour couvrir les besoins de financement liés à la crise sanitaire et à la mise en œuvre de mesures de relance. La BCEAO a également maintenu ouvert le guichet spécial, à maturité de douze mois, pour le refinancement des bons de soutien et de résilience (BSR) d'une maturité de douze mois. Le programme d'émission des BSR avait pour objectif de permettre aux Etats de mobiliser des ressources à des conditions de taux favorables pour faire face à des besoins urgents de trésorerie. Sur l'ensemble des guichets de refinancement, la totalité des volumes demandés par les banques en 2022 a été satisfaite à un taux fixe correspondant au taux minimum de soumission aux appels d'offres. L'encours global du refinancement a progressé de 3.060,1 milliards en un an pour se situer à 9.355,9 milliards à fin décembre 2022.

Opérations sur le marché interbancaire

Sur le marché interbancaire, les échanges de liquidités entre les banques ont augmenté

en volume. Le volume moyen des transactions toutes maturités confondues, s'est élevé à 595,0 milliards de FCFA en 2022 contre 428,0 milliards de FCFA en 2021 (+39%). S'agissant du coût des ressources, le compartiment à une semaine a enregistré une hausse du taux d'intérêt moyen pondéré qui est passé de 2,36% en 2021 à 2,87% en 2022.

Gestion des signes monétaires

Dans le cadre de la gestion des signes monétaires, les mouvements aux guichets de la Banque Centrale ont atteint 50.257,9 milliards de FCFA de billets et pièces de monnaie en 2022. Les prélèvements de billets se sont élevés à 25.624,1 milliards, tandis que les versements faits à ses guichets se sont élevés, en valeur, à 24.615,7 milliards de FCFA en 2022. A fin décembre 2022, le montant global de billets et pièces mis en circulation par la BCEAO s'est établi à 11.427,9 milliards de FCFA, en hausse de 1.021,2 milliards d'une année à l'autre.

Relations des Etats avec le FMI

Les opérations effectuées par la Banque Centrale avec le FMI, pour le compte des Etats membres de l'UEMOA, se sont soldées au cours de l'année 2022, par des entrées nettes de ressources de 388,04 millions de DTS (328,82 milliards de FCFA) contre 134,68 millions de DTS (108,42 milliards de FCFA) un an plus tôt. Cette augmentation est liée à la forte hausse du volume des tirages, ressortant à 586,78 millions de DTS (486,51 milliards de FCFA) contre 223,08 millions de DTS (179,59 milliards de FCFA) l'année précédente. Les remboursements ont progressé de 50,52 millions de DTS, passant de 133,44 millions de DTS (91,32 milliards de FCFA) à 183,96 millions de DTS (145,74 milliards de FCFA). En 2022, aucun Etat membre n'a bénéficié d'allègement de dette.

Coopération monétaire au sein de la CEDEAO

Au titre de l'intégration régionale, l'évaluation des performances macroéconomiques au regard du nouveau Pacte de convergence et de stabilité macroéconomique entre les Etats membres de la CEDEAO, adopté en juin 2021, a révélé qu'en 2022, aucun Etat membre n'a rempli l'ensemble des critères de convergence macroéconomique. En effet, les performances se sont ressenties de la hausse des prix des produits alimentaires et énergétiques et du resserrement des conditions financières à la suite des mesures de normalisation de la politique monétaire prises par les banques centrales. Il est à noter l'adoption par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement, le 3 juillet 2022, du cadre juridique du schéma d'interconnexion des systèmes de paiement et de règlement à l'échelle de la CEDEAO (EPSS).

Fonctionnement de la Banque Centrale

Les organes de l'Union et de la BCEAO ont tenu leurs assises conformément aux dispositions du Traité du 20 janvier 2007 constituant l'Union Monétaire Ouest Africaine et aux Statuts de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest. La Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UEMOA a tenu deux sessions extraordinaires en 2022. Le Conseil des Ministres de l'Union a tenu quatre réunions ordinaires et deux extraordinaires. Le Comité de Politique Monétaire s'est réuni en quatre sessions ordinaires. Le Conseil d'Administration a tenu deux réunions ordinaires.

Au 31 décembre 2022, l'effectif global du personnel de la BCEAO s'est établi à 3.401 agents contre 3.443 agents au 31 décembre 2021. Cet effectif comprend 3.333 agents en activité sur l'ensemble des sites de la Banque et 68 agents en position de détachement ou de disponibilité. Le personnel féminin représente 39% de l'effectif global.

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER 1

1.1 - ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL 2

1.1.1 - Croissance dans les grands pays industrialisés 3

1.1.2 - Pays émergents et en développement 4

1.1.3 - Marchés financiers et des matières premières 5

1.1.4 - Emploi et inflation 9

1.1.5 - Mesures de politique monétaire et marchés des changes 10

1.2 - EVOLUTION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DANS LES ETATS MEMBRES DE L'UEMOA 13

1.2.1 - Produit intérieur brut 13

1.2.1.1 - Production agricole 15

1.2.1.2 - Production minière 16

1.2.1.3 - Production industrielle et chiffre d'affaires 17

1.2.2 - Evolution des prix à la consommation 18

1.2.3 - Finances publiques et situation de la dette extérieure 19

1.2.3.1 - Evolution des opérations financières des Etats 19

1.2.3.2 - Mobilisation des ressources extérieures et situation de la dette extérieure 22

1.2.4 - Balance des paiements 22

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE 27

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 39

GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE 61

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER 1

1.1 - ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL 2

1.1.1 - Croissance dans les grands pays industrialisés 3

1.1.2 - Pays émergents et en développement 4

1.1.3 - Marchés financiers et des matières premières 5

1.1.4 - Emploi et inflation 9

1.1.5 - Mesures de politique monétaire et marchés des changes 10

1.2 - EVOLUTION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DANS LES ETATS MEMBRES DE L'UEMOA 13

1.2.1 - Produit intérieur brut 13

1.2.1.1 - Production agricole 15

1.2.1.2 - Production minière 16

1.2.1.3 - Production industrielle et chiffre d'affaires 17

1.2.2 - Evolution des prix à la consommation 18

1.2.3 - Finances publiques et situation de la dette extérieure 19

1.2.3.1 - Evolution des opérations financières des Etats 19

1.2.3.2 - Mobilisation des ressources extérieures et situation de la dette extérieure 22

1.2.4 - Balance des paiements 22

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE 27

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER,
STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 39

GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS
DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE 61

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117

1.1 - ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

ECONOMIE MONDIALE

3,4% (2022)
6,2% (2021)

3,4% de croissance en 2022 contre
6,2% en 2021

ECONOMIES AVANCEES

2,7% (2022)
5,4% (2021)

2,7% de croissance en 2022 contre
5,4% en 2021

ZONE EURO

3,5% (2022)
5,3% (2021)

3,5% de croissance en 2022 contre
5,3% en 2021

PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT

3,9% (2022)
6,7% (2021)

3,9% de croissance en 2022 contre
6,7% en 2021

CHINE

3,0% (2022)
8,4% (2021)

3,0% de croissance en 2022 contre
8,4% en 2021

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

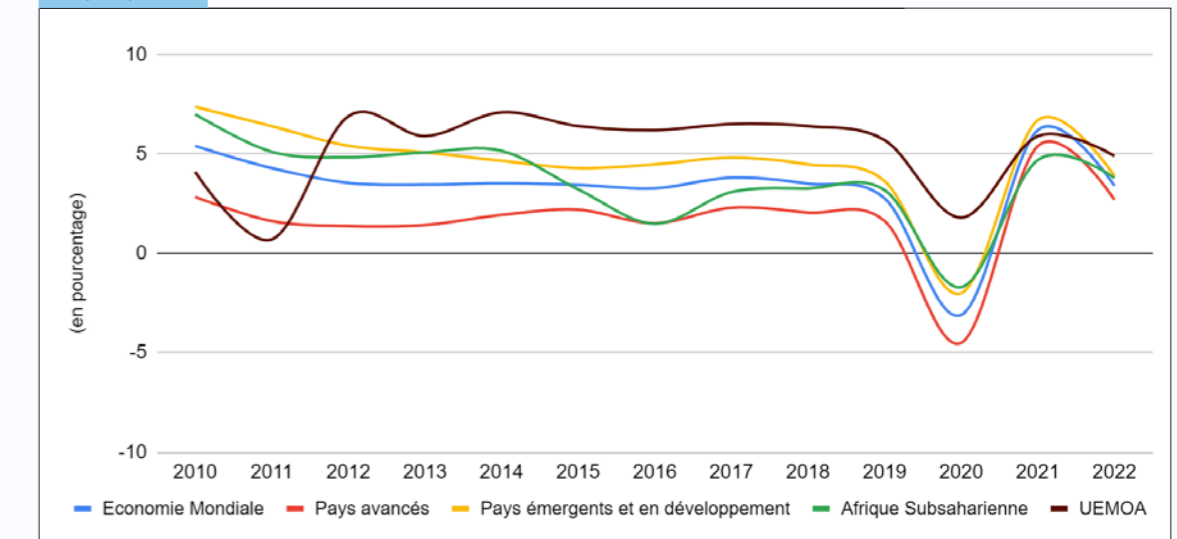
3,8% (2022)
4,7% (2021)

3,8% de croissance en 2022 contre
4,7% en 2021

L'environnement économique et financier international a été marqué par un ralentissement de la production mondiale, après le regain de dynamisme de la demande en 2021. La baisse du rythme de progression de l'activité économique, en 2022, est liée à de nombreux chocs : inflation forte dans le monde entier, durcissement des conditions de financement,

ralentissement plus prononcé en Chine (flambée des cas de Covid-19 et confinements, crise du secteur immobilier) et répercussions négatives de la guerre en Ukraine. Selon les estimations du Fonds Monétaire International (FMI), le taux de croissance de l'économie mondiale est ressorti à 3,4% en 2022, après la hausse de 6,2% enregistrée en 2021.

Graphique 1 : CROISSANCE DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE MONDIALE



Sources : Banque Mondiale, FMI, OCDE.

1.1.1 - CROISSANCE DANS LES GRANDS PAYS INDUSTRIALISES

Année	ETATS-UNIS	ZONE EURO	ROYAUME-UNI	JAPON
2022	2,0%	3,5%	4,1%	1,4%
2021	5,9%	5,3%	7,6%	2,1%

Source : FMI

Au niveau des économies avancées, la croissance est ressortie à 2,7% en 2022 contre 5,4% en 2021. Aux Etats-Unis, l'activité économique est passée de 5,9% en 2021 à

2,0% en 2022. Ce ralentissement s'explique par une baisse du pouvoir d'achat des ménages et un resserrement de la politique monétaire.

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER 1

1.1 - ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL 2

1.1.1 - Croissance dans les grands pays industrialisés 3

1.1.2 - Pays émergents et en développement 4

1.1.3 - Marchés financiers et des matières premières 5

1.1.4 - Emploi et inflation 9

1.1.5 - Mesures de politique monétaire et marchés des changes 10

1.2 - EVOLUTION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DANS LES ETATS MEMBRES DE L'UEMOA 13

1.2.1 - Produit intérieur brut 13

1.2.1.1 - Production agricole 15

1.2.1.2 - Production minière 16

1.2.1.3 - Production industrielle et chiffre d'affaires 17

1.2.2 - Evolution des prix à la consommation 18

1.2.3 - Finances publiques et situation de la dette extérieure 19

1.2.3.1 - Evolution des opérations financières des Etats 19

1.2.3.2 - Mobilisation des ressources extérieures et situation de la dette extérieure 22

1.2.4 - Balance des paiements 22

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE 27

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 39

GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE 61

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER

En Zone euro, la croissance du produit intérieur brut (PIB) est passée de 5,3% en 2021 à 3,5% en 2022, impactée par les effets de contagion de la guerre en Ukraine, ainsi que le durcissement des

conditions financières. Dans un certain nombre de pays européens, l'instrument de l'Union européenne pour la relance NextGenerationEU¹ a soutenu l'activité économique.

1.1.2 - PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT

Année	PAYS EMERGENTS			
	CHINE	INDE	BRESIL	RUSSIE
2022	3,00%	6,80%	3,10%	-2,20%
2021	8,40%	8,70%	5,00%	4,70%

Année	AFRIQUE SUBSAHARIENNE			
	NIGERIA	AFRIQUE DU SUD	GHANA	CEMAC
2022	3,00%	2,60%	3,50%	2,90%
2021	3,60%	4,90%	5,40%	1,20%

Sources : FMI, Banque Mondiale, BEAC

Dans les pays émergents et en développement, le taux de croissance est ressorti à 3,9% en 2022 contre 6,7% en 2021. En Chine, la croissance a ralenti, passant de 8,4% en 2021 à 3,0% en 2022, dans un contexte marqué par des confinements, en raison de la politique Zéro-Covid-19, et l'aggravation de la crise de l'immobilier. L'économie indienne a enregistré un taux de croissance de 6,8% en 2022 contre 8,7% en 2021. Au Brésil, le taux de croissance s'est établi à 3,1% en 2022, après une réalisation de 5,0% en 2021. En Russie, l'activité économique a été impactée par les sanctions occidentales, suite à son offensive en Ukraine. Le pays a ainsi enregistré une contraction de 2,2% en 2022, après une croissance de 4,7% en 2021.

En Afrique subsaharienne, la croissance du PIB est ressortie à 3,8% en 2022, après une évolution de 4,7% en 2021. En dépit du ralentissement constaté, la progression de l'activité est restée élevée pour certains pays exportateurs de produits de base, sous l'effet des cours élevés des combustibles fossiles et des métaux. Le Nigeria a enregistré un ralentissement du rythme de progression de la production, qui passe de 3,6% en 2021 à 3,0% en 2022, en raison notamment des difficultés dans la production d'hydrocarbures. En Afrique du Sud, l'économie a connu une progression plus faible de son PIB, avec un taux de croissance de 2,6% en 2022, après un accroissement de 4,9% en 2021. Le repli de la croissance en Afrique du Sud est lié à l'aggravation des

¹ : Plan de relance européen destiné à aider à réparer les dommages économiques et sociaux immédiats causés par la pandémie Covid-19.

pénuries d'électricité et au renforcement des politiques de rigueur pour juguler l'inflation, en plus des perturbations induites par les inondations et les grèves enregistrées durant l'année 2022.

Reflétant le ralentissement de l'activité économique, les flux commerciaux à l'échelle

mondiale ont affiché une hausse limitée à 5,4% en 2022, après une expansion de 10,4% l'année précédente. La baisse du rythme haussier du commerce est généralisée aux pays émergents et en développement (+3,4% en 2022 contre +12,1% en 2021) et aux économies avancées (+6,6% en 2022, après +9,4% en 2021).

1.1.3 - MARCHES FINANCIERS ET DES MATIERES PREMIERES

Sur les marchés financiers, les principales places boursières ont enregistré des évolutions à la baisse, dans un contexte marqué par le ralentissement de l'activité économique mondiale, en raison du conflit russo-ukrainien et des mesures de restriction pour limiter la propagation de la pandémie de Covid-19 en Chine.

En moyenne, l'indice MSCI World s'est détérioré de 7,9% en comparaison avec sa valeur moyenne de 2021, pour s'établir à 2.754,4 points. Aux Etats-Unis, l'indice de la bourse de New York, le Dow Jones, s'est replié de 3,4% en 2022 par rapport à l'année précédente. Le Nasdaq, indice des valeurs technologiques, a, de son côté, connu une baisse significative de 14,8%. Dans la zone euro, l'EuroStoxx 50 a reculé de 6,6% par rapport à son niveau moyen de 2021, s'établissant à 3.759,5 points en 2022. De même, au Japon, l'indice NIKKEI 225 a régressé de 5,5% pour se situer à un niveau moyen de 27.267,3 points en 2022. En revanche, au Royaume-Uni, l'indice FTSE 100 s'est accru de 5,1% pour s'établir à 7.364,2 points en 2022.

Au niveau des marchés boursiers africains, les indices ont connu des évolutions à la hausse au cours de l'année 2022. Dans la Zone UEMOA, en moyenne annuelle, les

indices BRVM composite et BRVM 10 se sont renforcés respectivement de 26,4% et 21,0% sur un an. L'indice NSE du Nigeria a enregistré un accroissement de 21,4%. L'indice GSE du Ghana a progressé de 1,0% en 2022 par rapport à sa valeur moyenne de 2021. L'indice FTSE de l'Afrique du Sud s'est accru de 2,7% pour s'établir à 3.815,3 points en 2022.

Les cours des produits de base ont poursuivi leur rebond entamé en 2021, en lien avec les contraintes pesant sur l'offre et l'approvisionnement des marchés, induites par le conflit entre la Russie et l'Ukraine. L'indice des principaux produits exportés, calculé par les services de la BCEAO, affiche une hausse de 11,6% en 2022, après celle de 16,8% en 2021. Les prix des principaux produits alimentaires importés ont également connu une hausse importante (+22,0% en 2022, après +14,5% en 2021).

La hausse des cours mondiaux des principales matières premières exportées par l'Union est localisée au niveau des produits énergétiques, avec notamment le gaz (+104,2%) et le pétrole (+40,0%), et des produits non énergétiques, comme le phosphate (+116,0%), l'uranium (+24,1%), le café (+17,9%), le coton (+16,7%), les huiles végétales (+8,8%) et le caoutchouc (+6,9%).

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER 1

1.1 - ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL 2

1.1.1 - Croissance dans les grands pays industrialisés 3

1.1.2 - Pays émergents et en développement 4

1.1.3 - Marchés financiers et des matières premières 5

1.1.4 - Emploi et inflation 9

1.1.5 - Mesures de politique monétaire et marchés des changes 10

1.2 - EVOLUTION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DANS LES ETATS MEMBRES DE L'UEMOA 13

1.2.1 - Produit intérieur brut 13

1.2.1.1 - Production agricole 15

1.2.1.2 - Production minière 16

1.2.1.3 - Production industrielle et chiffre d'affaires 17

1.2.2 - Evolution des prix à la consommation 18

1.2.3 - Finances publiques et situation de la dette extérieure 19

1.2.3.1 - Evolution des opérations financières des Etats 19

1.2.3.2 - Mobilisation des ressources extérieures et situation de la dette extérieure 22

1.2.4 - Balance des paiements 22

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE 27

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 39

GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE 61

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

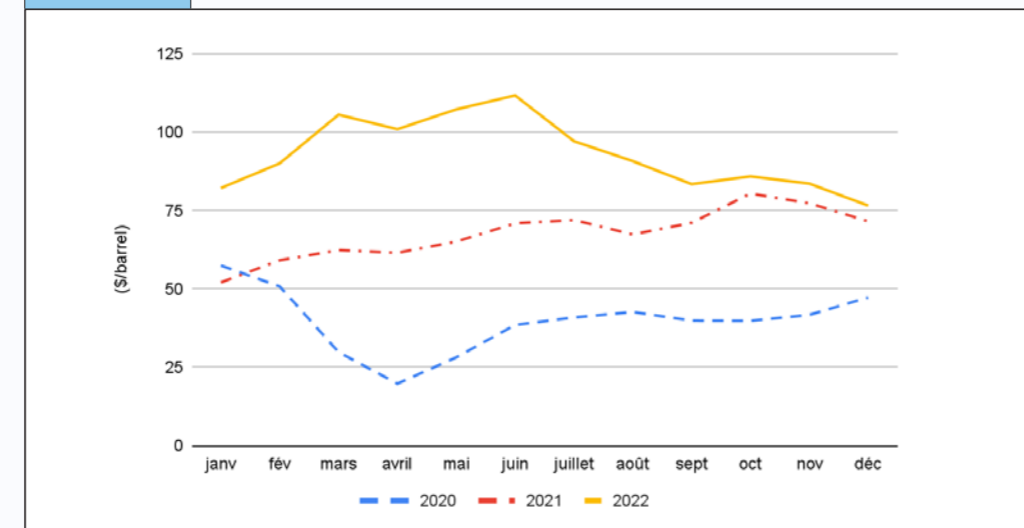
COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117

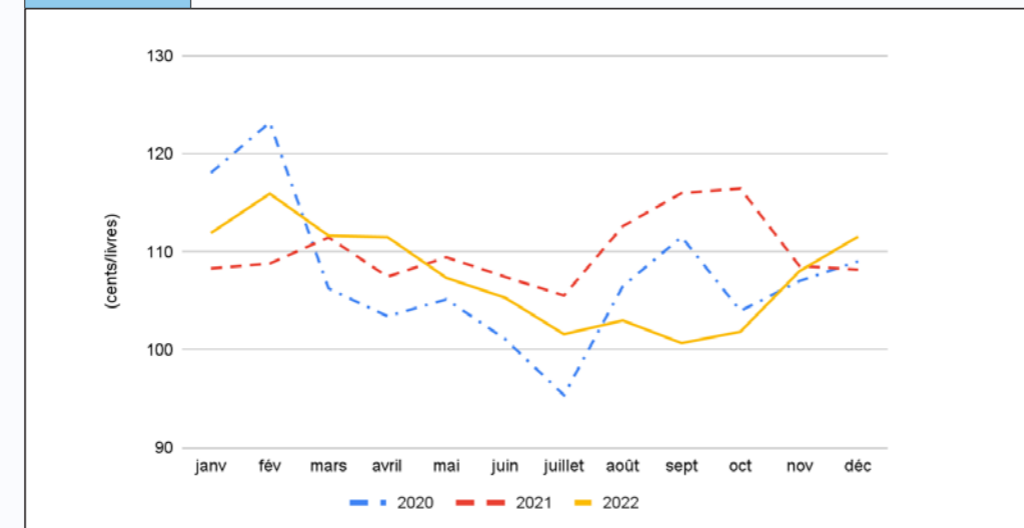
En revanche, les cours du zinc (-28,2%), de la noix de cajou (-12,8%), du cacao (-2,3%) et du bois grume (-2,2%) se sont affaiblis durant la période.

La hausse des prix concerne l'ensemble des produits de base importés, hormis le sucre (-2,7%). Les plus forts accroissements sont notés au niveau du blé (+28,3%), du riz (+23,6%) et des huiles végétales (+22,8%).

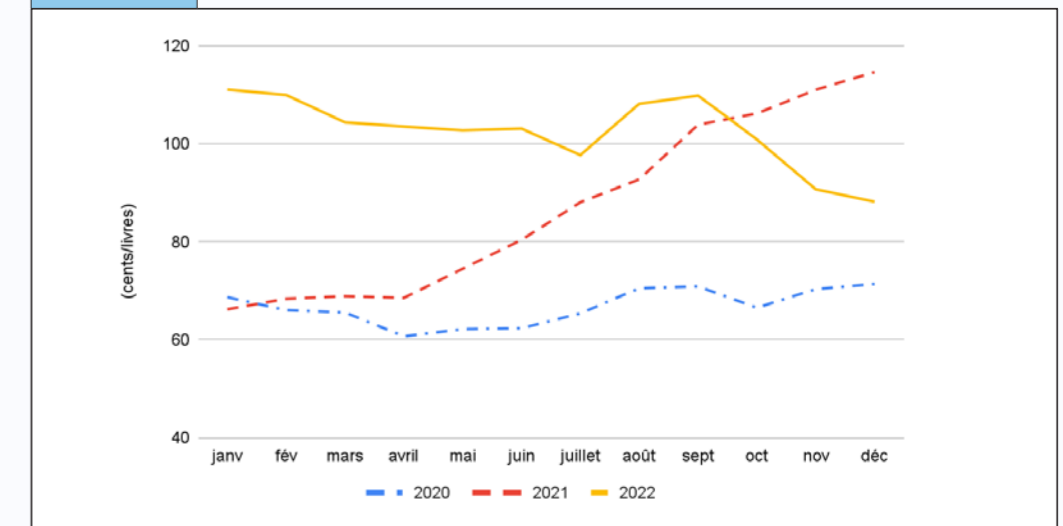
Graphique 2 EVOLUTION DES COURS DU PETROLE (NYMEX)



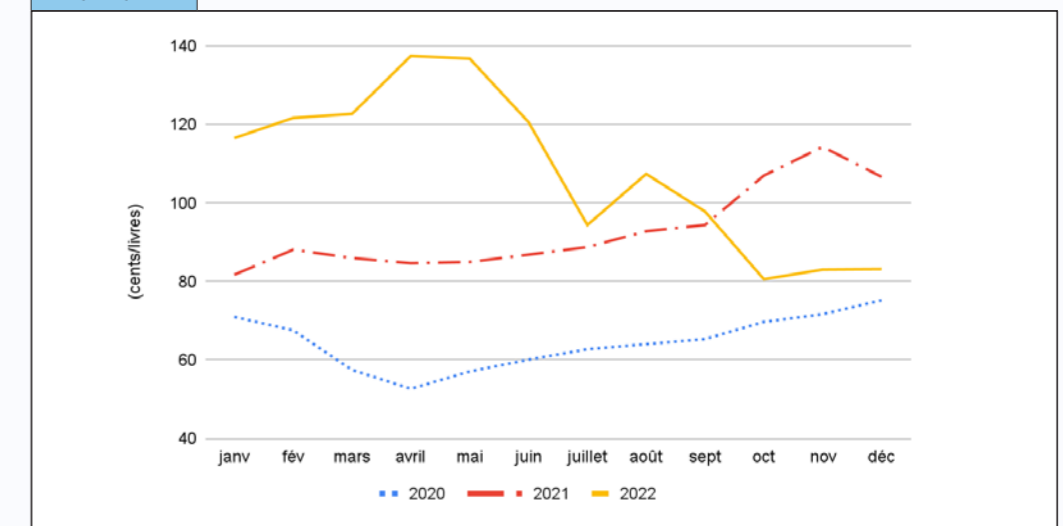
Graphique 3 EVOLUTION DES COURS DU CACAO



Graphique 4 EVOLUTION DES COURS DU CAFE



Graphique 5 EVOLUTION DES COURS DU COTON



SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER 1

1.1 - ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL 2

1.1.1 - Croissance dans les grands pays industrialisés 3

1.1.2 - Pays émergents et en développement 4

1.1.3 - Marchés financiers et des matières premières 5

1.1.4 - Emploi et inflation 9

1.1.5 - Mesures de politique monétaire et marchés des changes 10

1.2 - EVOLUTION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DANS LES ETATS MEMBRES DE L'UEMOA 13

1.2.1 - Produit intérieur brut 13

1.2.1.1 - Production agricole 15

1.2.1.2 - Production minière 16

1.2.1.3 - Production industrielle et chiffre d'affaires 17

1.2.2 - Evolution des prix à la consommation 18

1.2.3 - Finances publiques et situation de la dette extérieure 19

1.2.3.1 - Evolution des opérations financières des Etats 19

1.2.3.2 - Mobilisation des ressources extérieures et situation de la dette extérieure 22

1.2.4 - Balance des paiements 22

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE 27

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER,
STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 39

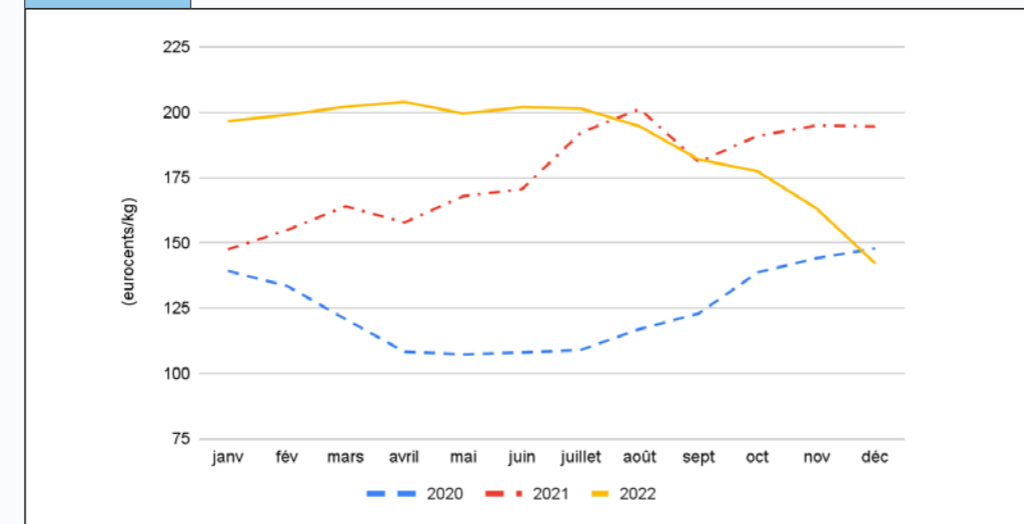
GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS
DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE 61

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

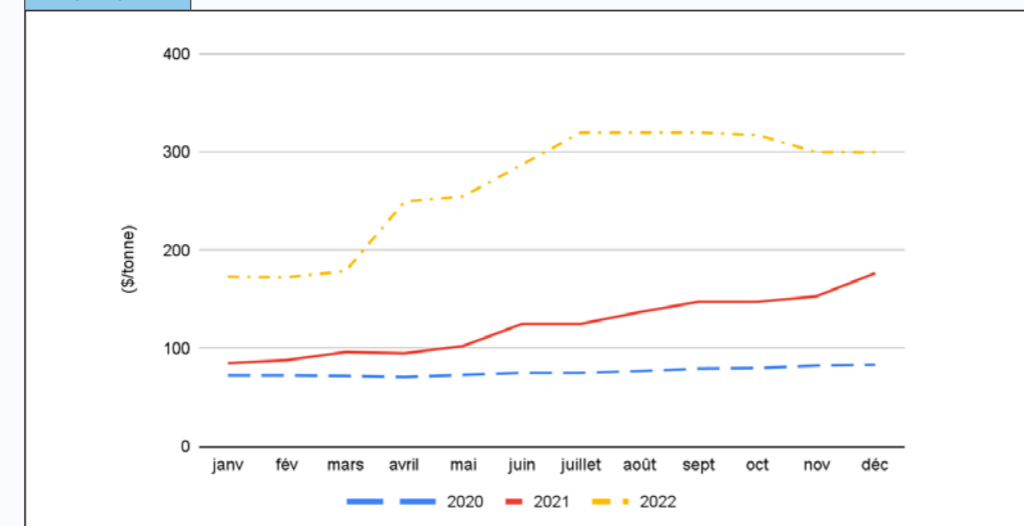
COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117

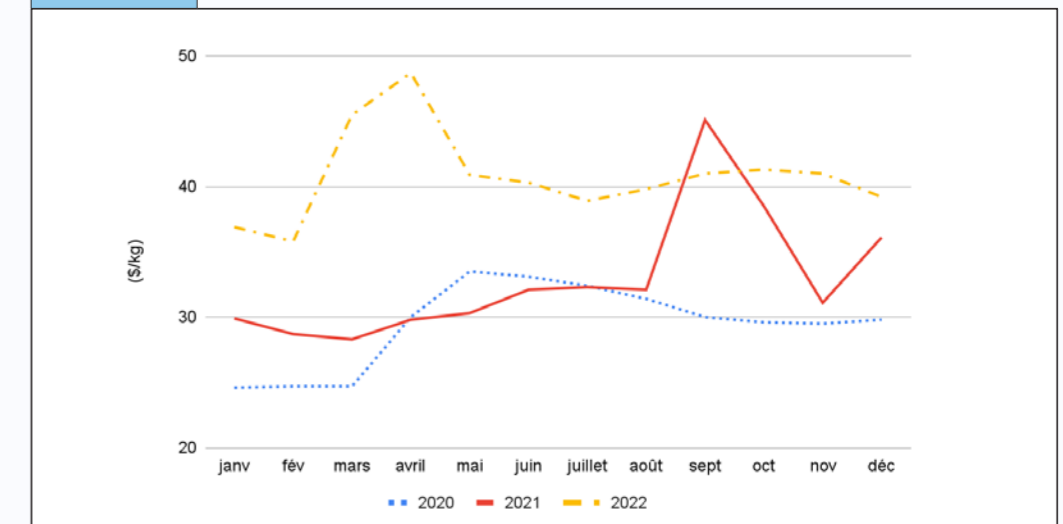
Graphique 6 EVOLUTION DES COURS DU CAOUTCHOUC



Graphique 7 EVOLUTION DES COURS DU PHOSPHATE



Graphique 8 EVOLUTION DES COURS DE L'URANIUM



1.1.4 - EMPLOI ET INFLATION



→ BAISSÉ DU TAUX DE CHOMAGE.



→ HAUSSE DE L'INFLATION (INFLATION GLOBALE DE 8,8% EN 2022 CONTRE 4,7% EN 2021).
→ HAUSSE DU TAUX MOYEN D'INFLATION DANS LES PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT (+9,9% EN 2022 CONTRE +5,9% EN 2021).
→ TAUX D'INFLATION DEMEURE ELEVE A 14,4% EN 2022, APRES +11,1% EN 2021, EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE.

En 2022, le chômage a repris une tendance baissière dans la plupart des grands pays industrialisés. Aux Etats-Unis, le taux de chômage est passé de 3,9% en décembre 2021 à 3,5% en décembre 2022, soit une baisse de 0,4 point de pourcentage. Dans la zone euro, le taux de chômage a reculé de 0,6 point de pourcentage pour se situer à 6,6% en décembre 2022, correspondant à un plus bas niveau historique.

L'inflation globale a augmenté au cours de l'année 2022 ressortant supérieure à l'objectif des banques centrales dans la plupart des

pays. La hausse de l'inflation en 2022 est liée à une combinaison de facteurs de demande et d'offre. Du côté de la demande, l'accélération de la croissance lors du rebond après la récession de 2020 et les effets décalés des soutiens budgétaire et monétaire des Etats ont contribué à des pressions persistantes sur les prix. Du côté de l'offre, les pénuries de produits de base, exacerbées par le conflit entre la Russie et l'Ukraine, ont contribué à la hausse des prix de l'énergie et des denrées alimentaires. Dans les pays industrialisés, le taux d'inflation s'est établi à 7,3% en 2022,

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER 1

1.1 - ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL 2

1.1.1 - Croissance dans les grands pays industrialisés 3

1.1.2 - Pays émergents et en développement 4

1.1.3 - Marchés financiers et des matières premières 5

1.1.4 - Emploi et inflation 9

1.1.5 - Mesures de politique monétaire et marchés des changes 10

1.2 - EVOLUTION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DANS LES ETATS MEMBRES DE L'UEMOA 13

1.2.1 - Produit intérieur brut 13

1.2.1.1 - Production agricole 15

1.2.1.2 - Production minière 16

1.2.1.3 - Production industrielle et chiffre d'affaires 17

1.2.2 - Evolution des prix à la consommation 18

1.2.3 - Finances publiques et situation de la dette extérieure 19

1.2.3.1 - Evolution des opérations financières des Etats 19

1.2.3.2 - Mobilisation des ressources extérieures et situation de la dette extérieure 22

1.2.4 - Balance des paiements 22

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE 27

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 39

GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE 61

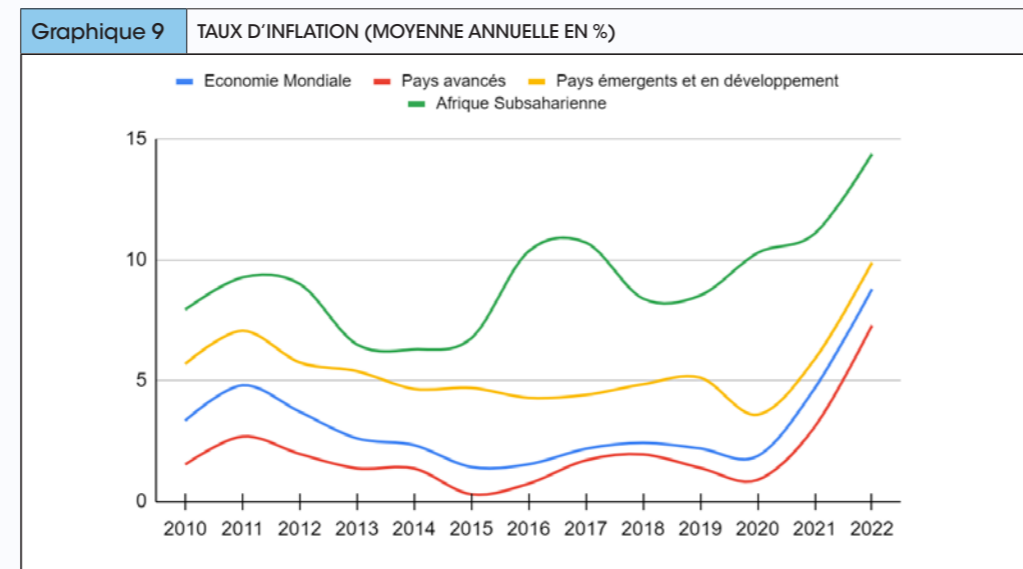
ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

COOPERATION INTERNATIONALE 113


ANNEXES 117

contre 3,1% en 2021. Au niveau des pays émergents et en développement, il est ressorti en moyenne à 9,9% en 2022 après 5,9% en 2021, en lien avec la hausse de la demande globale, ainsi que la hausse des prix du carburant. En Afrique subsaharienne, l'inflation s'est située à 14,4% en 2022.


Les pressions inflationnistes en Afrique ont été exacerbées par les dépréciations monétaires résultant de chocs défavorables sur les termes de l'échange, la perte de réserves de change, les sorties de capitaux et les niveaux d'endettement élevés.




1.1.5 - MESURES DE POLITIQUE MONETAIRE ET MARCHES DES CHANGES



RESSERMENT GENERALISE DE LA POLITIQUE MONETAIRE



DEPRECIATION DE L'EURO FACE AUX PRINCIPALES DEVISES EN 2022



EVOLUTION CONTRASTEE DU FRANC CFA SUR LE MARCHE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

La politique monétaire des principales banques centrales dans le monde a été globalement restrictive au cours de l'année 2022. Les banques centrales des économies avancées, à l'exception de la Banque du Japon, ont poursuivi le relèvement de leurs taux directeurs, en vue de juguler la hausse de l'inflation qui a atteint des niveaux records, ainsi que d'ancrer les anticipations d'inflation à moyen terme. Dans les économies émergentes et celles en développement, les banques centrales ont resserré leur politique monétaire face à la persistance des pressions inflationnistes.

La Réserve fédérale (FED) a, sur l'ensemble de l'année 2022, relevé la fourchette cible du taux des fonds fédéraux de 425 points de base (pdb), soit six hausses consécutives des taux, pour le porter entre 4,25% - 4,50%, le situant à son niveau le plus élevé depuis 2008.

La Banque Centrale Européenne (BCE) a également entrepris la normalisation de sa politique monétaire au cours de l'année 2022. Sur l'ensemble de l'année 2022, l'Institution a relevé ses taux de 250 pdb. Le principal taux de refinancement passe de 0,00% en juin 2022 à 2,50% en décembre 2022.

La Banque d'Angleterre (BoE) a augmenté les taux d'intérêt de 325 points de base en 2022 à 3,50%, portant le coût d'emprunt à son plus haut niveau depuis fin 2008, alors que les décideurs tentent de contenir l'inflation dans un contexte de crainte d'une récession économique imminente.

La Banque du Japon (BoJ) a maintenu son taux d'intérêt directeur à court terme à -0,10% et celui des rendements obligataires à 10 ans autour de 0,00% au cours de l'année 2022, malgré une inflation qui a atteint 4,0% en décembre 2022. Toutefois, la BoJ a, le 20 décembre 2022,

ajusté ses instruments monétaires en élargissant la fourchette de fluctuation tolérée sur les rendements des emprunts d'Etat à dix ans (désormais +0,50%, au lieu de +0,25% en 2021). Cette décision vise à atténuer l'impact de sa politique d'assouplissement monétaire.

Au niveau des pays émergents, les principales banques centrales ont modifié l'orientation de leur politique monétaire, à l'exception de la Chine et de la Turquie. La Reserve Bank of India (RBI) a, le 7 décembre 2022, relevé son taux directeur de 225 points de base pour le porter à 6,25%. La Banque Populaire de Chine (PBoC) a baissé son principal taux directeur, le loan prime rate (LPR) à un an, utilisé pour les prêts aux entreprises et aux ménages, de 15 pdb pour le porter à 3,65%. La Banque Centrale du Brésil a augmenté, pour un cumul de 450 pdb, son taux directeur en 2022, le portant à 13,75%. Elle a par ailleurs indiqué que les futures mesures de politique monétaire peuvent être ajustées et qu'elle relèvera à nouveau les taux si le processus de désinflation ne se déroule pas comme prévu.

La Banque Centrale de Russie, après avoir opéré une série de hausses (+1.150 pdb), portant son taux directeur à 20,00% en mars 2022, a déclenché un cycle d'assouplissement (-1.250 pdb), ramenant le taux à 7,50%, le 16 septembre 2022. La Banque Centrale de Turquie a réduit son taux directeur de 500 pdb à 9,00% en 2022, en dépit d'une accélération de l'inflation qui a grimpé à 86,0% en octobre 2022 avant de retomber à 64,0% en décembre 2022.

Au niveau des pays partenaires commerciaux de l'UEMOA dans la sous-région ouest africaine, la Banque Centrale du Nigeria (CBN) a, au cours de l'année 2022, augmenté son taux directeur (+500 pdb) à 16,5%, niveau en vigueur depuis le 22 novembre 2022. Au Ghana, une hausse de 1.250 pdb a été effectuée par la Banque du Ghana (BoG), à 27,00% en novembre 2022,

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER 1

1.1 - ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL 2

1.1.1 - Croissance dans les grands pays industrialisés 3

1.1.2 - Pays émergents et en développement 4

1.1.3 - Marchés financiers et des matières premières 5

1.1.4 - Emploi et inflation 9

1.1.5 - Mesures de politique monétaire et marchés des changes 10

1.2 - EVOLUTION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DANS LES ETATS MEMBRES DE L'UEMOA 13

1.2.1 - Produit intérieur brut 13

1.2.1.1 - Production agricole 15

1.2.1.2 - Production minière 16

1.2.1.3 - Production industrielle et chiffre d'affaires 17

1.2.2 - Evolution des prix à la consommation 18

1.2.3 - Finances publiques et situation de la dette extérieure 19

1.2.3.1 - Evolution des opérations financières des Etats 19

1.2.3.2 - Mobilisation des ressources extérieures et situation de la dette extérieure 22

1.2.4 - Balance des paiements 22

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE 27

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 39

GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE 61

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER

pour endiguer l'inflation qui se situait à 54,1% en décembre 2022. Dans la Zone CEMAC, la BEAC a relevé de 100 pnb ses principaux taux directeurs en 2022, en raison de la montée de l'inflation.

Sur les marchés des changes, l'euro s'est déprécié face aux principales devises en 2022, en lien avec le retard pris par la Banque Centrale Européenne (BCE) dans la normalisation de sa politique monétaire et les risques de récession ayant pesé sur les principales économies de la zone. L'indice du taux de change de la devise de la zone euro, calculé par la BCE, s'est détérioré de 3,4%. Le cours de l'euro s'est replié de 11,0% pour s'établir à 1,0539 dollar des Etats-Unis en 2022. La monnaie de la zone euro est également ressortie en baisse par rapport au franc suisse (-7,0%), au dollar canadien (-7,6%), au dollar australien (-3,6%) et à la livre sterling (-0,9%). L'euro a aussi perdu de la valeur face aux devises des pays émergents. Il s'est

déprécié de 16,5% vis-à-vis du rouble russe, de 7,3% face au yuan chinois et 5,5% à l'égard de la roupie indienne. En revanche, la devise européenne s'est appréciée face à la livre turque (+66,1%) et au yen japonais (+6,3%).

Sur le marché ouest africain, sur une année, la monnaie des pays de la zone UEMOA s'est renforcée face au cedi ghanéen (+25,8%) et à la leone sierra-léonaise (+18,9%). En revanche, le franc CFA s'est déprécié vis-à-vis des autres monnaies des pays de l'Afrique de l'Ouest, notamment de 20,7% face au franc guinéen, de 18,2% vis-à-vis du dollar libérien, de 5,3% à l'égard du naira nigérian et de 3,2% par rapport au dalasi gambien. En moyenne annuelle, 1.000 FCFA se sont échangés contre 13,17 cedis ghanéens, 88,82 dalasis gambiens, 22.366,99 leones sierra-léonais, 245,68 dollars libériens, 13.983,77 francs guinéens et 679,50 nairas nigériens.

Tableau 1 : EVOLUTION DES TAUX DE CHANGE MOYENS ANNUELS (QUANTITE DE MONNAIE ETRANGERE POUR 1.000 FCFA)

Monnaie	Sigle	2021	2022	Variation (%)*
Droit de tirage spécial	DTS	1,27	1,20	-5,4
Dollar des Etats-Unis	USD	1,80	1,61	-11,0
Franc suisse	CHF	1,65	1,53	-7,0
Livre sterling	GBP	1,31	1,30	-0,9
Yen japonais	JPY	197,97	210,39	6,3
Yuan chinois	CNY	11,64	10,79	-7,3
Rouble russe	RUB	132,86	110,97	-16,5
Roupie indienne	INR	133,37	126,10	-5,5
Dalasi gambien	GMD	91,74	88,82	-3,2
Cedi ghanéen	GHS	10,47	13,17	25,8
Franc guinéen	FGN	17 631,00	13 983,77	-20,7
Dollar libérien	LRD	300,26	245,68	-18,2
Naira nigérian	NGN	717,61	679,50	-5,3
Leone sierra-léonais	SLL	18 814,67	22 366,99	18,9

Sources : Reuters, Banque de France, AMAO, BCEAO.
* Le signe (-) indique une dépréciation du franc CFA par rapport à la monnaie étrangère

Tableau 2 : EVOLUTION DES TAUX DE CHANGE MOYENS TRIMESTRIELS (QUANTITE DE MONNAIE ETRANGERE POUR 1.000 FCFA)

Monnaie	Sigle	Année							
		1 ^{er} trimestre		2 ^e trimestre		3 ^e trimestre		4 ^e trimestre	
		2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022
Droit de tirage spécial	DTS	1,28	1,23	1,28	1,20	1,26	1,17	1,24	1,19
Dollar des Etats-Unis	USD	1,84	1,71	1,84	1,62	1,80	1,54	1,74	1,56
Franc suisse	CHF	1,66	1,58	1,67	1,57	1,65	1,48	1,61	1,50
Livre sterling	GBP	1,33	1,28	1,31	1,29	1,30	1,31	1,29	1,33
Yen japonais	JPY	194,72	198,88	201,08	210,59	197,82	212,20	198,25	219,87
Yuan chinois	CNY	11,91	10,86	11,87	10,73	11,63	10,52	11,15	11,06
Rouble russe	RUB	136,78	133,73	136,43	109,21	132,01	92,34	126,72	98,27
Roupie indienne	INR	134,01	128,69	135,66	125,36	133,14	122,48	130,67	127,85
Dalasi gambien	GMD	92,08	89,86	92,37	88,61	91,67	86,27	90,87	90,52
Cedi ghanéen	GHS	10,57	11,01	10,54	11,61	10,46	12,32	10,31	17,75
Franc guinéen	FGN	18 481,20	15 306,09	18 052,05	14 103,52	17 498,58	13 228,96	16 492,17	13 296,51
Dollar libérien	LRD	315,05	260,63	315,72	246,94	308,37	235,99	261,91	239,17
Naira nigérian	NGN	697,72	711,11	719,66	674,97	736,61	646,82	716,45	685,09
Leone sierra-léonais	SLL	18 752,23	19 736,38	18 805,07	20 660,19	18 593,26	21 536,91	19 108,13	27 534,47

Sources : AMAO, Banque de France, FMI, BCEAO.

1.2 - EVOLUTION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DANS LES ETATS MEMBRES DE L'UEMOA



TAUX DE CROISSANCE REEL DU PIB DE L'UEMOA

5,6% (2022)

6,1% (2021)

1.2.1 - PRODUIT INTERIEUR BRUT

L'activité économique dans l'UEMOA est demeurée dynamique en 2022, en dépit de la morosité de la conjoncture internationale et de la persistance des problèmes sécuritaires au plan interne.

Selon les récentes estimations, le taux de croissance du PIB de l'Union s'est établi à 5,6%

en 2022 après 6,1% en 2021, porté notamment par le secteur tertiaire, en lien avec la bonne tenue des activités commerciales et des services. La contribution du secteur tertiaire à la croissance a été de 3,6 points de pourcentage (pdp). Celles des secteurs secondaire et primaire ont représenté respectivement 1,1 pdp et 0,9 pdp, sous l'effet du renforcement de la production

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER 1

1.1 - ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL 2

1.1.1 - Croissance dans les grands pays industrialisés 3

1.1.2 - Pays émergents et en développement 4

1.1.3 - Marchés financiers et des matières premières 5

1.1.4 - Emploi et inflation 9

1.1.5 - Mesures de politique monétaire et marchés des changes 10

1.2 - EVOLUTION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DANS LES ETATS MEMBRES DE L'UEMOA 13

1.2.1 - Produit intérieur brut 13

1.2.1.1 - Production agricole 15

1.2.1.2 - Production minière 16

1.2.1.3 - Production industrielle et chiffre d'affaires 17

1.2.2 - Evolution des prix à la consommation 18

1.2.3 - Finances publiques et situation de la dette extérieure 19

1.2.3.1 - Evolution des opérations financières des Etats 19

1.2.3.2 - Mobilisation des ressources extérieures et situation de la dette extérieure 22

1.2.4 - Balance des paiements 22

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE 27

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 39

GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE 61

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117

manufacturière et de la hausse de la production agricole durant la campagne 2022/2023.

Examinée sous l'angle des emplois, l'expansion économique a été tirée notamment par les investissements, dont l'apport est estimé à 4,2 points de pourcentage (pdp), à la faveur de l'exécution de plusieurs chantiers de construction d'infrastructures et de la finalisation des projets dans le secteur énergétique. Elle est également soutenue par

la consommation finale des ménages, qui a contribué à hauteur de 2,3 pdp, après le niveau de 5,2 pdp enregistré en 2021, du fait de l'érosion du pouvoir d'achat des ménages, consécutive aux fortes pressions inflationnistes observées depuis le début de l'année 2022. L'apport du secteur extérieur a été négatif, tout comme en 2021, traduisant la forte hausse des importations, dans le contexte d'exécution des grands chantiers des Etats membres.

Tableau 3 : EVOLUTION DES CONTRIBUTIONS A LA CROISSANCE DU PRODUIT INTERIEUR BRUT DE L'UNION

	2020	2021	2022
Secteur primaire	0,7	0,1	0,9
Secteur secondaire	0,4	1,2	1,1
dont			
- Industries manufacturières	-0,1	0,5	0,7
- Bâtiments et Travaux Publics	0,7	0,4	0,4
Secteur tertiaire	0,7	4,8	3,6
PIB réel	1,8	6,1	5,6
Consommation finale	1,9	5,2	2,3
Investissement	1,7	2,8	4,2
Secteur extérieur	-1,8	-1,9	-0,9
dont			
Exportations de biens et services	-1,2	2,1	2,5

Sources : Services nationaux, calculs BCEAO.



CAFE : 129.492 TONNES, HAUSSE DE 53,4%



COTON GRAINE : 2.472.226 TONNES, BAISSSE DE 7,6%



ARACHIDE : 3.916.773 TONNES, HAUSSE DE 7,8%



CAOUTCHOUC : 1.347.900 TONNES, HAUSSE DE 22,5



1.2.1.1 - Production agricole



PRODUCTION VIVRIERE : 72.310.948 TONNES, HAUSSE DE 9,1%

Les estimations disponibles indiquent une hausse de 9,1%, par rapport à la campagne précédente, de la production vivrière dans l'Union estimée à 72.310.948 tonnes. Cette augmentation des récoltes serait essentiellement portée par celle des céréales (+4.551.983 tonnes, soit +16,7%) et des tubercules (+622.245 tonnes, soit +2,4%). Par rapport à la moyenne des cinq années précédentes, les récoltes de la campagne agricole 2022/2023 sont en augmentation de 7,7%.

Les récoltes des produits d'exportation ont également augmenté au cours de la campagne agricole 2022/2023 par rapport à la campagne précédente, à l'exception de celles de cacao et de coton-graine.

La production de café est ressortie à 129.492 tonnes au cours de la campagne 2022/2023,

en hausse de 53,4% par rapport à la campagne précédente. Cette évolution s'expliquerait en partie par l'effet du retour à une situation normale, après le repos végétatif dû au cycle de production, qui a induit une diminution des récoltes au cours de la campagne 2021/2022.

La production d'arachide s'est élevée à 3.916.773 tonnes au cours de la campagne 2022/2023, en hausse de 7,8% par rapport à la campagne précédente, en raison de la bonne répartition spatio-temporelle des pluies dans la majorité des Etats membres de l'Union.

La quantité de noix de cajou produite est estimée à 1.529.529 tonnes au cours de la campagne 2022/2023, en augmentation de 8,1% par rapport à la campagne précédente. Cette évolution est essentiellement imputable à la hausse de 7,2% des récoltes enregistrée en Côte d'Ivoire, plus gros producteur de noix d'anacarde, avec 67,6% de l'offre totale de l'Union durant la campagne 2021/2022.

La production de caoutchouc s'est chiffrée à 1.347.900 tonnes au cours de la campagne

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER 1

1.1 - ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL 2

1.1.1 - Croissance dans les grands pays industrialisés 3

1.1.2 - Pays émergents et en développement 4

1.1.3 - Marchés financiers et des matières premières 5

1.1.4 - Emploi et inflation 9

1.1.5 - Mesures de politique monétaire et marchés des changes 10

1.2 - EVOLUTION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DANS LES ETATS MEMBRES DE L'UEMOA 13

1.2.1 - Produit intérieur brut 13

1.2.1.1 - Production agricole 15

1.2.1.2 - Production minière 16

1.2.1.3 - Production industrielle et chiffre d'affaires 17

1.2.2 - Evolution des prix à la consommation 18

1.2.3 - Finances publiques et situation de la dette extérieure 19

1.2.3.1 - Evolution des opérations financières des Etats 19

1.2.3.2 - Mobilisation des ressources extérieures et situation de la dette extérieure 22

1.2.4 - Balance des paiements 22

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE 27

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 39

GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE 61

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER

2022/2023, en hausse de 22,5% par rapport à la saison agricole précédente, sous l'effet de l'augmentation des arbres arrivés à maturité.

En revanche, la production de cacao connaîtrait une baisse de 5,7%, durant la campagne 2022/2023, en s'élevant à 2.116.729 tonnes au sein de l'Union. Cette situation refléterait l'impact des actions conduites par les Autorités ivoiriennes pour maîtriser la progression de l'offre de fèves, afin

d'éviter une baisse trop importante des cours mondiaux.

Les récoltes de coton-graine sont estimées à 2.472.226 tonnes, en diminution de 7,6% par rapport à la campagne 2021/2022, du fait de l'envahissement des exploitations, notamment au Burkina Faso et au Mali, par les jassides (insectes parasites du coton qui provoquent un jaunissement des feuilles).

1.2.1.2 - Production minière

AUGMENTATION DE LA PRODUCTION D'URANIUM ET DE PHOSPHATE

BAISSE DE LA PRODUCTION D'OR ET DE PETROLE

Les estimations disponibles sur les activités extractives au cours de l'année 2022 indiquent une hausse des productions d'uranium et de phosphate. En revanche, celles de pétrole et d'or sont en baisse.

L'offre de phosphate a enregistré une augmentation de 1,2%, en ressortant à 3.110.423 tonnes en 2022, sous l'effet de la progression de 5,9% de l'offre du Togo, évaluée à 1.541.772 tonnes, atténuée par le repli de 3,1% de celle du Sénégal.

La production d'uranium a augmenté de 5,4%, en se situant à 2.409 tonnes en 2022, en raison de la hausse de la demande mondiale.

En revanche, les extractions de pétrole brut ont connu une baisse de 1,2%, sous l'effet de la baisse de 5,5% de l'offre de la Côte d'Ivoire, atténuée par la hausse de 5,4% de celle du Niger.

Les quantités d'or extraites dans l'Union en 2022 sont estimées à 194.749 kg, en baisse de 0,6% par rapport à 2021, après

une progression de 4,0% un an plus tôt. Cette évolution est consécutive à la diminution de la production au Burkina Faso (-6,3%) et au Sénégal (-3,1%), atténuée par la hausse de la production au Mali (+1,0%), en Côte d'Ivoire

(+7,5%) et au Niger (+5,4%). Les quantités d'or produites en 2022 sont évaluées à 70.130 kg au Mali, 62.653 kg au Burkina Faso, 43.000 kg en Côte d'Ivoire, 18.537 kg au Sénégal et 429 kg au Niger.

1.2.1.3 - Production industrielle et chiffre d'affaires

La production industrielle dans l'UEMOA a connu une hausse de 3,2% en 2022, après un accroissement de 5,9% un an auparavant. Cette évolution résulte de la décélération de la production manufacturière (+2,9% contre +8,2%), atténuée par la hausse du rythme de croissance de la production énergétique (+8,7% contre +6,5%). La dynamique dans l'industrie manufacturière est le reflet d'un fléchissement de la production de pétrole raffiné et des produits alimentaires. Dans le secteur de l'énergie, la production d'électricité a connu un léger bond, avec un accroissement de 8,9% en 2022, après une progression de 6,2% en 2021.

Le chiffre d'affaires du commerce de détail dans l'UEMOA s'est accru de 13,2% en 2022 après une progression de 12,5% l'année précédente.

Cette dynamique, qui intervient dans un contexte de tensions inflationnistes, s'explique essentiellement par la hausse du chiffre d'affaires des entreprises de commercialisation de produits pétroliers (+22,6 contre +9,9%), atténuée par la décélération des ventes de produits alimentaires (+7,4% contre +11,3%) et d'automobiles ainsi que des pièces détachées (+9,8% contre +20,4%).

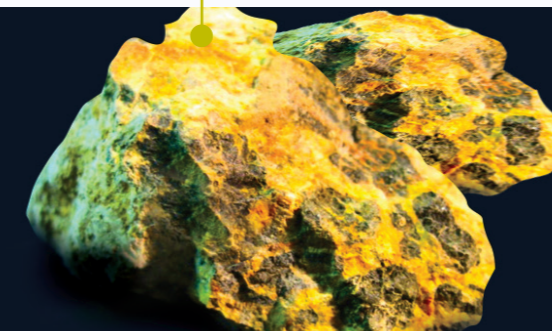
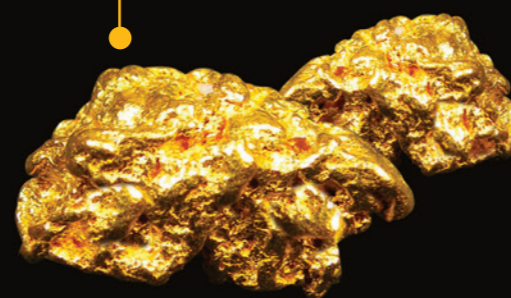
L'indice du chiffre d'affaires dans les services marchands (hors services financiers) est ressorti en hausse de 8,0% en 2022, après une progression de 15,1% en 2021. Cette décélération s'explique particulièrement par le ralentissement des activités dans les services de l'information et la communication ainsi que dans les services de transport, d'hébergement et de restauration.

OR : 194.749 KG, BAISSÉ DE 0,6%

PHOSPHATES : 3.110.423 TONNES, HAUSSE DE 1,2%

URANIUM : 2.409 TONNES, HAUSSE DE 5,4%

PETROLE : 16.109 MILLIERS DE BARILS, BAISSÉ DE 1,2%



SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER 1

1.1 - ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL 2

1.1.1 - Croissance dans les grands pays industrialisés 3

1.1.2 - Pays émergents et en développement 4

1.1.3 - Marchés financiers et des matières premières 5

1.1.4 - Emploi et inflation 9

1.1.5 - Mesures de politique monétaire et marchés des changes 10

1.2 - EVOLUTION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DANS LES ETATS MEMBRES DE L'UEMOA 13

1.2.1 - Produit intérieur brut 13

1.2.1.1 - Production agricole 15

1.2.1.2 - Production minière 16

1.2.1.3 - Production industrielle et chiffre d'affaires 17

1.2.2 - Evolution des prix à la consommation 18

1.2.3 - Finances publiques et situation de la dette extérieure 19

1.2.3.1 - Evolution des opérations financières des Etats 19

1.2.3.2 - Mobilisation des ressources extérieures et situation de la dette extérieure 22

1.2.4 - Balance des paiements 22

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE 27

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 39

GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE 61

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER

L'indice des activités dans les services financiers a enregistré une progression de 13,8% au cours de la période sous revue, après une hausse de 8,7% un an plus tôt, en

lien essentiellement avec l'accroissement du volume des transactions bancaires (crédits notamment), conjuguée à une hausse des taux débiteurs.

1.2.2 - EVOLUTION DES PRIX A LA CONSOMMATION

TAUX D'INFLATION EN MOYENNE ANNUELLE

7,4% (2022)
3,6% (2021)

Le taux d'inflation en moyenne annuelle est ressorti à 7,4% en 2022 contre 3,6% en 2021.



Le taux d'inflation en moyenne annuelle est ressorti à 7,4% en 2022, contre une réalisation de 3,6% en 2021. L'augmentation du niveau des prix en 2022 s'explique essentiellement par les tensions sur les prix des produits alimentaires (12,5% contre 6,2% un an plus tôt) et, dans une moindre mesure, les hausses observées au niveau des fonctions "Transports" (5,6% contre 0,7%) et "Logement" (4,8% contre 1,8%). La hausse des prix au niveau de la composante alimentaire de l'indice résulte essentiellement de la baisse de 13,3% de la production céréalière de la campagne agricole 2021/2022 dans l'Union, couplée aux difficultés d'approvisionnement des marchés, subséquentes aux incidences des crises sécuritaires notamment au Burkina, au Mali et au Niger. A ces facteurs s'ajoutent également des chocs externes liés à l'envolée des cours internationaux des denrées alimentaires importées par l'Union, aggravée par la guerre russo-ukrainienne, ainsi que la dépréciation de l'euro par rapport au dollar.

Quant à la hausse relevée au niveau de la composante "Transports", elle est en lien avec l'envolée des cours du pétrole sur les marchés internationaux ayant occasionné le relèvement des prix à la pompe des carburants (essence et gasoil) dans la plupart des pays de l'Union. En ce qui concerne la progression de la fonction "Logement", elle est imputable au renchérissement des prix des combustibles solides (bois et charbon de bois notamment) et liquides (pétrole lampant), en raison de la hausse des coûts d'acheminement vers les grands centres urbains ainsi que de la remontée des cours du pétrole brut.

Nonobstant les évolutions susmentionnées, le différentiel d'inflation entre l'UEMOA et ses principaux partenaires est ressorti favorable à l'Union de 1,3 point de pourcentage en 2022. En particulier, vis-à-vis du Nigeria et du Ghana, le différentiel d'inflation s'est établi respectivement à 11,4 et 24,1 points de pourcentage.

Tableau 4 : VARIATION DES PRIX A LA CONSOMMATION EN 2021 ET 2022 (EN %)

	2021		2022	
	Moyenne annuelle	Glissement annuel à fin décembre	Moyenne annuelle	Glissement annuel à fin décembre
Bénin	1,7	5,0	1,4	2,8
Burkina	3,9	8,0	14,1	9,6
Côte d'Ivoire	4,2	5,6	5,2	5,1
Guinée-Bissau	3,3	5,8	7,9	9,5
Mali	3,9	8,8	9,7	7,7
Niger	3,8	4,9	4,2	3,1
Sénégal	2,2	3,8	9,7	12,8
Togo	4,5	6,1	7,6	7,7
UEMOA	3,6	6,0	7,4	7,0

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique, BCEAO.

1.2.3 - FINANCES PUBLIQUES ET SITUATION DE LA DETTE EXTERIEURE

1.2.3.1 - Evolution des opérations financières des Etats

Après deux années de fortes pressions sur les finances publiques, en raison notamment de l'ampleur des dépenses liées aux mesures de riposte contre la crise de la Covid-19 et de relance post Covid, l'exécution budgétaire dans les Etats membres de l'UEMOA, au cours de l'année 2022, s'est déroulée dans un contexte de tensions sur les prix à la consommation. Les Etats membres ont dû surseoir à la politique de consolidation budgétaire initialement envisagée dans leurs Lois de finances initiales, afin notamment de préserver le pouvoir d'achat des populations et de consolider la reprise économique à travers la mise en œuvre de projets structurants.

Les recettes budgétaires sont ressorties à 17.645,8 milliards à fin décembre 2022, soit une hausse de 1.490,7 milliards ou 9,2% par rapport à l'année précédente. Cette progression émane surtout des recettes fiscales, qui se sont accrues de 1.427,6 milliards ou 10,5%, principalement en relation avec la poursuite de la reprise économique. En liaison avec cette évolution, le taux de pression fiscale est ressorti en hausse à 13,7%, contre 13,6% un an plus tôt. Pour leur part, les dons ont progressé de 238,6 milliards ou 16,2% pour s'établir à 1.714,9 milliards, tirés par l'augmentation des appuis des partenaires techniques et financiers à la relance économique. Au total, les recettes

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER 1

1.1 - ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL 2

1.1.1 - Croissance dans les grands pays industrialisés 3

1.1.2 - Pays émergents et en développement 4

1.1.3 - Marchés financiers et des matières premières 5

1.1.4 - Emploi et inflation 9

1.1.5 - Mesures de politique monétaire et marchés des changes 10

1.2 - EVOLUTION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DANS LES ETATS MEMBRES DE L'UEMOA 13

1.2.1 - Produit intérieur brut 13

1.2.1.1 - Production agricole 15

1.2.1.2 - Production minière 16

1.2.1.3 - Production industrielle et chiffre d'affaires 17

1.2.2 - Evolution des prix à la consommation 18

1.2.3 - Finances publiques et situation de la dette extérieure 19

1.2.3.1 - Evolution des opérations financières des Etats 19

1.2.3.2 - Mobilisation des ressources extérieures et situation de la dette extérieure 22

1.2.4 - Balance des paiements 22

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE 27

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER,
STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 39

GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS
DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE 61

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117



RECETTES BUDGETAIRES ET DONS :

→ **19.360,7** MILLIARDS A FIN DECEMBRE 2022.
EN HAUSSE DE **1.729,3** MILLIARDS OU **9,8%**
PAR RAPPORT A L'ANNEE PRECEDENTE.

→ TAUX DE PRESSION FISCALE : **13,7 %**, EN DESSOUS
DE LA NORME COMMUNAUTAIRE DE **20%** DU PIB.



DEPENSES ET PRETS NETS :

→ **26.332,3** MILLIARDS A FIN DECEMBRE 2022
EN HAUSSE DE **14,2%** PAR RAPPORT A 2021.



DEFICIT GLOBAL, BASE ENGAGEMENTS, DONS COMPRIS :

→ **6.971,7** MILLIARDS A FIN DECEMBRE 2022,
(**6,4%** DU PIB) CONTRE **5.435,5** MILLIARDS
(**5,4%** DU PIB) EN 2021.



ENCOURS GLOBAL DE LA DETTE EXTERIEURE DES ETATS MEMBRES DE L'UNION :

→ **38.028,5** MILLIARDS A FIN DECEMBRE 2022
EN HAUSSE DE **13,3%** CONTRE UNE PROGRESSION
DE **19,1%** EN 2021, REPRESENTANT **34,7%** DU PIB
EN 2022 CONTRE **33,5%** UN AN PLUS TOT.

budgétaires et dons des Etats membres de l'Union se sont inscrits en hausse de 9,8% d'une année à l'autre.

Les dépenses et prêts nets se sont élevés à 26.332,3 milliards, soit une augmentation de 3.265,6 milliards ou 14,2% par rapport à décembre 2021. Cette évolution est la résultante des hausses des dépenses en capital (+23,8%) et des charges courantes (+9,5%). La progression des dépenses en capital est notamment liée à la poursuite des investissements inscrits aux plans nationaux de développement. En pourcentage du PIB, elles sont ressorties à 8,5% en 2022, contre 7,5% un an plus tôt. Quant aux dépenses courantes, leur hausse a été impulsée par celle des paiements d'intérêt sur la dette publique (+16,7%), des dépenses de personnel (+10,7%) ainsi que des transferts et subventions (+22,8%). L'augmentation des dépenses de personnel et celle des subventions et transferts portent, entre autres, l'empreinte des mesures prises par les Gouvernements pour préserver le pouvoir d'achat des populations dans le cadre de la lutte contre l'inflation.

Dans ces conditions, le déficit global (base engagements, dons compris) s'est creusé de 1.536,2 milliards pour s'établir à 6.971,7 milliards à fin décembre 2022, soit 6,4% du PIB. Il était de 5.435,5 milliards ou 5,4% du PIB en 2021.

Tableau 5 : SITUATION DES FINANCES PUBLIQUES EN 2021 ET 2022

	Décembre 2021 (1)	Décembre 2022* (2)	Variation (2) - (1)	
			(en milliards)	(en %)
Recettes budgétaires et dons	17 631,4	19 360,7	1 729,3	9,8
<i>(en % du PIB)</i>	17,6	17,6	-	-
Recettes budgétaires	16 155,1	17 645,8	1 490,7	9,2
<i>Recettes fiscales</i>	13 613,5	15 041,1	1 427,6	10,5
<i>(en % du PIB)</i>	13,6	13,7	-	-
<i>Autres recettes (y compris non fiscales)</i>	2 541,6	2 604,7	63,1	2,5
Dons	1 476,3	1 714,9	238,6	16,2
Dépenses totales et prêts nets	23 066,7	26 332,3	3 265,6	14,2
<i>(en % du PIB)</i>	23,0	24,0	-	-
Dépenses courantes	14 503,6	15 881,6	1 378,0	9,5
masse salariale	5 498,3	6 087,4	589,1	10,7
transferts et subventions	3 493,9	4 288,9	795,0	22,8
intérêts de la dette	1 864,8	2 175,8	311,0	16,7
autres dépenses courantes	3 646,6	3 329,5	-317,1	-8,7
Dépenses en capital	7 501,7	9 289,5	1 787,8	23,8
<i>(en % du PIB)</i>	7,5	8,5	-	-
Autres dépenses	1 024,8	1 117,8	93,0	9,1
Prêts nets	36,5	43,5	7,0	19,2
Solde base engagements, dons compris	-5 435,5	-6 971,7	-1 536,2	-28,3
<i>(en % du PIB)</i>	-5,4	-6,4	-	-

(*) Estimations.

Sources : Services Nationaux, BCEAO.

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER 1

1.1 - ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL 2

1.1.1 - Croissance dans les grands pays industrialisés 3

1.1.2 - Pays émergents et en développement 4

1.1.3 - Marchés financiers et des matières premières 5

1.1.4 - Emploi et inflation 9

1.1.5 - Mesures de politique monétaire et marchés des changes 10

1.2 - EVOLUTION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DANS LES ETATS MEMBRES DE L'UEMOA 13

1.2.1 - Produit intérieur brut 13

1.2.1.1 - Production agricole 15

1.2.1.2 - Production minière 16

1.2.1.3 - Production industrielle et chiffre d'affaires 17

1.2.2 - Evolution des prix à la consommation 18

1.2.3 - Finances publiques et situation de la dette extérieure 19

1.2.3.1 - Evolution des opérations financières des Etats 19

1.2.3.2 - Mobilisation des ressources extérieures et situation de la dette extérieure 22

1.2.4 - Balance des paiements 22

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE 27

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 39

GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE 61

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER

1.2.3.2 - Mobilisation des ressources extérieures et situation de la dette extérieure

Au cours de l'année 2022, les pays de l'Union ont mobilisé des ressources extérieures notamment auprès de la Banque Mondiale (1.752,9 milliards) et de l'Agence Française de Développement (405,0 milliards). Ils ont également bénéficié du soutien financier du FMI dans le cadre de leurs programmes économiques et financiers, appuyés par cette institution pour un montant total de 486,5 milliards FCFA. Sur ce total, le Bénin a obtenu 181,6 milliards au titre du Mécanisme Elargi de Crédit (MEDC) et de la Facilité Elargie de Crédit (FEC). Pour sa part, le Niger a bénéficié de concours financiers à hauteur de 65,5 milliards dans le cadre de la Facilité Elargie de Crédit (FEC). Les décaissements en faveur du Sénégal ont concerné la facilité de crédit de confirmation et l'accord de confirmation en cours pour un montant de 239,4 milliards.

Aucun Etat membre de l'Union n'a émis d'euro-obligations au cours de l'année 2022. Pour rappel, en 2021, trois Etats de l'Union (Bénin, Côte d'Ivoire et Sénégal) avaient mobilisé sur les marchés financiers internationaux des ressources d'un montant cumulé de 2.099,9 milliards de FCFA.

Concernant la dette extérieure, les données disponibles font état d'un accroissement de l'encours des engagements extérieurs de l'Union de 13,3%, soit 38.028,5 milliards en 2022, contre une progression de 19,1% l'année précédente. En pourcentage du PIB, la dette extérieure représente 34,7% en 2022, contre 33,5% l'année précédente.

Par pays, la situation est résumée dans le tableau 6 ci-après :

Tableau 6 : RATIOS D'ENDETTEMENT EXTERIEUR EN 2021 ET 2022 (EN % DU PIB)

Pays	2021	2022*
Bénin	34,1	35,3
Burkina	25,2	25,3
Côte d'Ivoire	31,4	34,3
Guinée-Bissau	37,8	41,1
Mali	30,6	28,7
Niger	32,9	37,0
Sénégal	49,8	47,9
Togo	23,0	23,3
UEMOA	33,5	34,7

Sources : Services Nationaux, BCEAO. (*) Estimations.

1.2.4 - BALANCE DES PAIEMENTS



Les échanges extérieurs se sont traduits en 2022 par une forte détérioration du solde global en ligne avec l'aggravation du déficit du compte courant, couplée à une baisse des entrées de capitaux au titre du compte financier.

En 2022, la détérioration des termes de l'échange et le raffermissement du dollar ont lourdement pesé sur les échanges extérieurs des pays de l'Union. Avec une dynamique relativement forte de la demande intérieure dans les Etats membres, couverte en grande

partie par l'offre extérieure. Les importations de biens et services se sont accrues de manière soutenue au terme de l'année (+24,0%) face à une progression relativement modérée des exportations (+16,2%). Le déficit courant s'est

établi à 7,8% du PIB, en hausse de 2,2 points par rapport à l'année 2021. Les flux de capitaux mobilisés au titre du compte financier, en net repli, n'ont pas permis de couvrir le besoin de financement qui en a résulté.

Tableau 7 : EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS SUR LA PERIODE 2020-2022 (EN MILLIARDS DE FCFA, SAUF INDICATION CONTRAIRE)

	2020	2021	2022 (Estimation)
Balance commerciale	-138,8	-863,1	-3 587,7
Balance des services	-4 689,3	-5 444,2	-6 048,3
Solde du compte des transactions courantes	-4 057,8	-5 619,2	-8 484,2
Solde du compte des transactions courantes (en % PIB)	-4,4	-5,6	-7,8
Solde du compte des transactions courantes hors dons (en % PIB)	-5,3	-6,0	-8,3
Solde du compte de capital	1 307,4	1 461,5	1 656,2
Solde du compte financier	-3 162,7	-4 688,8	-3 864,9
Solde global	15,8	475,7	-3 343,2
Réévaluations	182,3	133,5	54,5
Variation des AEN	-198,0	-609,2	3 288,7
PIB nominal	91 860,7	100 159,6	109 282,3

Source : BCEAO

Selon ses composantes, le déficit courant s'est amplifié de 51,0% pour ressortir à 8.484,2 milliards en 2022, en raison de l'aggravation des déficits de la balance de biens et services (+52,8%) et du revenu primaire (+3,8%), dont les effets seraient atténués par l'évolution favorable du solde excédentaire du revenu secondaire (+17,2%).

L'aggravation du déficit commercial (-2.724,6 milliards) est en lien avec la hausse des importations (+28,5%) plus élevée que celle des exportations (+16,5%). La dynamique des importations s'explique essentiellement par l'alourdissement de la facture énergétique (+73,5%), couplée à un net regain de la demande de biens de consommation

(+27,0%), dans un contexte de flambée des cours internationaux des produits pétroliers et alimentaires. La tendance a également été accentuée par l'accroissement des acquisitions de biens d'équipement et intermédiaires (+9,3%), en lien avec la poursuite des projets d'infrastructures publics et des travaux relatifs aux grands chantiers en cours dans les pays de l'UEMOA, notamment le projet gazier Grand Tortue Ahmeyim (GTA) de British Petroleum (BP) entre le Sénégal et la Mauritanie, ainsi que de la construction du pipeline de transport de pétrole au Niger et au Bénin.

L'évolution des exportations s'explique notamment par la bonne tenue des ventes de pétrole (+59,1%), de coton (+55,6%),

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER 1

1.1 - ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL 2

1.1.1 - Croissance dans les grands pays industrialisés 3

1.1.2 - Pays émergents et en développement 4

1.1.3 - Marchés financiers et des matières premières 5

1.1.4 - Emploi et inflation 9

1.1.5 - Mesures de politique monétaire et marchés des changes 10

1.2 - EVOLUTION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DANS LES ETATS MEMBRES DE L'UEMOA 13

1.2.1 - Produit intérieur brut 13

1.2.1.1 - Production agricole 15

1.2.1.2 - Production minière 16

1.2.1.3 - Production industrielle et chiffre d'affaires 17

1.2.2 - Evolution des prix à la consommation 18

1.2.3 - Finances publiques et situation de la dette extérieure 19

1.2.3.1 - Evolution des opérations financières des Etats 19

1.2.3.2 - Mobilisation des ressources extérieures et situation de la dette extérieure 22

1.2.4 - Balance des paiements 22

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE 27

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER,
STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 39GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS
DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE 61

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
ET FINANCIER

de caoutchouc (+37,3%), d'or (+12,1%) et de cacao (+4,2%). L'augmentation des exportations des matières premières agricoles est en lien avec l'orientation à la hausse des cours de ces produits sur les marchés internationaux d'une part, et d'autre part, par l'augmentation des volumes expédiés du fait de la vigueur de la production sauf pour le cacao. Quant aux exportations de produits aurifères et pétroliers, leur évolution s'explique principalement par la hausse des prix sur les marchés internationaux.

Le déficit de la balance des services s'est accru de 11,1%, en raison principalement de la hausse de la facture du fret (+18,9%) subséquente à la progression des importations en 2022 et à l'envolée des cours des produits pétroliers. Le solde déficitaire du revenu primaire, pour sa part, s'est aggravé de 3,8%, tiré à la hausse par les paiements d'intérêts au titre de la dette publique (+12,9%). L'excédent du revenu secondaire s'est amélioré de 17,2% en lien avec le dynamisme des aides budgétaires reçues par les pays de l'Union (+32,7%), couplé à la hausse des transferts de fonds des migrants (+6,2%).

En tenant compte de l'excédent du compte de capital, évalué à 1.656,2 milliards, le besoin de financement ressort à 6.828,1 milliards, en hausse de 64,2% par rapport en 2021. Ce besoin n'a été couvert qu'à hauteur de 51,0%, contre 111,6% en 2021, par les entrées de capitaux au titre du compte financier, ressorti en net repli en 2022.

Les entrées nettes de capitaux au titre du compte financier se sont repliées de 17,6% pour ressortir à 3.864,9 milliards en 2022 contre 4.688,8 milliards en 2021. La baisse des flux nets du compte financier est en ligne avec la contraction des entrées au titre des investissements de portefeuille, partiellement compensée par la hausse des investissements directs étrangers (IDE) et des tirages publics nets. Les entrées nettes au titre des investissements de portefeuille (-97,9%) ont enregistré une baisse significative en ressortant à 31,1 milliards en 2022 contre 1.503,3 milliards un an plus tôt, en lien avec l'absence d'émissions d'euro-obligations par les Etats membres de l'Union, contre une émission nette de 2.087 milliards un an plus tôt.

Les flux nets d'investissements directs étrangers (IDE) se sont chiffrés à 2.824,0 milliards en 2022 contre 2.748,8 milliards en 2021, soit une progression de 2,7%. Cette évolution serait en rapport avec la reprise de l'activité économique dans l'Union conjuguée à la poursuite des travaux d'exploration minière et pétrolière en Côte d'Ivoire, au Sénégal et la construction du pipeline Niger-Bénin.

Les entrées nettes au titre des autres investissements ont connu une hausse en 2022, en lien avec l'accroissement des tirages publics nets (+40,2%), après le repli des mobilisations enregistrées en 2021.

Dans ces conditions, le solde global de la balance des paiements est ressorti déficitaire à 3.343,2 milliards en 2022 après un excédent de 475,7 milliards en 2021.



Siège de la BCEAO à Dakar

au premier plan, la Tour et le Bâtiment Annexe (en blanc) ;
à l'arrière-plan, le Centre Ouest Africain de Formation et d'Etudes Bancaires (COFEB) à droite,
le bâtiment abritant l'Imprimerie et le Musée de la Monnaie entre les deux immeubles.

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR	X
TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022	XIII
COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO	XXI
VUE D'ENSEMBLE	XXVII
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER	1
MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE	27
2.1 - OBJECTIFS DE LA POLITIQUE MONETAIRE	28
2.2 - ACTION MONETAIRE	28
2.2.1 - Politique des taux d'intérêt	29
2.2.2 - Dispositif des réserves obligatoires	30
2.3 - OPERATIONS SUR LE MARCHE MONETAIRE	30
2.3.1 - Opérations d'open market	30
2.3.2 - Opérations sur les guichets permanents de refinancement	31
2.3.3 - Marché interbancaire	31
2.3.4 - Evolution des taux débiteurs	33
2.4 - EVOLUTION DES AGREGATS MONETAIRES	34
2.4.1 - Actifs extérieurs nets	34
2.4.2 - Créances intérieures	35
2.4.2.1 - Créances nettes sur l'Administration Publique Centrale (APUC)	35
2.4.2.2 - Créances sur l'économie	36
2.4.3 - Masse monétaire et base monétaire	36
EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES	39
GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE	61
ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO	73
COOPERATION INTERNATIONALE	113
ANNEXES	117



MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER 1

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE 27

2.1 - OBJECTIFS DE LA POLITIQUE MONETAIRE 28

2.2 - ACTION MONETAIRE 28

2.2.1 - Politique des taux d'intérêt 29

2.2.2 - Dispositif des réserves obligatoires 30

2.3 - OPERATIONS SUR LE MARCHE MONETAIRE 30

2.3.1 - Opérations d'open market 30

2.3.2 - Opérations sur les guichets permanents de refinancement 31

2.3.3 - Marché interbancaire 31

2.3.4 - Evolution des taux débiteurs 33

2.4 - EVOLUTION DES AGREGATS MONETAIRES 34

2.4.1 - Actifs extérieurs nets 34

2.4.2 - Créances intérieures 35

2.4.2.1 - Créances nettes sur l'Administration Publique Centrale (APUC) 35

2.4.2.2 - Créances sur l'économie 36

2.4.3 - Masse monétaire et base monétaire 36

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER,
STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 39

GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS
DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE 61

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117

2.1 - OBJECTIFS DE LA POLITIQUE MONETAIRE

La réforme institutionnelle entrée en vigueur en avril 2010 a établi le maintien de la stabilité des prix comme objectif principal de la politique monétaire de la Banque Centrale. Sans préjudice de cet objectif, la politique monétaire vise également à soutenir les politiques économiques des Etats membres de l'UEMOA pour une croissance durable.

de 2% avec une marge de plus ou moins 1% sur une période de 24 mois. Pour réaliser cet objectif, la Banque Centrale appréhende les risques potentiels pour la stabilité des prix et la croissance sur la base de son analyse de l'environnement macroéconomique interne et externe effectuée chaque trimestre dans son rapport sur la politique monétaire.

De manière opérationnelle, l'objectif de stabilité des prix est défini comme un taux d'inflation

2.2 - ACTION MONETAIRE



LES MESURES DE POLITIQUE MONETAIRE AU COURS DE L'ANNEE 2022 :

- ➔ Trois relèvements de 25 pdb chacun des taux directeurs, pour un cumul de 75 points de base. Le taux minimum de soumission aux adjudications de la BCEAO est passé de 2,00% à 2,25% le 16 juin 2022, de 2,25% à 2,50% le 16 septembre 2022, puis de 2,50% à 2,75% le 16 décembre 2022 ;
- ➔ Maintien des coefficients de réserves obligatoires applicables aux banques. Le taux est resté fixé à 3,00% en 2022, niveau en vigueur depuis le 16 mars 2017.



LES MESURES DE REGULATION DE LA LIQUIDITE BANCAIRE :

- ➔ Poursuite des adjudications à taux fixe et à service complet sur l'ensemble des guichets classiques d'appel d'offres, à savoir le guichet hebdomadaire et le guichet mensuel ;
- ➔ Maintien du guichet spécial, à maturité de six mois et à service complet, pour le refinancement des obligations de relance (OdR²). La structuration des OdR et l'ouverture d'un guichet dédié visaient à permettre aux Etats de lever des ressources longues, à des conditions de taux favorables, pour couvrir les besoins de financement liés à la crise sanitaire et à la mise en œuvre de mesures de relance ;
- ➔ Maintien du guichet spécial, à maturité de douze mois et à service complet, pour le refinancement des bons de soutien et de résilience (BSR) d'une maturité de douze mois. Le programme d'émission des BSR avait pour objectif de permettre aux Etats de mobiliser des ressources à des conditions de taux favorables pour faire face à des besoins urgents de trésorerie.

2 : Les Obligations de Relance ou OdR sont « des Obligations Assimilables du Trésor de maturités moyenne et longue (3 ans, 5 ans, 7 ans, 10 ans, 12 ans voire plus), qui sont émises tout au long de l'année 2021 et 2022 par voie d'adjudication ouverte sur le Marché des Titres publics de l'UEMOA ».

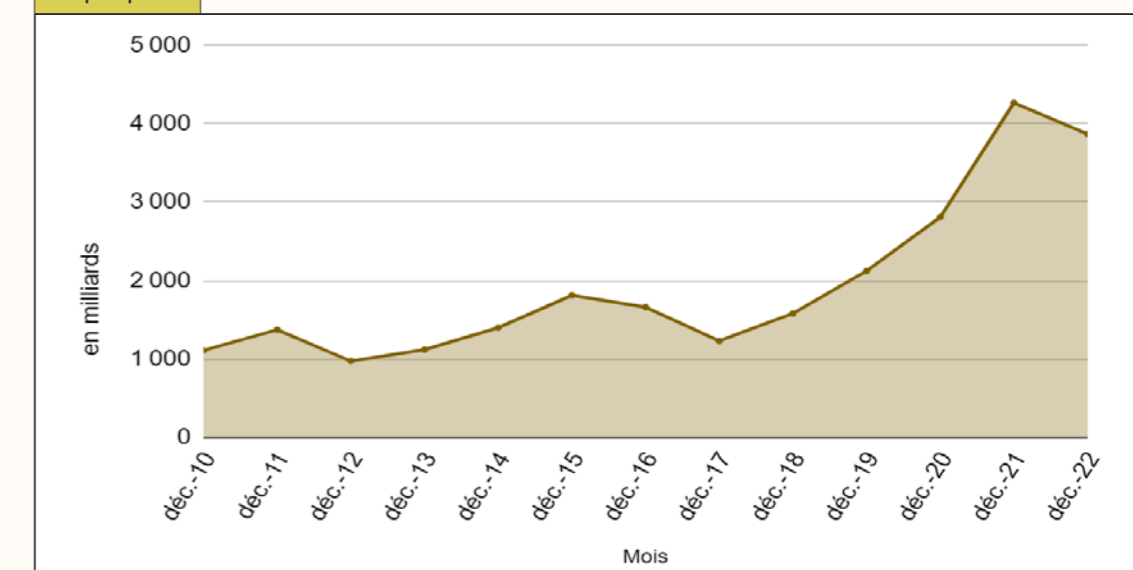
2.2.1 - POLITIQUE DES TAUX D'INTERET

Au cours de l'année 2022, l'environnement macroéconomique dans l'UEMOA a été marqué par des incertitudes liées à la situation internationale ainsi qu'à l'évolution du contexte sociopolitique et sécuritaire dans la région. En particulier, les tensions inflationnistes observées depuis 2021 dans la région se sont accentuées en 2022. Le renchérissement des produits alimentaires de grande consommation et du transport, avec l'ajustement des prix à la pompe des produits pétroliers par les pays de l'Union, suite à l'envolée des cours du pétrole sur les marchés internationaux, ont exercé de fortes pressions sur le niveau général des prix, posant de nouveaux défis à la Banque Centrale. Le taux d'inflation qui, depuis plus d'une année, se situe en dehors de la cible de [1%-3%] fixée par le Comité de Politique Monétaire dans le

cadre de la définition de la stabilité des prix, est ressorti à 7,4% en 2022 contre 3,6% en 2021.

Tenant compte de ces évolutions, le Comité de Politique Monétaire a décidé, dès juin 2022, de normaliser progressivement la politique monétaire de la Banque Centrale. Aussi, a-t-il procédé en 2022 à trois relèvements de 25 pdb chacun des taux directeurs, pour un cumul de 75 points de base. La première hausse est intervenue le 16 juin 2022, la seconde le 16 septembre 2022 et la dernière hausse le 16 décembre 2022. Ainsi, le taux minimum de soumission aux adjudications de la BCEAO est passé de 2,00% à 2,25%, de 2,25% à 2,50% et enfin à 2,75%. La Banque Centrale a poursuivi, durant toute l'année 2022, ses adjudications à taux fixe sur ses guichets de refinancement.

Graphique 10 EVOLUTION DE LA LIQUIDITE GLOBALE



Source : BCEAO.

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER 1

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE 27

2.1 - OBJECTIFS DE LA POLITIQUE MONETAIRE 28

2.2 - ACTION MONETAIRE 28

2.2.1 - Politique des taux d'intérêt 29

2.2.2 - Dispositif des réserves obligatoires 30

2.3 - OPERATIONS SUR LE MARCHÉ MONETAIRE 30

2.3.1 - Opérations d'open market 30

2.3.2 - Opérations sur les guichets permanents de refinancement 31

2.3.3 - Marché interbancaire 31

2.3.4 - Evolution des taux débiteurs 33

2.4 - EVOLUTION DES AGREGATS MONETAIRES 34

2.4.1 - Actifs extérieurs nets 34

2.4.2 - Créances intérieures 35

2.4.2.1 - Créances nettes sur l'Administration Publique Centrale (APUC) 35

2.4.2.2 - Créances sur l'économie 36

2.4.3 - Masse monétaire et base monétaire 36

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 39

GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE 61

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE

2.2.2 - DISPOSITIF DES RESERVES OBLIGATOIRES

La Banque Centrale a maintenu inchangé le coefficient de réserves obligatoires applicable aux banques de l'Union à 3,00%. Au cours de l'année 2022, les réserves effectivement constituées par les banques de l'Union ont représenté, en moyenne 304,25% des réserves requises par la réglementation contre 313,5% l'année précédente.

A titre de rappel, la Banque Centrale a opté pour un taux unique de réserves obligatoires applicable à toutes les banques de l'Union depuis le 16 décembre 2010, à l'issue de la réunion du Comité de Politique Monétaire. Le tableau ci-après présente l'historique des taux de réserves obligatoires appliqués par la Banque Centrale.

Tableau 8 : COEFFICIENTS DE RESERVES OBLIGATOIRES APPLICABLES AUX BANQUES

	Jusqu'au 15 nov. 1998	16 nov. au 15 déc. 1998	16 déc. 1998 au 15 avril 2000	16 avr. au 15 août 2000	16 août au 15 sept. 2000	16 sept. 2000 au 15 avril 2002	16 avril 2002 au 15 mars 2004	16 mars 2004 au 15 juin 2005	16 juin 2005 au 15 juin 2009	16 juin 2009 au 15 mai 2010	16 mai au 15 déc. 2010	16 déc. 2010 au 15 mars 2012	16 mars 2012 au 15 mars 2017	depuis le 16 mars 2017
En pourcentage (%)														
Bénin	9,0	9,0	3,0	3,0	9,0	9,0	9,0	13,0	15,0	9,0	7,0	7,0	5,0	3,0
Burkina	9,0	9,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	7,0	7,0	7,0	7,0	5,0	3,0
Côte d'Ivoire	9,0	1,5	1,5	3,0	3,0	5,0	5,0	5,0	5,0	5,0	5,0	7,0	5,0	3,0
Guinée-Bissau	5,0	5,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	5,0	7,0	5,0	3,0
Mali	9,0	9,0	3,0	3,0	3,0	3,0	9,0	9,0	9,0	7,0	7,0	7,0	5,0	3,0
Niger	5,0	5,0	1,5	3,0	5,0	5,0	5,0	5,0	9,0	7,0	7,0	7,0	5,0	3,0
Sénégal	5,0	1,5	1,5	3,0	9,0	9,0	9,0	9,0	7,0	7,0	7,0	7,0	5,0	3,0
Togo	9,0	3,0	1,5	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	5,0	7,0	5,0	3,0

Source : BCEAO

2.3 - OPERATIONS SUR LE MARCHÉ MONETAIRE

2.3.1 - OPERATIONS D'OPEN MARKET

Au cours de l'année 2022, les opérations d'open market sur les guichets hebdomadaire, mensuel et de relance ont été conduites à taux fixe tout en couvrant la totalité des besoins exprimés par les banques. La poursuite de cette mesure prise depuis mars 2020 a permis aux banques d'accéder à des niveaux de

ressources suffisants pour assurer leur service d'intermédiation.

Sur le guichet hebdomadaire des appels d'offres, le montant injecté a atteint un volume record de 6.554,7 milliards en décembre 2022 après 4.440,5 milliards un an plus tôt, soit une

augmentation de 47,6%. Le montant moyen des injections hebdomadaires de liquidité en 2022 est ressorti à 4.649,3 milliards, en hausse de 1.257,5 milliards (ou +37,1%) par rapport à son niveau de 3.391,8 milliards relevé en 2021. Le taux moyen annuel sur le guichet hebdomadaire est ressorti à 2,22% en 2022 contre 2,00% en 2021.

Sur le guichet mensuel des appels d'offres, le montant injecté par la Banque Centrale s'est situé à 2.132,7 milliards à fin décembre 2022 contre 1.503,6 milliards une année plus tôt, en hausse de 629,1 milliards (+41,8%). Les demandes satisfaites, en moyenne en 2022, se sont situées à 1.700,2 milliards contre 1.644,8 milliards en 2021. Le taux moyen

annuel sur le guichet mensuel est ressorti à 2,21% en 2022 contre 2,00% en 2021.

Sur le guichet de relance dédié aux obligations de relance (OdR), les volumes mis en adjudication sont ressortis en moyenne à 438,8 milliards en 2022 contre 126,0 milliards en 2021. L'encours des engagements des banques sur ce guichet de 6 mois de maturité est passé à 655,8 milliards en fin décembre 2022, après 239,7 milliards à la même période de l'année précédente. Le maintien de ce guichet avec celui des BSR, dont l'encours s'est situé à 12,6 milliards à fin décembre 2022 contre 115,6 milliards une année plus tôt, a notamment contribué à entretenir des conditions favorables sur le marché de la dette publique.

2.3.2 - OPERATIONS SUR LES GUICHETS PERMANENTS DE REFINANCEMENT

En lien avec la poursuite de la mesure d'allocation complète de liquidité adoptée depuis mars 2020, le guichet de prêt marginal n'a pas été sollicité en 2022. Les banques ont couvert l'essentiel de leurs besoins sur les guichets d'appel d'offres et le dynamisme du marché interbancaire au cours de l'année a permis d'absorber leurs besoins non anticipés sans un recours au prêt marginal.

S'agissant du guichet spécial de refinancement, entré en vigueur depuis janvier 2014 et sur lequel les banques peuvent lever des ressources à leur initiative pour des durées allant de trois à douze mois, au taux du guichet de prêt marginal, avec des supports dont la durée de vie résiduelle est supérieure à cinq ans, aucun engagement vis-à-vis de la BCEAO n'y a été relevé en 2022.

2.3.3 - MARCHÉ INTERBANCAIRE

L'évolution du marché interbancaire de l'UMOA a été marquée par la hausse du volume des échanges de liquidités et du taux d'intérêt moyen pondéré des opérations à une semaine. Les taux ont évolué sous l'effet du relèvement des taux de prêt marginal et minimum de soumission par la Banque Centrale au cours du second semestre de l'année 2022.

Ainsi, le volume moyen des transactions toutes maturités confondues s'est élevé à 595 milliards de FCFA en 2022 contre 428 milliards de FCFA en 2021, soit une progression de 39%. Les opérations ont couvert des maturités allant d'un (1) jour à douze (12) mois. Les compartiments à une semaine et à un jour ont été les plus actifs, représentant respectivement 62% et 16% du volume moyen des transactions contre 66%

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER 1

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE 27

2.1 - OBJECTIFS DE LA POLITIQUE MONETAIRE 28

2.2 - ACTION MONETAIRE 28

2.2.1 - Politique des taux d'intérêt 29

2.2.2 - Dispositif des réserves obligatoires 30

2.3 - OPERATIONS SUR LE MARCHÉ MONETAIRE 30

2.3.1 - Opérations d'open market 30

2.3.2 - Opérations sur les guichets permanents de refinancement 31

2.3.3 - Marché interbancaire 31

2.3.4 - Evolution des taux débiteurs 33

2.4 - EVOLUTION DES AGREGATS MONETAIRES 34

2.4.1 - Actifs extérieurs nets 34

2.4.2 - Créances intérieures 35

2.4.2.1 - Créances nettes sur l'Administration Publique Centrale (APUC) 35

2.4.2.2 - Créances sur l'économie 36

2.4.3 - Masse monétaire et base monétaire 36

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 39

GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE 61

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117

et 18% en 2021. Ces maturités ont cumulé en moyenne des prêts de montants respectifs de 369 milliards de FCFA et 92 milliards de FCFA en 2022 contre 284 milliards de FCFA et 77 milliards de FCFA en 2021.

Rapporté au montant moyen des injections de liquidités, le volume des opérations interbancaires est ressorti à 9,0% en 2022 contre 8,0% en 2021.

S'agissant des taux d'intérêt, le compartiment à une semaine a enregistré une hausse du

taux d'intérêt moyen pondéré de 2,36% en 2021 à 2,87% en 2022. Toutes les places de l'Union ont participé à l'animation du marché interbancaire. La place d'Abidjan a été la plus active en termes d'offres de ressources (41%), suivie de celle de Dakar (16%), de Lomé (16%) et de Ouagadougou (12%). Les principales places bénéficiaires ont été celles d'Abidjan (27%), de Cotonou (20%), de Dakar (16%), de Lomé (15%) et de Ouagadougou (8%).

Tableau 9 : EVOLUTION DES TAUX INTERBANCAIRES EN 2022 (MOYENNE PONDEREE EN POURCENTAGE)

	1 jour	1 semaine	2 semaines	1 mois	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
Janvier	2.47	2.32	3.43	3.87	4.18	6.00	-	-
Février	2.61	2.26	3.33	3.27	2.55	3.00	1.85	-
Mars	2.45	2.33	3.32	2.89	3.60	2.75	-	4.15
Avril	2.56	2.28	3.29	3.44	4.25	5.30	-	-
Mai	2.50	2.33	3.21	2.99	5.33	4.25	-	-
Juin	2.87	2.51	3.41	3.17	3.52	2.75	-	-
Juillet	2.60	2.69	3.54	3.27	3.92	-	-	-
Août	2.59	2.81	3.40	3.50	5.24	3.25	-	4.00
Septembre	2.87	2.94	3.56	3.41	3.69	3.25	-	4.00
Octobre	2.76	2.91	3.66	3.81	4.20	-	-	-
Novembre	2.87	03.01	3.77	3.80	5.00	3.60	-	3.53
Décembre	3.13	3.44	3.88	4.13	5.42	5.66	-	4.56
Moyenne	3.21	2.87	3.92	3.98	5.13	4.22	1.85	4.48

Source : BCEAO.

Tableau 10 : EVOLUTION DES PRETS INTERBANCAIRES DANS L'UMOA EN 2022 (EN MILLIONS DE FCFA)

	Montants moyens		Encours moyen des prêts	Fourchettes des taux (en %)	Durées des prêts
	Total	dont UMOA			
Janvier	528 167	378 852	668 757	2.32 à 6.00	1 jour à 6 mois
Février	579 550	397 716	731 810	1.85 à 3.33	1 jour à 9 mois
Mars	577 462	377 297	781 334	2.33 à 4.15	1 jour à 12 mois
Avril	518 571	308 503	749 482	2.28 à 5.30	1 jour à 6 mois
Mai	575 184	338 497	812 364	2.50 à 5.33	1 jour à 6 mois
Juin	593 944	326 812	801 825	2.51 à 3.52	1 jour à 6 mois
Juillet	544 437	345 745	772 483	2.60 à 3.92	1 jour à 3 mois
Août	649 449	408 484	859 618	2.59 à 4.00	1 jour à 12 mois
Septembre	698 517	474 296	897 182	2.87 à 4.00	1 jour à 12 mois
Octobre	672 400	467 422	956 789	2.76 à 4.20	1 jour à 3 mois
Novembre	628 869	402 694	898 053	2.87 à 5.00	1 jour à 12 mois
Décembre	568 433	370 596	708 745	3.13 à 5.66	1 jour à 12 mois
Moyenne	594 582	383 076	803 204		

Source : BCEAO.

2.3.4 - EVOLUTION DES TAUX DEBITEURS

Au titre du suivi des conditions de banque, un renchérissement du coût du crédit est observé dans la plupart des pays de l'UEMOA en 2022, intervenant dans un contexte de hausses

successives des taux directeurs de la BCEAO. En effet, le taux d'intérêt débiteur moyen dans l'Union est passé de 6,27% en 2021 à 6,48% en 2022, soit une hausse de 21 points de base.

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER 1

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE 27

2.1 - OBJECTIFS DE LA POLITIQUE MONETAIRE 28

2.2 - ACTION MONETAIRE 28

2.2.1 - Politique des taux d'intérêt 29

2.2.2 - Dispositif des réserves obligatoires 30

2.3 - OPERATIONS SUR LE MARCHÉ MONETAIRE 30

2.3.1 - Opérations d'open market 30

2.3.2 - Opérations sur les guichets permanents de refinancement 31

2.3.3 - Marché interbancaire 31

2.3.4 - Evolution des taux débiteurs 33

2.4 - EVOLUTION DES AGREGATS MONETAIRES 34

2.4.1 - Actifs extérieurs nets 34

2.4.2 - Créances intérieures 35

2.4.2.1 - Créances nettes sur l'Administration Publique Centrale (APUC) 35

2.4.2.2 - Créances sur l'économie 36

2.4.3 - Masse monétaire et base monétaire 36

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER,
STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 39

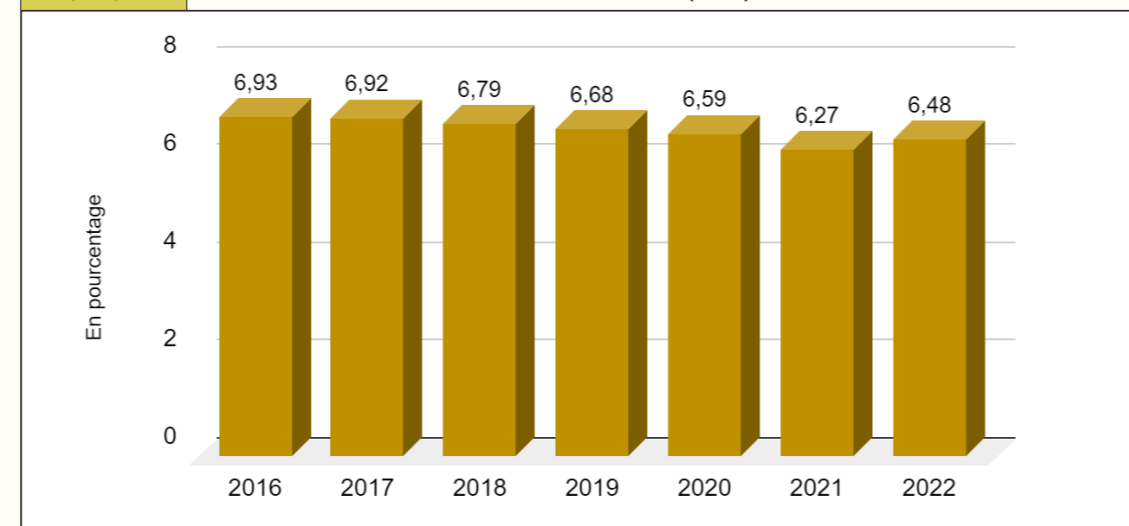
GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS
DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE 61

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117

Graphique 11 EVOLUTION DES TAUX DEBITEURS DANS L'UNION (EN %)



Source : BCEAO.

2.4 - EVOLUTION DES AGREGATS MONETAIRES

La situation monétaire de l'Union pour l'année 2022 a été marquée par une décélération de l'agrégat de monnaie au sens large dont le rythme de progression s'est établi à 11,3%, après 16,3% en 2021. L'évolution défavorable des

comptes extérieurs, du fait de la hausse des prix des produits alimentaires importés et des produits énergétiques, a induit des sorties importantes de ressources en dehors de l'Union, ralentissant la dynamique de la masse monétaire.

2.4.1 - ACTIFS EXTERIEURS NETS

Les actifs extérieurs nets des institutions monétaires ont enregistré une baisse de 3.288,7 milliards pour ressortir à 4.458,0 milliards, à fin décembre 2022. Cette évolution s'explique par la baisse de 3.064,1 milliards des actifs extérieurs nets de la Banque Centrale et une contraction de 224,6 milliards de ceux des banques.

L'alourdissement de la facture pétrolière (+73,5%) et alimentaire (+45,3%) a fortement

dégradé le compte courant de l'Union en 2022. En outre, le resserrement des conditions financières, induit par la normalisation des politiques monétaires dans les pays avancés, a eu un effet réducteur sur les mobilisations des ressources extérieures par les Etats. En particulier, l'absence d'émission d'eurobonds par les Etats au cours de l'année s'est ressentie sur le profil des réserves de change.

2.4.2 - CREANCES INTERIEURES

L'encours des créances intérieures a augmenté de 8.680,0 milliards ou 20,1%, par rapport à son niveau de fin décembre 2021, pour se situer à 51.760,0 milliards, à fin décembre 2022. Cette évolution est induite par l'effet combiné

de la consolidation des créances nettes sur l'Administration Publique Centrale (APUC) et des crédits aux autres secteurs des économies de l'Union.

2.4.2.1 - Créances nettes sur l'Administration Publique Centrale (APUC)

Au cours de l'année 2022, le marché financier régional de la dette publique a été fortement sollicité pour le financement des plans de relance élaborés par les gouvernements des pays de l'Union. Cette situation s'est traduite par un accroissement des concours du système bancaire aux Etats. Les créances nettes des banques sur les administrations publiques centrales se sont consolidées de 3.936,0 milliards, soit une hausse de 29,6%. En particulier, l'encours de leur portefeuille de titres publics s'est accru de 18,6% en

2022, passant de 14.873,4 milliards à 17.637,7 milliards. Au niveau de la BCEAO, les créances nettes ont enregistré une augmentation de 793,2 milliards (+34,0%), en lien avec les mises en place des concours du FMI en faveur des Etats (+340,8 milliards) et la baisse des dépôts des Trésors auprès de la Banque Centrale (-470,3 milliards). En définitive, les créances nettes de l'ensemble des institutions de dépôt sur les administrations publiques centrales ont augmenté de 4.729,1 milliards dans l'année, soit 30,2%.

Tableau 11 : CREANCES NETTES DES INSTITUTIONS DE DEPOT SUR L'APUC (EN MILLIARDS DE FCFA)

	Décembre 2021	Décembre 2022	Variation annuelle
Créances nettes sur les APUC	15 650,9	20 380,0	4 729,1
Créances des institutions de dépôts	22 658,6	27 100,2	4 441,6
Crédits	7 769,4	9 446,3	1 676,9
Portefeuilles de titres publics	14 873,4	17 637,7	2 764,3
Autres créances	15,9	16,2	0,3
Engagements des institutions de dépôts	7 007,8	6 720,2	-287,6
Encaisses du Trésor à la Banque Centrale	30,7	30,4	-0,3
Dépôts	2 304,3	1 834,0	-470,3
Autres engagements	4 672,7	4 855,8	183,1

Source : BCEAO.

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER 1

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE 27

2.1 - OBJECTIFS DE LA POLITIQUE MONETAIRE 28

2.2 - ACTION MONETAIRE 28

2.2.1 - Politique des taux d'intérêt 29

2.2.2 - Dispositif des réserves obligatoires 30

2.3 - OPERATIONS SUR LE MARCHE MONETAIRE 30

2.3.1 - Opérations d'open market 30

2.3.2 - Opérations sur les guichets permanents de refinancement 31

2.3.3 - Marché interbancaire 31

2.3.4 - Evolution des taux débiteurs 33

2.4 - EVOLUTION DES AGREGATS MONETAIRES 34

2.4.1 - Actifs extérieurs nets 34

2.4.2 - Créances intérieures 35

2.4.2.1 - Créances nettes sur l'Administration Publique Centrale (APUC) 35

2.4.2.2 - Créances sur l'économie 36

2.4.3 - Masse monétaire et base monétaire 36

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 39

GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE 61

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117

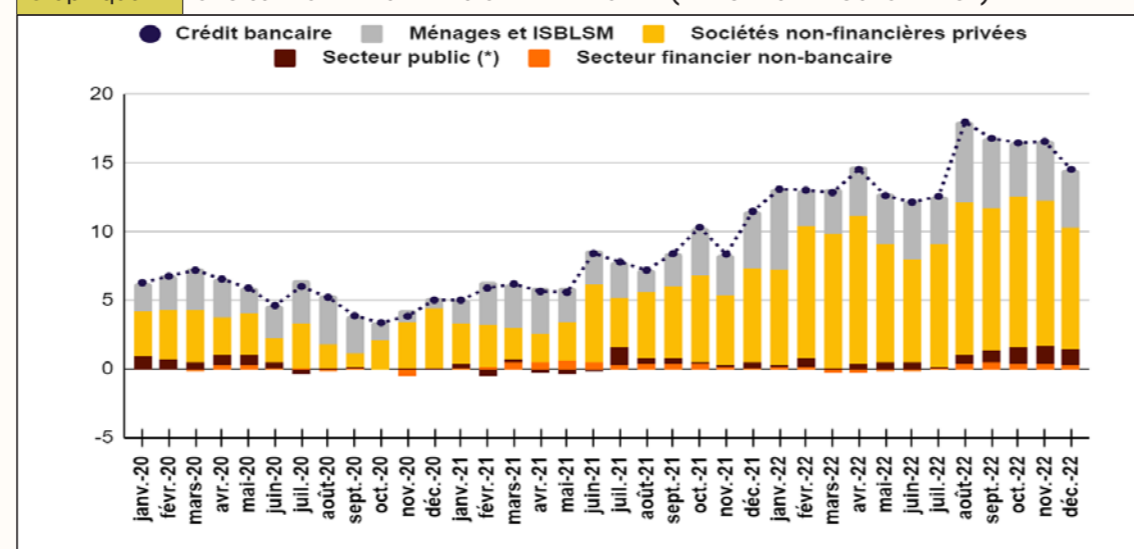
MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE

2.4.2.2 - Créances sur l'économie

Le rythme de progression des créances des institutions de dépôt sur les secteurs de l'économie, autres que l'administration centrale, est ressorti à 14,4% en 2022 après 11,3% en 2021. Cette évolution est associée à un regain de dynamisme de l'activité économique dans les pays de l'UEMOA, en liaison notamment avec la poursuite de la mise en œuvre des plans de relance.

Cette augmentation du crédit est principalement portée par l'accroissement des crédits bancaires au secteur privé (+3.407,5 milliards) avec une contribution à hauteur de 13,0 points de pourcentage. Les crédits accordés aux entreprises privées ont progressé de 14,7% et ceux accordés aux ménages et aux institutions sans but lucratif au service des ménages ont évolué de 13,6%.

Graphique 12 CROISSANCE ANNUELLE DU CREDIT BANCAIRE (EN POINTS DE POURCENTAGE)



Source : BCEAO.
(*) Administrations locales et Sociétés non-financières publiques

2.4.3 - MASSE MONETAIRE ET BASE MONETAIRE

LA MASSE MONETAIRE S'EST CONSOLIDEE DE 4.703,0 MILLIARDS OU 11,3% D'UNE ANNEE A L'AUTRE, POUR RESSORTIR A 46.161,8 MILLIARDS A FIN DECEMBRE 2022.



LA BASE MONETAIRE S'EST ELARGIE DE 720,3 MILLIARDS OU 4,7% EN 2022, EN SE SITUANT A 15.933,6 MILLIARDS A FIN DECEMBRE 2022.

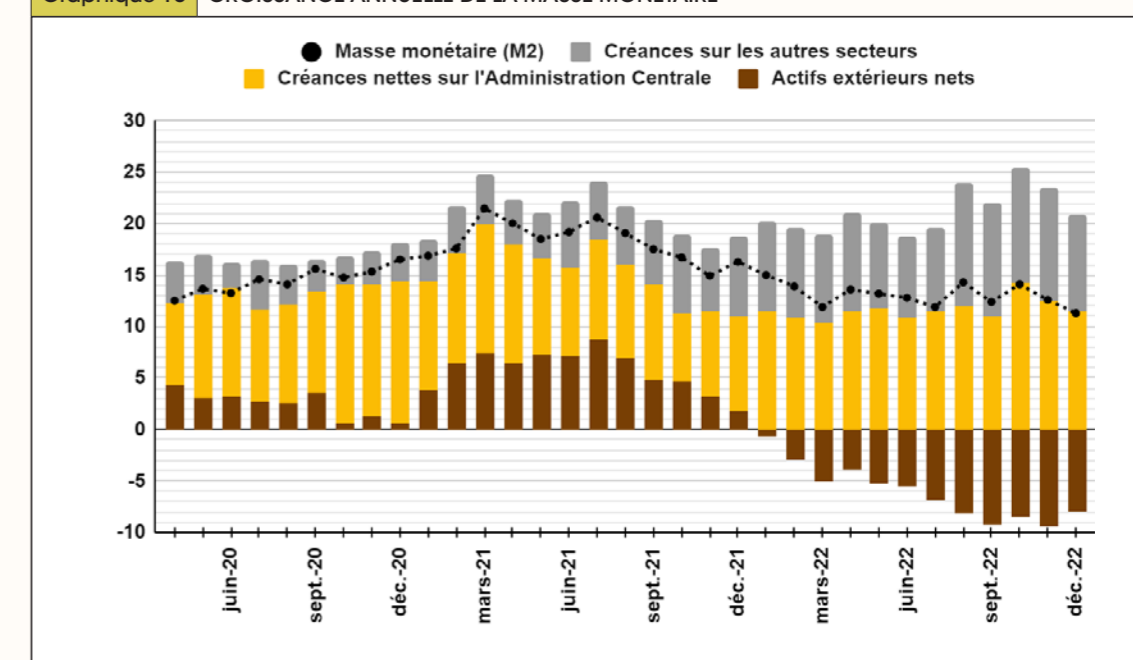


En liaison avec la progression de ses contreparties, la masse monétaire s'est consolidée de 4.703,0 milliards ou 11,3% d'une année à l'autre, pour ressortir à 46.161,8 milliards à fin décembre 2022. Ce renforcement de la liquidité globale s'est traduit par le raffermissement des dépôts de 3.789,7 milliards ou 11,8% et de la circulation fiduciaire qui s'est accrue de 913,3 milliards ou 9,7% pour s'établir à 10.338,0 milliards.

Dans le même sens, la base monétaire s'est élargie de 720,3 milliards ou 4,7% en 2022, en

se situant à 15.933,6 milliards à fin décembre 2022. Cette évolution est portée par la croissance de ses différentes contreparties. Les concours aux banques et aux établissements financiers ont augmenté de 3.064,7 milliards et les actifs extérieurs nets de la Banque Centrale ont enregistré une baisse de 3.064,1 milliards. Les créances nettes sur les administrations publiques centrales se sont accrues de 792,8 milliards, dont 340,8 milliards de crédits à travers les concours du FMI et la baisse des engagements des Etats à la Banque Centrale.

Graphique 13 CROISSANCE ANNUELLE DE LA MASSE MONETAIRE



Source : BCEAO.

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER 1

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE 27

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 39

3.1 - SITUATION DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET DES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE 40

3.1.1 - Situation financière des établissements de crédit 40

3.1.2 - Situation financière des institutions de microfinance 42

3.1.3 - Situation de la finance islamique 44

3.2 - MARCHÉ FINANCIER 44

3.2.1 - Ressources mobilisées par les Etats sur le marché primaire 44

3.2.1.1 - Mobilisation des ressources sur le marché régional 44

3.2.1.2 - Encours des titres publics sur le marché régional 47

3.2.2 - Evolution de l'activité boursière 47

3.3 - STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 48

3.3.1 - Actions visant la consolidation de la stabilité financière 48

3.3.1.1 - Préservation de la stabilité financière 48

3.3.1.2 - Renforcement de la réglementation et de la supervision bancaire et financière 50

3.3.2 - Centralisation des risques bancaires 52

3.3.3 - Notation des entreprises non financières 52

3.3.4 - Promotion des Bureaux d'Information sur le Crédit (BIC) 53

3.3.5 - Promotion de l'inclusion financière dans l'UEMOA 54

3.3.5.1 - Mise en œuvre de la Stratégie Régionale d'Inclusion Financière (SRIF) dans l'UEMOA 54

3.3.5.2 - Appui aux Etats dans la digitalisation de leurs paiements 55

3.3.5.3 - Renforcement du secteur de la microfinance 56

3.3.5.4 - Mise en œuvre du projet d'interopérabilité des services financiers numériques dans l'UEMOA 56

3.3.5.5 - Participation aux activités de l'Alliance pour l'Inclusion Financière 57

3.3.6 - Promotion et encadrement des entreprises de technologie financière (FinTech) dans l'UEMOA 57

GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE 61

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117



EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER 1

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE 27

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 39

3.1 - SITUATION DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET DES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE 40

3.1.1 - Situation financière des établissements de crédit 40

3.1.2 - Situation financière des institutions de microfinance 42

3.1.3 - Situation de la finance islamique 44

3.2 - MARCHÉ FINANCIER 44

3.2.1 - Ressources mobilisées par les Etats sur le marché primaire 44

3.2.1.1 - Mobilisation des ressources sur le marché régional 44

3.2.1.2 - Encours des titres publics sur le marché régional 47

3.2.2 - Evolution de l'activité boursière 47

3.3 - STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 48

3.3.1 - Actions visant la consolidation de la stabilité financière 48

3.3.1.1 - Préservation de la stabilité financière 48

3.3.1.2 - Renforcement de la réglementation et de la supervision bancaire et financière 50

3.3.2 - Centralisation des risques bancaires 52

3.3.3 - Notation des entreprises non financières 52

3.3.4 - Promotion des Bureaux d'Information sur le Crédit (BIC) 53

3.3.5 - Promotion de l'inclusion financière dans l'UEMOA 54

3.3.5.1 - Mise en œuvre de la Stratégie Régionale d'Inclusion Financière (SRIF) dans l'UEMOA 54

3.3.5.2 - Appui aux Etats dans la digitalisation de leurs paiements 55

3.3.5.3 - Renforcement du secteur de la microfinance 56

3.3.5.4 - Mise en œuvre du projet d'interopérabilité des services financiers numériques dans l'UEMOA 56

3.3.5.5 - Participation aux activités de l'Alliance pour l'Inclusion Financière 57

3.3.6 - Promotion et encadrement des entreprises de technologie financière (FinTech) dans l'UEMOA 57

GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE 61

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

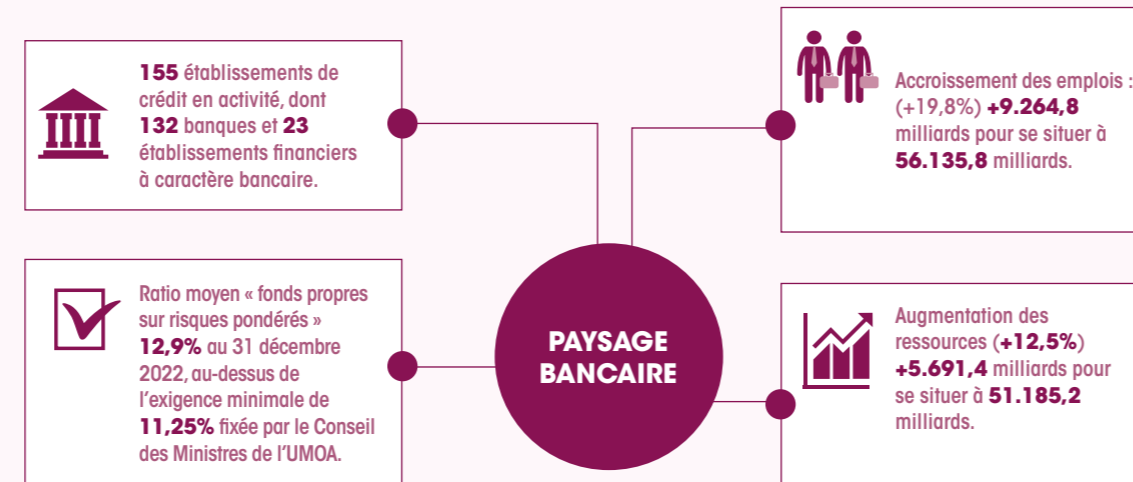
COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES

3.1 - SITUATION DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET DES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE

3.1.1 SITUATION FINANCIERE DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT



Au 31 décembre 2022, le secteur bancaire de l'Union compte 158 établissements de crédit agréés dont 155 en activité, soit 132 banques et 23 établissements financiers à caractère bancaire.

Dans un contexte marqué par la levée progressive des mesures de restriction des déplacements prises par les Etats pour juguler la pandémie de la Covid-19 ainsi que le déclenchement de la guerre russo-ukrainienne, l'activité des établissements de crédit a poursuivi sa croissance en glissement annuel.

Au cours de l'année 2022, les établissements de crédit de l'Union ont démontré leur volonté à poursuivre le financement de l'activité économique. Ainsi, à fin décembre 2022, les ressources et les emplois se sont consolidés respectivement de 5.691,4 milliards (+12,5%)

et de 9.264,8 milliards (+19,8%) par rapport à décembre 2021, pour ressortir à 51.185,2 milliards et 56.135,8 milliards.

La progression des ressources est tirée par l'ensemble de ses composantes, à savoir les dépôts et emprunts (+12,2% ; +4.692,4 milliards), les fonds propres nets (+16,3% ; +766,4 milliards) ainsi que les diverses autres ressources (+10,3% ; +232,6 milliards). La structure de ces ressources, qui reflète celle des banques de détail, est constituée à 84,4% de dépôts de la clientèle, 10,7% de fonds propres nets et 4,9% d'autres ressources.

L'amélioration des emplois provient essentiellement des crédits à la clientèle (+19,1% ; +5.239,7 milliards), du portefeuille titres (+22,5% ; +3.612,1 milliards) et des divers emplois (+12,4% ; +413,0 milliards). La progression des

acquisitions de titres est en relation avec les efforts soutenus des établissements de crédit pour accompagner la relance économique à travers une consolidation de leurs fonds propres et l'accroissement du financement des Etats via les émissions de bons et obligations. En effet, l'augmentation des émissions de titres publics par les Etats, en lien avec les mesures de relance post-Covid (OdR, BdR, etc.), s'est traduite par une croissance substantielle de l'encours des titres (+22,5% ; +3.612,1 milliards), après une croissance relative similaire observée à la même période en 2021 (+20,3% ; +2.710,3 milliards) et en 2020 (+33,3% ; +3.326,6 milliards). Ainsi, à fin décembre 2022, les emplois bancaires sont composés à 58,3% de crédits à la clientèle, 35,0% de titres et 6,7% des divers emplois. En décembre 2021, ces proportions s'étaient établies respectivement à 58,7%, 34,2% et 7,1%.

La trésorerie des établissements de crédit, structurellement déficitaire depuis plusieurs années, s'est établie à -4.950,6 milliards après -1.377,2 milliards un an plus tôt. Le déficit observé s'est ainsi accentué de 3.573,4 milliards par rapport à fin décembre 2021.

Par ailleurs, la qualité du portefeuille du secteur bancaire s'est améliorée. Le taux brut de dégradation du portefeuille a baissé de 2,1 points de pourcentage pour se fixer à 8,4% après 10,5% à fin décembre 2021. Le taux net est ressorti à 2,9% après 4,1%.

Sur le plan prudentiel, le secteur bancaire est demeuré solvable et résilient. En effet, sur la base des déclarations des établissements de crédit à fin décembre 2022, le ratio de solvabilité global est ressorti à 12,9%, bien au-dessus de la norme minimale de 11,25% exigée par le dispositif prudentiel. Le taux de conformité des établissements de crédit déclarants s'est élevé à 91,2%.



Tour du Siège de la BCEAO

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER 1

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE 27

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 39

3.1 - SITUATION DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET DES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE 40

3.1.1 - Situation financière des établissements de crédit 40

3.1.2 - Situation financière des institutions de microfinance 42

3.1.3 - Situation de la finance islamique 44

3.2 - MARCHÉ FINANCIER 44

3.2.1 - Ressources mobilisées par les Etats sur le marché primaire 44

3.2.1.1 - Mobilisation des ressources sur le marché régional 44

3.2.1.2 - Encours des titres publics sur le marché régional 47

3.2.2 - Evolution de l'activité boursière 47

3.3 - STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 48

3.3.1 - Actions visant la consolidation de la stabilité financière 48

3.3.1.1 - Préservation de la stabilité financière 48

3.3.1.2 - Renforcement de la réglementation et de la supervision bancaire et financière 50

3.3.2 - Centralisation des risques bancaires 52

3.3.3 - Notation des entreprises non financières 52

3.3.4 - Promotion des Bureaux d'Information sur le Crédit (BIC) 53

3.3.5 - Promotion de l'inclusion financière dans l'UEMOA 54

3.3.5.1 - Mise en œuvre de la Stratégie Régionale d'Inclusion Financière (SRIF) dans l'UEMOA 54

3.3.5.2 - Appui aux Etats dans la digitalisation de leurs paiements 55

3.3.5.3 - Renforcement du secteur de la microfinance 56

3.3.5.4 - Mise en œuvre du projet d'interopérabilité des services financiers numériques dans l'UEMOA 56

3.3.5.5 - Participation aux activités de l'Alliance pour l'Inclusion Financière 57

3.3.6 - Promotion et encadrement des entreprises de technologie financière (FinTech) dans l'UEMOA 57

GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE 61

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

COOPERATION INTERNATIONALE 113

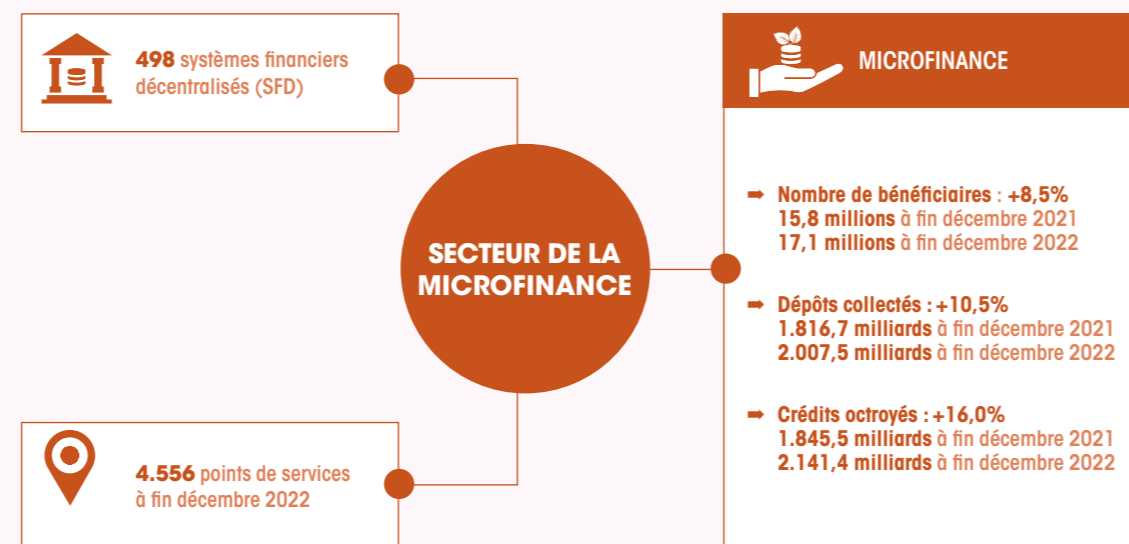
ANNEXES 117

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES

Toutefois, la situation de certaines banques demeure fragile au regard du niveau de leurs fonds propres qui ressort négatif. A cet égard, dans le cadre du suivi de la mise en œuvre du dispositif prudentiel et de la réglementation bancaire et financière, des propositions de solutions ont été soumises au Conseil des Ministres pour avis, en mars 2022, sur la situation des banques publiques

à fonds propres négatifs. Celles-ci portent sur l'invitation à la prise de mesures de redressement (mise en œuvre des plans de recapitalisation, définition d'une meilleure orientation stratégique, création des structures de défaillance, mise en œuvre d'une meilleure gestion des risques) et de liquidation (mise en liquidation et activation du FGDR-UMOA).

3.1.2 SITUATION FINANCIERE DES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE



Au cours de l'année 2022, le secteur de la microfinance de l'UMOA a poursuivi sa dynamique de croissance en termes d'intermédiation et d'accès des populations aux services financiers. En effet, sur la base des informations disponibles, le nombre de bénéficiaires des prestations des institutions de microfinance est ressorti à 17,1 millions à fin décembre 2022 contre 15,8 millions à fin décembre 2021, soit une progression de +8,5%. Le nombre de points de service a également

augmenté, passant de 4.439 à fin décembre 2021 à 4.556 à fin décembre 2022, soit une hausse de 2,6%. Cette évolution traduit la poursuite de la pénétration de la finance décentralisée au sein des populations cibles. L'effectif des SFD, quant à lui, a baissé sur la période sous revue, à la faveur des actions d'assainissement et de resserrement des conditions d'entrée dans le secteur. Le nombre de SFD est ressorti à 498 à fin décembre 2022 contre 506 à fin décembre 2021.

L'activité d'intermédiation financière des SFD s'est consolidée avec l'évolution de l'encours des dépôts et des crédits. En effet, les dépôts collectés par les SFD sont ressortis à 2.007,5 milliards à fin décembre 2022 contre 1.816,7 milliards à fin décembre 2021, soit un accroissement de +10,5%. Ils représentent 4,6% de ceux collectés par les établissements de crédit de l'Union au cours de la période. La structure par termes des dépôts demeure caractérisée par la prédominance des dépôts à vue (57,0%). Les dépôts à terme et les autres dépôts ont représenté respectivement 21,0% et 22,0% du total. L'épargne mobilisée par les SFD a été constituée à hauteur de 48,3% par les hommes, 26,4% par les groupements et 25,3% par les femmes. Le montant moyen des dépôts par client est ressorti à 117.370 FCFA à fin décembre 2022, contre 115.297 FCFA à fin décembre 2021, soit une hausse de +1,8%.

L'encours des crédits octroyés par les institutions de microfinance a connu une hausse (+16,0%), en passant de 1.845,5 milliards à fin décembre 2021 à 2.141,4 milliards à fin décembre 2022. Il représente 6,5% de l'encours des crédits accordés par les établissements de crédit de l'Union, à fin décembre 2022. Par ailleurs, les crédits à court terme ont représenté 50,3% de l'ensemble des concours accordés par les SFD. Les prêts à moyen et long termes ont constitué respectivement 31,8% et 17,9%. L'encours moyen des financements des SFD par membre a connu une hausse de +6,9% pour se situer à 125.195 FCFA à fin décembre 2022, contre 117.122 FCFA en 2021.

La qualité du portefeuille des crédits des SFD s'est améliorée durant la période sous revue. En effet, le taux brut de dégradation du portefeuille des SFD de l'UMOA, mesuré par le total des créances en souffrance rapporté à l'encours des crédits, s'est établi à 7,2% à fin

décembre 2022, contre 8,2% à fin décembre 2021. Cette situation est la résultante d'une hausse des créances en souffrance moins importante que celle de l'encours des crédits. Les créances en souffrance sont passées de 151,5 milliards à fin décembre 2021 à 153,8 milliards à fin décembre 2022, soit une hausse de +1,5%. Toutefois, le taux brut de dégradation du portefeuille des SFD demeure au-dessus de la norme réglementaire de 3% maximum.

En ce qui concerne les actions d'assainissement du secteur, l'année 2022 a été marquée par l'élaboration d'un document-cadre retraçant les mesures prioritaires à envisager pour le renforcement de la solidité du secteur de la microfinance dans l'UMOA. Il a, en outre, été noté le lancement des travaux pour le redressement ou la restructuration des institutions en difficulté ayant fait l'objet de diagnostic, la conception d'un dispositif d'alerte précoce et l'élaboration d'un programme de renforcement des capacités des superviseurs des institutions de microfinance. Une mission de diagnostic spécifique a également été conduite en Guinée-Bissau, eu égard aux difficultés persistantes du secteur de la microfinance qui ont conduit à l'arrêt des activités de la quasi-totalité des SFD du pays. Par ailleurs, au regard des obstacles observés pour la conduite de leur mission, un guide a été élaboré à l'intention des administrateurs provisoires des SFD dans les Etats membres de l'Union. L'adoption de ce guide devrait permettre d'améliorer le processus de redressement des institutions soumises à ce régime. Enfin, les travaux de finalisation du projet de loi portant réglementation de la microfinance se sont poursuivis, avec notamment une présentation du texte au Comité Exécutif de la Banque Centrale, en novembre 2022.

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER 1

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE 27

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 39

3.1 - SITUATION DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET DES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE 40

3.1.1 - Situation financière des établissements de crédit 40

3.1.2 - Situation financière des institutions de microfinance 42

3.1.3 - Situation de la finance islamique 44

3.2 - MARCHÉ FINANCIER 44

3.2.1 - Ressources mobilisées par les Etats sur le marché primaire 44

3.2.1.1 - Mobilisation des ressources sur le marché régional 44

3.2.1.2 - Encours des titres publics sur le marché régional 47

3.2.2 - Evolution de l'activité boursière 47

3.3 - STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 48

3.3.1 - Actions visant la consolidation de la stabilité financière 48

3.3.1.1 - Préservation de la stabilité financière 48

3.3.1.2 - Renforcement de la réglementation et de la supervision bancaire et financière 50

3.3.2 - Centralisation des risques bancaires 52

3.3.3 - Notation des entreprises non financières 52

3.3.4 - Promotion des Bureaux d'Information sur le Crédit (BIC) 53

3.3.5 - Promotion de l'inclusion financière dans l'UEMOA 54

3.3.5.1 - Mise en œuvre de la Stratégie Régionale d'Inclusion Financière (SRIF) dans l'UEMOA 54

3.3.5.2 - Appui aux Etats dans la digitalisation de leurs paiements 55

3.3.5.3 - Renforcement du secteur de la microfinance 56

3.3.5.4 - Mise en œuvre du projet d'interopérabilité des services financiers numériques dans l'UEMOA 56

3.3.5.5 - Participation aux activités de l'Alliance pour l'Inclusion Financière 57

3.3.6 - Promotion et encadrement des entreprises de technologie financière (FinTech) dans l'UEMOA 57

GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE 61

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES

3.1.3 SITUATION DE LA FINANCE ISLAMIQUE

FINANCE ISLAMIQUE

17 autorisations d'exercice octroyées pour :

- **2 banques exerçant exclusivement l'activité de finance islamique**
- **7 banques disposant d'une branche islamique**
- **7 SFD exclusivement islamiques et**
- **1 SFD disposant d'une branche islamique.**

La BCEAO a poursuivi les actions de promotion de la finance islamique au cours de l'année 2022. En vue de faciliter l'accès à ce secteur, la Banque Centrale a opté pour un accompagnement des initiatives de création d'Institutions Financières Islamiques (IFI). A cet égard, plusieurs demandes d'agrément pour l'exercice de l'activité de finance islamique ont fait l'objet d'examen et les promoteurs de ces structures ont été invités à améliorer leurs dossiers. A ce jour, 17 autorisations d'exercice ont été octroyées pour 2 banques exerçant exclusivement l'activité de finance islamique, 7 banques disposant d'une branche islamique, 7 SFD exclusivement islamiques et 1 SFD disposant d'une branche islamique.

3.2 - MARCHÉ FINANCIER

3.2.1 - RESSOURCES MOBILISEES PAR LES ETATS SUR LE MARCHÉ PRIMAIRE

3.2.1.1 - Mobilisation des ressources sur le marché régional

Les ressources levées par les Etats membres de l'UEMOA sur le marché régional de la dette publique en 2022 se sont élevées à 8.326,7 milliards, soit une hausse de 1.058,7 milliards par rapport à fin décembre 2021. Cette augmentation s'explique par la progression des obligations du Trésor (+26,1%), atténuée par le recul des bons du Trésor (-14,6%). Les émissions nettes se sont établies à 4.338,0

Au titre des actions de vulgarisation des textes spécifiques encadrant la finance islamique, la Banque Centrale a organisé deux (2) sessions de formation en ligne portant sur les aspects juridiques et opérationnels de la finance islamique dans l'Union, au profit des établissements de crédit (15 et 16 novembre 2022) et des systèmes financiers décentralisés (17 et 18 novembre 2022).

L'Institut d'émission a, en outre, initié des travaux visant à doter les IFI d'outils de gouvernance charaïque et de contrats-types, à même de contribuer à gérer les risques liés à leur conformité charaïque. A cet égard, un atelier de restitution et de formation a réuni les dirigeants des IFI, le Groupement de Consultants et la BCEAO, les 29 et 30 novembre 2022 à Dakar, au Siège de l'Institut d'émission.

Il est également entrepris une étude pour examiner la problématique des services que les FinTech pourraient offrir aux IFI ainsi que le mécanisme de refinancement des IFI de l'UMOA.

milliards à fin décembre 2022, contre 3.015,9 milliards un an plus tôt.

Sur le compartiment des bons du Trésor, les Etats membres ont mobilisé 1.755,8 milliards en 2022, soit 21,1% des ressources levées sur le marché financier régional, contre un montant de 2.055,9 milliards un an auparavant. Les Bons de Soutien et de Résilience (BSR) ont représenté 38,7% des



RESSOURCES LEVEES PAR LES ETATS DE L'UEMOA SUR LE MARCHÉ REGIONAL DE LA DETTE PUBLIQUE 8.326,7 MILLIARDS (HAUSSE DE 1.058,7 MILLIARDS PAR RAPPORT A FIN DECEMBRE 2021).

ressources mobilisées sur ledit compartiment, soit 679,0 milliards. Les émissions de maturité 12 mois ont été les plus sollicitées, avec une valeur globale de 883,2 milliards, soit 50,3% des bons émis sur la période.

Concernant le compartiment des obligations, les Trésors publics ont levé 6.570,9 milliards en 2022,

contre 5.212,1 milliards l'année précédente. En particulier, le montant total des obligations de relance³ (OdR) émises sur la période s'est élevé à 2.533,6 milliards, représentant 41,4% du total des émissions obligataires. Les émissions d'OdR ont concerné les maturités de 3 ans (997,8 milliards), 5 ans (948,1 milliards), 7 ans (408,1 milliards), 10 ans (168,6 milliards) et 15 ans (11,0 milliards).

Tableau 12 : EMISSIONS BRUTES PAR ADJUDICATION ET SYNDICATION SUR LE MARCHÉ REGIONAL DES TITRES PUBLICS (EN MILLIARDS DE FCFA)

	2021				Total 2021	2022				Total 2022
	T1	T2	T3	T4		T1	T2	T3	T4	
Bons	575,3	469,0	571,8	439,8	2 055,9	572,5	413,9	479,9	289,5	1 755,8
Obligations	1 285,3	1 789,5	1 218,5	918,8	5 212,1	1 331,2	1 559,6	2 009,6	1 670,5	6 570,9
Par adjudication	957,8	1 331,5	811,5	394,8	3 495,6	805,0	983,2	1 227,1	483,6	3 498,9
Par syndication*	327,5	458,0	407,0	524,0	1 716,5	526,2	576,4	782,5	1 186,9	3 072,0
Total	1 860,6	2 258,5	1 790,3	1 358,6	7 268,0	1 903,7	1 973,5	2 489,5	1 960,0	8 326,7

Sources : UMOA-Titres, AMF-UMOA.
(*) situation provisoire pour la syndication.

Les conditions de financement sur le marché de la dette publique se sont globalement détendues en 2022 par rapport à l'année précédente. En effet, le coût moyen des ressources levées par les Etats membres s'est généralement inscrit en baisse pour la plupart des maturités, tant sur le compartiment des bons que celui des obligations du Trésor.

Le recul des taux moyens pondérés est ressorti à 0,47 point et 0,12 point respectivement pour les maturités de 6 mois et 12 mois. Au niveau des obligations, les taux de rendement ont également baissé sur les maturités de 5 ans (-0,23 point), 10 ans (-0,25 point) et 15 ans (-0,17 point).

³ : Les Obligations de Relance (OdR) visent à permettre aux Etats membres de l'UEMOA de lever les ressources nécessaires pour le financement de leurs plans de relance, après le choc de la Covid-19 en 2020. Afin d'accompagner l'émission de ces titres dans des conditions favorables tant pour les investisseurs que pour les Etats, la BCEAO a décidé de créer un guichet spécial de refinancement dénommé « Guichet de relance ». En plus d'être admissibles sur les guichets classiques de refinancement de la Banque Centrale, les OdR sont les seuls supports éligibles sur le guichet de relance qui permettent aux investisseurs d'obtenir, en contrepartie, des liquidités sous forme de prêts, d'une durée de six (6) mois renouvelables, au taux minimum de soumission aux adjudications de la BCEAO, qui est de 2,75% au 31 décembre 2022.

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER 1

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE 27

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 39

3.1 - SITUATION DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET DES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE 40

3.1.1 - Situation financière des établissements de crédit 40

3.1.2 - Situation financière des institutions de microfinance 42

3.1.3 - Situation de la finance islamique 44

3.2 - MARCHÉ FINANCIER 44

3.2.1 - Ressources mobilisées par les Etats sur le marché primaire 44

3.2.1.1 - Mobilisation des ressources sur le marché régional 44

3.2.1.2 - Encours des titres publics sur le marché régional 47

3.2.2 - Evolution de l'activité boursière 47

3.3 - STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 48

3.3.1 - Actions visant la consolidation de la stabilité financière 48

3.3.1.1 - Préservation de la stabilité financière 48

3.3.1.2 - Renforcement de la réglementation et de la supervision bancaire et financière 50

3.3.2 - Centralisation des risques bancaires 52

3.3.3 - Notation des entreprises non financières 52

3.3.4 - Promotion des Bureaux d'Information sur le Crédit (BIC) 53

3.3.5 - Promotion de l'inclusion financière dans l'UEMOA 54

3.3.5.1 - Mise en œuvre de la Stratégie Régionale d'Inclusion Financière (SRIF) dans l'UEMOA 54

3.3.5.2 - Appui aux Etats dans la digitalisation de leurs paiements 55

3.3.5.3 - Renforcement du secteur de la microfinance 56

3.3.5.4 - Mise en œuvre du projet d'interopérabilité des services financiers numériques dans l'UEMOA 56

3.3.5.5 - Participation aux activités de l'Alliance pour l'Inclusion Financière 57

3.3.6 - Promotion et encadrement des entreprises de technologie financière (FinTech) dans l'UEMOA 57

GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE 61

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES

Cette amélioration des conditions de financement est principalement imputable aux faibles taux de sortie sur les BSR et les OdR, à la faveur des dispositions prises par la Banque Centrale dans le cadre de leur structuration. Toutefois, les coûts associés aux émissions de bons et obligations du Trésor sur le marché financier régional ont connu un renchérissement, suite aux relèvements successifs de 25 points de base du taux directeur de la Banque Centrale en juin,

septembre et décembre 2022. En effet, les taux et rendement pondérés sont globalement ressortis en hausse après les mesures de normalisation progressive de la politique monétaire. Les taux moyens pondérés sur les bons du Trésor sont passés, en moyenne, de 2,63% au premier trimestre à 3,28% au quatrième trimestre 2022. Pour les obligations, les rendements se sont établis à 5,98 % au dernier trimestre, en hausse de 59 points de base par rapport au premier trimestre.

Tableau 13 : TAUX ET RENDEMENTS MOYENS PONDERES

	2021				Moyenne 2021	2022				Moyenne 2022
	T1	T2	T3	T4		T1	T2	T3	T4	
1 mois	-	-	-	-	-	-	-	-	2,51	2,51
3 mois	2,90	2,58	2,47	-	2,60	2,41	2,60	2,81	-	2,63
6 mois	3,24	2,86	-	-	3,07	2,58	2,53	3,30	2,96	2,60
12 mois	4,31	3,99	3,01	2,62	3,27	2,84	2,89	3,32	3,40	3,15
TMP sur les bons	3,60	3,27	2,82	2,62	3,10	2,63	2,71	3,09	3,28	2,88
3 ans	5,79	5,37	4,98	3,72	5,35	4,39	4,86	5,58	5,51	5,35
5 ans	6,03	5,76	5,29	4,56	5,63	4,55	5,27	5,90	5,84	5,40
7 ans	6,08	5,96	5,63	5,58	5,90	5,33	5,92	5,95	6,06	5,92
8 ans	6,50	-	-	-	6,50	-	-	-	-	-
10 ans	5,90	6,27	6,19	5,89	6,15	5,78	5,78	6,09	6,03	5,90
12 ans	-	6,11	-	-	6,11	-	6,15	6,30	6,25	6,25
15 ans	-	-	-	5,97	5,97	5,77	5,76	5,75	6,00	5,80
20 ans	-	-	-	-	-	5,85	-	5,85	-	5,85
RMP sur les obligations	6,03	5,88	5,82	5,11	5,85	5,39	5,55	5,84	5,98	5,72

Sources : UMOA-Titres, AMF-UMOA.

3.2.1.2 - Encours des titres publics sur le marché régional

L'encours global des titres publics est estimé à 21.335,5 milliards à fin décembre 2022 ou 19,4% du PIB contre 16.997,5 milliards ou 17,0%

du PIB en 2021. La structure de cet encours est dominée par les obligations du Trésor, qui représentent 95,7% du total.

Tableau 14 : ENCOURS DES TITRES PUBLICS A FIN DECEMBRE 2022 SUR LE MARCHÉ FINANCIER REGIONAL (MONTANTS EN MILLIARDS DE FCFA)

	2017	2018	2019	2020	2021	2022(*)
Encours	9 629,9	9 972,7	10 883,5	13 981,6	16 997,5	21 335,5
<i>(en % du PIB)</i>	12,4	12,0	12,3	15,2	17,0	19,4
Part relative (%)						
- bons	12,7	11,0	8,2	9,9	7,2	4,3
- obligations	87,3	89,0	91,8	90,1	92,8	95,7

Source : Agence UMOA-Titres.
(*) situation provisoire.

3.2.2 - EVOLUTION DE L'ACTIVITE BOUSIERE



Sur la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières, les indices se sont orientés à la hausse en 2022 par rapport à 2021. Le BRVM 10, principal indice boursier, et l'indice composite, se sont établis respectivement à 165,6 points et 203,2 points à fin décembre 2022, progressant respectivement de 7,9% et de 0,5% par rapport au 31 décembre 2021.

La capitalisation boursière s'est élevée à 16.487,1 milliards à fin décembre 2022 contre

13.332,5 milliards à fin 2021, soit une progression de 23,7%, en lien avec la bonne tenue de l'activité sur le compartiment des actions et celui des obligations. En effet, la capitalisation du marché des actions a progressé de 1.474,8 milliards (+24,2%), en ressortant à 7.560,2 milliards au 30 décembre 2022. Sur le compartiment des obligations, elle s'est élevée à 8.926,9 milliards en fin d'année 2022 contre 7.247,0 milliards au 31 décembre 2021, soit un accroissement de 1.679,9 milliards ou 23,2%.

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER 1

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE 27

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER,
STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 39

3.1 - SITUATION DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET DES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE 40

3.1.1 - Situation financière des établissements de crédit 40

3.1.2 - Situation financière des institutions de microfinance 42

3.1.3 - Situation de la finance islamique 44

3.2 - MARCHÉ FINANCIER 44

3.2.1 - Ressources mobilisées par les Etats sur le marché primaire 44

3.2.1.1 - Mobilisation des ressources sur le marché régional 44

3.2.1.2 - Encours des titres publics sur le marché régional 47

3.2.2 - Evolution de l'activité boursière 47

3.3 - STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 48

3.3.1 - Actions visant la consolidation de la stabilité financière 48

3.3.1.1 - Préservation de la stabilité financière 48

3.3.1.2 - Renforcement de la réglementation et de la supervision bancaire et financière 50

3.3.2 - Centralisation des risques bancaires 52

3.3.3 - Notation des entreprises non financières 52

3.3.4 - Promotion des Bureaux d'Information sur le Crédit (BIC) 53

3.3.5 - Promotion de l'inclusion financière dans l'UEMOA 54

3.3.5.1 - Mise en œuvre de la Stratégie Régionale d'Inclusion Financière (SRIF) dans l'UEMOA 54

3.3.5.2 - Appui aux Etats dans la digitalisation de leurs paiements 55

3.3.5.3 - Renforcement du secteur de la microfinance 56

3.3.5.4 - Mise en œuvre du projet d'interopérabilité des services financiers numériques dans l'UEMOA 56

3.3.5.5 - Participation aux activités de l'Alliance pour l'Inclusion Financière 57

3.3.6 - Promotion et encadrement des entreprises de technologie financière (FinTech) dans l'UEMOA 57

GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS
DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE 61

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER,
STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES

3.3 - STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES

3.3.1 - ACTIONS VISANT LA CONSOLIDATION DE LA STABILITE FINANCIERE

Outre la conduite de la politique monétaire, la Banque Centrale a axé ses priorités sur l'approfondissement et le développement du système financier de l'UEMOA ainsi que sur

la consolidation de la stabilité financière et des activités dans les secteurs bancaire et de la microfinance au sein des Etats membres de l'Union.

3.3.1.1 - Préservation de la stabilité financière

- **Travaux du Comité de Stabilité Financière dans l'UMOA**

La BCEAO a pris part aux travaux des 21^e et 22^e sessions ordinaires du Comité de Stabilité Financière dans l'UMOA (CSF-UMOA), tenues respectivement les 9 juin et 15 décembre 2022. Au cours de ces rencontres, le Comité a relevé que la reprise économique observée dans l'Union au cours de l'année 2021 s'est maintenue en 2022, malgré l'accentuation des incertitudes liées à la dégradation des perspectives économiques mondiales résultant notamment du conflit russo-ukrainien et de la persistance des instabilités sociopolitiques et sécuritaires notées au plan régional. Il a, en outre, noté que le secteur financier régional s'est montré, jusque-là, relativement résilient à ces chocs.

Toutefois, le Comité a identifié les principales vulnérabilités susceptibles d'affecter les performances macroéconomiques et la stabilité financière dans l'Union, notamment :

- la persistance des pressions inflationnistes et le resserrement des conditions financières ;
- les répercussions des troubles socio-politiques et des actes terroristes dans certains Etats membres de l'Union, préjudiciables au bon déroulement des activités économiques et à la poursuite des investissements dans les secteurs porteurs de croissance ;

- la progression du risque souverain porté par les banques, conjuguée à la persistance des risques de crédit et de concentration des actifs des institutions bancaires et financières ;

- les risques liés au blanchiment de capitaux et au financement du terrorisme (BC/FT) et leur impact sur le système bancaire et financier, notamment sur les relations de correspondance bancaire ;

- les problèmes de gouvernance et la faible qualité du portefeuille de crédit des institutions de microfinance ;

- la hausse du niveau des arriérés de primes des assureurs et réassureurs, avec des incidences négatives sur leur trésorerie, la couverture de leurs engagements réglementés et leur solvabilité ;

- la faible diversification du portefeuille de placement de certains organismes de prévoyance sociale et sa concentration sur le secteur bancaire ;

- les risques liés aux cyberattaques et aux fraudes sur les opérations de monnaie virtuelle, en particulier les crypto-actifs.

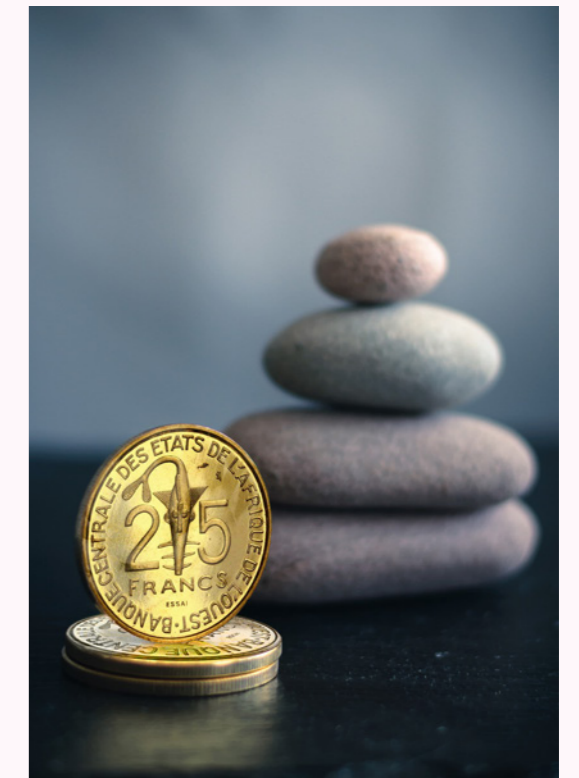
Le Comité a formulé des recommandations, notamment à l'endroit des Autorités de régulation et de supervision membres, visant

à atténuer les risques identifiés, en particulier ceux qui pourraient provenir des incertitudes sur la croissance économique, du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme ainsi que de la digitalisation des services financiers.

- **Travaux relatifs au Programme d'Evaluation du Secteur Financier (PESF)**

La mise à jour du Programme d'Evaluation du Secteur Financier (PESF) de l'Union a été, conjointement menée par le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque Mondiale, suite à l'évaluation réalisée en 2007. Cet exercice vise à effectuer un examen approfondi du secteur financier afin de mesurer sa stabilité et d'estimer sa contribution potentielle à la croissance et au développement. Les évaluations effectuées au cours de la mission, qui s'est déroulée du 21 janvier 2021 au 2 février 2022, ont couvert principalement la stabilité financière et le développement du secteur financier.

Les résultats des travaux de mise à jour du PESF, finalisés en novembre 2022, ont permis de relever l'impact des réformes engagées sur la consolidation du secteur financier régional et d'identifier les vulnérabilités émergentes ainsi que les besoins actuels de son développement, en vue du renforcement de sa stabilité. Au titre des avancées majeures, les travaux ont relevé l'alignement du cadre réglementaire sur les meilleurs standards internationaux, en particulier (i) la transition vers les normes de Bâle II et Bâle III, (ii) le développement de l'infrastructure du crédit de l'UEMOA, avec l'avènement du Bureau d'Information sur le Crédit (BIC), (iii) l'amélioration de l'inclusion financière, (iv) l'introduction de la supervision basée sur les risques, (v) la résilience du secteur bancaire aux récentes crises et (vi) le renforcement du système régional de paiement.



Ils ont également fait ressortir des pistes d'amélioration à prendre en charge par les Autorités concernées de l'Union en vue de faire face aux vulnérabilités émergentes, pour un financement sain et inclusif des économies de la Zone. Ces recommandations portent sur (i) la finalisation de l'opérationnalisation du cadre de résolution des crises bancaires, (ii) l'accélération de la mise en œuvre des règles bâloises, (iii) l'amélioration de la gouvernance des banques publiques, (iv) le renforcement de l'accès au financement, (v) l'instauration d'un cadre réglementaire des FinTech, (vi) une meilleure maîtrise des risques climatiques ainsi que (vii) la relecture des cadres réglementaire et opérationnel gouvernant les Organismes de Prévoyance Sociale (OPS).

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER 1

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE 27

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 39

3.1 - SITUATION DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET DES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE 40

3.1.1 - Situation financière des établissements de crédit 40

3.1.2 - Situation financière des institutions de microfinance 42

3.1.3 - Situation de la finance islamique 44

3.2 - MARCHÉ FINANCIER 44

3.2.1 - Ressources mobilisées par les Etats sur le marché primaire 44

3.2.1.1 - Mobilisation des ressources sur le marché régional 44

3.2.1.2 - Encours des titres publics sur le marché régional 47

3.2.2 - Evolution de l'activité boursière 47

3.3 - STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 48

3.3.1 - Actions visant la consolidation de la stabilité financière 48

3.3.1.1 - Préservation de la stabilité financière 48

3.3.1.2 - Renforcement de la réglementation et de la supervision bancaire et financière 50

3.3.2 - Centralisation des risques bancaires 52

3.3.3 - Notation des entreprises non financières 52

3.3.4 - Promotion des Bureaux d'Information sur le Crédit (BIC) 53

3.3.5 - Promotion de l'inclusion financière dans l'UEMOA 54

3.3.5.1 - Mise en œuvre de la Stratégie Régionale d'Inclusion Financière (SRIF) dans l'UEMOA 54

3.3.5.2 - Appui aux Etats dans la digitalisation de leurs paiements 55

3.3.5.3 - Renforcement du secteur de la microfinance 56

3.3.5.4 - Mise en œuvre du projet d'interopérabilité des services financiers numériques dans l'UEMOA 56

3.3.5.5 - Participation aux activités de l'Alliance pour l'Inclusion Financière 57

3.3.6 - Promotion et encadrement des entreprises de technologie financière (FinTech) dans l'UEMOA 57

GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE 61

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES

3.3.1.2 - Renforcement de la réglementation et de la supervision bancaire et financière

La Banque Centrale a poursuivi les travaux de finalisation des Lois portant réglementation bancaire et de la microfinance en vue de les adapter aux différentes mutations intervenues dans l'environnement bancaire et financier. En sus, des amendements ont été apportés à la Convention régissant la Commission Bancaire et son Annexe afin de renforcer l'indépendance de l'Autorité de contrôle et de mieux préciser ses pouvoirs, notamment en matière de résolution de crise des établissements du secteur bancaire.

Dans le cadre de sa politique d'inclusion financière et de mise en place de financements alternatifs au profit des économies des pays de l'Union, la Banque Centrale a poursuivi sa dynamique de promotion de la finance islamique par la consolidation du cadre réglementaire y relatif, notamment à travers l'édiction de quatre (4) Instructions portant sur les modalités de comptabilisation et de reporting des établissements de crédit et systèmes financiers décentralisés exerçant des opérations de finance islamique dans l'UEMOA.

Par ailleurs, suite aux évaluations du dispositif de Lutte contre le Blanchiment des Capitaux et le Financement du Terrorisme (LBC/FT) des Etats membres de l'Union réalisées par le Groupe Intergouvernemental d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique de l'Ouest (GIABA) ainsi qu'aux recommandations issues du PESF, la relecture de la Loi sur la LBC/FT a été effectuée afin de renforcer la conformité de l'Union aux normes du Groupe d'Action Financière (GAFI).

Au titre des perspectives, l'année 2023 sera caractérisée par la finalisation de réformes réglementaires majeures au niveau des secteurs bancaire et de la microfinance.

Il s'agit de la finalisation de la révision et de l'adoption des textes ci-après :

- la Loi portant réglementation bancaire ;
- la Convention régissant la Commission Bancaire de l'UMOA et son Annexe ;
- la Loi portant réglementation de la microfinance ;
- la Loi relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme dans les Etats membres de l'UMOA ;
- le Règlement relatif aux relations financières extérieures des Etats de l'UEMOA ;
- les instructions relatives aux modalités de comptabilisation et de reporting des institutions de finance islamique ;
- le dispositif réglementaire relatif aux sanctions pécuniaires prononcées par la Commission Bancaire de l'UMOA ;
- le Règlement relatif aux obligations sécurisées ;
- le Règlement relatif aux titres de créances négociables (TCN) ;
- les textes d'application relatifs aux normes de liquidité, à la simulation de crise et à la communication financière, ainsi qu'au processus interne d'évaluation de l'adéquation des fonds propres.

Les travaux de refonte du cadre réglementaire du secteur de la microfinance se poursuivront également à travers la révision du référentiel comptable et du dispositif prudentiel applicables aux SFD. En outre, les travaux portant sur la prévention et la résolution des crises des SFD de petite taille seront amorcés.

Au titre de la transition du secteur bancaire de l'Union vers les normes IFRS (International Financial Reporting Standards), il est prévu de réaliser une étude visant à évaluer l'impact quantitatif de la mise en œuvre de la norme "IFRS 9 - Instruments financiers" sur la situation des établissements de crédit et des compagnies financières.

Enfin, l'année 2023 sera marquée par la poursuite des travaux sur les thématiques émergentes qui ont un impact sur la politique monétaire et/ou la stabilité financière. Il s'agit notamment de la cybersécurité, de l'innovation financière et de la stratégie de transition vers les normes IFRS pour le secteur bancaire de l'Union.

Au titre de l'amélioration de la qualité des informations financières communiquées par le secteur bancaire, la BCEAO procédera à la mise en place du cadre de reporting automatisé des états financiers des établissements de crédit et des compagnies financières de l'UMOA dénommé "CRAEF". L'Institut d'émission veillera également à la mise en œuvre d'un cadre de suivi des risques climatiques au sein du secteur bancaire de l'UMOA à travers l'élaboration d'un état de collecte des données y relatives.



SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER 1

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE 27

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 39

3.1 - SITUATION DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET DES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE 40

3.1.1 - Situation financière des établissements de crédit 40

3.1.2 - Situation financière des institutions de microfinance 42

3.1.3 - Situation de la finance islamique 44

3.2 - MARCHÉ FINANCIER 44

3.2.1 - Ressources mobilisées par les Etats sur le marché primaire 44

3.2.1.1 - Mobilisation des ressources sur le marché régional 44

3.2.1.2 - Encours des titres publics sur le marché régional 47

3.2.2 - Evolution de l'activité boursière 47

3.3 - STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 48

3.3.1 - Actions visant la consolidation de la stabilité financière 48

3.3.1.1 - Préservation de la stabilité financière 48

3.3.1.2 - Renforcement de la réglementation et de la supervision bancaire et financière 50

3.3.2 - Centralisation des risques bancaires 52

3.3.3 - Notation des entreprises non financières 52

3.3.4 - Promotion des Bureaux d'Information sur le Crédit (BIC) 53

3.3.5 - Promotion de l'inclusion financière dans l'UEMOA 54

3.3.5.1 - Mise en œuvre de la Stratégie Régionale d'Inclusion Financière (SRIF) dans l'UEMOA 54

3.3.5.2 - Appui aux Etats dans la digitalisation de leurs paiements 55

3.3.5.3 - Renforcement du secteur de la microfinance 56

3.3.5.4 - Mise en œuvre du projet d'interopérabilité des services financiers numériques dans l'UEMOA 56

3.3.5.5 - Participation aux activités de l'Alliance pour l'Inclusion Financière 57

3.3.6 - Promotion et encadrement des entreprises de technologie financière (FinTech) dans l'UEMOA 57

GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE 61

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

COOPERATION INTERNATIONALE 113

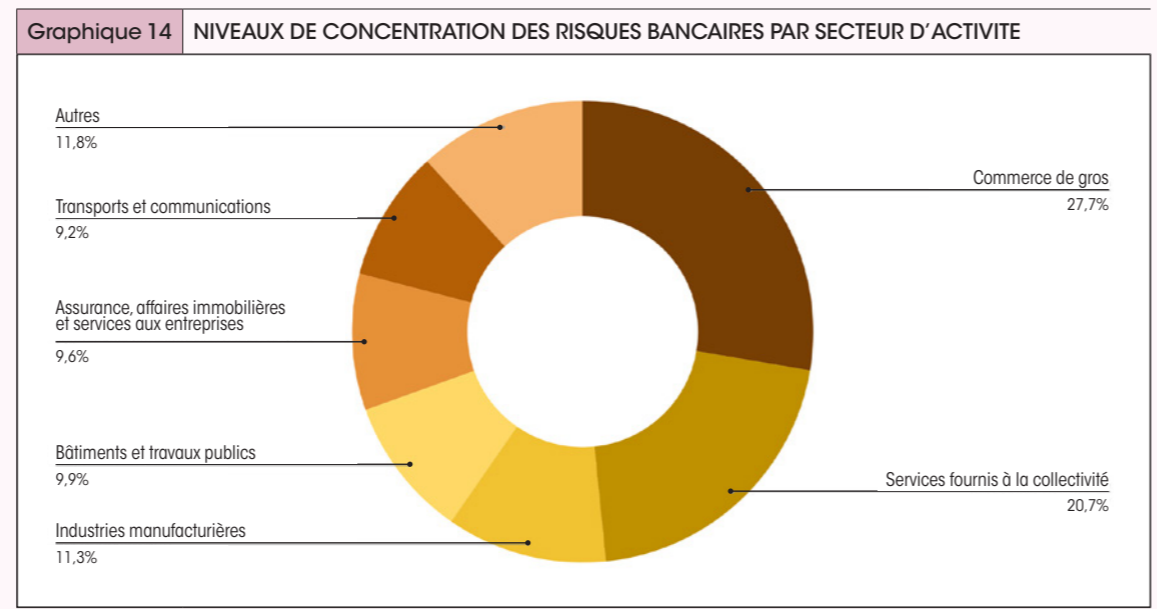
ANNEXES 117

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES

3.3.2 - CENTRALISATION DES RISQUES BANCAIRES

Au titre de la centralisation des risques bancaires, l'encours global des utilisations de crédits recensées à la Centrale des risques est estimé à 17.771,8 milliards à fin décembre 2022 contre 15.455,0 milliards au 31 décembre 2021, soit une hausse de 15,0%. Il est constitué à hauteur de 59,3% de crédits à court terme, correspondant à un montant de 10.537,1 milliards et de 40,7% de crédits à moyen et long termes, équivalant à 7.234,7 milliards.

Ces risques sont essentiellement concentrés dans les secteurs « Commerce de gros » (27,7%), « Services fournis à la collectivité » (20,7%), « Industries manufacturières » (11,3%), « Bâtiments et travaux publics » (9,9%), « Assurances, affaires immobilières et services aux entreprises » (9,6%), ainsi que « Transports et communications » (9,2%). Ces six (6) branches d'activité représentent près de 90% des crédits déclarés à la Centrale des risques.



Source : BCEAO.

3.3.3 - NOTATION DES ENTREPRISES NON FINANCIERES

En vue d'accroître le volume des effets privés admissibles à ses guichets de refinancement, la Banque Centrale a mis en place en 2020 un dispositif de cotation des entreprises non financières de l'Union. Après le démarrage dudit dispositif, des investigations ont été

menées pour son extension à la notation en vue d'associer à chaque profil de risque la probabilité de défaut des entreprises non financières de l'Union. Ainsi, depuis l'année 2021, le dispositif de cotation a migré vers un système de notation.

Le dispositif de notation repose sur une quantification des probabilités de défaut à partir des données financières extraites de la Centrale des bilans, complétées par des informations qualitatives sur le comportement de paiement de l'entreprise, disponibles dans les autres centrales d'information. En 2022, sur la base des enseignements tirés des différents partages d'expérience, il a été procédé à une désagrégation du modèle statistique de base pour affiner la probabilité de défaut à l'horizon d'un (1) an des entreprises non financières de l'Union selon leur taille, en terme de chiffre d'affaires annuel, distinguant ainsi les Grandes Entreprises (GE) des Petites et Moyennes Entreprises (PME).

Sur la base du modèle de notation mis en place, en tenant compte des informations disponibles dans la Centrale des bilans, 7.850 entreprises non financières de l'Union bénéficiant de concours auprès du système bancaire pour un encours global de 11.229,6 milliards de FCFA, ont été évaluées. Sur les 7.850 entreprises, 3.032 se retrouvent dans la classe A, dont 746 Grandes Entreprises et 2.286 Petites et Moyennes Entreprises, et 4.818 entre les classes B et E. En tenant compte de la possibilité d'admissibilité au refinancement avec la garantie souveraine, le nombre d'entreprises admissibles s'élève à 4.476 avec des encours de crédit déclarés pour un montant de 5.680,7 milliards de FCFA.

3.3.4 - PROMOTION DES BUREAUX D'INFORMATION SUR LE CREDIT (BIC)

A la date du 31 décembre 2022, 236 établissements assujettis de l'Union sur les 254 concernés, soit 92,9%, participent au système de partage d'informations sur le crédit.

PROGRESSION DU NOMBRE DE CLIENTS DANS LA BASE DU BIC

30.694
A FIN FEVRIER 2016

13.367.638
AU 31 DECEMBRE 2022

La BCEAO suit l'évolution des activités du Bureau d'Information sur le Crédit (BIC) dont l'objectif est de contribuer à réduire l'asymétrie d'information entre les prêteurs et les emprunteurs afin d'améliorer l'accès des populations aux services financiers à des coûts réduits.

de partage d'informations sur le crédit, à la suite de tests de qualification. En outre, vingt et un (21) grands facturiers, notamment les principales sociétés de fourniture d'électricité, de distribution d'eau, de téléphonie mobile et de télécommunications répartis entre le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Niger, le Sénégal et le Togo sont arrimés au dispositif de partage d'informations sur le crédit et déclarent des données au BIC de l'UMOA. Pour le Burkina et

A la date du 31 décembre 2022, 236 établissements assujettis de l'Union sur les 254 concernés, soit 92,9%, participent au système

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER 1

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE 27

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER,
STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 39

3.1 - SITUATION DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET DES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE 40

3.1.1 - Situation financière des établissements de crédit 40

3.1.2 - Situation financière des institutions de microfinance 42

3.1.3 - Situation de la finance islamique 44

3.2 - MARCHÉ FINANCIER 44

3.2.1 - Ressources mobilisées par les Etats sur le marché primaire 44

3.2.1.1 - Mobilisation des ressources sur le marché régional 44

3.2.1.2 - Encours des titres publics sur le marché régional 47

3.2.2 - Evolution de l'activité boursière 47

3.3 - STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 48

3.3.1 - Actions visant la consolidation de la stabilité financière 48

3.3.1.1 - Préservation de la stabilité financière 48

3.3.1.2 - Renforcement de la réglementation et de la supervision bancaire et financière 50

3.3.2 - Centralisation des risques bancaires 52

3.3.3 - Notation des entreprises non financières 52

3.3.4 - Promotion des Bureaux d'Information sur le Crédit (BIC) 53

3.3.5 - Promotion de l'inclusion financière dans l'UEMOA 54

3.3.5.1 - Mise en œuvre de la Stratégie Régionale d'Inclusion Financière (SRIF) dans l'UEMOA 54

3.3.5.2 - Appui aux Etats dans la digitalisation de leurs paiements 55

3.3.5.3 - Renforcement du secteur de la microfinance 56

3.3.5.4 - Mise en œuvre du projet d'interopérabilité des services financiers numériques dans l'UEMOA 56

3.3.5.5 - Participation aux activités de l'Alliance pour l'Inclusion Financière 57

3.3.6 - Promotion et encadrement des entreprises de technologie financière (FinTech) dans l'UEMOA 57

GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS
DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE 61

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER,
STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES

le Mali, suite à l'adoption des décrets n°2020-0726/PRES/PM/MINEFID/MDENP/MCIA du 24 août 2020 et n°2021-0778/PT-RM du 09 novembre 2021, les travaux sont en cours pour l'intégration des données des grands facturiers de ces pays à la plateforme de partage des données du BIC.

Le nombre de clients sur lesquels des informations sont disponibles dans la base du BIC est passé de 30.694 à fin février 2016, période de démarrage des activités de CREDITINFO WEST AFRICA (CIWA), à 13.367.638 au 31 décembre 2022, à raison de 314.618 personnes morales et 13.053.020 personnes physiques. Cette évolution s'explique par l'adoption de textes législatifs par l'ensemble des Etats membres de l'Union, qui dispensent les établissements assujettis de l'obligation de recueil préalable de consentement pour le partage des données des clients ayant

bénéficié de prêts avant la date d'entrée en vigueur de la loi uniforme. A ces dispositions, s'ajoute l'adoption par la plupart de ces pays de textes complémentaires autorisant le traitement automatisé des données des grands facturiers à intégrer à la plate-forme électronique de partage d'informations sur le crédit.

Par ailleurs, CIWA a proposé une nouvelle grille tarifaire des services d'information sur le crédit au titre de l'année 2023, homologuée par la BCEAO le 22 novembre 2022. Cette nouvelle grille demeure incitative avec la révision à la baisse de la tarification des rapports de score pour les nano-crédits afin de tenir compte de la spécificité de ce type de financement qui porte le plus souvent sur des montants relativement faibles, accordés sur de courtes durées.

3.3.5 - PROMOTION DE L'INCLUSION FINANCIERE DANS L'UEMOA

Au cours de l'année 2022, les actions réalisées en faveur de l'inclusion financière ont surtout porté sur la mise en œuvre de la stratégie régionale d'inclusion financière (SRIF) et les initiatives visant le développement du secteur de la monnaie électronique et la microfinance dans l'Union ainsi que sur le projet d'interopérabilité des services financiers numériques dans l'UEMOA.

3.3.5.1 - Mise en œuvre de la stratégie régionale d'inclusion financière (SRIF) dans l'UEMOA

Dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie régionale d'inclusion financière, la Banque Centrale a poursuivi ses actions en faveur du déploiement du programme régional d'éducation financière adopté en 2020.

Les travaux ont porté sur la collecte d'informations auprès des parties prenantes concernées, pour la conception des cours et des modules de formation en éducation financière et l'élaboration de la stratégie et du plan de communication en la matière. A titre de rappel, le programme régional d'éducation financière vise à (i) doter le système éducatif des Etats membres de l'Union, d'outils pour améliorer l'éducation financière en milieu scolaire, (ii) coordonner des actions de renforcement des connaissances financières des populations en dehors de l'école et (iii) mettre en œuvre des sessions de renforcement des compétences financières au profit des petites et très petites entreprises.

L'étude sur l'état des lieux des besoins des microentreprises et des populations mal

desservies en produits et services financiers innovants, lancée en février 2022, a été également finalisée. Les rapports provisoires pour les 8 pays ont été validés et les principales recommandations suggèrent le développement d'une offre de services financiers innovants, notamment digitaux, de proximité et accessibles aux populations exclues.

Les travaux de l'étude de faisabilité pour la mise en place d'un système d'identification unique des usagers des services financiers dans l'UEMOA ont été également poursuivis. Pour rappel, le projet d'identification unique des usagers des services financiers vise la conception d'une base de données centralisée et fiable de l'ensemble des usagers des services financiers, afin d'assurer la traçabilité et la sécurité des transactions. De ce fait, elle offrirait l'opportunité de renforcer l'utilisation des moyens de paiement électronique et de contribuer à l'amélioration de l'inclusion financière. L'étude de faisabilité devrait permettre de proposer une méthode pour la mise en place d'un tel système dans l'UEMOA, selon différents scénarii de mise en œuvre ainsi qu'une estimation des ressources nécessaires à son implémentation. Au cours de l'année 2022, les principales activités réalisées dans le cadre de cette étude ont porté sur l'analyse approfondie des systèmes d'identification unique dans l'Union, la réalisation d'un benchmark au plan international ainsi que l'élaboration d'un rapport sur les différents scénarii de mise en œuvre.

En outre, le processus de sélection du Cabinet international, chargé de la réalisation des études de référence sur la situation de l'inclusion financière dans l'Union a été finalisé.

Enfin, le bilan de la mise en œuvre du plan d'action de la stratégie régionale d'inclusion

financière, sur la période 2016-2021, a été effectué. Globalement, la majorité des chantiers ont été lancés ou sont en cours de mise en œuvre. Les actions engagées devraient être finalisées au cours de l'année 2023, notamment celles liées à la réforme des lois bancaire et de microfinance, l'éducation financière des populations, la connaissance des besoins des populations et l'interopérabilité des services financiers au plan régional.

En terme de perspectives, la mise à jour de la stratégie régionale sera entamée en 2023, avec la participation notamment des Etats, afin de capitaliser les acquis et de prendre en compte les nouveaux chantiers induits par les évolutions intervenues au niveau de l'environnement socio-économique et financier de l'Union.

En outre, les études de référence sur la situation de l'inclusion financière devraient être lancées au premier trimestre 2023. Ces études devraient permettre d'avoir une meilleure connaissance du marché et d'établir une situation de référence de l'Union en la matière, à travers la réalisation d'enquêtes nationales sur la demande et l'offre de services financiers formels et informels.

3.3.5.2 - Appui aux Etats dans la digitalisation de leurs paiements

L'Institut d'émission a poursuivi ses actions en faveur de la promotion de la digitalisation des paiements publics, avec l'appui aux Trésors publics nationaux, en vue de leur connexion à la plateforme monétique régionale du GIM-UEMOA et de l'émission de monnaie électronique.

A titre de rappel, dans le cadre de la digitalisation des encaissements et des paiements des Etats, le projet de connexion des Trésors publics à la plateforme du GIM-UEMOA

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER 1

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE 27

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 39

3.1 - SITUATION DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET DES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE 40

3.1.1 - Situation financière des établissements de crédit 40

3.1.2 - Situation financière des institutions de microfinance 42

3.1.3 - Situation de la finance islamique 44

3.2 - MARCHÉ FINANCIER 44

3.2.1 - Ressources mobilisées par les Etats sur le marché primaire 44

3.2.1.1 - Mobilisation des ressources sur le marché régional 44

3.2.1.2 - Encours des titres publics sur le marché régional 47

3.2.2 - Evolution de l'activité boursière 47

3.3 - STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 48

3.3.1 - Actions visant la consolidation de la stabilité financière 48

3.3.1.1 - Préservation de la stabilité financière 48

3.3.1.2 - Renforcement de la réglementation et de la supervision bancaire et financière 50

3.3.2 - Centralisation des risques bancaires 52

3.3.3 - Notation des entreprises non financières 52

3.3.4 - Promotion des Bureaux d'Information sur le Crédit (BIC) 53

3.3.5 - Promotion de l'inclusion financière dans l'UEMOA 54

3.3.5.1 - Mise en œuvre de la Stratégie Régionale d'Inclusion Financière (SRIF) dans l'UEMOA 54

3.3.5.2 - Appui aux Etats dans la digitalisation de leurs paiements 55

3.3.5.3 - Renforcement du secteur de la microfinance 56

3.3.5.4 - Mise en œuvre du projet d'interopérabilité des services financiers numériques dans l'UEMOA 56

3.3.5.5 - Participation aux activités de l'Alliance pour l'Inclusion Financière 57

3.3.6 - Promotion et encadrement des entreprises de technologie financière (FinTech) dans l'UEMOA 57

GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE 61

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES

et d'émission de monnaie électronique, a reçu l'avis favorable des Autorités de la BCEAO en novembre 2019⁴. L'émission de cartes prépayées devra, toutefois, se limiter aux bénéficiaires des allocations publiques de l'Etat (fonctionnaires, boursiers, retraités, etc).

Ainsi, la Banque Centrale a présenté, aux représentants des Etats membres de l'Union, le cadre d'émission de la monnaie électronique et procédé à l'élaboration d'un Guide pour faciliter la constitution des dossiers d'émission de la monnaie électronique par ces acteurs.

Par ailleurs, la Banque Centrale a poursuivi les travaux de révision des textes régissant les conditions et modalités d'exercice des activités des émetteurs de monnaie électronique dans les Etats membres de l'UEMOA, en vue de l'intégration des Trésors publics nationaux dans le champ d'application. A cet égard, un cadre spécifique de surveillance de l'activité d'émission de monnaie électronique par les Trésors publics a été mis en place.

Enfin, dans la perspective de leur connexion à la plateforme monétique, les Trésors publics ont poursuivi la prise en charge des prérequis sur les plans administratif, technique et réglementaire.

Sur cette base, le Trésor public de la Côte d'Ivoire a reçu, en octobre 2022, l'avis favorable de la BCEAO pour l'émission de la monnaie électronique via le produit « *TresorPay* ». Au niveau des autres pays, les diligences sont en cours pour l'introduction des dossiers de demande d'autorisation pour l'émission de la monnaie électronique et la connexion à la plateforme monétique.

3.3.5.3 - Renforcement du secteur de la microfinance

La Banque Centrale a poursuivi le diagnostic des institutions de microfinance en difficulté, en vue de leur restructuration ou redressement. Ainsi, une mission a été réalisée en Guinée-Bissau en 2022, portant le nombre d'institutions diagnostiquées de 40 à 46.

En outre, des actions de formation organisées en 2021 à l'endroit des dirigeants des SFD de l'UEMOA sur l'amélioration de la gouvernance ainsi que sur les dispositifs de conformité, de surveillance financière et de reporting ont été étendues aux autres agents des SFD en 2022.

3.3.5.4 - Mise en œuvre du projet d'interopérabilité des services financiers numériques dans l'UEMOA

Le projet d'interopérabilité des services financiers numériques dans l'UEMOA a été marqué, au cours de l'année 2022, par la publication du dossier des spécifications fonctionnelles, le démarrage des travaux de développement et la réalisation du "prototype" ou (*Proof Of Concept*), permettant de traiter un virement de bout en bout et l'organisation de rencontres spécifiques avec les acteurs. A titre de rappel, la nouvelle infrastructure devrait permettre les paiements instantanés entre les différents types de comptes (bancaire et non bancaire) quels que soient l'institution, les instruments et les canaux de paiement utilisés.

En terme de perspectives, la finalisation des travaux de développement de la solution interopérable, l'organisation de la phase pilote et la mise en production des nouveaux services, le

lancement de la campagne de communication ainsi que la mise en place du cadre réglementaire sont prévus pour l'année 2023.

3.3.5.5 - Participation aux activités de l'Alliance pour l'Inclusion Financière

Dans le cadre de sa participation aux activités de l'Alliance pour l'Inclusion Financière (AFI), l'Institut d'émission a pris une part active aux réflexions menées au sein des différents groupes de travail de l'AFI mis en place sur les thématiques ci-après : (1) les services financiers numériques, (2) les politiques d'inclusion financière en Afrique,

(3) l'autonomisation des consommateurs et la conduite des marchés, (4) les stratégies nationales d'inclusion financière, (5) l'application proportionnelle des normes internationales, (6) le financement des PME, (7) les données d'inclusion financière et (8) la finance verte inclusive.

L'Institut d'émission a, en outre, bénéficié de formations sur (i) l'identification numérique et l'e-KYC, (ii) l'intégrité financière inclusive, (iii) les données d'inclusion financière (iv) l'inclusion financière des personnes déplacées de force, (v) les politiques inclusives en matière de genre et (vi) la finance verte inclusive.

3.3.6 - PROMOTION ET ENCADREMENT DES ENTREPRISES DE TECHNOLOGIE FINANCIERE (FINTECH) DANS L'UEMOA

Dans le cadre de l'accompagnement des FinTech, les principales actions entreprises par la BCEAO concernent le recensement de ces structures, l'opérationnalisation du Bureau de Connaissance et de Suivi des FinTech de l'UEMOA (BCSF-UEMOA) et les travaux préparatoires à la mise en place d'un cadre réglementaire.

Le recensement des FinTech a permis d'identifier plus de cent quatre-vingts (180) structures à fin décembre 2022. Grâce aux nouvelles technologies et à leurs caractéristiques intrinsèques, en particulier l'agilité, la flexibilité et la créativité, les FinTech se positionnent simultanément dans plusieurs domaines d'intervention du système financier. Plus de 75% concentrent leurs activités dans le secteur du paiement et proposent des offres innovantes et disruptives permettant de repenser le modèle d'affaires traditionnel du secteur financier, de modifier en profondeur le mode de distribution

des produits et services bancaires et d'atteindre, rapidement et de façon pérenne, une masse critique de personnes.

Par ailleurs, le BCSF-UEMOA a échangé avec quatre-vingt-seize (96) porteurs de projets FinTech sur la période sous revue, pour des demandes d'informations ou d'entretiens essentiellement sur les conditions et les modalités d'exercice de l'activité de paiement et de l'offre de crédit, l'émission de monnaie électronique et de monnaies virtuelles dans l'UEMOA. Ces échanges ont également porté sur la mise à disposition de plateformes financières numériques, l'interopérabilité ainsi que l'exercice de l'activité de banque. Ils ont permis d'identifier les défis auxquels les porteurs de projets FinTech sont confrontés notamment (i) l'absence d'un statut juridique applicable aux FinTech, principalement celles opérant dans le secteur des paiements,

4 : L'avis favorable à l'adresse des Etats de l'Union s'est effectué sur la base des dispositions des articles 42 et 131 du Règlement n°15/2002/CM/UEMOA du 19 septembre 2002, relatif aux systèmes de paiement dans les Etats membres de l'UEMOA.

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER 1

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE 27

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 39

3.1 - SITUATION DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET DES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE 40

3.1.1 - Situation financière des établissements de crédit 40

3.1.2 - Situation financière des institutions de microfinance 42

3.1.3 - Situation de la finance islamique 44

3.2 - MARCHÉ FINANCIER 44

3.2.1 - Ressources mobilisées par les Etats sur le marché primaire 44

3.2.1.1 - Mobilisation des ressources sur le marché régional 44

3.2.1.2 - Encours des titres publics sur le marché régional 47

3.2.2 - Evolution de l'activité boursière 47

3.3 - STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 48

3.3.1 - Actions visant la consolidation de la stabilité financière 48

3.3.1.1 - Préservation de la stabilité financière 48

3.3.1.2 - Renforcement de la réglementation et de la supervision bancaire et financière 50

3.3.2 - Centralisation des risques bancaires 52

3.3.3 - Notation des entreprises non financières 52

3.3.4 - Promotion des Bureaux d'Information sur le Crédit (BIC) 53

3.3.5 - Promotion de l'inclusion financière dans l'UEMOA 54

3.3.5.1 - Mise en œuvre de la Stratégie Régionale d'Inclusion Financière (SRIF) dans l'UEMOA 54

3.3.5.2 - Appui aux Etats dans la digitalisation de leurs paiements 55

3.3.5.3 - Renforcement du secteur de la microfinance 56

3.3.5.4 - Mise en œuvre du projet d'interopérabilité des services financiers numériques dans l'UEMOA 56

3.3.5.5 - Participation aux activités de l'Alliance pour l'Inclusion Financière 57

3.3.6 - Promotion et encadrement des entreprises de technologie financière (FinTech) dans l'UEMOA 57

GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE 61

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES

(ii) la désintermédiation et l'exercice d'activités bancaires ou financières sans autorisation ni cadre de supervision, (iii) l'accroissement de la cybercriminalité, de la fraude, du blanchiment des capitaux et du financement du terrorisme (BC/FT), (iv) l'interconnexion entre elles et les systèmes de paiement existants, (v) la concurrence avec les acteurs financiers et les opérateurs de téléphonie mobile, (vi) l'accès au financement et (vii) la tarification démesurée des services financiers.

En matière de perspective réglementaire pour l'accompagnement des FinTech, la Banque Centrale a initié des projets d'envergure dans le but de tirer profit des avantages induits par ces innovations tout en renforçant l'inclusion et la stabilité financières dans l'Union. Parmi ces projets figurent :

- la révision de l'Instruction n°008-05-2015 régissant l'exercice des activités des émetteurs de monnaie électronique dans l'UMOA, en vue de prendre en compte les nouveaux services et produits induits par l'avènement des FinTech dans le secteur ;
- l'actualisation du cadre juridique des infrastructures, des moyens et des services

de paiement de l'UEMOA. Ce projet devrait permettre de répondre aux enjeux liés notamment à (i) l'émergence d'acteurs non bancaires impliqués dans une offre de nouveaux services de paiement basée sur les nouvelles technologies, (ii) la mise en œuvre des projets d'interconnexion des systèmes de paiement aux niveaux régional et continental ainsi que (iii) l'efficacité et la sécurisation des moyens modernes et des services de paiement, gages du maintien de la confiance du public et d'une utilisation effective desdits instruments ;

- l'élaboration d'un projet de loi sur le financement participatif de prêt ou crowdlending devant permettre notamment aux PME/PMI et aux particuliers de diversifier leurs sources de financement ;
- la finalisation du cadre juridique portant réglementation des services de paiement dans l'UMOA ;
- la mise en place au sein de la BCEAO d'un Regulatory Sandbox ou Laboratoire d'Innovation Financière (LIF-BCEAO), en vue de permettre aux porteurs de projets innovants de tester leurs produits ou services dans un cadre sécurisé, supervisé par la Banque Centrale.

ENCADRE 1 : DIGITALISATION DES OPERATIONS FINANCIERES DES SFD DE L'UEMOA

La BCEAO a élaboré et publié un Guide pour la digitalisation des opérations financières des Systèmes Financiers Décentralisés (SFD) dans l'UEMOA.

Ce Guide est conçu pour appuyer ces institutions dans le processus de transformation digitale de leurs opérations avec la clientèle, à travers notamment le développement ou l'acquisition de solutions numériques sécurisées et accessibles.

Son élaboration s'inscrit dans la démarche d'accompagnement des SFD, prévue par les axes 2 et 3 de la Stratégie Régionale d'Inclusion Financière dans l'UEMOA. Ces derniers portent, d'une part, sur l'assainissement et le renforcement du secteur de la microfinance et, d'autre part,

sur la promotion des innovations favorables à l'inclusion financière des populations.

La démarche de digitalisation proposée dans ce document est articulée autour de trois modèles, à savoir (i) l'utilisation du téléphone portable et de divers appareils technologiques pour effectuer les opérations financières, (ii) le développement de partenariats avec des prestataires informatiques, des FinTech ou des établissements de monnaie électronique et (iii) l'émission de monnaie électronique par les institutions de microfinance elles-mêmes.

Le Guide vient ainsi appuyer les efforts déjà engagés par la BCEAO en faveur des SFD, notamment à travers la promotion de leur accès au système de paiement régional et le renforcement des capacités de leurs dirigeants.



SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR	X
TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022	XIII
COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO	XXI
VUE D'ENSEMBLE	XXVII
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER	1
MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE	27
EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES	39
GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE	61
4.1 - GESTION DES SIGNES MONETAIRES	62
4.1.1 - Prélèvements et versements aux guichets des Agences de la BCEAO	62
4.1.2 - Composition de la circulation fiduciaire	63
4.2 - SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT DE L'UEMOA	64
4.2.1 - Systèmes de paiement régionaux	65
4.2.2 - Contribution des systèmes et services de paiement à une inclusion financière accrue	69
4.2.2.1 - Connexion des Trésors Publics Nationaux (TPN) aux systèmes de paiement de l'UEMOA	69
4.2.2.2 - Promotion de l'accès des Systèmes Financiers Décentralisés aux systèmes de paiement régionaux de l'UEMOA	70
4.2.2.3 - Accès des Sociétés de Gestion et d'Intermédiation (SGI) à STAR-UEMOA	70
4.3 - RESERVES DE CHANGE	70
ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO	73
COOPERATION INTERNATIONALE	113
ANNEXES	117



IV GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER 1

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE 27

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 39

GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE 61

4.1 - GESTION DES SIGNES MONETAIRES 62

4.1.1 - Prélèvements et versements aux guichets des Agences de la BCEAO 62

4.1.2 - Composition de la circulation fiduciaire 63

4.2 - SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT DE L'UEMOA 64

4.2.1 - Systèmes de paiement régionaux 65

4.2.2 - Contribution des systèmes et services de paiement à une inclusion financière accrue 69

4.2.2.1 - Connexion des Trésors Publics Nationaux (TPN) aux systèmes de paiement de l'UEMOA 69

4.2.2.2 - Promotion de l'accès des Systèmes Financiers Décentralisés aux systèmes de paiement régionaux de l'UEMOA 70

4.2.2.3 - Accès des Sociétés de Gestion et d'Intermédiation (SGI) à STAR-UEMOA 70

4.3 - RESERVES DE CHANGE 70

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117

4.1 - GESTION DES SIGNES MONETAIRES



Au cours de l'année 2022, les prélèvements de signes monétaires aux guichets de la Banque Centrale sont ressortis à 25.639,8 milliards de FCFA (3.695,5 millions d'unités de billets et de pièces de monnaie) supérieurs aux versements

reçus qui se sont situés à 24.618,1 milliards de FCFA (3.366,2 millions d'unités de billets et de pièces de monnaie). La circulation fiduciaire, résultant de ces évolutions, s'est établie à 11.427,9 milliards de FCFA, en hausse de 9,8%.

4.1.1 - PRELEVEMENTS ET VERSEMENTS AUX GUICHETS DES AGENCES DE LA BCEAO

Les mouvements (prélèvements et versements) aux guichets de la Banque Centrale ont atteint 50.257,9 milliards de FCFA de billets et pièces de monnaie en 2022 contre 45.641,6 milliards de FCFA un an plus tôt.

Les **prélèvements de billets** au cours de la période sous revue se sont élevés à 25.624,1 milliards de FCFA contre 23.400,6 milliards de FCFA en 2021, soit une hausse en valeur de 9,5%. Les prélèvements les plus importants en valeur ont été enregistrés en Côte d'Ivoire (32,3%), au Sénégal (19,8%) et au Burkina Faso (15,4%).

La valeur des retraits aux guichets de pièces de monnaie a baissé de 0,6% en passant de 15,8 milliards de FCFA en 2021 (276,6 millions d'unités) à 15,7 milliards de FCFA un an plus tard (236,3 millions d'unités).

Les **versements de billets** aux guichets de la Banque Centrale sont ressortis à 24.615,7 milliards de FCFA (3.354,4 millions d'unités) en 2022 contre 22.223,3 milliards de FCFA (3.240,2 millions d'unités) en 2021, soit une augmentation en valeur de 10,8%. Les entrées les plus importantes en valeur ont été observées en Côte d'Ivoire (30,6%), au Sénégal (19,0%) et au Burkina Faso (16,8%).

Les entrées aux guichets de pièces de monnaie ont atteint 2,5 milliards de FCFA en 2022 (11,8 millions d'unités) contre 1,9 milliard de FCFA (8,5 millions d'unités) en 2021, soit une hausse en valeur de 23,7%.

4.1.2 - COMPOSITION DE LA CIRCULATION FIDUCIAIRE

A fin décembre 2022, la circulation fiduciaire s'est établie à 11.427,9 milliards de francs CFA contre 10.406,7 milliards de francs CFA un an auparavant, soit une hausse de 1.021,2 milliards de francs CFA.

Les grosses coupures ont représenté 92,2% de la valeur des billets en circulation contre 91,6% en 2021. Comparées à 2021, les parts relatives des billets et des pièces de monnaie en valeur dans la circulation fiduciaire sont restées quasiment stables à 98,0% et 2,0% respectivement.

ENCADRE 2 : DISPOSITIF DE COUVERTURE DES BESOINS DE LA CLIENTELE EN SIGNES MONETAIRES DE BASSE DENOMINATION

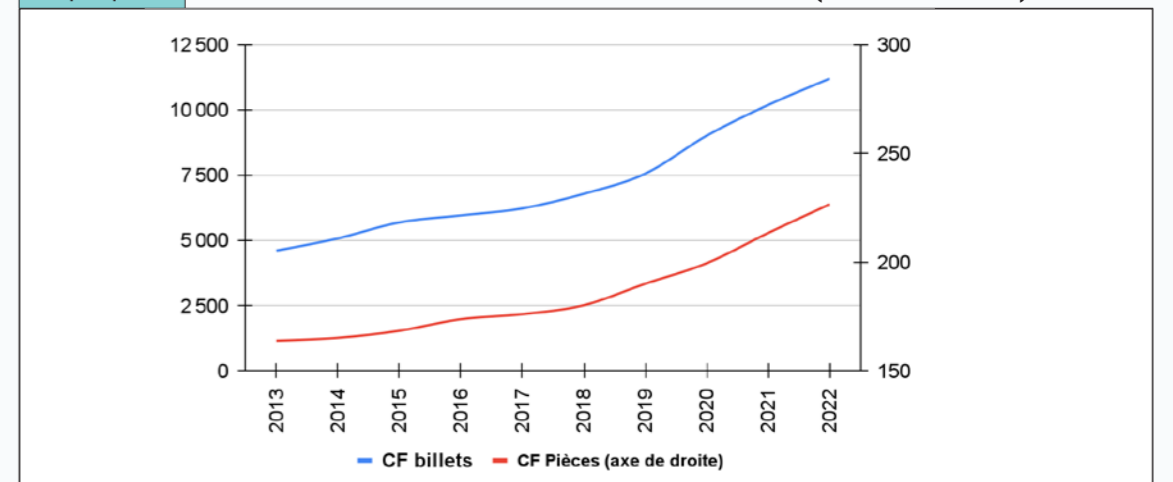
En vue d'assurer une meilleure distribution de l'offre de signes monétaires de basse dénomination au sein des économies de l'Union Monétaire Ouest Africaine, la BCEAO a mis en place un dispositif de suivi de la satisfaction des besoins de la clientèle en signes monétaires de l'espèce.

Au cours de l'année 2022, l'Institut d'émission a poursuivi, pour la quatrième année consécutive, les efforts pour accroître la disponibilité de signes monétaires de basse dénomination en vue de fluidifier davantage les transactions des agents économiques,

en maintenant les volumes élevés de ces coupures commandées et mises en circulation.

Ainsi, le dispositif de couverture des demandes de la clientèle en signes monétaires a permis d'assurer, grâce à une politique volontariste, la satisfaction à hauteur de 73,0% des besoins en billets de petites coupures et 93,8% ceux des pièces de monnaie, dans un contexte marqué par le renchérissement des coûts des intrants utilisés dans le processus de fabrication des signes monétaires.

Graphique 15 EVOLUTION DE LA CIRCULATION FIDUCIAIRE DE 2013 A 2022 (MILLIARDS DE FCFA)



Source : BCEAO.

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER 1

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE 27

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 39

GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE 61

4.1 - GESTION DES SIGNES MONETAIRES 62

4.1.1 - Prélèvements et versements aux guichets des Agences de la BCEAO 62

4.1.2 - Composition de la circulation fiduciaire 63

4.2 - SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT DE L'UEMOA 64

4.2.1 - Systèmes de paiement régionaux 65

4.2.2 - Contribution des systèmes et services de paiement à une inclusion financière accrue 69

4.2.2.1 - Connexion des Trésors Publics Nationaux (TPN) aux systèmes de paiement de l'UEMOA 69

4.2.2.2 - Promotion de l'accès des Systèmes Financiers Décentralisés aux systèmes de paiement régionaux de l'UEMOA 70

4.2.2.3 - Accès des Sociétés de Gestion et d'Intermédiation (SGI) à STAR-UEMOA 70

4.3 - RESERVES DE CHANGE 70

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117

GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE

4.2 - SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT DE L'UEMOA

Au 31 décembre 2022, le fonctionnement des systèmes de paiement de l'UEMOA a été

marqué par une évolution à la hausse des principaux indicateurs d'activité.

STAR-UEMOA

146 participants (2022)

145 participants (2021)

146 participants au Système de Transfert Automatisé et de Règlement dans l'UEMOA (STAR-UEMOA) à fin décembre 2022 contre 145 l'année précédente.

SICA-UEMOA

148 participants (2022)

145 participants (2021)

148 participants au Système Interbancaire de Compensation Automatisé dans l'UEMOA (SICA-UEMOA) à fin décembre 2022 contre 145 en 2021.

Nombre d'opérations :
1,6 million

Valeur des opérations :
842.363 milliards de FCFA

ECHANGES INTER-PAYS

- Nombre d'opérations :
467.406

- Valeur des transactions :
77.807 milliards de FCFA

Nombre d'opérations :
27,2 millions

Valeur des opérations :
71.267 milliards de FCFA

Nombre d'opérations par instrument de paiement (en millions) :

- Chèque : **8**
- Virement : **18,83**
- Lettre de change : **0,13**
- Billet à ordre : **0,004**
- Prélèvement : **0,19**

Valeur des opérations par instrument de paiement (en milliards de FCFA) :

- Chèque : **52.257**
- Virement : **12.734**
- Lettre de change : **4.031**
- Billet à ordre : **195**
- Prélèvement : **2.050**

ECHANGES INTER-PAYS :

- Nombre d'opérations : **0,3 million**
- Valeur des opérations : **1,4 milliard**

4.2.1 - SYSTEMES DE PAIEMENT REGIONAUX

Le Système de Transfert Automatisé et de Règlement dans l'UEMOA (STAR-UEMOA) compte, à fin décembre 2022, 146 participants contre 145 en 2021.

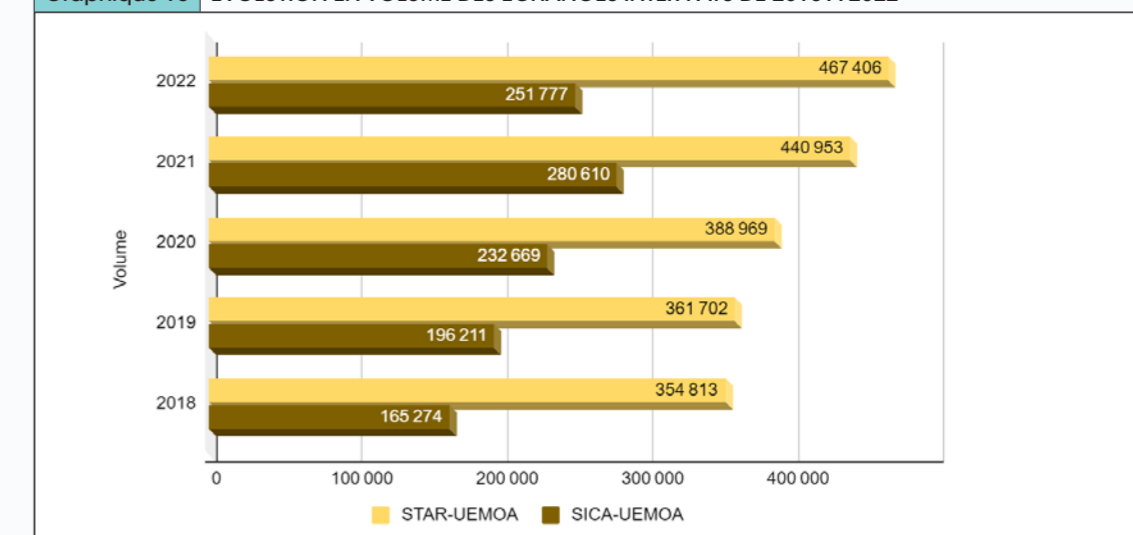
Le nombre d'opérations réglées dans STAR-UEMOA est passé de 1.487.361 pour une valeur de 677.342 milliards de francs CFA en 2021 à 1.637.468 pour une valeur de 842.363 milliards de francs CFA en 2022, soit des hausses de 10,1% et 24,36% respectivement en volume et en valeur par rapport à l'année précédente.

Le Système Interbancaire de Compensation Automatisé dans l'UEMOA (SICA-UEMOA) compte 148 participants, à fin décembre 2022,

contre 145 en 2021 parmi lesquels les banques, la BCEAO ainsi que les Trésors Publics du Bénin, du Burkina, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée-Bissau, du Mali, du Niger et du Sénégal.

Au cours de la période sous revue, le volume des échanges s'est établi à 27.171.381 opérations pour un montant total de 71.267 milliards de francs CFA. Par rapport à 2021, l'activité de SICA-UEMOA a été marquée par une augmentation de 6,59% en volume et de 11,26% en valeur des paiements compensés. En effet, le volume et la valeur des opérations échangées en 2021 étaient respectivement de 25.491.043 et 64.057 milliards de francs CFA.

Graphique 16 EVOLUTION EN VOLUME DES ECHANGES INTER-PAYS DE 2018 A 2022



Source : BCEAO.

Les échanges inter-pays au sein de l'UEMOA se sont établis en 2022 à 77.807 milliards de francs CFA contre 65.460 milliards de francs CFA en 2021, ressortant ainsi à 9% de la valeur globale des opérations traitées dans STAR-UEMOA. Comparativement à l'année précédente où la valeur des échanges inter-

pays représentait 10% de la valeur globale des opérations, il est noté le maintien de la part des échanges inter-pays. Cette situation vient confirmer l'incidence positive de la reprise de l'activité économique sous-régionale suite au recul de la propagation du coronavirus à partir de l'année 2021.

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER 1

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE 27

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 39

GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE 61

4.1 - GESTION DES SIGNES MONETAIRES 62

4.1.1 - Prélèvements et versements aux guichets des Agences de la BCEAO 62

4.1.2 - Composition de la circulation fiduciaire 63

4.2 - SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT DE L'UEMOA 64

4.2.1 - Systèmes de paiement régionaux 65

4.2.2 - Contribution des systèmes et services de paiement à une inclusion financière accrue 69

4.2.2.1 - Connexion des Trésors Publics Nationaux (TPN) aux systèmes de paiement de l'UEMOA 69

4.2.2.2 - Promotion de l'accès des Systèmes Financiers Décentralisés aux systèmes de paiement régionaux de l'UEMOA 70

4.2.2.3 - Accés des Sociétés de Gestion et d'Intermédiation (SGI) à STAR-UEMOA 70

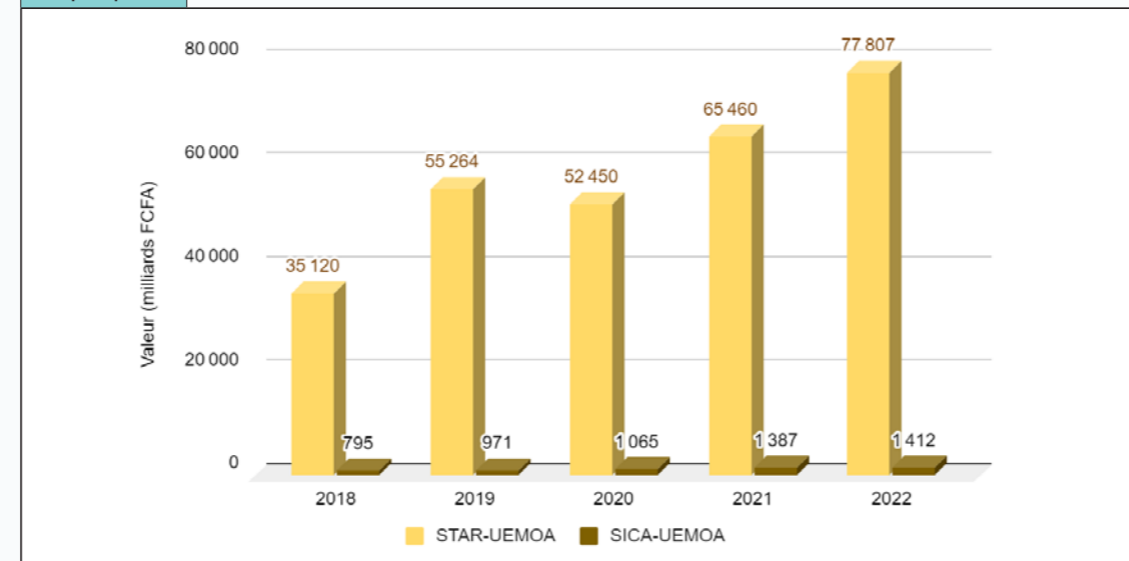
4.3 - RESERVES DE CHANGE 70

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

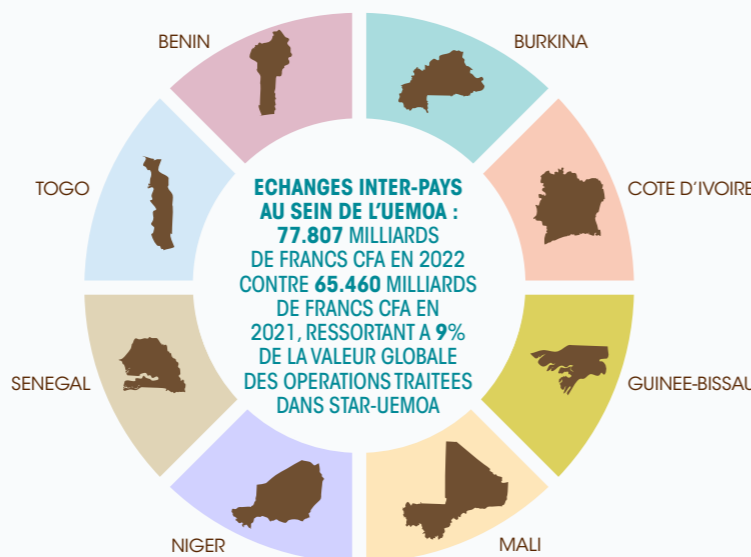
COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117

Graphique 17 EVOLUTION EN VALEUR DES ECHANGES INTER-PAYS DE 2018 A 2022



Source : BCEAO.



Au titre de la répartition des instruments de paiement traités dans le système de télécompensation, en 2022, la part relative en volume des virements est ressortie à 69,32%, en hausse de 10% par rapport à l'année précédente. L'utilisation du chèque concerne 29,5% du volume des échanges, et maintient globalement son niveau de 2021. Néanmoins, en valeur, les transactions par chèque constituent 73,33% des échanges en 2022, en hausse de 10% relativement à l'année précédente.

Au cours de l'année 2022, la préférence des utilisateurs pour le virement s'est confirmée parallèlement à une stabilisation de l'utilisation du chèque par rapport à l'année précédente.

Les prélèvements sont passés, en part relative du volume des paiements, de 0,6% en 2021 à 0,7% en 2022. En termes de valeur, ils se sont établis à 2,9% contre 2,7% l'année précédente. La progression

de l'utilisation des prélèvements se poursuit. L'intérêt croissant des agents économiques pour cet instrument, notamment les Trésors Publics Nationaux dans le cadre du recouvrement des recettes fiscales est confirmé.

Relativement aux effets de commerce (lettre de change et billet à ordre), une baisse en volume de 15,6% et une hausse de 12,9% en valeur, sont notées entre 2021 et 2022. Cette évolution traduit l'utilisation de ces instruments de paiement pour des transactions de gros montants.

La BCEAO a mené au cours de l'année 2022, des actions à l'effet de renforcer la sécurisation, la modernisation et l'impact inclusif des systèmes, des moyens et des services de paiement de l'UEMOA.

Sécurisation et modernisation des systèmes et des services de paiement

Relativement à la sécurisation des systèmes de paiement, les actions de sensibilisation visant le respect des exigences et des règles minimales de sécurité applicables aux plateformes de raccordement des participants, se sont poursuivies. Au cours de l'année 2023, les participants seront invités à communiquer l'autoévaluation du degré de sécurisation de leur connexion aux Infrastructures de Marchés Financiers (IMF) gérées par la Banque Centrale.

Dans le même sens, les activités de surveillance ont été marquées, au cours de l'année 2022, par la sensibilisation de tous les participants aux IMF sur les cas de fraude et de cyberattaques relevés.

En outre, la surveillance des IMF d'importance systémique non gérées par la BCEAO, à savoir le système monétaire interbancaire exploité par le GIM-UEMOA et le système de règlement/livraison de titres de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières dénommé Dépositaire Central/Banque de Règlement (DC/BR) a été renforcée.

Sur ce dernier point, les travaux initiés portent sur :

- l'opérationnalisation de la surveillance de l'infrastructure gérée par le GIM-UEMOA qui consistera en : (i) l'analyse de la volumétrie des transactions traitées ainsi que des risques inhérents au système monétaire interbancaire régional, et (ii) l'évaluation de la conformité de l'infrastructure par rapport aux Principes pour les Infrastructures de Marchés Financiers édictés par la Banque des Règlements Internationaux (BRI) ;
- la tenue d'un atelier d'échanges avec l'AMF-UMOA et le DC/BR sur le fonctionnement du système de règlement des opérations sur titres et la réglementation et la supervision du marché financier régional.

La Banque Centrale a procédé au cours de l'année 2022, au bilan de la mise en œuvre de la Politique de modernisation des systèmes de paiement de l'UEMOA couvrant la période 2013-2022. Ce bilan révèle la concrétisation de la vision à l'horizon 2022 de la Banque Centrale avec un taux de réalisation à 90% du plan d'actions stratégiques y afférent.

Pour rappel, la Politique Générale 2013-2022 avait comme objectif de « **Doter l'UEMOA de systèmes de paiement sûrs, efficaces et accessibles sur la base de critères transparents et mettre à la disposition des agents économiques, des moyens de paiement modernes et de faibles coûts** ».

Ainsi, sur la période 2013-2022, au titre de la sécurité technique et financière des systèmes de paiement, le dispositif de prévention des incidents a été amélioré. La sécurisation financière de SICA-UEMOA a également été renforcée à la faveur de la mise en œuvre d'un Fonds de garantie du règlement des soldes de compensation.

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER 1

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE 27

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 39

GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE 61

4.1 - GESTION DES SIGNES MONETAIRES 62

4.1.1 - Prélèvements et versements aux guichets des Agences de la BCEAO 62

4.1.2 - Composition de la circulation fiduciaire 63

4.2 - SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT DE L'UEMOA 64

4.2.1 - Systèmes de paiement régionaux 65

4.2.2 - Contribution des systèmes et services de paiement à une inclusion financière accrue 69

4.2.2.1 - Connexion des Trésors Publics Nationaux (TPN) aux systèmes de paiement de l'UEMOA 69

4.2.2.2 - Promotion de l'accès des Systèmes Financiers Décentralisés aux systèmes de paiement régionaux de l'UEMOA 70

4.2.2.3 - Accès des Sociétés de Gestion et d'Intermédiation (SGI) à STAR-UEMOA 70

4.3 - RESERVES DE CHANGE 70

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117

GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE

Un taux de satisfaction des participants à la télécompensation et au RTGS supérieur à 90% établi à la suite d'une enquête, l'augmentation substantielle de la volumétrie des transactions traitées ainsi que de la réduction des coûts de maintenance de l'ordre de 38% pour SICA-UEMOA et de 9% pour STAR-UEMOA témoignent de la consolidation de l'efficience desdits systèmes au cours de la décennie.

L'accès aux systèmes de paiement a été élargi suivant des modalités différenciées aux Trésors Publics Nationaux (TPN), à la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO et à d'autres institutions financières non bancaires telles que le Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution dans l'UMOA, ainsi que plusieurs sociétés de gestion et d'intermédiation et des systèmes financiers décentralisés.

Le développement de la monétique interbancaire et des services de paiement adossés à la monnaie électronique a contribué à la modernisation des moyens de paiement utilisés au sein de la sous-région.

Sur la base du bilan effectué et dans la perspective de la formulation d'une nouvelle politique générale, un diagnostic des IMF, des moyens et des services de paiement a mis en évidence de nombreuses forces en lien avec (i) la résilience du cadre juridique en vigueur, (ii) la conformité des systèmes de paiement aux Principes pour les Infrastructures de Marchés Financiers (PIMF), (iii) l'essor d'instruments de paiement innovants et (iv) l'impact inclusif de l'infrastructure régionale de paiement, en lien avec l'importance de la contribution de la monnaie électronique au taux global d'inclusion financière.

Des faiblesses ont également été identifiées en rapport avec (i) l'obsolescence de la réglementation des paiements dans un contexte d'émergence de nouvelles activités et

de nouveaux acteurs, (ii) la forte dépendance de la Banque Centrale vis-à-vis des fournisseurs de systèmes de paiement et plus largement de technologies, ainsi que (iii) l'inexistence d'un dispositif permanent d'études et de recherches dans le domaine des paiements.

Outre le diagnostic faisant état de forces et de faiblesses, l'analyse de l'environnement a mis en exergue les profondes mutations de l'écosystème des paiements en particulier (i) l'arrivée de nouveaux acteurs non teneurs de compte, en l'occurrence les sociétés de technologie financière (FinTech), (ii) la mise en œuvre de plusieurs projets d'intégration de systèmes de paiement et de règlement aux plans régional et continental, (iii) et le foisonnement de nouvelles technologies bénéfiques pour l'efficience des IMF (célérité, réduction des coûts, etc.).

En 2023, la Banque Centrale procèdera à la formulation d'une nouvelle politique générale des IMF, des moyens et des services de paiement pour la période 2023-2027 prenant en compte le bilan et les conclusions du diagnostic réalisé en 2022.

Par ailleurs, des problématiques émergentes associées aux évolutions survenues doivent désormais être considérées, en particulier (i) la faiblesse de l'acceptation des paiements, (ii) la démultiplication des plateformes interopérables publiques et privées au sein de l'UEMOA, (iii) la recrudescence de la cybercriminalité et (iv) le développement des crypto-actifs.

Face à l'essor des crypto-actifs et à l'instar de la plupart des banques centrales, la BCEAO a conduit, au titre de ses activités de veille, des études préalables sur (i) les défis et opportunités de l'émission de MDBC dans l'UMOA ; (ii) l'utilisation des technologies de registres distribués par les Banques Centrales ; ainsi que (iii) les opportunités et défis posés

par le recours à une MDBC de gros pour le renforcement de l'efficience et de la sécurité des infrastructures régionales de paiement. Dans ce cadre, des ateliers d'échanges ont été organisés avec la Banque de France sur ses expérimentations en matière d'émission de MDBC, ses activités de veille sur les innovations financières en France et au sein de l'Union Européenne.

4.2.2 - CONTRIBUTION DES SYSTEMES ET SERVICES DE PAIEMENT A UNE INCLUSION FINANCIERE ACCRUE

Les actions de la Banque Centrale visant les aspects de l'inclusion financière relatifs aux paiements ont porté sur l'accompagnement des Trésors Publics Nationaux, des Systèmes Financiers Décentralisés (SFD) ainsi que des Sociétés de Gestion et d'Intermédiation (SGI) dans les processus d'amélioration de leurs circuits de paiement.

Pour rappel, ces initiatives de la Banque Centrale s'inscrivent dans sa vision de renforcer l'automatisation des circuits de paiement des Trésors Publics Nationaux et leur autonomie opérationnelle.

4.2.2.1 - Connexion des Trésors Publics Nationaux (TPN) aux systèmes de paiement de l'UEMOA

En 2022, le nombre de Trésors Publics Nationaux connectés à la télécompensation et au système de règlement brut en temps réel, s'est maintenu à son niveau de 2021, soit sept (7) pour chacun desdits systèmes.

L'année 2023 devrait marquer (i) l'atteinte d'un taux de raccordement de 100% des Trésors Publics Nationaux aux systèmes susmentionnés, au regard de l'état d'avancement des travaux initiés par les structures non encore connectées ainsi que (ii) du déploiement de la solution

Au titre des prochaines étapes, il est envisagé en 2023, d'identifier les cas d'usage et les impacts de l'émission d'une MDBC de détail sur l'inclusion et la stabilité financières ainsi que la politique monétaire, préalablement à une expérimentation projetée en 2024.

destinée à offrir aux TPN une vue globale de tous leurs avoirs dans les livres de la BCEAO.

Par ailleurs, dans le cadre de l'assistance des Etats à la digitalisation des paiements publics, les Trésors Publics Nationaux de l'Union ont été autorisés à offrir des services de paiement adossés à la monnaie électronique limités aux bénéficiaires des allocations publiques de l'Etat ainsi qu'aux structures et individus ayant des obligations fiscales.

Dans ce contexte, un cadre spécifique de surveillance des services de paiement adossés à la monnaie électronique (SPAME) offerts par les Trésors Publics Nationaux a été élaboré. Il vise deux (2) objectifs majeurs à savoir : (1) l'efficience des services de paiement offerts par les TPN, et (ii) la maîtrise des risques y afférents tels que l'émission de monnaie électronique à découvert et l'intégrité des fonds des porteurs. Le dispositif spécifique de surveillance s'articule autour d'un suivi sur pièces et d'échanges afin de faciliter la prise en charge des recommandations et le traitement des non-conformités pouvant être relevées.

Au bénéfice de ces dispositions, le Trésor Public de Côte d'Ivoire a lancé au cours de l'année 2022, son projet d'émission de monnaie électronique « Trésor Money » (encore appelé « TMoney »).

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR	X
TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022	XIII
COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO	XXI
VUE D'ENSEMBLE	XXVII
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER	1
MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE	27
EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES	39
GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE	61
4.1 - GESTION DES SIGNES MONETAIRES	62
4.1.1 - Prélèvements et versements aux guichets des Agences de la BCEAO	62
4.1.2 - Composition de la circulation fiduciaire	63
4.2 - SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT DE L'UEMOA	64
4.2.1 - Systèmes de paiement régionaux	65
4.2.2 - Contribution des systèmes et services de paiement à une inclusion financière accrue	69
4.2.2.1 - Connexion des Trésors Publics Nationaux (TPN) aux systèmes de paiement de l'UEMOA	69
4.2.2.2 - Promotion de l'accès des Systèmes Financiers Décentralisés aux systèmes de paiement régionaux de l'UEMOA	70
4.2.2.3 - Accès des Sociétés de Gestion et d'Intermédiation (SGI) à STAR-UEMOA	70
4.3 - RESERVES DE CHANGE	70
ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO	73
COOPERATION INTERNATIONALE	113
ANNEXES	117

GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE

4.2.2.2 - Promotion de l'accès des systèmes financiers décentralisés aux systèmes de paiement régionaux de l'UEMOA

Au titre du Projet d'appui à la promotion de l'accès des SFD au système de paiement régional de l'UEMOA, la BCEAO a apporté un soutien technique aux SFD pour leur connexion via des banques partenaires à SICA-UEMOA et l'amélioration de leurs systèmes d'information, à travers la mise en place d'un Centre de Traitement Informatique (CTI) mutualisé en Côte d'Ivoire et au Niger.

Les travaux réalisés ont permis l'entrée en production dans SICA-UEMOA d'un (1) SFD au cours de l'année 2022. Ainsi, à fin décembre 2022, sept (7) SFD sont connectés à SICA-UEMOA via des banques partenaires.

Des avancées significatives liées à la validation de l'architecture fonctionnelle et technique des Centres, la mise en place des instances de pilotage incluant les Structures Ministérielles de Suivi, les SFD et leurs Associations Professionnelles ainsi que la création des entités juridiques des Centres, sont notées. Ces Centres visent à doter les SFD d'une infrastructure technique performante et sécurisée, supportant l'automatisation de leurs opérations, la

production de rapports conformes à la réglementation ainsi que leur connexion aux systèmes de paiement de l'UEMOA.

L'année 2023 sera consacrée à la poursuite de l'assistance aux SFD en vue de leur connexion aux systèmes de paiement de l'UEMOA et l'implémentation effective des CTI avec en particulier l'acquisition des équipements et des recrutements.

4.2.2.3 - Accès des Sociétés de Gestion et d'Intermédiation (SGI) à STAR-UEMOA

L'accompagnement des SGI pour leur participation au dispositif permettant le règlement de leurs opérations sur le marché des titres publics émis par voie d'adjudication, à partir des comptes de règlement de leurs banques partenaires, s'est poursuivi en 2022, avec la configuration de deux (2) SGI supplémentaires, portant ainsi à quatorze (14) le nombre total de SGI configurées. Toutefois, il est relevé que seules deux (2) des quatorze (14) SGI configurées participent de manière active au dispositif mis en place.

Les actions visant à faciliter le raccordement effectif des SGI configurées dans le dispositif, seront renforcées au cours de l'année 2023.

4.3 - RESERVES DE CHANGE

Sur l'année 2022, la gestion des réserves de change de la BCEAO a été conduite dans un environnement financier extrêmement volatile, en liaison avec la remontée des taux d'intérêt et la hausse des paiements extérieurs via la Banque Centrale, consécutive notamment au renchérissement du coût des importations de l'Union. Cette situation a nécessité des actions visant à consolider le niveau des avoirs de réserve et à optimiser les produits issus de leur gestion.

Dans ce contexte, la BCEAO a poursuivi la politique de placement de ses avoirs en devises, dans le strict respect des principes et pratiques communément admis pour la gestion des réserves officielles de change, en particulier les Directives du FMI en la matière. A cet égard, les avoirs de réserve ont fait l'objet d'investissement dans des actifs monétaires et obligataires, en considération de leurs critères de liquidité et de sécurité.

ENCADRE 3 : RAPATRIEMENT DES RECETTES D'EXPORTATION

Les exportations de marchandises hors UEMOA ont été évaluées à 16.578 milliards de FCFA au cours de l'année 2022, en hausse de 1.769 milliards (+12%) comparativement à l'année précédente. Les rapatriements de devises afférents aux ventes extérieures de marchandises se sont également inscrits en progression, passant de 10.401 milliards en 2021 à 11.419 milliards sur la période sous revue (+1.018 milliards ou +10%). Rapporté aux exportations, le taux de rapatriement est ressorti à 69% au cours de l'année 2022 contre 70% un an plus tôt.

Pour l'essentiel, le repli du taux de rapatriement résulte des contre-performances enregistrées par les établissements de crédit. En effet, le taux de cession à la Banque Centrale des ressources encaissées par les banques de l'Union est ressorti à 85% au cours de l'année 2022 contre 87% à la même période de l'année précédente. Toutefois, l'obligation réglementaire à la charge des banques de rapatrier au moins 80% des recettes encaissées a été respectée en moyenne

dans tous les pays de l'Union, à l'exception du Togo.

S'agissant des opérateurs économiques, le taux d'encaissement est resté inchangé à 81%.

Le montant des recettes d'exportation n'ayant pas fait l'objet de cession à la Banque Centrale est ressorti à 3.213 milliards (19% des exportations) contre 2.828 milliards un an plus tôt (19% des ventes extérieures). Le défaut de rapatriement imputable aux opérateurs économiques s'est établi à 3.088 milliards (2.810 milliards en 2021) et celui à la charge des établissements de crédit à 125 milliards (19 milliards en 2021).

Au total, le taux de rapatriement des recettes d'exportation est ressorti en baisse au cours de l'année 2022 comparativement à l'année précédente. Cette situation résulte essentiellement d'un repli du produit des recettes cédé à la BCEAO par les banques, dans un contexte où le taux d'encaissement par les opérateurs économiques du produit des ventes extérieures est resté inchangé.



SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER 1

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE 27

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 39

GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE 61

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

5.1 - ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES 74

5.1.1 - Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UMOA 74

5.1.2 - Conseil des Ministres de l'Union 78

5.1.3 - Comité de Politique Monétaire de la BCEAO 82

5.1.4 - Conseil d'Administration de la BCEAO 90

5.1.5 - Comité d'Audit de la BCEAO 91

5.2 - ADMINISTRATION DE LA BCEAO 94

5.2.1 - Gouvernance et structure opérationnelle de la BCEAO 94

5.2.2 - Gestion des ressources humaines 98

5.2.2.1 - Effectif 98

5.2.2.2 - Formation, recherche et partenariats 99

5.2.3 - Patrimoine immobilier 106

5.2.4 - Systèmes d'information 107

5.2.5 - Dispositif de gestion des risques et activités de contrôle 108

5.2.6 - Dispositif du contrôle de gestion 110

5.2.7 - Système de Management de la Qualité de la BCEAO 111

5.2.8 - Système d'information comptable 111

COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117



V ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER 1

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE 27

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER,
STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 39GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS
DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE 61

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

5.1 - ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES 74

5.1.1 - Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UMOA 74

5.1.2 - Conseil des Ministres de l'Union 78

5.1.3 - Comité de Politique Monétaire de la BCEAO 82

5.1.4 - Conseil d'Administration de la BCEAO 90

5.1.5 - Comité d'Audit de la BCEAO 91

5.2 - ADMINISTRATION DE LA BCEAO 94

5.2.1 - Gouvernance et structure opérationnelle de la BCEAO 94

5.2.2 - Gestion des ressources humaines 98

5.2.2.1 - Effectif 98

5.2.2.2 - Formation, recherche et partenariats 99

5.2.3 - Patrimoine immobilier 106

5.2.4 - Systèmes d'information 107

5.2.5 - Dispositif de gestion des risques et activités de contrôle 108

5.2.6 - Dispositif du contrôle de gestion 110

5.2.7 - Système de Management de la Qualité de la BCEAO 111

5.2.8 - Système d'information comptable 111

COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION
DE LA BCEAO

5.1 - ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES

Au cours de l'exercice 2022, les Organes de l'Union ont tenu leurs assises, conformément aux dispositions du Traité de l'Union Monétaire

Ouest Africaine du 20 janvier 2007 et des Statuts de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest.

5.1.1 - CONFERENCE DES CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT DE L'UMOA



La Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union a tenu, au cours de l'année 2022, deux sessions extraordinaires respectivement, le 9 janvier 2022, par visioconférence, sous la Présidence de Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE, Président du Burkina Faso, son Président statutaire, et le 4 juin 2022 à Accra, au Ghana, ainsi qu'une session ordinaire le 5 décembre 2022, à Abidjan en Côte d'Ivoire, sous la Présidence de Son Excellence Monsieur Alassane OUATTARA, Président de la République de Côte d'Ivoire.

Au cours de la session du 9 janvier 2022, la Conférence s'est penchée sur la situation politique du Mali.

Elle a pris note du rapport sur l'état de l'évolution de la situation politique du Mali présenté par le Président de la Commission de la CEDEAO.

La Conférence a relevé l'absence de progrès dans le processus de restauration d'un ordre constitutionnel et démocratique normal au Mali.

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont décidé d'endosser les sanctions arrêtées par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO lors de ses sessions extraordinaires du 12 septembre 2021 et du 7 novembre 2021.

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont imposé des sanctions additionnelles incluant notamment des sanctions économiques et financières.

La Conférence est restée solidaire avec les sanctions qui seraient prises par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO lors de son Sommet extraordinaire du 9 janvier 2022.

Par ailleurs, la Conférence a suspendu le Mali des Organes et Institutions de l'UEMOA.

En outre, elle a suspendu les concours financiers en faveur du Mali par les Institutions de financement de l'UEMOA.

La Conférence a instruit les Institutions Communautaires pour l'application immédiate desdites sanctions.

Ces sanctions seront réexaminées lorsqu'un chronogramme crédible pour l'organisation des élections présidentielles et législatives sera élaboré avec l'ensemble des partenaires et validé par tous.

Au cours de la session du 4 juin 2022, examinant la situation sécuritaire au sein de la sous-région, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont condamné les attaques terroristes perpétrées dans certains Etats membres. Ils ont réitéré leur solidarité envers ces pays frères et exprimé leurs condoléances aux familles des victimes civiles et militaires.

La Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement s'est penchée sur la situation au Mali et au Burkina.

Abordant la situation sécuritaire, économique et financière au Burkina et au Mali, la Conférence a pris bonne note des présentations faites par les deux délégations de ces pays frères. La Conférence a partagé les préoccupations et recommandations de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO.

Au titre de la gouvernance des Organes et Institutions de l'Union, la Conférence a salué la nomination de l'ancien Gouverneur de la BCEAO, Monsieur Tiémoko Meyliet KONE, en qualité de Vice-Président de la République de Côte d'Ivoire.

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont félicité Monsieur Tiémoko Meyliet KONE, pour les réformes réalisées à la tête de la Banque Centrale, notamment celle du franc CFA, et pour les résultats remarquables obtenus qui ont contribué à la stabilité économique et monétaire de l'Union.

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont décidé, à l'unanimité, de nommer Monsieur Jean-Claude Kassi BROU, en qualité de Gouverneur de la BCEAO à compter du 4 juillet 2022, et lui ont adressé leurs vives félicitations et leurs vœux de plein succès.

Au cours de la session du 5 décembre 2022, la Conférence a examiné la situation sécuritaire dans la sous-région. Elle a condamné vigoureusement les attaques terroristes perpétrées dans certains Etats membres. Elle a réitéré sa solidarité et sa compassion envers ces pays frères ainsi qu'à l'endroit des populations affectées. Elle a réaffirmé sa ferme détermination à contrer la progression du terrorisme dans l'Union.

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER 1

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE 27

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER,
STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 39GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS
DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE 61

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

5.1 - ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES 74

5.1.1 - Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UMOA 74

5.1.2 - Conseil des Ministres de l'Union 78

5.1.3 - Comité de Politique Monétaire de la BCEAO 82

5.1.4 - Conseil d'Administration de la BCEAO 90

5.1.5 - Comité d'Audit de la BCEAO 91

5.2 - ADMINISTRATION DE LA BCEAO 94

5.2.1 - Gouvernance et structure opérationnelle de la BCEAO 94

5.2.2 - Gestion des ressources humaines 98

5.2.2.1 - Effectif 98

5.2.2.2 - Formation, recherche et partenariats 99

5.2.3 - Patrimoine immobilier 106

5.2.4 - Systèmes d'information 107

5.2.5 - Dispositif de gestion des risques et activités de contrôle 108

5.2.6 - Dispositif du contrôle de gestion 110

5.2.7 - Système de Management de la Qualité de la BCEAO 111

5.2.8 - Système d'information comptable 111

COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION
DE LA BCEAO

Tenant compte du ralentissement de l'économie mondiale, en liaison avec les conséquences négatives de la guerre en Ukraine, la Conférence a salué les efforts considérables des Etats pour faire face au renchérissement des coûts des produits alimentaires et énergétiques, afin de préserver le pouvoir d'achat des populations.

S'agissant du processus d'intégration financière, la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement a salué les mesures prises par la Banque Centrale pour assurer un financement du secteur privé et des actions de relance économique des Etats de l'Union. Elle a invité la BCEAO à poursuivre ses actions visant la maîtrise de l'inflation.

La Conférence a noté avec satisfaction les mesures prises par la BCEAO pour renforcer l'efficacité du dispositif de soutien au financement des PME/PMI dans les Etats membres de l'UEMOA. Elle a encouragé les différentes parties prenantes à ce dispositif à s'impliquer davantage, en vue de sa pleine opérationnalisation.

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont pris acte des travaux conduits par la Banque Centrale dans le cadre de la mise à jour du Programme d'Evaluation du Secteur Financier de l'UEMOA. Ils ont encouragé les Institutions de l'Union à mettre en œuvre les recommandations qui découlent de ces travaux, en vue de doter l'Union d'un secteur financier plus robuste et résilient.

La Conférence a encouragé la Banque Centrale à poursuivre les diligences visant à améliorer l'inclusion financière des populations ainsi qu'à consolider la sécurisation et la modernisation des systèmes et moyens de paiement de l'Union.

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont pris note des actions entreprises par la BCEAO, en vue de l'assainissement du secteur de la micro-finance et de la modernisation des activités des Systèmes Financiers Décentralisés. Ils ont encouragé la Banque Centrale à poursuivre ces efforts pour permettre au secteur de contribuer plus efficacement à l'inclusion financière dans l'Union.

La Conférence s'est félicitée du déploiement du Programme Régional d'Education Financière par la Banque Centrale. Elle l'a exhortée à consolider ses initiatives dans le cadre de l'accompagnement des Etats dans la digitalisation de leurs paiements, ainsi que la création d'un dispositif de connaissance et de suivi des FinTech.

Au titre du renforcement du processus d'intégration économique, la Conférence a apprécié les efforts de la Commission de l'UEMOA dans l'impulsion et le suivi des réformes communautaires.

La Conférence a noté, par ailleurs, avec satisfaction les progrès enregistrés dans la mise en œuvre des chantiers conduits par les Chefs d'Etat à travers les Comités de Haut niveau concernant la paix et la Sécurité, l'énergie, la sécurité alimentaire et nutritionnelle ainsi que le financement des économies. Elle a adressé ses vives félicitations aux Chefs d'Etat, Présidents desdits Comités pour leur leadership.

Elle a salué les réformes structurantes initiées par la Commission, notamment dans les domaines clés de l'énergie, de l'économie numérique, de l'agriculture, de l'environnement et de l'appui au secteur privé.

Elle s'est félicitée ainsi de l'adoption par le Conseil des Ministres de textes importants portant sur la Stratégie de Développement des Pôles Energétiques (SDPE), la Stratégie d'encadrement des Partenaires Public-Privé, ainsi que dans le domaine de l'environnement marin et côtier.

Elle s'est félicitée également, de l'élaboration par la Commission du Programme Régional de Développement de l'Economie Numérique (PRDEN) et de la mise en place du Système d'Information Agricole Régional (SIAR).

La Conférence a salué l'approbation par la septième réunion ministérielle sur la sécurité dans l'espace UEMOA, du projet d'Informatisation et d'Interconnexion des Postes de Police Frontaliers, sous l'auspice de la Commission de l'UEMOA.

Elle a encouragé la Commission de l'UEMOA, par ailleurs, à accélérer l'opérationnalisation du Mécanisme de veille et d'alerte précoce de l'Union, en synergie avec la Commission de la CEDEAO.

Au titre de la Revue annuelle des Réformes Politiques, Programmes et Projets Communautaires, la Conférence a noté avec intérêt les résultats issus de la septième édition, qui indiquent un taux moyen de mise en œuvre des réformes communautaires de 77,5% en

2021 contre 76% en 2020, soit une augmentation de 1,5 point de pourcentage. Elle a vivement encouragé la finalisation des travaux en cours portant sur la huitième édition 2022.

Au titre de la gouvernance des Organes et Institutions de l'Union, la Conférence a noté avec satisfaction l'adoption par la Commission de l'UEMOA du Cadre d'Actions Prioritaires (CAP 2025) et la poursuite de la mise en œuvre du Plan stratégique 2021-2025 dénommé "Plan DJOLIBA" de la BOAD, en vue de porter durablement les objectifs d'intégration et de développement.

La Conférence a désigné, à l'unanimité, Son Excellence Monsieur Mohamed BAZOUM, Président de la République du Niger, en qualité de nouveau Président en exercice de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UEMOA.

La Conférence a exprimé sa satisfaction au Président de la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine, au Gouverneur de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest, au Président de la Banque Ouest Africaine de Développement, au Président de l'Autorité des Marchés Financiers de l'Union Monétaire Ouest Africaine ainsi qu'au personnel de tous les Organes et Institutions de l'Union, pour les résultats obtenus dans la mise en œuvre des programmes et projets communautaires.

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER 1

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE 27

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 39

GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE 61

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

5.1 - ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES 74

5.1.1 - Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UMOA 74

5.1.2 - Conseil des Ministres de l'Union 78

5.1.3 - Comité de Politique Monétaire de la BCEAO 82

5.1.4 - Conseil d'Administration de la BCEAO 90

5.1.5 - Comité d'Audit de la BCEAO 91

5.2 - ADMINISTRATION DE LA BCEAO 94

5.2.1 - Gouvernance et structure opérationnelle de la BCEAO 94

5.2.2 - Gestion des ressources humaines 98

5.2.2.1 - Effectif 98

5.2.2.2 - Formation, recherche et partenariats 99

5.2.3 - Patrimoine immobilier 106

5.2.4 - Systèmes d'information 107

5.2.5 - Dispositif de gestion des risques et activités de contrôle 108

5.2.6 - Dispositif du contrôle de gestion 110

5.2.7 - Système de Management de la Qualité de la BCEAO 111

5.2.8 - Système d'information comptable 111

COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117



Session ordinaire du Conseil des Ministres tenue le 19 décembre 2022 au Siège de la BCEAO à Dakar

5.1.2 - CONSEIL DES MINISTRES DE L'UNION

Au cours de l'exercice 2022, la composition du Conseil des Ministres de l'Union a connu les changements ci-après :

Au titre du Burkina Faso, Monsieur Aboubakar NACANABO, Ministre de l'Economie, des Finances et de la Prospective, a été nommé membre du Conseil, pour compter du 25 octobre 2022, en remplacement de Monsieur Seglaro Abel SOME.

Au titre de la République de Guinée-Bissau, Monsieur Ildio VIERA TE, Ministre des Finances, a été nommé membre du Conseil, pour compter du 4 juillet 2022, en remplacement de Monsieur João Alage Mamadu FADIA.

Au titre de la République du Sénégal, Monsieur Mamadou Moustapha BA, Ministre des Finances et du Budget, a été nommé membre du Conseil, pour compter du 17 septembre 2022, en remplacement de Monsieur Abdoulaye Daouda DIALLO.

Madame Oulimata SARR, Ministre de l'Economie, du Plan et de la Coopération, a été nommée membre du Conseil, pour compter

du 27 septembre 2022, en remplacement de Monsieur Amadou HOTT.

Au cours de l'année 2022, le Conseil des Ministres a tenu quatre (4) sessions ordinaires, le 18 mars à l'Agence Principale de la Banque Centrale à Lomé, les 24 juin, 29 septembre et 19 décembre 2022 au Siège de la BCEAO, ainsi que deux (2) sessions extraordinaires, les 2 et 30 décembre 2022, par visioconférence, sous la présidence de Monsieur Sani YAYA, Ministre de l'Economie et des Finances de la République Togolaise, son Président statutaire.

Au cours de sa session ordinaire du 18 mars 2022, examinant la conjoncture économique dans l'UEMOA, les Ministres se sont félicités du raffermissement de l'activité économique en 2021, après le fort ralentissement en 2020, du fait de la pandémie de Covid-19. Le taux de croissance du Produit Intérieur Brut (PIB), en termes réels, est estimé à 5,5% pour l'année 2021 après une réalisation de 1,8% en 2020, sous l'effet de la mise en œuvre de mesures de relance économique par les Etats membres ainsi que du maintien d'une politique monétaire accommodante par la BCEAO.

Les Ministres ont relevé l'accentuation des tensions inflationnistes dans l'Union au quatrième trimestre 2021 et durant les premiers mois de l'année 2022, à l'instar des autres régions du monde. Le niveau général des prix s'est accru de 5,0% au quatrième trimestre 2021, par rapport à la même période de l'année précédente, après une hausse de 3,8% un trimestre plus tôt. Cette augmentation des prix est imputable essentiellement à la baisse de la production agricole locale, au renchérissement des produits alimentaires importés et aux difficultés d'approvisionnement des marchés, induites par les crises sanitaire et sécuritaire dans certains pays. Pour l'ensemble de l'année 2021, le taux d'inflation est ressorti à 3,6%, après 2,1% en 2020.

Le Conseil des Ministres a également noté que le déficit public global, base engagements, dons compris, s'est établi à 5,9% du PIB en 2021 contre 5,6% en 2020. Cette situation reflète l'accélération des investissements publics dans le cadre des plans de relance mis en œuvre par les Etats membres afin de porter la croissance économique de l'Union à son niveau d'avant la crise sanitaire liée à la Covid-19.

Le Conseil a souligné que les perspectives économiques de l'Union demeurent globalement favorables avec un taux de croissance attendu à 6,1% en 2022 et à 7,9% en 2023. Il a relevé que l'Union fait cependant face à des risques liés à l'environnement sécuritaire, à l'accroissement des cours des produits pétroliers et alimentaires importés par les Etats membres ainsi qu'à l'impact des tensions géopolitiques dans le monde. Dans ce contexte, le Conseil a exhorté les Etats membres à accélérer les réformes afin de mobiliser davantage de ressources fiscales, d'assurer l'efficacité des dépenses publiques et de favoriser une meilleure programmation dans la gestion budgétaire. Les Ministres ont

insisté sur la nécessité de prendre les mesures idoines pour renforcer les capacités locales de production et améliorer la disponibilité sur les marchés des produits de première nécessité.

Le Conseil s'est félicité des mesures de soutien prises par la BCEAO et de l'orientation actuelle de la politique monétaire qui devraient permettre de conforter la reprise économique au sein des pays de l'Union au cours de l'année 2022.

Les Ministres ont, par ailleurs, approuvé les comptes de la BCEAO au titre de l'exercice 2021 et procédé à l'affectation du résultat financier.

En outre, le Conseil des Ministres a été informé des principales conclusions et recommandations du Programme d'Evaluation du Secteur Financier (PESF) de l'UMOA, conjointement mené par la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International (FMI), de janvier 2021 à février 2022.

Le Conseil s'est félicité des avancées significatives réalisées et a approuvé les pistes d'amélioration identifiées en vue de la consolidation de la résilience du secteur financier de l'Union.

Le Conseil des Ministres a procédé au premier renouvellement du mandat de certains membres du Collège de Supervision et à la nomination d'un nouveau membre, pour une durée de trois (3) ans allant du 1^{er} avril 2022 au 31 mars 2025, conformément aux dispositions des articles 4 et 8 de l'Annexe à la Convention régissant la Commission Bancaire de l'UMOA.

Les sessions ordinaires du 24 juin et 29 septembre 2022 ont été consacrées à l'examen des points inscrits par la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine et le Conseil Régional de l'Epargne Publique et des Marchés Financiers.

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER 1

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE 27

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 39

GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE 61

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

5.1 - ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES 74

5.1.1 - Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UMOA 74

5.1.2 - Conseil des Ministres de l'Union 78

5.1.3 - Comité de Politique Monétaire de la BCEAO 82

5.1.4 - Conseil d'Administration de la BCEAO 90

5.1.5 - Comité d'Audit de la BCEAO 91

5.2 - ADMINISTRATION DE LA BCEAO 94

5.2.1 - Gouvernance et structure opérationnelle de la BCEAO 94

5.2.2 - Gestion des ressources humaines 98

5.2.2.1 - Effectif 98

5.2.2.2 - Formation, recherche et partenariats 99

5.2.3 - Patrimoine immobilier 106

5.2.4 - Systèmes d'information 107

5.2.5 - Dispositif de gestion des risques et activités de contrôle 108

5.2.6 - Dispositif du contrôle de gestion 110

5.2.7 - Système de Management de la Qualité de la BCEAO 111

5.2.8 - Système d'information comptable 111

COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO

La session extraordinaire du 2 décembre 2022 a permis aux membres du Conseil de statuer sur l'avant-projet de l'ordre du jour et les dossiers à soumettre à la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement du 5 décembre 2022.

Au cours de sa session ordinaire du 19 décembre 2022, examinant l'évolution récente des économies de l'Union, les Ministres se sont félicités de la poursuite de la reprise de l'activité économique au troisième trimestre 2022, avec une progression de 5,7% du Produit Intérieur Brut (PIB) réel, en glissement annuel, soit le même niveau que le trimestre précédent. Cette évolution a été portée par la hausse de la valeur ajoutée de l'ensemble des secteurs de production, soutenue par le raffermissement de la demande intérieure.

Le Conseil a noté que les perspectives économiques de l'Union demeurent favorables, malgré la persistance de certains facteurs de risques dont la matérialisation pourrait avoir une incidence baissière sur les performances de l'Union. Globalement, le taux de croissance devrait s'établir à 5,7% en 2022, après 6,1% en 2021, porté par l'importance des investissements publics, dans un contexte de réalisation de plusieurs projets d'envergure, notamment dans les secteurs pétrolier et gazier. Pour les années 2023 et 2024, la croissance s'établirait respectivement à 6,6% et 6,8%, en liaison avec le renforcement de l'activité dans l'ensemble des secteurs, notamment les secteurs tertiaire et secondaire.

Les Ministres ont relevé la persistance des pressions inflationnistes dans la zone. La hausse des prix au cours du trimestre 2022 a atteint un niveau de 8,4%, après 7,0% un trimestre plus tôt. Cette hausse est due essentiellement au renchérissement des produits alimentaires de grande consommation et du transport, consécutif à l'ajustement des prix à la pompe

des produits pétroliers par les pays de l'Union suite à l'envolée des cours mondiaux du pétrole. L'inflation devrait s'inscrire dans une dynamique baissière, passant de 7,5% en 2022 à 5,6% en 2023 et 2,9% en 2024. Cette évolution serait imprimée par la poursuite de la normalisation de la politique monétaire entamée depuis juin 2022, l'amélioration de la production vivrière pour la campagne 2022/2023 et la détente des cours mondiaux des matières premières, notamment énergétiques et alimentaires.

Examinant la situation budgétaire de l'Union, le Conseil des Ministres a souligné le creusement du déficit public qui est passé de 5,4% du PIB en 2021 à 5,9% en 2022, en liaison avec les mesures prises pour lutter contre l'inflation ainsi que pour faire face au défi sécuritaire et aux besoins croissants en infrastructures pour consolider les bases de la croissance. Dans ce contexte, le Conseil a exhorté les Etats membres à poursuivre les réformes, afin de mobiliser davantage de ressources fiscales, d'assurer l'efficacité des dépenses publiques et de favoriser une meilleure programmation dans la gestion budgétaire. Les Ministres ont insisté sur la nécessité de prendre les mesures idoines pour renforcer les capacités locales de production et améliorer la disponibilité sur les marchés locaux des produits de première nécessité.

Les Ministres ont, en outre, approuvé le Projet de Décision portant modification du Dispositif prudentiel applicable aux établissements de crédit et aux compagnies financières ainsi que les Projets de Décisions portant désignation des représentants des Etats au sein du Conseil d'Administration du Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution dans l'UMOA. Toutefois, ils ont convenu d'examiner dans un délai d'un an, une évaluation de la mise en œuvre du dispositif prudentiel adopté.

Par ailleurs, les Ministres ont également procédé à la désignation d'un nouveau Président du Conseil des Ministres, en application de l'article 11 du Traité de l'UMOA.

Le Conseil des Ministres a également donné son avis favorable et son soutien à l'application des mesures relatives au rapatriement des recettes d'exportation dans l'UEMOA et à la consolidation des réserves de change ainsi que pour la poursuite de la mise en œuvre du programme de la monnaie unique de la CEDEAO.

Au titre de la BOAD

Après avoir approuvé les points inscrits au titre de la BOAD à l'ordre du jour, les Ministres ont adopté les procès-verbaux des sessions ordinaires du Conseil des Ministres de l'UMOA qui se sont tenues le 18 mars 2022 à Lomé et 30 septembre 2022 à Dakar.

Au titre de la Commission de l'UEMOA

Le Conseil des Ministres a examiné le budget des Organes de l'Union, au titre de l'exercice 2023, qui se chiffre en recettes et en dépenses à un montant de 146,1 milliards FCFA contre des prévisions révisées de 123,8 milliards FCFA en 2022, soit une hausse de 22,3 milliards FCFA.

Cet accroissement sera consacré essentiellement à la poursuite de la mise en œuvre du Cadre d'Actions Prioritaires (CAP 2025) et à l'abondement des réserves des fonds structurels (FAIR, FRDA et FRS).

Le budget de l'Union consacre également une hausse des interventions aux Etats membres, notamment en matière d'appuis financiers.

Ainsi, le Conseil a adopté le Règlement portant budget des Organes de l'Union, au titre de l'exercice 2023 et les Décisions subséquentes.

Examinant le rapport semestriel d'exécution de la surveillance multilatérale de décembre 2022, le Conseil des Ministres note la consolidation des performances économiques des Etats membres en 2022, en dépit de la persistance des tensions inflationnistes dans presque tous les Etats membres. Le Conseil les encourage à poursuivre les efforts pour contenir la hausse des prix, notamment ceux des produits alimentaires.

Le Conseil salue les perspectives économiques à moyen terme de l'Union qui restent globalement bien orientées avec une amélioration des principaux indicateurs macroéconomiques. Il se préoccupe, toutefois, des facteurs de risque qui les entourent, notamment les répercussions de la crise russo-ukrainienne, le ralentissement de la croissance mondiale, le resserrement accru des conditions monétaires au niveau international ainsi que la persistance de la crise sécuritaire dans la zone du Sahel.

Pour assurer la viabilité de l'Union et renforcer la résilience des économies de l'Union, le Conseil note qu'il est impératif de préserver les conditions d'un climat socio-politique apaisé dans tous les Etats membres et de poursuivre les efforts de mobilisation des ressources tant internes qu'externes.

Le Conseil a, en conséquence, adopté la Recommandation relative aux perspectives économiques et financières des Etats membres de l'Union au titre de la période 2023-2027.

Au titre de l'Autorité des Marchés Financiers

Le Conseil des Ministres de l'Union a approuvé le budget de l'Autorité des Marchés Financiers de l'Union Monétaire Ouest Africaine de l'exercice 2023.

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER 1

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE 27

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER,
STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 39GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS
DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE 61

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

5.1 - ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES 74

5.1.1 - Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UMOA 74

5.1.2 - Conseil des Ministres de l'Union 78

5.1.3 - Comité de Politique Monétaire de la BCEAO 82

5.1.4 - Conseil d'Administration de la BCEAO 90

5.1.5 - Comité d'Audit de la BCEAO 91

5.2 - ADMINISTRATION DE LA BCEAO 94

5.2.1 - Gouvernance et structure opérationnelle de la BCEAO 94

5.2.2 - Gestion des ressources humaines 98

5.2.2.1 - Effectif 98

5.2.2.2 - Formation, recherche et partenariats 99

5.2.3 - Patrimoine immobilier 106

5.2.4 - Systèmes d'information 107

5.2.5 - Dispositif de gestion des risques et activités de contrôle 108

5.2.6 - Dispositif du contrôle de gestion 110

5.2.7 - Système de Management de la Qualité de la BCEAO 111

5.2.8 - Système d'information comptable 111

COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION
DE LA BCEAO

Il a adopté le projet de Décision modificative de la Décision N°CM/13/12/2011 portant fixation des tarifs du Conseil Régional.

Le Conseil a également adopté un acte relatif à la gouvernance de l'AMF-UMOA.

La session extraordinaire du 30 décembre 2022 a permis aux membres du Conseil de statuer sur le projet d'augmentation du capital de la BOAD et la modification subséquente de ses Statuts.

5.1.3 - COMITE DE POLITIQUE MONETAIRE DE LA BCEAO



Réunion du Comité de Politique Monétaire de la BCEAO du 14 septembre 2022 au Siège à Dakar

Au cours de l'exercice 2022, le Comité de Politique Monétaire de la BCEAO a tenu quatre (04) réunions ordinaires : le 2 mars par visioconférence, à partir des locaux des Agences Principales et du Siège de la BCEAO, sous la présidence de Monsieur Tiémoko Meyliet KONE, Gouverneur de la Banque Centrale, son Président statuaire ; le 1^{er} juin 2022 par visioconférence, à partir des locaux des Agences Principales et du Siège de la BCEAO, sous la présidence de Monsieur Mamadou DIOP, Vice-Gouverneur de la Banque Centrale, assurant l'intérim du Gouverneur ; les 14 septembre et 9 décembre 2022, au Siège de la BCEAO à Dakar, sous la présidence de Monsieur Jean-Claude Kassi BROU, Gouverneur de la Banque Centrale, son nouveau Président statuaire.

Au cours de sa session du 2 mars 2022, le Comité a passé en revue les principales évolutions de la conjoncture économique internationale et régionale au cours de la période récente, ainsi que les facteurs de risque pouvant affecter les perspectives à moyen terme d'inflation et de croissance économique dans l'Union.

Au titre de la conjoncture internationale, le Comité a noté que la reprise de l'activité économique mondiale s'est poursuivie au quatrième trimestre 2021, nonobstant la persistance des contraintes sur l'offre et l'apparition du variant Omicron du coronavirus. Selon le Fonds Monétaire International, l'économie mondiale connaîtrait en 2021 un rebond de 5,9%, après une contraction de 3,1% en 2020. Elle devrait

croître de 4,4% en 2022 et de 3,8% en 2023. Ces perspectives sont entourées de risques baissiers relatifs à l'émergence de nouveaux variants du coronavirus, à la persistance des perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales, à la hausse des prix des produits de base ainsi qu'à l'accentuation des tensions géopolitiques.

Sur les marchés internationaux des matières premières, les cours des produits énergétiques ont poursuivi leur progression durant le dernier trimestre de l'année 2021, sous l'effet du raffermissement continu de la demande mondiale. Ainsi, les prix du pétrole ont progressé de 9,3%, en variation trimestrielle, après une hausse de 6,9% le trimestre précédent, de même que ceux des produits hors-énergie qui ont rebondi, après une légère baisse au troisième trimestre 2021. Par ailleurs, les prix mondiaux des denrées alimentaires de base se sont accrus de 20,6%, sur le dernier trimestre de 2021 par rapport à la même période de l'année précédente. S'agissant spécifiquement des produits alimentaires de base importés par les pays de l'Union, ils ont enregistré un renchérissement global de 22,2% au quatrième trimestre. Cette évolution traduit essentiellement la hausse des prix internationaux du blé de 29,8%, du sucre de 21,9% et du riz de 11,9%.

Dans ce contexte marqué par le renchérissement des produits de base, les tensions inflationnistes se sont accentuées dans l'ensemble des régions du monde sur la période récente.

Examinant la conjoncture économique dans l'UEMOA, le Comité a relevé un raffermissement de l'activité économique au quatrième trimestre 2021, avec une croissance, en rythme annuel, de 5,1%, après 5,8% au trimestre précédent. Cette évolution est attribuable à la bonne tenue de la demande intérieure. Pour l'ensemble de

l'année 2021, le PIB de l'Union, en termes réels, progresserait de 5,5% après une croissance de 1,8% en 2020, en lien avec la mise en œuvre de projets de relance économique par les Etats membres ainsi que le maintien d'une politique monétaire accommodante par la BCEAO.

Pour l'année 2022, les prévisions tablent sur une croissance économique de 6,1% pour l'Union. Le Comité de Politique Monétaire a toutefois noté que ces perspectives demeurent encore fragiles et entourées de risques baissiers, en liaison avec de fortes incertitudes relatives à l'évolution de la crise sanitaire, à l'environnement sécuritaire dans l'Union, à l'orientation des cours du pétrole ainsi qu'à l'impact des tensions géopolitiques dans le monde.

L'exécution des opérations financières des Etats membres de l'UEMOA, au titre de l'année 2021, fait ressortir une dégradation du déficit budgétaire par rapport à 2020, induite par la mise en œuvre par les pays de plans de relance économique. Le déficit global, base engagements, dons compris, s'est établi à 5,9% du PIB contre 5,6% un an plus tôt.

Sur le marché monétaire, la détente des taux d'intérêt s'est poursuivie au cours du quatrième trimestre 2021, en ligne avec le maintien d'une politique monétaire accommodante. La Banque Centrale assure la couverture de tous les besoins de liquidité exprimés par les banques à ses guichets à son taux minimum de 2%. Sur le marché interbancaire, le taux d'intérêt moyen pondéré, toutes maturités confondues, est ressorti en légère baisse, s'établissant à 2,51% au quatrième trimestre 2021 contre 2,60% un trimestre plus tôt. Le taux d'intérêt débiteur moyen, hors taxes et charges, appliqué par les banques à leur clientèle est ressorti à 6,22% au quatrième trimestre 2021, stable par rapport au trimestre précédent.

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER 1

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE 27

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER,
STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 39GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS
DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE 61

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

5.1 - ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES 74

5.1.1 - Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UMOA 74

5.1.2 - Conseil des Ministres de l'Union 78

5.1.3 - Comité de Politique Monétaire de la BCEAO 82

5.1.4 - Conseil d'Administration de la BCEAO 90

5.1.5 - Comité d'Audit de la BCEAO 91

5.2 - ADMINISTRATION DE LA BCEAO 94

5.2.1 - Gouvernance et structure opérationnelle de la BCEAO 94

5.2.2 - Gestion des ressources humaines 98

5.2.2.1 - Effectif 98

5.2.2.2 - Formation, recherche et partenariats 99

5.2.3 - Patrimoine immobilier 106

5.2.4 - Systèmes d'information 107

5.2.5 - Dispositif de gestion des risques et activités de contrôle 108

5.2.6 - Dispositif du contrôle de gestion 110

5.2.7 - Système de Management de la Qualité de la BCEAO 111

5.2.8 - Système d'information comptable 111

COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION
DE LA BCEAO

La masse monétaire a progressé, en rythme annuel, de 16,3% à fin décembre 2021, reflétant l'évolution de ses contreparties. Ainsi, les créances sur l'économie se sont accrues, en rythme annuel, de 11,3% à fin décembre 2021. Les actifs extérieurs nets des institutions monétaires de l'Union se sont également renforcés de 609,1 milliards au terme de l'année 2021. Les réserves de change de l'Union se sont consolidées de 2.308,7 milliards pour s'établir à 14.039,9 milliards à fin décembre 2021. Elles correspondent à un taux de couverture de l'émission monétaire de 79,3% et assurent à l'Union 6,0 mois d'importations de biens et services.

Le Comité de Politique Monétaire a noté l'accentuation des tensions inflationnistes dans l'Union. Le niveau général des prix a progressé, en glissement annuel, de 5,0% au quatrième trimestre 2021 contre une hausse de 3,8% un trimestre plus tôt. Cette évolution des prix est imputable essentiellement à la baisse de la production alimentaire locale, au renchérissement des produits alimentaires importés et aux difficultés d'approvisionnement des marchés induites par les crises sanitaire et sécuritaire dans certains pays.

Selon les prévisions, les prix à la consommation devraient progressivement décélérer pour se situer, à l'horizon de huit trimestres dans l'intervalle cible de 1% à 3%. Cette tendance serait imprimée par la modération de l'évolution des prix des produits alimentaires et pétroliers par rapport à 2021, la hausse attendue de la production vivrière pour la prochaine campagne agricole 2022/2023 et la poursuite de la décélération du coût de fret.

La balance des risques entourant ces perspectives d'inflation est toutefois haussière, en raison des incertitudes liées à l'évolution de l'inflation au niveau mondial, à l'incidence de

l'insécurité sur la production et à l'impact des tensions géopolitiques.

Sur la base de ces analyses, le Comité de Politique Monétaire a décidé de maintenir inchangée l'orientation de la politique monétaire. Ainsi, le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidité demeure à 2,00% et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal à 4,00%, niveaux en vigueur depuis le 24 juin 2020. Le coefficient de réserves obligatoires applicable aux banques de l'Union reste inchangé à 3,0% depuis le 16 mars 2017.

Dans les mois à venir, le Comité de Politique Monétaire de la BCEAO continuera à accorder une attention particulière à la dynamique d'évolution de l'inflation et prendra, le cas échéant, les mesures nécessaires pour assurer la stabilité des prix.

Au cours de sa session du 1^{er} juin 2022, le Comité a passé en revue les principales évolutions de la conjoncture économique internationale et régionale, ainsi que les facteurs de risque pouvant affecter les perspectives à moyen terme d'inflation et de croissance économique dans l'Union.

Au titre de la conjoncture internationale, le Comité a noté que le redressement de l'activité économique mondiale fait face, depuis le début de l'année 2022, à une nouvelle dégradation de la situation sanitaire, principalement dans les régions d'Asie et du Pacifique, ainsi qu'aux conséquences du conflit entre la Russie et l'Ukraine. Selon les projections publiées par le Fonds Monétaire International en avril 2022, la reprise de l'activité économique mondiale devrait se poursuivre, mais à un rythme moindre, avec une croissance attendue à 3,6% en 2022 et en 2023. Néanmoins, la prolongation des

tensions géopolitiques, le resserrement des conditions monétaires internationales et le ralentissement de la croissance de l'économie chinoise induit par sa stratégie « zéro Covid-19 » pourraient peser négativement sur ces perspectives.

Sur les marchés des matières premières, la hausse des cours des produits énergétiques s'est accélérée durant le premier trimestre de l'année 2022, sous l'effet des perturbations dans l'approvisionnement et de la baisse de la production. De même, les prix des produits hors-énergie se sont accrus, portés par l'augmentation des cours des produits alimentaires.

Dans ce contexte, les taux d'inflation ont atteint des niveaux records, tant dans les économies avancées que dans les pays émergents et en développement, amenant la quasi-totalité des banques centrales à entamer ou à accélérer le relèvement de leurs taux d'intérêt directeurs.

Examinant la conjoncture économique dans l'UEMOA, le Comité a relevé la poursuite de la reprise de l'activité économique au premier trimestre 2022, avec une croissance du PIB réel, en rythme annuel, de 5,6%, après 5,7% au trimestre précédent. Les prévisions tablent sur un PIB de l'Union en hausse en 2022 et 2023 de 5,9% et 7,2%, respectivement. Le Comité de Politique Monétaire a toutefois noté que la reprise demeure encore fragile et entourée de risques essentiellement baissiers, en liaison avec l'évolution de la situation sécuritaire et socio-politique dans la sous-région, la persistance des tensions géopolitiques et le resserrement des conditions de financement à l'échelle internationale.

L'exécution des opérations financières des Etats membres de l'UEMOA, au cours du premier trimestre 2022, laisse apparaître une légère

amélioration du déficit budgétaire par rapport à la même période de l'année précédente. Le déficit global, base engagements, dons compris, est ressorti à 979,2 milliards sur le premier trimestre 2022 contre 1.059,5 milliards un an plus tôt.

Les conditions monétaires sont demeurées favorables au cours du premier trimestre 2022, en ligne avec le maintien de l'orientation accommodante de la politique monétaire de la BCEAO. Les demandes de refinancement des banques de l'Union ont été entièrement servies au taux minimum de 2,00%. La Banque Centrale a également reconduit, pour l'année 2022, ses initiatives lancées en 2021 visant à refinancer à son taux d'intérêt minimum les Obligations de Relance (OdR) et les Bons de Soufien et de Résilience (BSR) émis par les Etats sur le marché financier régional, en vue du financement de leurs plans de relance.

L'encours des créances sur l'économie s'est accru, sur une base annuelle, de 13,0% à fin mars 2022. En revanche, les actifs extérieurs nets des institutions monétaires de l'Union se sont contractés de 1.876,2 milliards en une année, essentiellement en liaison avec l'alourdissement de la facture énergétique et la hausse des approvisionnements en produits alimentaires. Reflétant ces évolutions, la masse monétaire a progressé, en rythme annuel, de 11,9% à fin mars 2022. Les avoirs officiels de réserve se sont établis à 13.501,9 milliards à la même date, correspondant à un taux de couverture de l'émission monétaire de 79,9% contre 79,3% trois mois auparavant. Ces réserves assurent à l'Union 5,2 mois d'importations de biens et services contre 5,5 mois au trimestre précédent.

Le Comité de Politique Monétaire a noté l'accentuation des tensions inflationnistes dans l'Union. Le niveau général des prix a

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER 1

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE 27

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER,
STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 39GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS
DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE 61

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

5.1 - ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES 74

5.1.1 - Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UMOA 74

5.1.2 - Conseil des Ministres de l'Union 78

5.1.3 - Comité de Politique Monétaire de la BCEAO 82

5.1.4 - Conseil d'Administration de la BCEAO 90

5.1.5 - Comité d'Audit de la BCEAO 91

5.2 - ADMINISTRATION DE LA BCEAO 94

5.2.1 - Gouvernance et structure opérationnelle de la BCEAO 94

5.2.2 - Gestion des ressources humaines 98

5.2.2.1 - Effectif 98

5.2.2.2 - Formation, recherche et partenariats 99

5.2.3 - Patrimoine immobilier 106

5.2.4 - Systèmes d'information 107

5.2.5 - Dispositif de gestion des risques et activités de contrôle 108

5.2.6 - Dispositif du contrôle de gestion 110

5.2.7 - Système de Management de la Qualité de la BCEAO 111

5.2.8 - Système d'information comptable 111

COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION
DE LA BCEAO

progressé, en glissement annuel, de 6,4% au premier trimestre 2022 contre 5,0% un trimestre plus tôt. Cette accélération est imputable essentiellement à la hausse des prix des produits alimentaires et au renchérissement des combustibles solides et liquides.

Depuis le deuxième trimestre 2021, le taux d'inflation dans l'Union s'est situé au-dessus de 3,0%. Alors que l'inflation devrait rester élevée à court terme, les prix à la consommation devraient progressivement décélérer en lien avec une hausse attendue de la production vivrière lors de la campagne 2022/2023 et l'incidence des mesures budgétaires prises par les Etats pour contrer la montée récente de l'inflation. Le taux d'inflation dans l'Union est projeté en moyenne à 6,2% en 2022 et 3,2% en 2023, après 3,6% en 2021.

Le Comité de Politique Monétaire a souligné que la persistance de la déviation de l'inflation par rapport à la cible fait peser des risques sur l'ancrage des anticipations d'inflation dans l'Union. Tout en jugeant opportun de maintenir une politique monétaire accommodante, le Comité a décidé de relever de 25 points de base les taux directeurs de la BCEAO, afin de favoriser le retour progressif de l'inflation dans la zone cible, condition indispensable pour une croissance économique saine et inclusive. Ainsi, le taux minimum de soumission aux appels d'offres d'injection de liquidité passe de 2,00% à 2,25% et le taux du guichet de prêt marginal de 4,00% à 4,25% à compter du 16 juin 2022. Le coefficient de réserves obligatoires applicable aux banques de l'Union reste inchangé à 3,0%.

Au cours de sa session du 14 septembre 2022, le Comité a passé en revue les principales évolutions de la conjoncture économique internationale et régionale, ainsi que les facteurs de risque pouvant affecter les

perspectives à moyen terme d'inflation et de croissance économique dans l'Union.

Au titre de la conjoncture internationale, le Comité a noté un net ralentissement de l'activité économique mondiale au cours du deuxième trimestre 2022. Selon les dernières projections du FMI, publiées en juillet 2022, la croissance économique mondiale devrait ressortir à 3,2% en 2022 et à 2,9% en 2023, contre 3,6% prévue en avril 2022 pour les deux années. Ces perspectives sont entourées de facteurs de risque globalement baissiers liés essentiellement aux conséquences du conflit russo-ukrainien, au resserrement des conditions monétaires par les banques centrales et à l'apparition de nouveaux variants du coronavirus plus contagieux.

Sur les marchés internationaux des matières premières, les cours des produits énergétiques ont fortement augmenté durant le deuxième trimestre de l'année 2022, sous l'effet des perturbations des chaînes d'approvisionnement et des contraintes sur l'offre induites par l'aggravation des tensions géopolitiques. De même, les prix des produits hors-énergie se sont accrus, portés par la hausse des cours des produits alimentaires et des engrais.

Dans ce contexte, les tensions inflationnistes se sont accentuées, tant dans les économies avancées que dans les pays émergents et en développement, amenant la quasi-totalité des banques centrales à entamer ou à accélérer le relèvement de leurs taux d'intérêt directeurs.

Examinant la conjoncture économique dans l'UEMOA, le Comité a relevé la poursuite de la reprise de l'activité économique au deuxième trimestre 2022, avec une progression de 5,7% du PIB en volume, sur un an, après une réalisation de 5,6% au trimestre précédent. Globalement, la croissance dans l'Union devrait ressortir à 5,8%

en 2022 et à 7,0% en 2023. Le Comité de Politique Monétaire a toutefois noté que cette reprise demeure entourée de risques essentiellement baissiers, en liaison avec l'évolution des situations sécuritaire et socio-politique dans la sous-région, la persistance des tensions géopolitiques, la dégradation des conditions météorologiques et le resserrement des conditions de financement à l'échelle internationale.

L'exécution des opérations financières des Etats membres de l'UEMOA au cours du premier semestre 2022 s'est traduite par une hausse du déficit budgétaire, comparée à la même période de l'année précédente. Le déficit global, base engagements, dons compris, est ressorti à 2.201,4 milliards à la fin du premier semestre 2022 contre 1.854,9 milliards un an plus tôt.

Les conditions monétaires sont demeurées favorables au cours du deuxième trimestre 2022. Les demandes de refinancement des banques de l'Union auprès de la Banque Centrale ont été servies au taux minimum de 2,00% jusqu'au 15 juin 2022 et de 2,25% depuis le 16 juin 2022. Le taux d'intérêt auquel les banques se prêtent de l'argent s'est établi à 2,62% après 2,53% un trimestre plus tôt. En particulier, pour les prêts à une semaine accordés entre elles, le taux d'intérêt est ressorti à 2,37% après 2,30% au trimestre précédent et 2,34% un an plus tôt. Le taux d'intérêt des crédits accordés par les banques à leurs clients, hors taxes et charges, s'est situé à 6,35% au deuxième trimestre 2022 contre 6,27% au premier trimestre 2022.

L'encours des crédits à l'économie s'est accru, en rythme annuel, de 11,9% à fin juin 2022. En revanche, les avoirs extérieurs nets de l'Union se sont contractés de 2.135,5 milliards, essentiellement en liaison avec l'alourdissement de la facture d'importation des produits énergétiques et alimentaires.

Ces évolutions ont induit une croissance en glissement annuel de 12,7% de la masse monétaire à fin juin 2022. A la même date, les réserves de change se sont établies à 13.422,0 milliards, correspondant à un taux de couverture de l'émission monétaire de 77,8% contre 79,9% le trimestre précédent. Ces réserves de change assurent à l'Union 5,1 mois d'importations de biens et services, comme au trimestre précédent.

Le Comité de Politique Monétaire a noté l'accentuation des tensions inflationnistes dans l'Union. Le niveau général des prix a progressé, en glissement annuel, de 7,0% au deuxième trimestre, après 6,4% au premier trimestre 2022. En juillet 2022, il a augmenté de 8,1%. De même, l'inflation sous-jacente (inflation excluant les produits à prix volatiles) est demeurée élevée à 4,6% au deuxième trimestre 2022, après 4,3% un trimestre plus tôt. Ces évolutions sont essentiellement imputables à la hausse des prix des produits alimentaires qui est ressortie à 12,3% au deuxième trimestre, après 11,9% un trimestre plus tôt. Elles résultent également du renchérissement des services de logement et de transports dont les prix se sont accrus respectivement de 4,7% et 3,9%.

Les estimations situent le taux d'inflation à 8,1% au troisième trimestre 2022, en lien avec les répercussions de la hausse des prix à l'international et l'impact de la période de soudure dans les pays sahéliens. Par contre, il est attendu une détente des pressions sur les prix à compter du dernier trimestre de 2022, sous l'effet de la hausse prévue de la production de la nouvelle campagne agricole et des mesures ciblées prises par les Etats pour lutter contre la vie chère.

Le Comité de Politique Monétaire a souligné que la persistance de la déviation de l'inflation par rapport à sa zone cible, comprise entre 1%

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER 1

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE 27

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER,
STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 39GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS
DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE 61

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

5.1 - ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES 74

5.1.1 - Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UMOA 74

5.1.2 - Conseil des Ministres de l'Union 78

5.1.3 - Comité de Politique Monétaire de la BCEAO 82

5.1.4 - Conseil d'Administration de la BCEAO 90

5.1.5 - Comité d'Audit de la BCEAO 91

5.2 - ADMINISTRATION DE LA BCEAO 94

5.2.1 - Gouvernance et structure opérationnelle de la BCEAO 94

5.2.2 - Gestion des ressources humaines 98

5.2.2.1 - Effectif 98

5.2.2.2 - Formation, recherche et partenariats 99

5.2.3 - Patrimoine immobilier 106

5.2.4 - Systèmes d'information 107

5.2.5 - Dispositif de gestion des risques et activités de contrôle 108

5.2.6 - Dispositif du contrôle de gestion 110

5.2.7 - Système de Management de la Qualité de la BCEAO 111

5.2.8 - Système d'information comptable 111

COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION
DE LA BCEAO

et 3%, fait peser des risques sur l'ancrage des anticipations d'inflation dans l'Union et pourrait entraîner des effets de second tour. Le Comité a donc décidé de relever de 25 points de base les taux directeurs de la BCEAO, afin de favoriser le retour progressif de l'inflation dans la zone cible. Ainsi, le taux d'intérêt minimum de soumission aux appels d'offres d'injection de liquidité passe de 2,25% à 2,50% et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal de 4,25% à 4,50%. Cette décision prend effet à compter du 16 septembre 2022. Le coefficient de réserves obligatoires applicable aux banques de l'Union reste inchangé à 3,0%.

Au cours des mois à venir, le Comité de Politique Monétaire de la BCEAO demeurera vigilant sur la dynamique d'évolution de l'inflation et prendra, le cas échéant, les mesures nécessaires pour assurer la stabilité des prix, tout en soutenant la poursuite de la croissance économique.

Au cours de sa session du 9 décembre 2022, le Comité a passé en revue les principales évolutions de la conjoncture économique internationale et régionale, ainsi que les facteurs de risque pouvant affecter les perspectives à moyen terme d'inflation et de croissance économique dans l'Union.

Au titre de la conjoncture internationale, le Comité a noté la poursuite du ralentissement de l'activité économique mondiale au cours du troisième trimestre 2022. Selon les projections publiées par le FMI en octobre 2022, la croissance économique mondiale décélérerait, en passant de 6,1% en 2021 à 3,2% en 2022 et à 2,7% en 2023. Ces perspectives sont entourées de facteurs de risque globalement baissiers, liés essentiellement aux perturbations induites par la guerre en Ukraine, à la persistance des tensions inflationnistes, au resserrement des politiques monétaires des grandes économies et à la crise énergétique mondiale.

Sur les marchés internationaux des matières premières, les cours se sont inscrits globalement en baisse durant le troisième trimestre 2022, dans un contexte de ralentissement de l'activité économique mondiale.

Malgré la détente des cours des matières premières, les tensions inflationnistes ont persisté dans la plupart des régions du monde. Dans ces conditions, plusieurs banques centrales, aussi bien dans les pays avancés que dans les pays émergents et en développement, ont accentué le resserrement de leur politique monétaire, en relevant leurs taux directeurs.

Examinant la conjoncture économique dans l'UEMOA, le Comité a relevé le maintien du dynamisme de l'activité au troisième trimestre 2022, avec une progression de 5,7% du PIB sur un an, soit le même taux de croissance que celui enregistré le trimestre précédent. Globalement, la croissance dans l'Union devrait ressortir à 5,7% en 2022 et à 6,6% en 2023. Le Comité de Politique Monétaire a toutefois noté que ces perspectives favorables de l'Union sont entourées de risques essentiellement baissiers, en liaison avec les incertitudes sur la conjoncture internationale, une détérioration du climat sécuritaire dans la région, un retard dans l'exécution des infrastructures pour l'exploitation du pétrole et du gaz dans certains pays ainsi que de mauvaises conditions météorologiques.

L'exécution des opérations financières des Etats membres de l'UEMOA au cours des neuf premiers mois de l'année 2022 s'est soldée, par rapport à la même période de l'année précédente, par une augmentation de 830,3 milliards du déficit, base engagements dons compris, qui est passé de 4,4% du PIB à 4,8%, en raison d'une augmentation des recettes moins prononcée que celle des dépenses.

Les conditions monétaires dans l'Union ont été marquées au troisième trimestre 2022 par une

légère hausse des taux d'intérêt, consécutive à la transmission des effets des relèvements des taux directeurs de la BCEAO intervenus en juin et en septembre 2022. Les demandes de refinancement des banques de l'Union ont été servies au taux minimum de 2,5% depuis septembre 2022. Le taux d'intérêt auquel les banques se prêtent de l'argent, toutes maturités confondues, est ressorti à 2,97%, après 2,62% un trimestre plus tôt. En particulier, pour les prêts à une semaine qu'elles s'accordent entre elles, le taux d'intérêt est ressorti à 2,80% après 2,37% au trimestre précédent et 2,36% un an plus tôt. Le taux d'intérêt des crédits accordés par les banques à leurs clients, hors taxes et charges, s'est établi à 6,51% au troisième trimestre 2022, après 6,35% au deuxième trimestre 2022.

L'encours des crédits à l'économie s'est accru, en rythme annuel, de 16,5% à fin septembre 2022. En revanche, les avoirs extérieurs nets de l'Union se sont contractés de 3.554,0 milliards. Ces évolutions ont induit une croissance de la masse monétaire en glissement annuel de 12,4% à fin septembre 2022. A la même date, les réserves de change ont baissé pour se chiffrer à 11.811,1 milliards, correspondant à un taux de couverture de l'émission monétaire de 67,9% contre 77,8% un trimestre plus tôt. Ces réserves de change assurent à l'Union 4,6 mois d'importations de biens et services contre 5,1 mois au trimestre précédent.

Le Comité de Politique Monétaire a noté l'accentuation des tensions inflationnistes dans l'Union. Le taux d'inflation s'est accru au troisième trimestre 2022 pour atteindre 8,4%. Cette évolution est due essentiellement au renchérissement des produits alimentaires de grande consommation et du transport, avec l'ajustement des prix à la pompe des produits pétroliers par les pays de l'Union suite à l'envolée des cours du pétrole sur les marchés internationaux. De même, l'inflation sous-jacente, c'est-à-dire celle excluant les produits à prix volatils, est ressortie élevée à 5,4% au troisième trimestre 2022, après 4,6%

un trimestre plus tôt. Ces évolutions reflètent essentiellement la diffusion progressive de l'inflation avec un nombre croissant de biens et services enregistrant une hausse significative. La proportion des produits ayant connu des hausses significatives est passée de 45,2% en juin 2022 à 52,4% en septembre 2022. En octobre 2022, l'inflation est ressortie à 8,4%.

Selon les prévisions, l'inflation devrait rester à un niveau élevé, supérieur à 3,0%, tout en s'inscrivant sur une orientation baissière à partir du quatrième trimestre de l'année. Ce ralentissement serait imprimé par la poursuite de la normalisation de la politique monétaire entamée depuis juin 2022, l'amélioration de la production vivrière pour la campagne 2022/2023 et la détente des cours mondiaux des matières premières, notamment énergétiques et alimentaires.

Ces perspectives d'inflation sont toutefois assorties de risques globalement haussiers. En effet, le Comité de Politique Monétaire a souligné que l'accélération de la diffusion de l'inflation à plusieurs produits et services renforce les risques de désancrage des anticipations et d'exacerbation des tensions sur les prix. Tenant compte de ces risques et de l'évolution récente du niveau des réserves de change, le Comité a décidé de relever de 25 points de base les taux directeurs de la BCEAO, en vue d'ancrer davantage les anticipations d'inflation et de préserver la stabilité monétaire. Ainsi, le taux d'intérêt minimum de soumission aux appels d'offres d'injection de liquidité passe de 2,50% à 2,75% et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal de 4,50% à 4,75%. Cette décision prend effet à compter du 16 décembre 2022. Le coefficient de réserves obligatoires applicable aux banques de l'Union reste inchangé à 3,0%.

Au cours des mois à venir, le Comité de Politique Monétaire de la BCEAO prendra, si nécessaire, les mesures idoines pour assurer la stabilité monétaire.

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER 1

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE 27

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 39

GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE 61

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

5.1 - ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES 74

5.1.1 - Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UMOA 74

5.1.2 - Conseil des Ministres de l'Union 78

5.1.3 - Comité de Politique Monétaire de la BCEAO 82

5.1.4 - Conseil d'Administration de la BCEAO 90

5.1.5 - Comité d'Audit de la BCEAO 91

5.2 - ADMINISTRATION DE LA BCEAO 94

5.2.1 - Gouvernance et structure opérationnelle de la BCEAO 94

5.2.2 - Gestion des ressources humaines 98

5.2.2.1 - Effectif 98

5.2.2.2 - Formation, recherche et partenariats 99

5.2.3 - Patrimoine immobilier 106

5.2.4 - Systèmes d'information 107

5.2.5 - Dispositif de gestion des risques et activités de contrôle 108

5.2.6 - Dispositif du contrôle de gestion 110

5.2.7 - Système de Management de la Qualité de la BCEAO 111

5.2.8 - Système d'information comptable 111

COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117



Réunion du Conseil d'Administration de la BCEAO du 16 décembre 2022, au Siège à Dakar

5.1.4 - CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA BCEAO

En 2022, la composition du Conseil d'Administration de la BCEAO a connu le changement ci-après :

Au titre de la République de la Guinée-Bissau, Monsieur Carlos GOMES, Directeur Général du Trésor, est nommé représentant de la Guinée-Bissau au sein du Conseil d'Administration de la BCEAO, pour compter du 8 août 2022, en remplacement de Monsieur Mamadu BALDE.

Au 31 décembre 2022, le Conseil a tenu deux (02) sessions ordinaires, le 9 mars 2022, par visioconférence, à partir des locaux des Agences Principales et du Siège de la BCEAO, sous la présidence de Monsieur Tiémoko Meyliet KONE, Gouverneur de la Banque Centrale, son Président statutaire et le 16 décembre 2022 au Siège de la BCEAO à Dakar, sous la présidence de Monsieur Jean-Claude Kassi BROU, Gouverneur de la Banque Centrale, son nouveau Président statutaire.

Au cours de sa session ordinaire du 9 mars 2022, le Conseil a notamment examiné les états financiers de la BCEAO établis au 31 décembre 2021, conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) et aux règles spécifiques à la BCEAO.

Il a également pris connaissance des rapports du Commissaire Contrôleur de la Banque Centrale au titre de l'exercice 2021.

Le Conseil a été informé des conclusions des travaux du Comité d'Audit de la BCEAO, qui s'est réuni le 7 mars 2022, par visioconférence à partir des locaux de la Banque Centrale, à l'effet notamment d'examiner les états financiers et d'apprécier la qualité du dispositif de contrôle interne.

Au terme des travaux, le Conseil d'Administration a arrêté les comptes de la BCEAO au 31 décembre 2021 certifiés sans réserve par le Commissaire Contrôleur. A cet égard, le Conseil a félicité la Banque Centrale pour les résultats obtenus et a décidé de soumettre les états financiers ainsi arrêtés à l'approbation du Conseil des Ministres de l'Union.

Le Conseil d'Administration a, en outre, émis un avis favorable pour la mise en œuvre du Plan Stratégique 2022-2024 de la BCEAO.

Enfin, les membres du Conseil ont été informés de l'élaboration du Rapport annuel d'activité du Comité d'Audit au titre de l'exercice 2021.

Au cours de sa session ordinaire du 16 décembre 2022, le Conseil a notamment examiné le projet de budget de la BCEAO pour l'exercice 2023 ainsi que la participation de la Banque Centrale à l'augmentation du capital de la Banque Ouest-Africaine de Développement (BOAD).

Le Conseil s'est prononcé sur les Relevés de conclusions des réunions du Comité d'Audit de la BCEAO tenues en juillet et en décembre 2022 ainsi que sur le projet de Règlement intérieur actualisé du Comité d'Audit.

Au terme des travaux, le Conseil d'Administration a adopté le budget de la BCEAO pour l'exercice 2023 et donné son accord pour la participation de la Banque Centrale à l'augmentation du capital de la BOAD.

Le Conseil a également approuvé les Relevés de conclusions des réunions du Comité d'Audit de la BCEAO tenues en juillet et en décembre 2022. Le Conseil a, en outre, approuvé le projet de Règlement intérieur actualisé du Comité d'Audit.



5.1.5 - COMITE D'AUDIT DE LA BCEAO

Le Comité d'Audit de la BCEAO a tenu au 31 décembre 2022, trois (03) réunions ordinaires par visioconférence, à partir des locaux des Agences Principales et du Siège de la BCEAO, respectivement les 7 mars, 22 juillet et 15 décembre 2022, sous la présidence de Monsieur Ekpao ADJABO, son Président statutaire.

Au cours de sa session du 7 mars 2022, le Comité, après examen des états financiers établis par les Services de la Banque Centrale et des rapports d'audit présentés par le Commissaire Contrôleur, a noté, avec satisfaction, qu'en dépit de la persistance des effets négatifs de la pandémie de Covid-19

sur l'activité économique au plan mondial et régional, l'exploitation de la Banque Centrale a dégagé un résultat net excédentaire de 55,315 milliards.

Le Comité d'Audit a pris acte de l'opinion émise par le Commissaire Contrôleur sur les états financiers qui s'est traduite par sa certification sans réserve des comptes de la BCEAO au 31 décembre 2021. Le Commissaire Contrôleur a par ailleurs indiqué que le dispositif de contrôle interne de la Banque Centrale est satisfaisant. Il a toutefois formulé des recommandations visant son renforcement.

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER 1

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE 27

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 39

GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE 61

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

5.1 - ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES 74

5.1.1 - Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UMOA 74

5.1.2 - Conseil des Ministres de l'Union 78

5.1.3 - Comité de Politique Monétaire de la BCEAO 82

5.1.4 - Conseil d'Administration de la BCEAO 90

5.1.5 - Comité d'Audit de la BCEAO 91

5.2 - ADMINISTRATION DE LA BCEAO 94

5.2.1 - Gouvernance et structure opérationnelle de la BCEAO 94

5.2.2 - Gestion des ressources humaines 98

5.2.2.1 - Effectif 98

5.2.2.2 - Formation, recherche et partenariats 99

5.2.3 - Patrimoine immobilier 106

5.2.4 - Systèmes d'information 107

5.2.5 - Dispositif de gestion des risques et activités de contrôle 108

5.2.6 - Dispositif du contrôle de gestion 110

5.2.7 - Système de Management de la Qualité de la BCEAO 111

5.2.8 - Système d'information comptable 111

COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO

Le Comité d'Audit adresse ses vives félicitations au Gouverneur et au personnel de la Banque Centrale pour les résultats obtenus et recommande qu'il plaise au Conseil d'Administration d'arrêter les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils lui sont soumis. En outre, il a été informé de l'état de mise en œuvre du plan d'action issu de son auto-évaluation réalisée en 2019 et a noté la prise en charge diligente de ses recommandations.

Il a également pris connaissance des dossiers en information, notamment la lettre d'affirmation du Commissaire Contrôleur, le rapport annuel sur les activités de contrôle de la BCEAO, les résultats de l'évaluation des prestations du Commissaire Contrôleur et des Contrôleurs Nationaux au titre de l'exercice 2021 ainsi que l'état de mise en œuvre des recommandations formulées par les missions d'audit interne et externe.

Le Comité a félicité les Services de la Banque Centrale et le Commissaire Contrôleur pour la qualité des documents produits et la clarté des présentations.

Au cours de sa session du 22 juillet 2022, le Comité a noté avec satisfaction la bonne exécution du programme des missions d'audit interne au titre du premier semestre de l'année 2022 et a félicité la BCEAO pour les performances atteintes dans la réalisation de ce programme.

Par ailleurs, il a procédé à la révision de son règlement intérieur et a proposé que le projet amendé soit soumis au Conseil d'Administration de la BCEAO pour approbation.

En outre, le Comité a pris connaissance des outils relatifs à la préparation de l'auto-évaluation de son fonctionnement, inspirés des meilleurs standards internationaux.

Le Comité a également été informé de l'organisation et du fonctionnement des dispositifs de Contrôle des Opérations de la Direction du Budget et des Approvisionnements ainsi que de la Direction des Systèmes d'Information. Il a favorablement apprécié la pertinence des dispositifs en vigueur, qui donnent une assurance raisonnable sur la maîtrise des risques liés aux systèmes d'information ainsi qu'à la gestion du budget et des achats.

Enfin, le Comité a félicité les Services de la Banque Centrale pour la qualité des documents produits et la clarté des présentations.

Au cours de sa session du 15 décembre 2022, le Comité a examiné le projet de rapport de son auto-évaluation au titre de l'exercice 2022 ainsi que les actions d'amélioration identifiées en vue de renforcer l'alignement de son fonctionnement aux standards internationaux.

Il a, par ailleurs, adopté son rapport annuel d'activité au titre de l'exercice 2022 et a pris connaissance de l'état de mise en œuvre du plan d'action issu de sa précédente auto-évaluation, réalisée en 2019.

Le rapport final d'auto-évaluation du Comité et le rapport annuel d'activité de l'année 2022 seront soumis à l'approbation du Conseil d'Administration lors de sa session de mars 2023.

Le Comité a également adopté son programme de travail au titre de l'année 2023 consacré notamment, à l'examen des états financiers de la BCEAO au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2022, au suivi de l'exécution du programme des missions d'audit interne de l'année 2023 et à l'approbation du plan d'audit triennal 2024-2026. En outre, il a retenu deux (2) sessions de formation dans le cadre du renforcement des capacités de ses membres.

Il a noté avec satisfaction la bonne exécution du programme des missions d'audit interne de l'exercice 2022 et a approuvé le programme des missions d'audit interne au titre de l'année 2023, qui couvre les principaux domaines d'activité de la Banque et prend en compte les risques émergents, notamment ceux liés à la cybercriminalité.

Le Comité a en outre, pris acte de l'état de mise en œuvre des recommandations qu'il a formulées ainsi que celles des missions d'audit interne et externe.

Il a pris connaissance de la lettre de mission du Commissaire Contrôleur au titre de l'exercice 2022 et noté que la stratégie d'audit et le programme d'interventions proposés pour le contrôle des comptes sont conformes aux dispositions contractuelles. Par ailleurs, il a apprécié la présentation du Commissaire Contrôleur sur l'arrêté intermédiaire des comptes au 31 octobre 2022 ainsi que sur le contrôle interne.

Enfin, le Comité a félicité les Services de la Banque Centrale pour la qualité des documents produits et la clarté des présentations.

Par ailleurs, en vue d'assurer la mémoire institutionnelle de la Banque Centrale, les Actes issus des différentes instances de la BCEAO et l'Union ont régulièrement fait l'objet d'enregistrement et un dispositif a été mis en place pour un suivi quotidien de la centralisation et de la conservation desdits Actes.



SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER 1

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE 27

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER,
STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 39GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS
DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE 61

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

5.1 - ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES 74

5.1.1 - Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UMOA 74

5.1.2 - Conseil des Ministres de l'Union 78

5.1.3 - Comité de Politique Monétaire de la BCEAO 82

5.1.4 - Conseil d'Administration de la BCEAO 90

5.1.5 - Comité d'Audit de la BCEAO 91

5.2 - ADMINISTRATION DE LA BCEAO 94

5.2.1 - Gouvernance et structure opérationnelle de la BCEAO 94

5.2.2 - Gestion des ressources humaines 98

5.2.2.1 - Effectif 98

5.2.2.2 - Formation, recherche et partenariats 99

5.2.3 - Patrimoine immobilier 106

5.2.4 - Systèmes d'information 107

5.2.5 - Dispositif de gestion des risques et activités de contrôle 108

5.2.6 - Dispositif du contrôle de gestion 110

5.2.7 - Système de Management de la Qualité de la BCEAO 111

5.2.8 - Système d'information comptable 111

COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION
DE LA BCEAO

5.2 - ADMINISTRATION DE LA BCEAO

5.2.1 - GOUVERNANCE ET STRUCTURE OPERATIONNELLE DE LA BCEAO

MEMBRES DU GOUVERNEMENT

Gouverneur	M. Jean-Claude Kassi BROU
Vice-Gouverneur	M. Norbert TOE
Vice-Gouverneur	M. Mamadou DIOP
Secrétaire Général	M. Abdoulaye SECK
Directeur de Cabinet	-
Conseiller Spécial du Gouverneur	M. Oumar Tatam LY
Conseiller du Gouverneur	M. Antoine TRAORE
Conseiller du Gouverneur	M. Gbégnon Alain M. KOMACLO
Conseiller du Gouverneur	M. Ahmadou Al Aminou LO
Conseiller du Gouverneur	M. Kossi TENOU
Conseiller du Gouverneur	M. Chalouho COULIBALY

CABINET DU GOUVERNEUR

Administrateur Délégué de la Fondation BCEAO Abdoulaye FADIGA	M^{me} Sylviane MENSAH
Directeur au Cabinet du Gouverneur	M. Abdoulaye TRAORE

SECRETARIAT GENERAL

Secrétaire Général	M. Abdoulaye SECK
Administrateur Délégué du Fonds de Stabilité Financière dans l'UMOA	M. Armand BADIÉL
Conseiller du Secrétaire Général	M. Sourou Antonin DOSSOU
Directeur au Secrétariat Général	M. Madani TOURE

CONTROLE GENERAL

Contrôleur Général	M. Gbégnon Alain Michel KOMACLO
	M. Coulibaly HORO
Conseillers du Contrôleur Général	M. Kora LILIOU
	M. Mahamadou Ali ISSIFOU

DIRECTIONS GENERALES

Directeur Général des Activités Fiduciaires	M. Bwaki KWASSI
Directeur Général de l'Economie et de la Monnaie	M. Bassambié Franck BATIONO
Directeur Général des Opérations et de l'Inclusion Financière	M. Mahamane Alassane TOURE
Directeur Général de la Stabilité Financière et du Financement des Economies	M. Adrien DIOUF
Directeur Général de l'Organisation et des Systèmes d'Information	M. Ekoué Djro GLOKPOR
Directeur Général de l'Administration et des Ressources Humaines	M. Alioune Blondin BEYE
Directeur Général du Centre Ouest Africain de Formation et d'Etudes Bancaires	M. Ousmane SAMBA MAMADOU

CONSEILLERS DES DIRECTEURS GENERAUX

Conseiller du Directeur Général des Activités Fiduciaires	M. Siaka KEITA
Conseiller du Directeur Général de l'Economie et de la Monnaie	M. Bléhoué Toussaint DAMOH
Conseiller du Directeur Général des Opérations et de l'Inclusion Financière	M^{me} Akuwa DOGBE AZOMA
Conseiller du Directeur Général de la Stabilité Financière et du Financement des Economies	M. Charlie Jerry DINGUI
Conseiller du Directeur Général de l'Organisation et des Systèmes d'Information	M. Tiéguélé Abdoul F. COULIBALY
Conseillers du Directeur Général de l'Administration et des Ressources Humaines	- M. Fama Adama KEITA - M. Eso-Houna BALE
Conseiller du Directeur Général du Centre Ouest Africain de Formation et d'Etudes Bancaires	M. Patrick KODJO

DIRECTIONS DES SERVICES CENTRAUX

Directeur des Affaires Juridiques et Institutionnelles	M. Vincent SEDALO
Directeur de la Documentation, des Publications et des Archives	M. Seth Aubin ODAH
Directeur de l'Inspection et des Audits	M. Mouhamed DIOP
Directeur de la Surveillance et de la Prévention des Risques	M^{me} Anastasie CARVALHO KODJO

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER 1

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE 27

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER,
STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 39GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS
DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE 61

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

5.1 – ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES 74

5.1.1 - Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UMOA 74

5.1.2 - Conseil des Ministres de l'Union 78

5.1.3 - Comité de Politique Monétaire de la BCEAO 82

5.1.4 - Conseil d'Administration de la BCEAO 90

5.1.5 - Comité d'Audit de la BCEAO 91

5.2 – ADMINISTRATION DE LA BCEAO 94

5.2.1 - Gouvernance et structure opérationnelle de la BCEAO 94

5.2.2 - Gestion des ressources humaines 98

5.2.2.1 - Effectif 98

5.2.2.2 - Formation, recherche et partenariats 99

5.2.3 - Patrimoine immobilier 106

5.2.4 - Systèmes d'information 107

5.2.5 - Dispositif de gestion des risques et activités de contrôle 108

5.2.6 - Dispositif du contrôle de gestion 110

5.2.7 - Système de Management de la Qualité de la BCEAO 111

5.2.8 - Système d'information comptable 111

COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION
DE LA BCEAO

Directeur des Etudes Fiduciaires	M. Mohamed Almountaka ALFIDJA
Directeur des Opérations de Caisse	M. Yamoussa M. KONE
Directeur du Centre de Traitement Fiduciaire	M. Salifou HAMANI
Directeur des Statistiques	M. Mahamane Tahir HAMANI
Directeur de la Conjoncture Economique et des Analyses Monétaires	M. Bléhoué Toussaint DAMOH
Directeur des Etudes Economiques et de l'Intégration Régionale	M. Modibo KAMATE
Directeur des Opérations de Marché	M. Djibril DIAW
Directeur des Systèmes et Moyens de Paiement	M^{me} Akuwa DOGBE AZOMA
Directeur de l'Inclusion Financière	M^{me} Gisèle C. KENY NDOYE
Directeur des Activités Bancaires et des Financements Alternatifs	M. Charlie Jerry DINGUI
Directeur de la Stabilité Financière	M^{me} Yaye Aminata SECK MBOW
Directeur de la Comptabilité et du Contrôle de Gestion	M. Noël Doris HOUNDI
Directeur des Systèmes d'Information	M. Tiéguélé Abdoul F. COULIBALY
Directeur du Budget et des Approvisionnements	M. Jean-François JOSSOU
Directeur de la Gestion Administrative et Sociale du Personnel	M^{me} Ndèye Fatou DIOP SECK
Directeur de la Gestion des Carrières et des Compétences	M. Jean-Blaise KOUAME
Directeur du Patrimoine et de la Sécurité	M. Ali SEINI OUMAR
Directeur des Enseignements et des Programmes de Formation	M. Toukou Fernand ABOUTOU
Directeur de la Recherche et des Partenariats	M^{me} Ndèye Amy NGOM SECK
Directeur des Affaires Administratives et de la Communication	M^{me} Adja Yelly KONE

DIRECTIONS NATIONALES

Directeur National pour le Bénin	M. Emmanuel ASSILAMEHO
Directeur National pour le Burkina	M. Charles Luanga KI-ZERBO
Directeur National pour la Côte d'Ivoire	M. Chalouho COULIBALY
Directeur National pour la Guinée-Bissau	M^{me} Zenaida M. Lopes CASSAMA
Directeur National pour le Mali	M. Konzo TRAORE
Directeur National pour le Niger	M. Maman Laouane KARIM
Directeur National pour le Sénégal	M. Ahmadou Al Aminou LO
Directeur National pour le Togo	M. Kossi TENOU

SECRETARIAT GENERAL DE LA COMMISSION BANCAIRE DE L'UMOA (CB-UMOA)

Secrétaire Général	M. Antoine TRAORE
Conseiller du Secrétaire Général	M. Megbegnon Thierry TOFFA
Secrétaire Général Adjoint	M. Habib THIAM
Directeur de la Résolution des Crises et des Affaires Juridiques	M^{me} Fatou Sy Mangane ANTWI-GYAMPEM
Directeur des Etudes et des Relations Internationales	M. Babacar FALL
Directeur de la Surveillance Permanente	M. Josephate ZOLA
Directeur du Contrôle sur Place des Etablissements de Crédit et des Etablissements de Monnaie Electronique	M. Malick DIARRA
Directeur du Contrôle sur Place des Systèmes Financiers Décentralisés	M. Kalidou Assane THIAM
Directeur des Moyens Généraux	-

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER 1

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE 27

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER,
STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 39

GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS
DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE 61

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

5.1 - ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES 74

5.1.1 - Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UMOA 74

5.1.2 - Conseil des Ministres de l'Union 78

5.1.3 - Comité de Politique Monétaire de la BCEAO 82

5.1.4 - Conseil d'Administration de la BCEAO 90

5.1.5 - Comité d'Audit de la BCEAO 91

5.2 - ADMINISTRATION DE LA BCEAO 94

5.2.1 - Gouvernance et structure opérationnelle de la BCEAO 94

5.2.2 - Gestion des ressources humaines 98

5.2.2.1 - Effectif 98

5.2.2.2 - Formation, recherche et partenariats 99

5.2.3 - Patrimoine immobilier 106

5.2.4 - Systèmes d'information 107

5.2.5 - Dispositif de gestion des risques et activités de contrôle 108

5.2.6 - Dispositif du contrôle de gestion 110

5.2.7 - Système de Management de la Qualité de la BCEAO 111

5.2.8 - Système d'information comptable 111

COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117

5.2.2 - GESTION DES RESSOURCES HUMAINES



5.2.2.1 - Effectif

A fin décembre 2022, l'effectif global du personnel de la Banque Centrale, tous corps confondus, s'est établi à 3.401 agents contre 3.443 agents au 31 décembre 2021.

Cet effectif est constitué de 3.333 agents en activité repartis sur l'ensemble des sites de la BCEAO et de 68 agents en position de détachement ou de disponibilité.

L'effectif total en activité sur les sites est réparti comme suit :

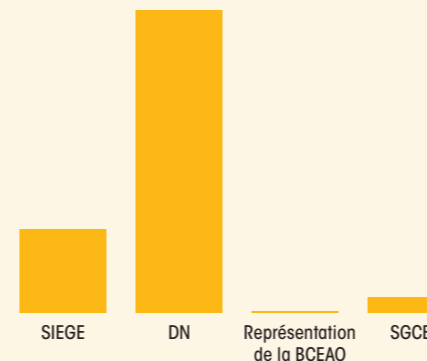
• Haut Management et Directeurs :	98, soit 2,94%
• Personnel d'encadrement :	1.147, soit 34,41%
• Personnel Administratif et Technique :	2.088, soit 62,65%.

La part du personnel féminin dans l'effectif en activité s'établit à **39%**, soit **1.295 agents**, tandis que celle du personnel masculin représente **61%**, soit **2.038 agents**

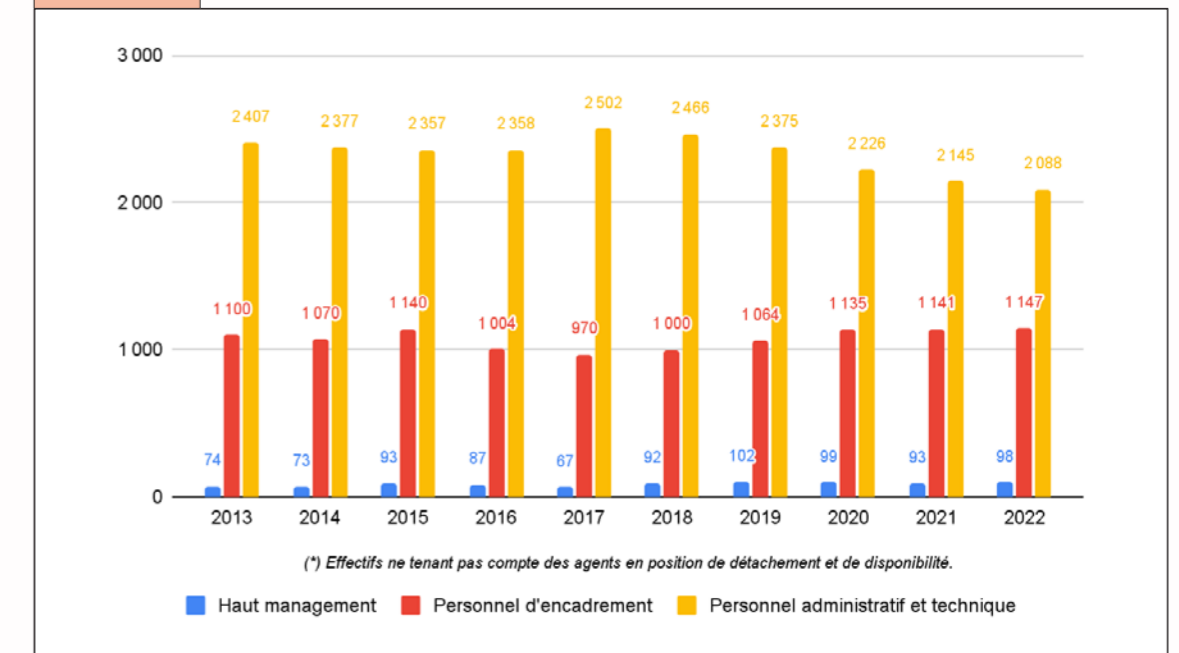


La répartition de l'effectif global du personnel en activité, par site, se présente ainsi qu'il suit :

- Siège (y compris la DCTF : **79**) : **789 agents, soit 23,67%** ;
- Directions Nationales (8 Agences Principales et 15 Agences Auxiliaires) : **2.399 agents, soit 71,98%** ;
- Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA : **141 agents, soit 4,23%** ;
- Représentation de la BCEAO auprès des Institutions Européennes de Coopération : **4 agents, soit 0,12%**.



Graphique 18 EVOLUTION DES EFFECTIFS DE LA BCEAO



Source : BCEAO.

5.2.2.2 - Formation, recherche et partenariats

5.2.2.2.1 Formation et renforcement des capacités

Au cours de l'année 2022, le COFEB a poursuivi la mise en œuvre du programme de formation, conformément aux orientations issues de la réforme engagée au dernier trimestre de l'année 2019 et aux innovations introduites dans le contenu de son offre de formation. Sur cette base, le Centre a apporté un soutien en matière de renforcement de capacités au personnel de la BCEAO, aux administrations des Etats membres de l'UEMOA, aux établissements de crédit, aux émetteurs de monnaie électronique ainsi qu'aux Systèmes Financiers Décentralisés (SFD). Les actions entreprises ont mis un accent particulier sur le renforcement des capacités managériales des Responsables de la BCEAO ainsi que l'accompagnement du système

bancaire et financier de l'Union, dans le cadre de la vulgarisation des réformes initiées à l'échelle régionale et internationale.

Dans une dynamique de modernisation de la logistique et du dispositif, le COFEB a poursuivi l'organisation des actions de formation, pour l'essentiel, par visioconférence. Cette option permet une meilleure gestion des contraintes induites par les mesures de distanciation prises contre la pandémie de Covid-19. Pour ce faire, le Centre a recouru à diverses plateformes telles que Google Meet, Microsoft Teams, Zoom et fait développer une plateforme de formation en ligne sous Moodle. L'amélioration de la situation sanitaire, notamment au cours du deuxième semestre, a permis d'organiser certaines formations en présentiel.

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER 1

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE 27

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER,
STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 39GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS
DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE 61

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

5.1 - ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES 74

5.1.1 - Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UMOA 74

5.1.2 - Conseil des Ministres de l'Union 78

5.1.3 - Comité de Politique Monétaire de la BCEAO 82

5.1.4 - Conseil d'Administration de la BCEAO 90

5.1.5 - Comité d'Audit de la BCEAO 91

5.2 - ADMINISTRATION DE LA BCEAO 94

5.2.1 - Gouvernance et structure opérationnelle de la BCEAO 94

5.2.2 - Gestion des ressources humaines 98

5.2.2.1 - Effectif 98

5.2.2.2 - Formation, recherche et partenariats 99

5.2.3 - Patrimoine immobilier 106

5.2.4 - Systèmes d'information 107

5.2.5 - Dispositif de gestion des risques et activités de contrôle 108

5.2.6 - Dispositif du contrôle de gestion 110

5.2.7 - Système de Management de la Qualité de la BCEAO 111

5.2.8 - Système d'information comptable 111

COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION
DE LA BCEAO

→ 44 SESSIONS DE FORMATION ORGANISEES ;

→ 1.363 PARTICIPANTS ONT ETE ENREGISTRES AU SEIN DU PERSONNEL
DE LA BANQUE CENTRALE ;→ 76 AGENTS NOUVELLEMENT RECRUTES FORMES A DISTANCE GRACE
A LA PLATEFORME DE FORMATION EN LIGNE (E-LEARNING) EN PRELUDE
A LA FORMATION EN PRESENTIEL LORS DU REGROUPEMENT SUR SITE.

- **Recyclage et formation du personnel de la BCEAO**

Le personnel de la Banque a bénéficié, au cours de l'année 2022, de séminaires organisés par le COFEB dans le cadre de la mise en œuvre du plan de formation interne. Quarante-quatre (44) sessions de formation ont été organisées au titre dudit exercice. Celles-ci ont enregistré la participation de 1.363 agents. En outre, 73 agents de la BCEAO ont pris part aux formations organisées par le COFEB pour la cible externe.

Le COFEB a également entrepris une réforme de la formation d'intégration des agents nouvellement recrutés, qui se déroulait sous forme de séminaires, afin de tenir compte du mode actuel de recrutement qui se fait de manière continue. Le nouveau dispositif de formation mis en place pour l'intégration vise à permettre à chaque nouvelle recrue d'entamer sa formation dès sa prise de fonction. Il se décline en deux (2) étapes :

- **une étape distancielle, à travers une plateforme de formation en ligne (e-learning), développée par les Services du COFEB sous l'application Moodle. Les modules de la phase distancielle, qui concernent la Culture BCEAO, ont été conçus sous format interactif e-learning accompagné de vidéos introductives des animateurs ;**

- **une étape présentielle sous forme de séminaire résidentiel au COFEB, organisé en début d'année pour des agents recrutés l'année précédente.**

Ce dispositif a été lancé au mois de juin 2022. Soixante-seize (76) agents nouvellement recrutés ont achevé la première étape qui se déroule sous forme d'auto-formation, de manière asynchrone.

S'agissant du dispositif de formation en langue anglaise, des initiatives ont été prises pour l'améliorer. Un nouveau programme, dénommé Programme Accéléré de Formation en Langue Anglaise (PAFLA), au profit des agents de la Banque, a été mis en place au cours de l'année 2022. Ce nouveau programme vient renforcer l'existant en vue de permettre aux participants d'être autonomes et opérationnels à moyen terme dans l'usage de cette langue.

- **Formation diplômante**

Au cours de l'année 2022, le COFEB a assuré l'encadrement académique de la 43^e et celui de la 44^e promotion du cycle diplômant.

Concernant la 43^e promotion pour laquelle la phase théorique de la formation s'est achevée à fin août 2021, les soutenances des mémoires

des auditeurs se sont déroulées de décembre 2021 à janvier 2022. A l'issue de la réunion de la Cellule pédagogique de validation des résultats de fin de cycle de cette promotion, tenue le 9 mars 2022, le taux de réussite s'est chiffré à 100%.

En revanche, les cours dispensés aux vingt-trois (23) auditeurs de la 44^e promotion du cycle diplômant du COFEB se sont étalés du 27 décembre 2021 au 25 août 2022. La phase pratique de la formation, consacrée aux stages et à la rédaction des mémoires de fin d'études, a démarré le 19 septembre 2022. Les soutenances des mémoires sont prévues au cours du mois de janvier 2023.

Parallèlement à l'encadrement des stagiaires de la 44^e promotion, un test de pré-requis a été organisé le 13 juin 2022, en vue de la sélection des auditeurs de la 45^e promotion du COFEB (année académique 2022/2023). Cette promotion, composée de vingt-six (26) auditeurs ressortissants des Etats membres de l'Union, a effectué sa rentrée le 2 novembre 2022. Les enseignements ont démarré le 7 novembre 2022 par la formation de mise à niveau ou pré-session.

- **Programme de formation des managers**

Ce programme comporte un volet concernant l'accompagnement des managers de la BCEAO et un autre volet destiné aux dirigeants et hauts cadres d'établissements de crédit et d'administrations publiques.

Dans le cas du programme de développement personnel (management et leadership), 402 Responsables de la BCEAO ont participé à 26 sessions de formation. L'objectif visé est de

renforcer leurs compétences managériales et les doter d'outils permettant de mieux encadrer leurs collaborateurs. Ces formations ont tourné autour des problématiques suivantes : la « *Posture de manager coach* », « *Accompagner des collaborateurs avec aisance* », les « *Techniques d'aide à la prise de décision* », « *Etre un manager inspirant et performant* » et « *Devenir un manager de proximité* ».

Les actions en faveur de la cible externe ont été articulées autour de deux (2) parcours certifiants conjointement mis en place par le COFEB et HEC Paris :

- **le Certificat Executive Management Stratégique Bancaire (CEMSTRAT) à l'intention des Directeurs Généraux de banques et établissements financiers et des hauts responsables des administrations publiques et des organisations régionales. Un total de quarante-six (46) participants répartis en deux classes ont suivi cette édition 2022 ;**
- **le Certificat Executive Bancaire pour Dirigeants à l'ère Digitale (CEB2D) destiné aux Directeurs de départements techniques ainsi qu'aux cadres des institutions bancaires et financières. Dix-neuf (19) cadres de banque ont bénéficié de ce Parcours.**

Par ailleurs, le COFEB et HEC Paris ont lancé un programme de formations courtes à la carte en ligne dites « *Live webinaires* », destiné aux dirigeants et cadres des institutions bancaires et financières. Ce programme comprend seize (16) modules d'une journée répartis en trois (3) univers, à savoir « *finance* », « *stratégie et digital* » et « *management et le leadership* ». Soixante-seize (76) dirigeants y ont pris part.

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER 1

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE 27

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 39

GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE 61

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

5.1 - ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES 74

5.1.1 - Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UMOA 74

5.1.2 - Conseil des Ministres de l'Union 78

5.1.3 - Comité de Politique Monétaire de la BCEAO 82

5.1.4 - Conseil d'Administration de la BCEAO 90

5.1.5 - Comité d'Audit de la BCEAO 91

5.2 - ADMINISTRATION DE LA BCEAO 94

5.2.1 - Gouvernance et structure opérationnelle de la BCEAO 94

5.2.2 - Gestion des ressources humaines 98

5.2.2.1 - Effectif 98

5.2.2.2 - Formation, recherche et partenariats 99

5.2.3 - Patrimoine immobilier 106

5.2.4 - Systèmes d'information 107

5.2.5 - Dispositif de gestion des risques et activités de contrôle 108

5.2.6 - Dispositif du contrôle de gestion 110

5.2.7 - Système de Management de la Qualité de la BCEAO 111

5.2.8 - Système d'information comptable 111

COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO

• Programme d'accompagnement des institutions de crédit et des administrations économiques et financières de l'UEMOA

Le COFEB a organisé au cours de l'année 2022, des formations qualifiantes de courte durée et celles dites certifiantes au profit des établissements de crédit, des Systèmes Financiers Décentralisés (SFD), des Emetteurs de Monnaie Electronique (EME) et des Administrations publiques. Ces formations ont contribué à la vulgarisation des textes réglementaires relatifs au dispositif prudentiel Bâle 2/3, aux états de reporting, aux infrastructures de marchés financiers gérées par la BCEAO, à la finance islamique, à la gouvernance et au contrôle interne. Le Centre a également organisé des sessions de formation en vue de préparer l'écosystème bancaire à la transformation digitale et à la transition vers le référentiel comptable IFRS.

Par ailleurs, le COFEB a poursuivi ses activités de sensibilisation, en vue de vulgariser davantage la loi uniforme sur l'affacturage adoptée par le Conseil des Ministres de l'Union lors de sa réunion de décembre 2020. Ainsi, le Centre a organisé,

du 30 au 31 août 2022, en collaboration avec AFREXIMBANK et Factors Chain International (FCI), un séminaire à l'échelle continentale sur ce thème, à l'intention des Banques Centrales, des établissements de crédit et des institutions de microfinance. A la suite de ce séminaire, un atelier pratique sur la mise en place d'une activité opérationnelle d'affacturage a été organisé en présentiel, du 28 novembre au 2 décembre 2022 au Siège de la BCEAO par le COFEB et FCI.

Le COFEB et la Direction des Affaires Juridiques et Institutionnelles ont organisé du 26 au 28 octobre 2022 au Siège de la BCEAO, l'édition 2022 du séminaire de vulgarisation des textes de base de l'UMOA et de la BCEAO au profit des magistrats en service dans les juridictions civiles, commerciales ou pénales, et des formateurs des Centres de formation judiciaire des Etats membres de l'UMOA. Cette rencontre avait pour objectif de faciliter l'appropriation du cadre institutionnel de l'UMOA et de la BCEAO ainsi que du droit monétaire, bancaire et financier, en vue d'améliorer davantage le climat des affaires dans l'Union.



Centre Ouest Africain de Formation et d'Etudes Bancaires

Au total, trente (30) sessions en faveur de 1.175 participants ont été organisées au titre de l'année 2022.

• Autres activités de formation

Le COFEB a organisé quatre (4) conférences-actualités en ligne au cours de l'année 2022, en vue de sensibiliser le public sur des sujets liés à l'actualité économique, monétaire et financière. Ce cycle de conférences matérialise également la mise en œuvre de la mission de vulgarisation des connaissances et de veille sur les questions stratégiques et émergentes. Ces conférences ont porté sur les thématiques ci-après :

- « *La blockchain : une opportunité pour les économies africaines ?* » (24 février 2022) ;
- « *La banque dans la révolution numérique : les nouvelles règles du jeu* » (14 juin 2022) ;
- « *Relance Post Covid-19 : quelles politiques économiques pour les pays africains* » (16 juin 2022) ;
- « *Le SYSCOA, de l'origine à nos jours* » (13 juillet 2022).

Par ailleurs, le Centre a organisé, le 27 octobre 2022, une conférence dans le cadre de la présentation, par le FMI, de l'édition d'octobre 2022 des perspectives économiques régionales pour l'Afrique subsaharienne.

5.2.2.2 Recherche, partenariats et publications

Au titre de 2022, les actions de développement de nouveaux partenariats se sont poursuivies avec la signature le 1^{er} mars 2022, d'un protocole d'accord de partenariat entre la BCEAO et l'Ecole Nationale de Statistique et d'Economie Appliquée d'Abidjan (ENSEA). Il est axé notamment sur la mise en place

d'un Programme de formation certifiante intitulé « *Dissémination des normes Bâle 2/3* » destiné aux professionnels des banques et aux étudiants de l'UEMOA et sur la conduite d'activités conjointes de recherche (études, séjours de recherche, ateliers de modélisation, événements scientifiques, etc.).

Dans le même registre, les échanges menés avec différentes organisations de finance islamique, ont abouti à l'identification de l'Islamic Development Bank Institute (IsDB) de la Banque Islamique de Développement (BID), le « *Statistical, Economic and Social Research and Training Centre for Islamic Countries* » (SESRIC) et le « *General Council Bank and Financial Institutions (CIBAFI)* », en vue du développement de partenariats dans ce domaine. Cette coopération porterait sur la mise en place de programmes de renforcement de capacités à l'endroit des agents de la Banque Centrale, des assujettis (des établissements de crédit, institutions de microfinance, émetteurs de monnaie électronique) et les Administrations publiques. Elle devrait également comporter un volet recherche afin de mieux comprendre les principes et pratiques de la finance islamique et de mener à terme, des travaux de recherche sur des problématiques d'intérêt pour l'Union.

En outre, diverses activités de coopération ont été menées au cours de la période sous revue avec les partenaires du COFEB, au titre desquelles, d'une part, l'organisation en collaboration avec le Julis Rabinowitch Centre for Public Policy and Finance (JRCPPF) de l'Université de Princeton, de deux (2) ateliers de modélisation à l'aide des logiciels MATLAB et R, et d'autre part, la réalisation d'études conjointes avec la FERDI et l'ENSEA portant respectivement sur « *La compétitivité et la transformation structurelle dans l'UEMOA* » et sur « *L'analyse comparative de la volatilité* ».

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER 1

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE 27

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER,
STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 39GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS
DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE 61

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

5.1 – ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES 74

5.1.1 - Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UMOA 74

5.1.2 - Conseil des Ministres de l'Union 78

5.1.3 - Comité de Politique Monétaire de la BCEAO 82

5.1.4 - Conseil d'Administration de la BCEAO 90

5.1.5 - Comité d'Audit de la BCEAO 91

5.2 – ADMINISTRATION DE LA BCEAO 94

5.2.1 - Gouvernance et structure opérationnelle de la BCEAO 94

5.2.2 - Gestion des ressources humaines 98

5.2.2.1 - Effectif 98

5.2.2.2 - Formation, recherche et partenariats 99

5.2.3 - Patrimoine immobilier 106

5.2.4 - Systèmes d'information 107

5.2.5 - Dispositif de gestion des risques et activités de contrôle 108

5.2.6 - Dispositif du contrôle de gestion 110

5.2.7 - Système de Management de la Qualité de la BCEAO 111

5.2.8 - Système d'information comptable 111

COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION
DE LA BCEAO

des cours du pétrole sur la croissance économique dans l'UEMOA ». En outre, un haut manager de la Banque Centrale a eu l'opportunité d'effectuer un séjour de courte durée à la Harvard Kennedy School dans le cadre du séminaire sur le thème « *Investment Decision and Behavioral Finance* ». Enfin, certains agents de la Banque Centrale ont pris part au séminaire du Laboratoire d'Ingénierie Financière de l'Université Laval du Québec sur le thème « *Modélisation financière à l'aide de Python* », à la session de formation sur « *Financial markets - short course* » ainsi qu'à la conférence annuelle intitulée « *Evidence to Action : Achieving the Net-Zero 2050 Targets* » organisés par le JRCPPF.

Par ailleurs, la Banque Centrale a organisé la deuxième édition de son Programme de renforcement des capacités des chercheurs de l'UEMOA en méthodologie de recherche animé par des Professeurs issus de la FERDI, du Consortium pour la Recherche Economique en Afrique (CREA), de l'Association Internationale des Chercheurs Africains en Microfinance (AICFM), des Universités d'Abomey Calavi, de Yaoundé II, d'Orléans, d'Ottawa, Cheikh Anta Diop de Dakar et Gaston Berger de Saint Louis. Le Programme qui a pour objectif de contribuer à l'amélioration de la qualité de la production scientifique dans l'Union, comporte un volet théorique portant sur « *Les fondamentaux de la méthodologie de recherche en sciences économiques et de la rédaction d'une proposition de recherche* » et un volet pratique consistant en des sessions d'évaluation des propositions d'articles sélectionnés à l'issue d'un appel à soumission.

Enfin, des échanges préliminaires ont lieu avec le « *Centre for International Development* » de Harvard Kennedy School (HKS) en vue de

développer des collaborations conjointes sur les questions de croissance économique.

En matière de formation, le COFEB a mis en œuvre au cours de la période sous revue plusieurs actions de coopération en collaboration avec HEC Paris et l'Agence de Transfert de Technologie Financière (ATTF - Luxembourg).

Concernant la recherche, le COFEB a réalisé des études conformément à son programme d'activité au titre de l'année 2022. Les thèmes ont porté sur :

(i) le changement climatique et l'objectif de stabilité des prix de la Banque Centrale et la production dans la zone UEMOA

L'étude évalue pour les pays de l'UEMOA qui y sont exposés les effets du choc climatique sur l'inflation et la production. Pour une banque centrale ayant pour objectif la stabilité des prix et le soutien à la croissance économique, cette étude apporte des éclairages sur les dynamiques de l'inflation et la croissance et en tire les enseignements pour la conduite de la politique monétaire.

(ii) la transition fiscale dans la zone UEMOA et l'analyse des effets sur le déficit budgétaire

La problématique de l'étude est de répondre aux questions relatives à la transition fiscale en cours dans la zone UEMOA et son impact sur la mobilisation des ressources d'une part, et d'autre part, sur le déficit budgétaire des pays de l'Union.

(iii) la productivité totale des facteurs des PME et la soutenabilité de la croissance économique dans l'UEMOA

L'étude analyse les déterminants de la productivité des PME dans l'Union, en faisant

usage de la base de données sur les PME de la Banque mondiale (Enterprise Surveys, 2021).

(iv) Politique monétaire et cycles financiers dans l'UEMOA : faut-il intervenir avant ou après le boom du crédit ?

L'étude apporte un éclairage sur le rôle que pourrait jouer la politique monétaire dans le cadre de la poursuite de la stabilité financière et expose les avantages et inconvénients des stratégies d'intervention des autorités monétaires en s'appuyant sur les données de l'UEMOA.

Au cours de l'année, le Centre a procédé au lancement de l'édition 2022 du Prix Abdoulaye FADIGA pour la promotion de la recherche économique dans l'UEMOA, dont il a assuré le Secrétariat. A cet égard, il a évalué les articles soumis et organisé la tenue des réunions du Comité de Présélection et du Comité de Lecture du Prix en novembre 2022. Le COFEB a également tenu le rôle du Secrétariat du Comité Scientifique mis en place pour l'organisation du symposium, dans le cadre de la célébration du soixantième anniversaire de la BCEAO.

Par ailleurs, plusieurs ateliers de recherche ont été organisés au cours de l'année sous revue. En effet, des sessions d'ateliers théorique et pratique ont été animées dans le cadre du programme de renforcement des capacités des chercheurs dans l'UEMOA. Ces sessions ont été dirigées par les Professeurs membres du Comité Scientifique de la Revue Economique et Monétaire de la BCEAO ou d'institutions et centres de recherche partenaires.

Dans le cadre de ses activités de publication, le COFEB a élaboré et diffusé au grand public des études et plusieurs autres documents sur des sujets économiques d'actualité et émergents. En outre, il a assuré la gestion de

la Revue Economique et Monétaire (REM) de la BCEAO.

A ce titre, les Documents d'Etude et de Recherche (DER) produits en 2020 et 2021 ont été diffusés sur le site internet du COFEB. Les Abrégés y relatifs, permettant de présenter les principaux résultats de ces études en des termes simplifiés, afin de les rendre accessibles à un large lectorat, ont également été élaborés et publiés. Dans le même élan, deux (2) Notes et Etudes Thématiques intitulées (i) *Analyse de cycle financier (de crédit) dans l'UEMOA* et (ii) *La politique monétaire à taux d'intérêt plancher proche de zéro* ont été mises en ligne. En outre, le Centre a coordonné l'élaboration et la publication d'un Précis sur le thème « *Fintech : définition, enjeux et encadrement par les banques centrales* ».

Au titre de la REM, il a été procédé à l'édition des numéros 31 et 32 à fin juin et fin décembre 2022. Comme à l'accoutumée, ces numéros comprennent chacun deux (2) articles. Ceux de l'édition du 30 juin sont intitulés (i) *Détermination de la règle du taux d'endettement dans la zone UEMOA par la décomposition de la structure par terme des primes souveraines implicites* et (ii) *Effet de la concentration bancaire sur la stabilité du système financier de l'UEMOA*. Quant aux articles de la REM n°32, ils ont pour thèmes (i) *Détermination de la règle du taux d'endettement dans la zone UEMOA par la décomposition de la structure par terme des primes souveraines implicites* et (ii) *Analyse de la stabilité du système bancaire de l'UEMOA : une approche basée sur la segmentation du marché bancaire*.

Par ailleurs, dans le cadre du renforcement de ses instruments de gestion, la Charte anti-plagiat du COFEB a été mise en production, le 4 avril 2022.

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER 1

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE 27

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 39

GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE 61

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

5.1 - ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES 74

5.1.1 - Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UMOA 74

5.1.2 - Conseil des Ministres de l'Union 78

5.1.3 - Comité de Politique Monétaire de la BCEAO 82

5.1.4 - Conseil d'Administration de la BCEAO 90

5.1.5 - Comité d'Audit de la BCEAO 91

5.2 - ADMINISTRATION DE LA BCEAO 94

5.2.1 - Gouvernance et structure opérationnelle de la BCEAO 94

5.2.2 - Gestion des ressources humaines 98

5.2.2.1 - Effectif 98

5.2.2.2 - Formation, recherche et partenariats 99

5.2.3 - Patrimoine immobilier 106

5.2.4 - Systèmes d'information 107

5.2.5 - Dispositif de gestion des risques et activités de contrôle 108

5.2.6 - Dispositif du contrôle de gestion 110

5.2.7 - Système de Management de la Qualité de la BCEAO 111

5.2.8 - Système d'information comptable 111

COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO

5.2.3 - PATRIMOINE IMMOBILIER

La Banque Centrale a poursuivi en 2022, son programme de consolidation et d'extension des infrastructures du réseau d'Agences Auxiliaires.

A cet égard, les travaux de réhabilitation des immeubles des Agences Auxiliaires de Bobo-Dioulasso au Burkina, Abengourou en Côte d'Ivoire, Maradi et Zinder au Niger ont connu des taux d'exécution satisfaisants.

Au titre de l'extension du réseau d'Agences Auxiliaires, les chantiers de construction des

ensembles immobiliers des Agences Auxiliaires d'Odienné en Côte d'Ivoire, de Kayes au Mali, de Tahoua au Niger et de Saint-Louis au Sénégal ont également progressé tandis que le chantier de conception et de réalisation des immeubles de la nouvelle Agence Auxiliaire de Ouahigouya au Burkina a démarré en juin 2022.

Par ailleurs, les travaux de surélévation de l'immeuble fonctionnel du Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA à Abidjan ont démarré en avril 2022.



Site de l'Agence Auxiliaire de Saint-Louis (Sénégal)



5.2.4 - SYSTEMES D'INFORMATION

En 2022, au titre du développement des applications et de la sécurisation des systèmes et réseaux, la BCEAO a poursuivi les travaux pour la montée en maturité de ses processus critiques, en lien avec la maîtrise des risques liés à l'obsolescence des actifs informatiques et ceux de cybersécurité. A cet égard, la Banque a déroulé son programme de retrait des systèmes obsolètes, à travers principalement le lancement du projet de renouvellement de l'infrastructure de télécommunications par satellite de type VSAT.

S'agissant de la cybersécurité, la BCEAO a déployé le cadre organisationnel de son Centre Opérationnel de Supervision et de Cybersécurité (COSC) défini en 2021. Elle a entamé également la mise en œuvre des outils complémentaires en vue de consolider ses dispositifs de réponse aux incidents et de traitement de vulnérabilités, notamment pour la gestion de comptes à privilèges, ainsi que l'orchestration du traitement des incidents de sécurité et leur détection basée sur une analyse comportementale.

En ce qui concerne le portefeuille applicatif, la Banque a consolidé ses applications métiers aux fins de contribuer à l'optimisation de l'efficacité des processus internes, à l'amélioration de la productivité et de la qualité des services offerts. A cet égard, elle a procédé à l'intégration de la plateforme de raccordement à la télécompensation (UAP) au Système d'Information Bancaire (SIB), en

vue d'en simplifier l'architecture technique et a engagé la refonte des applications relatives au suivi des systèmes financiers décentralisés (SICS-SFD) et à la gestion des ressources humaines et de la paie (GOREH).

Par ailleurs, de nouvelles applications sont en phase de déploiement ou en cours de finalisation, notamment les systèmes de planification et de management des activités (SIGMA), de gestion des missions et des recommandations d'audit (GAMA), de maîtrise des risques opérationnels (SIMARIS).

En outre, la Banque a procédé au lancement d'un projet visant à prendre en charge dans une application spécifique, les fonctionnalités de gestion des titres et de la liquidité relevant de la politique monétaire de la BCEAO. La nouvelle application devrait permettre d'améliorer les analyses du marché monétaire de l'UMOA.

Enfin, la Banque a procédé au renouvellement de la certification de son Système d'Information (SI) à la norme PCI DSS de sécurité de l'industrie des cartes de paiement. De même, la conformité des dispositifs de sécurité de la plate-forme de messagerie financière SWIFT aux exigences normatives y relatives a été validée à l'issue d'un audit dédié.

En 2023, il est envisagé de renforcer les dispositifs de gestion des accès au Système d'Information

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER 1

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE 27

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER,
STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 39GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS
DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE 61

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

5.1 - ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES 74

5.1.1 - Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UMOA 74

5.1.2 - Conseil des Ministres de l'Union 78

5.1.3 - Comité de Politique Monétaire de la BCEAO 82

5.1.4 - Conseil d'Administration de la BCEAO 90

5.1.5 - Comité d'Audit de la BCEAO 91

5.2 - ADMINISTRATION DE LA BCEAO 94

5.2.1 - Gouvernance et structure opérationnelle de la BCEAO 94

5.2.2 - Gestion des ressources humaines 98

5.2.2.1 - Effectif 98

5.2.2.2 - Formation, recherche et partenariats 99

5.2.3 - Patrimoine immobilier 106

5.2.4 - Systèmes d'information 107

5.2.5 - Dispositif de gestion des risques et activités de contrôle 108

5.2.6 - Dispositif du contrôle de gestion 110

5.2.7 - Système de Management de la Qualité de la BCEAO 111

5.2.8 - Système d'information comptable 111

COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION
DE LA BCEAO

de la Banque avec le démarrage de la mise en œuvre d'une plateforme unifiée de gestion des identités et des clefs publiques de chiffrement en vue de renforcer la confidentialité, l'authenticité, l'intégrité et la traçabilité de l'information, tant au sein de l'Institut d'émission que lors des échanges d'informations avec l'extérieur.

Par ailleurs, il est planifié la mise en œuvre d'un dispositif de protection des données personnelles afin d'assurer la transparence

vis-à-vis des parties intéressées, sur la finalité des données collectées et les mécanismes retenus pour en garantir la sécurité et la confidentialité, conformément aux législations en vigueur au sein de l'UMOA.

Enfin, il est prévu d'intégrer dans le SIB, les fonctionnalités de la plateforme de numérisation de chèques et celles de l'interface monétique, afin d'acquies une maîtrise totale sur ce système sensible du SI de la BCEAO.

5.2.5 - DISPOSITIF DE GESTION DES RISQUES ET ACTIVITES DE CONTROLE



Les activités de surveillance et de prévention des risques menées au cours de l'année 2022 concernent essentiellement la poursuite des travaux de renforcement de la résilience de la Banque face aux situations de crise, de maîtrise des risques opérationnels, de cyber risques, de continuité d'activité et de consolidation du dispositif de contrôle interne.

La cybersécurité constituant un enjeu de stabilité financière en raison des risques que font peser les cyberattaques sur les infrastructures de marchés financiers, des actions sont en cours en vue de la mise en œuvre d'une plateforme de collaboration et de partage d'informations sur les cyber incidents avec les acteurs majeurs nationaux et internationaux, financiers et non financiers, qualifiés et expérimentés en la matière. Cette collaboration est essentielle pour la résilience de la Banque en réponse aux menaces de cybercriminalité financière et transfrontalière.

En outre, le processus de révision de la Politique de Sécurité de l'Information (PSI) de la Banque est entré dans sa dernière phase. La révision de la PSI s'avère nécessaire compte tenu des orientations stratégiques de la Banque, des changements dans les environnements interne et externe de la BCEAO ainsi que de l'évolution des normes internationales ou standards portant sur la sécurité des systèmes d'information. Elle vise à consolider les dispositifs de sécurité du Système d'Information de la Banque Centrale afin de permettre à l'Institution de faire face aux menaces et vulnérabilités émergentes.

Par ailleurs, des travaux ont été réalisés en vue de maintenir conforme, l'environnement de la Banque Centrale aux exigences du Programme de Sécurité de SWIFT (*Customer Security Program - CSP*) et à la norme de sécurité des données des porteurs de cartes bancaires (*Payment Card Industry Data Security Standard - PCI DSS*).

En outre, les actions de sensibilisation et de formation du personnel à la sécurité de l'information ont été renforcées tout au long de l'année 2022. A cet effet, une plateforme de formation et de sensibilisation a été mise en ligne en vue de transmettre à l'ensemble du personnel, les connaissances en cybersécurité nécessaires pour protéger l'infrastructure et les données de la Banque.

Pour améliorer le management des risques opérationnels, la BCEAO a mis en production un applicatif sur l'ensemble de ses sites au cours de l'année 2022. Cette application a pour objectif de faciliter l'évaluation des risques ainsi que le suivi des plans d'action. Elle contribue également à la collecte et au suivi des incidents opérationnels.

Dans le domaine de la sécurité des personnes et des biens, l'année 2022 a été marquée par la réception des travaux de rénovation des installations et équipements de sûreté des sites de la Banque. Par ailleurs, le recours aux outils de suivi des niveaux d'alerte et des risques pays est resté effectif.

Le dispositif de contrôle interne a été renforcé par la mise en œuvre opérationnelle du module de suivi des recommandations d'audit dans l'application dédiée à la gestion des missions d'audit internes. Ce déploiement a permis le renforcement du suivi de la mise en œuvre des recommandations formulées par les différents corps de contrôle. Le renforcement du dispositif de contrôle interne s'est accompagné d'actions de formation sur les outils et les techniques de contrôle au profit des Contrôleurs des Opérations tout au long de l'année 2022.

Sur le plan de la continuité des activités, la BCEAO a procédé au déploiement des nouveaux canevas de la documentation du Plan de Continuité d'Activité (PCA) sur l'ensemble de ses sites distants, à travers une plateforme

dématérialisée. L'adoption par la Banque de cette plateforme a contribué notamment à la maîtrise et à un contrôle plus efficace de la documentation et des outils du PCA.

Enfin, concernant le contrôle externe des comptes de la BCEAO au titre de l'exercice 2021, approuvés au cours des Conseils du mois de mars 2022, il en est ressorti que les états financiers sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Banque Centrale, de sa performance financière et de ses flux de trésorerie au 31 décembre 2021.

Au titre de l'audit interne, les activités menées en 2022 ont principalement porté sur l'exécution du programme annuel des contrôles et le renforcement de l'efficacité de l'audit interne à la Banque.

Les contrôles réalisés ont visé à donner une assurance sur le respect des dispositions légales, réglementaires et contractuelles, l'efficacité et l'efficience des opérations, la sauvegarde du patrimoine de la Banque ainsi que la protection appropriée de la confidentialité, de l'intégrité et de la disponibilité des données de la BCEAO en vue de garantir la fiabilité des informations traitées par les systèmes d'information. Les 46 missions programmées ont été réalisées.

Elles comprennent 11 audits de structure, 24 audits des activités fiduciaires, 2 audits de processus, 5 audits des systèmes d'information et 4 missions spécifiques.

Les audits de structure réalisés ont concerné 9 Agences dans 4 Directions Nationales de la BCEAO, le Groupement Interbancaire Monétique de l'UMOA (GIM-UMOA) ainsi que les Directions du Contrôle sur place relevant du Secrétariat Général de la Commission Bancaire (SGCB-UMOA).

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER 1

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE 27

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 39

GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE 61

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

5.1 - ACTIVITES DES ORGANES STATUTAIRES 74

5.1.1 - Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UMOA 74

5.1.2 - Conseil des Ministres de l'Union 78

5.1.3 - Comité de Politique Monétaire de la BCEAO 82

5.1.4 - Conseil d'Administration de la BCEAO 90

5.1.5 - Comité d'Audit de la BCEAO 91

5.2 - ADMINISTRATION DE LA BCEAO 94

5.2.1 - Gouvernance et structure opérationnelle de la BCEAO 94

5.2.2 - Gestion des ressources humaines 98

5.2.2.1 - Effectif 98

5.2.2.2 - Formation, recherche et partenariats 99

5.2.3 - Patrimoine immobilier 106

5.2.4 - Systèmes d'information 107

5.2.5 - Dispositif de gestion des risques et activités de contrôle 108

5.2.6 - Dispositif du contrôle de gestion 110

5.2.7 - Système de Management de la Qualité de la BCEAO 111

5.2.8 - Système d'information comptable 111

COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO

Les missions de vérification d'encaisses et de destruction des billets annulés ou à trier ainsi que les audits des activités fiduciaires ont été réalisés dans toutes les Directions Nationales de la BCEAO ainsi qu'au Centre de Traitement Fiduciaire. Ces missions ont eu pour objet l'évaluation de la conduite des activités et des conditions de traitement des opérations de Caisse, la vérification des encaisses et la destruction des billets.

Les audits de processus ont porté sur le processus « R3 : Emission » et le processus « R8 : Systèmes de paiement ». Ils ont eu pour cadre d'une part, la Direction des Opérations de Caisse, la Direction des Etudes Fiduciaires, les Directions Nationales pour le Burkina et la Côte d'Ivoire et, d'autre part, la Direction des Systèmes et Moyens de Paiement, la Direction des Opérations de Marché, la Direction de l'Inclusion Financière, la Direction des Systèmes d'Information, la Direction de la Surveillance et de la Prévention des Risques ainsi que deux (2) Directions Nationales de la BCEAO.

S'agissant des systèmes d'information, les audits ont eu pour objets le Plan de Continuité

Informatique et Télécommunications (PCIT), le dispositif de cybersécurité, la plate-forme de messagerie financière, la gestion des projets informatiques menés en interne au sein du SGCB-UMOA et la conformité aux exigences de la norme PCI DSS relative à la sécurité des cartes bancaires.

Les audits spécifiques ont porté sur la conformité des transferts émis à la Direction des Opérations de Marché (DOM) et sur les vérifications de la mise en œuvre des recommandations des missions d'audit dans deux (2) Directions des Services Centraux.

Au titre du renforcement des capacités, il convient de rappeler que les auditeurs internes sont membres des organisations professionnelles dédiées aux métiers du contrôle et de l'audit interne. A ce titre, ils bénéficient des opportunités de renforcement des compétences offertes par ces structures (actions de formation, partage d'expériences, conférences, etc.). En outre, les auditeurs participent régulièrement à des formations ou ateliers organisés dans le cadre de la coopération avec d'autres banques centrales.

5.2.6 - DISPOSITIF DU CONTROLE DE GESTION



La Banque Centrale a entamé au cours de l'année 2022, la mise en œuvre de son nouveau Plan Stratégique 2022-2024, qui comporte quatorze (14) objectifs stratégiques, déclinés en cinquante-huit (58) objectifs opérationnels et soixante-et-onze (71) projets. Ces projets devront permettre, à terme, à l'Institution de se doter d'outils modernes face aux menaces

émergentes et de contribuer, notamment au renforcement de la connaissance de la dynamique des économies de l'Union ainsi que de la résilience et de la solidité du système bancaire et financier.

Au 31 décembre 2022, les sept (7) projets arrivés à échéance ont été réalisés.

Ces projets concernent l'amélioration du dispositif de supervision basée sur les risques de LBC/FT, l'élaboration d'une base de données des comptes nationaux conformément aux dispositions du SCN 2008, la réalisation d'une étude sur la mise en place dans l'Union d'un dispositif de fourniture de liquidité d'urgence

par la Banque Centrale, la rédaction d'une note conceptuelle indiquant l'approche que la BCEAO pourrait adopter pour prendre en compte les impacts des changements climatiques sur la conduite de la politique monétaire. Les autres projets se poursuivent normalement et ne présentent pas de difficultés particulières.

5.2.7 - SYSTEME DE MANAGEMENT DE LA QUALITE DE LA BCEAO



Dans l'objectif d'assurer une dynamique d'amélioration continue de son fonctionnement et de la qualité des services rendus à ses clients et partenaires, la BCEAO a procédé, courant octobre 2022, à l'issue d'un audit réalisé par le Cabinet Bureau Veritas, au renouvellement de la certification à la norme ISO 9001-2015 de son Système de Management de la Qualité (SMQ), pour un nouveau cycle triennal (2022-2024). Les renouvellements successifs du certificat, depuis la mise en place de la démarche qualité en janvier 2010, confirment la conformité de la

BCEAO à toutes les exigences de la norme ainsi qu'un fonctionnement efficace et efficient de ses processus.

Au-delà de l'évaluation par un cabinet externe, la veille qualité s'est poursuivie, au plan interne, à travers la conduite des audits qualité internes de certains processus au niveau des Directions de Services Centraux (DSC) et des Directions Nationales. Ces audits ont permis d'apprécier la performance du SMQ et de contribuer au renforcement de son efficacité.

5.2.8 - SYSTEME D'INFORMATION COMPTABLE



Le système d'information comptable de la Banque n'a pas connu de mutations majeures au cours de l'année sous revue. Les travaux

d'optimisation du traitement automatique des opérations, initiés à travers les divers projets informatiques, se poursuivent.

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR	X
TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022	XIII
COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO	XXI
VUE D'ENSEMBLE	XXVII
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER	1
MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE	27
EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES	39
GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE	61
ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO	73
COOPERATION INTERNATIONALE	113
6.1 - RELATIONS AVEC LE FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL	114
6.2 - COOPERATION MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO	115
ANNEXES	117



VI COOPERATION INTERNATIONALE

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER 1

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE 27

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 39

GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE 61

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

COOPERATION INTERNATIONALE 113

6.1 - RELATIONS AVEC LE FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL 114

6.2 - COOPERATION MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO 115

ANNEXES 117

6.1 - RELATIONS AVEC LE FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL

Au cours de l'année 2022, trois Etats membres de l'UEMOA, à savoir le Bénin, le Niger et le Sénégal, ont mis en œuvre des programmes appuyés par le Fonds Monétaire International (FMI). En juillet 2022, le Conseil d'Administration du FMI a approuvé en faveur du Bénin, un accord de 42 mois au titre de la Facilité Elargie de Crédit (FEC) et du Mécanisme Elargi de Crédit (MEDC) pour un montant global de 484,1 millions de DTS, équivalant à 391% de la quote-part du pays. Le Niger et le Sénégal ont poursuivi la mise en œuvre des programmes conclus respectivement au titre de la FEC et des accords combinés (Facilité de Crédit de Confirmation et Accord de confirmation). Le programme du Mali appuyé par la FEC sur la période 2019-2022 s'est achevé à fin août 2022 bien que les dernières revues n'aient pas été conclues. Quant aux autres pays de l'Union (Burkina, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau et Togo), ils ont poursuivi, sur la période, les discussions avec le Fonds, en vue de parvenir à un accord sur un programme économique et financier (PEF) appuyé par les instruments de financement du FMI.

Les opérations effectuées par la Banque Centrale avec le FMI, pour le compte des Etats membres de l'UEMOA, se sont soldées au cours de l'année 2022, par des entrées nettes de ressources de 388,04 millions de DTS (328,82 milliards de FCFA) contre 134,68 millions de DTS (108,42 milliards de FCFA) un an plus tôt. Cette augmentation est liée à la forte hausse du volume des tirages, ressortant à 586,78 millions de DTS (486,51 milliards de FCFA) contre 223,08 millions de DTS (179,59 milliards de FCFA) l'année précédente. Les remboursements ont progressé de 50,52 millions de DTS, passant de 133,44 millions de DTS (91,32 milliards de FCFA) à 183,96 millions de DTS (145,74 milliards de FCFA). En 2022, aucun allègement de dette n'a été accordé aux pays de l'Union.

Les charges supportées par la BCEAO et les Etats membres en 2022 se sont chiffrées à 45,54 millions de DTS (36,57 milliards de FCFA) contre 14,46 millions de DTS (11,64 milliards de FCFA) l'année précédente. Elles concernent les commissions versées par la BCEAO et les charges d'intérêt au titre du Mécanisme



Réunion avec le Directeur Afrique du FMI le 29 novembre 2022 au Siège de la BCEAO à Dakar

Elargi de Crédit (MEDC), de l'Instrument de Financement Rapide (IFR) et de l'Accord de confirmation.

Au titre de la rémunération de leurs positions créditrices en 2022, le montant versé par le FMI aux Etats membres de l'UEMOA a

enregistré une hausse de 28,94 millions de DTS, ressortant à 30,76 millions de DTS (25,61 milliards de FCFA) contre 1,82 millions de DTS (1,46 milliards de FCFA) l'année précédente. Ces ressources proviennent des intérêts sur les avoirs et de la rémunération de la position de réserve.

6.2 - COOPERATION MONETAIRE AU SEIN DE LA CEDEAO

Dans le domaine de l'intégration régionale, l'évaluation des performances macroéconomiques a repris en 2022, après l'adoption du nouveau Pacte de convergence et de stabilité macroéconomique entre les Etats membres de la CEDEAO en juin 2021. Les données disponibles indiquent qu'en 2022, aucun Etat membre n'a rempli l'ensemble des critères de convergence macroéconomique. Les performances des Etats membres en matière de convergence se sont ressenties de la hausse des prix des produits alimentaires et énergétiques et du resserrement des conditions financières, suite aux mesures de normalisation de la politique monétaire prises par les banques centrales.

La principale avancée enregistrée au titre de l'intégration régionale concerne l'adoption,

le 3 juillet 2022, par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement du cadre juridique du schéma d'interconnexion des systèmes de paiement et de règlement à l'échelle de la CEDEAO (EPSS). Par ailleurs, les autres dossiers de la feuille de route pour le lancement de l'Eco, examinés en 2022, ont principalement porté sur la mise en commun des réserves de change pour la future Banque Centrale commune et la proposition de mise en place d'un fonds de solidarité et de stabilisation au sein de la Communauté.

La BCEAO continuera de participer, avec l'ensemble des autres parties prenantes, à toutes les initiatives majeures d'intégration économique et monétaire impliquant les Etats membres de l'UEMOA au sein de la CEDEAO.



62^e Session de la CEDEAO, Abuja 04 décembre 2022

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER 1

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE 27

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 39

GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE 61

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Position nette des Etats de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Productions minières	A12
Prix à la production des cultures d'exportation	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des Etats	A15 à A23
Balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des sites de la BCEAO	A59 à A63

ANNEXES

UMOA - COURS MONDIAUX DES PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION DE L'UNION

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2021				2022			
							1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.
<i>Prix moyen de la période en FCFA / kg, sauf indication contraire</i>														
CACAO	1 212,3	1 273,7	1 409,5	1 339,2	1 345,5	1 475,9	1 313,9	1 297,6	1 366,6	1 403,8	1 458,1	1 466,4	1 461,0	1 518,3
<i>Prix indicatif O.I.C.C.</i>														
CAFE	1 317,6	1 028,4	1 004,9	845,3	1 067,9	1 408,8	813,6	893,8	1 164,6	1 399,5	1 397,7	1 399,8	1 512,3	1 325,6
<i>Prix indicatif robusta O.I.C.</i>														
COTON	942,8	1 007,6	929,6	817,2	1 140,1	1 484,5	1 023,0	1 026,2	1 128,8	1 382,4	1 550,6	1 786,2	1 434,3	1 166,8
<i>Indice A Liverpool</i>														
HUILE DE PALME	427,2	339,5	433,1	406,3	664,6	830,2	588,8	632,0	668,7	768,8	905,8	1 016,7	723,3	675,1
HUILE DE PALMISTE	746,4	511,4	390,9	470,5	837,1	970,7	754,4	786,1	747,0	1 060,8	1 341,6	1 076,5	791,0	673,8
NOIX DE CAJOU	952,9	899,1	627,8	352,8	346,8	341,0	335,0	342,7	372,0	337,3	334,4	366,8	352,9	309,7
CAOUTCHOUC	1 005,3	807,2	874,4	813,3	1 157,4	1 237,5	1 019,6	1 085,1	1 256,0	1 269,0	1 307,0	1 323,9	1 263,8	1 055,6
PETROLE BRUT, NYMEX (tonne)	211 500,10	256 015,60	239 253,60	157 963,5	268 365,8	413 803,8	225 125,3	256 190,7	279 009,3	313 137,7	387 327,5	469 487,9	420 685,9	377 713,7
PHOSPHATES	52,4	49,0	51,5	43,7	68,7	167,5	48,9	58,5	76,0	91,3	102,2	162,6	208,4	197,0
URANIUM	24 374,6	27 507,7	29 034,5	32 984,4	36 823,5	48 867,3	32 447,2	34 426,1	40 931,3	39 489,5	38 770,3	22 017,5	67 381,1	67 300,1
OR BRUT (gramme)	25 765,60	24 853,00	28 800,70	36 063,2	35 201,3	39 563,1	34 488,5	34 858,3	35 129,8	36 328,4	38 640,5	40 696,8	39 691,6	39 223,7

INDICES DES COURS MONDIAUX EN FCFA DES PRINCIPAUX PRODUITS DE BASE EXPORTES PAR L'UMOA

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2021				2022			
							1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.
<i>Indices moyens – Base 100 en 2013</i>														
CACAO	100,6	105,7	113,8	113,3	111,6	122,5	109,0	107,7	113,4	116,4	121,0	121,7	121,2	125,9
CAFE	128,8	100,5	91,1	82,4	104,0	137,4	79,5	87,4	113,8	135,2	136,6	136,9	147,8	128,1
COTON	103,1	110,2	96,3	89,4	124,7	162,3	111,9	112,2	123,4	151,1	169,6	195,3	156,8	127,5
HUILE DE PALME	101,4	80,6	78,8	96,5	157,8	197,1	139,7	150,0	158,8	182,6	214,9	241,3	171,8	160,3
HUILE DE PALMISTE	169,3	116,0	88,7	106,7	189,9	220,1	170,9	178,4	169,4	240,7	303,9	244,3	179,4	152,9
NOIX DE CAJOU	270,5	255,2	178,2	103,3	101,0	99,3	105,3	97,3	105,6	95,6	105,1	104,2	100,2	87,8
CAOUTCHOUC	91,2	73,2	79,3	74,2	105,5	112,9	94,6	98,4	113,9	115,1	121,3	120,1	114,6	95,7
PETROLE BRUT, NYMEX	61,3	74,2	69,4	47,2	79,6	123,2	72,7	74,3	80,9	90,6	125,1	136,2	122,0	109,3
PHOSPHATES	71,0	69,6	69,6	60,2	97,5	210,7	71,1	85,1	108,0	125,9	138,4	209,0	253,3	242,1
URANIUM	56,4	63,6	67,2	76,3	85,2	105,7	75,1	79,6	94,7	91,3	102,2	112,3	103,4	104,9
OR BRUT	105,0	101,3	117,4	146,1	142,6	160,3	137,2	142,1	143,2	148,0	153,7	165,9	161,8	159,8

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER 1

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE 27

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER,
STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 39GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS
DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE 61

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Position nette des Etats de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Productions minières	A12
Prix à la production des cultures d'exportation	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des Etats	A15 à A23
Balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des sites de la BCEAO	A59 à A63

POSITION NETTE DES ETATS DE L'UNION VIS-A-VIS DU FMI (en millions de DTS)

		2020	2021	2022
UMOA - Position globale				
Département des DTS	-Allocations	818,7	2 459,2	2 459,2
	-Disponibilités	2 679,5	4 396,9	2 554,3
Département général	-Quote-part	1 711,6	1 711,6	1 711,6
	-Positions de réserve	249,3	249,5	249,9
Facilité Elargie de Crédit Facilité Protection Chocs Exog. Facilité de Crédit Rapide (FEC) Mécanisme Elargi de Crédit (MEDC) Instrument de Financement Rapide (IFR) Facilité de Crédit de Confirmation (FCC) Accord de Confirmation	-Encours des prêts	1 657,0	1 744,7	1 558,8
	-Encours des prêts			
	-Encours des prêts	709,4	743,0	696,7
	-Encours des prêts	562,6	549,5	659,3
	-Encours des prêts	731,9	731,8	731,9
	-Encours des prêts	0,0	43,1	140,2
	-Encours des prêts			280,4
Bénin				
Département des DTS	-Allocations	59,2	177,8	177,8
	-Disponibilités	286,4	404,4	395,2
Département général	-Quote-part	123,8	123,8	123,8
	-Positions de réserve	18,2	18,3	18,3
Facilité Elargie de Crédit (FEC) Facilité Protection Chocs Exog. Facilité de Crédit Rapide (FCR) Instrument de Financement Rapide (IFR) Facilité de Crédit de Confirmation (FCC) Mécanisme Elargi de Crédit (MEDC)	-Encours des prêts	207,6	280,4	261,2
	-Encours des prêts			
	-Encours des prêts	41,3	82,5	41,3
	-Encours des prêts	82,5	82,5	82,5
	-Encours des prêts			
	-Encours des prêts	0,0	0,0	144,4
	-Encours des prêts			
Burkina				
Département des DTS	-Allocations	57,6	173,0	173,0
	-Disponibilités	152,6	268,0	181,3
Département général	-Quote-part	120,4	120,4	120,4
	-Positions de réserve	23,1	23,1	23,3
Facilité Elargie de Crédit (FEC) Facilité Protection Chocs Exog. Facilité de Crédit Rapide (FCR)	-Encours des prêts	181,9	189,4	143,4
	-Encours des prêts			
	-Encours des prêts	84,3	84,3	84,3

Source : Fonds Monétaire International.

N.B. : La Facilité Elargie de Crédit (FEC) a remplacé, en janvier 2010, la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et pour la Croissance (FRPC).

POSITION NETTE DES ETATS DE L'UNION VIS-A-VIS DU FMI (en millions de DTS)

		2020	2021	2022
Côte d'Ivoire				
Département des DTS	-Allocations	310,9	934,3	934,3
	-Disponibilités	1 157,4	1 637,5	899,8
Département général	-Quote-part	650,4	650,4	650,4
	-Positions de réserve	83,4	83,4	83,4
Facilité Elargie de Crédit (FEC) Facilité Protection Chocs Exog. Facilité de Crédit Rapide (FCR) Mécanisme Elargi de Crédit (MEDC) Instrument de Financement Rapide (IFR)	-Encours des prêts	575,6	541,0	382,4
	-Encours des prêts	0,0		
	-Encours des prêts	233,1	216,8	216,8
	-Encours des prêts	562,6	549,5	514,9
	-Encours des prêts	433,6	433,6	433,6
Guinée-Bissau				
Département des DTS	-Allocations	13,6	41,0	40,8
	-Disponibilités	18,2	59,6	57,7
Département général	-Quote-part	28,4	28,4	28,4
	-Positions de réserve	4,0	4,1	4,1
Facilité Elargie de Crédit (FEC) Facilité Protection Chocs Exog. Facilité de Crédit Rapide (FCR)	-Encours des prêts	17,5	15,0	14,9
	-Encours des prêts			
	-Encours des prêts	2,8	16,0	14,8
Mali				
Département des DTS	-Allocations	89,4	268,0	268,2
	-Disponibilités	330,6	550,0	276,1
Département général	-Quote-part	186,6	187,0	186,6
	-Positions de réserve	33,3	33,3	33,3
Facilité Elargie de Crédit (FEC) Facilité Protection Chocs Exog. Facilité de Crédit Rapide (FCR)	-Encours des prêts	226,7	270,8	231,7
	-Encours des prêts	0,0		
	-Encours des prêts	156,5	151,9	148,1

Source : Fonds Monétaire International.

N.B. : La Facilité Elargie de Crédit (FEC) a remplacé, en janvier 2010, la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et pour la Croissance (FRPC).

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER 1

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE 27

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER,
STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 39GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS
DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE 61

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Position nette des Etats de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Productions minières	A12
Prix à la production des cultures d'exportation	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des Etats	A15 à A23
Balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des sites de la BCEAO	A59 à A63

POSITION NETTE DES ETATS DE L'UNION VIS-A-VIS DU FMI (en millions de DTS)

	2020	2021	2022
Niger			
Département des DTS			
-Allocations	62,9	189,0	189,1
-Disponibilités	205,6	371,4	235,5
Département général			
-Quote-part	131,6	131,6	131,6
-Positions de réserve	25,1	25,1	25,2
Facilité Elargie de Crédit (FEC)			
Facilité Protection Chocs Exog.			
Facilité de Crédit Rapide (FCR)			
-Encours des prêts	199,1	206,5	282,4
-Encours des prêts	0,0		
-Encours des prêts	83,7	83,7	83,7
Sénégal			
Département des DTS			
-Allocations	154,8	465,0	465,0
-Disponibilités	319,1	755,6	289,9
Département général			
-Quote-part	323,6	323,6	323,6
-Position de réserve	42,7	42,7	42,7
-Recours au crédit du Fonds dont : Tranches de crédits			
Facilité Elargie de Crédit (FEC)			
Facilité Protection Chocs Exog.			
Facilité de Crédit Rapide (FCR)			
Instrument de Financement Rapide (IFR)			
Facilité de Crédit de Confirmation (FCC)			
Accord de Confirmation			
-Encours des prêts	0,0	0,0	0,0
-Encours des prêts			
-Encours des prêts	107,9	107,9	107,9
-Encours des prêts	215,7	215,7	215,7
-Encours des prêts		43,1	140,2
-Encours des prêts			280,4
Togo			
Département des DTS			
-Allocations	70,3	211,0	211,0
-Disponibilités	209,6	350,4	218,8
Département général			
-Quote-part	146,8	146,8	146,8
-Positions de réserve	19,5	19,5	19,6
Facilité Elargie de Crédit (FEC)			
Facilité Protection Chocs Exog.			
-Encours des prêts	248,5	241,6	242,8
-Encours des prêts			

Source : Fonds Monétaire International.

N.B. : La Facilité Elargie de Crédit (FEC) a remplacé, en janvier 2010, la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et pour la Croissance (FRPC).

UEMOA - TABLEAU RESSOURCES-EMPLOIS DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

	2020	2021	2022
	Milliards de francs CFA		
PIB au prix du marché	91 860,7	100 159,6	109 282,3
PIB marchand	81 567,3	89 851,5	98 042,2
Secteur primaire	22 242,5	23 259,3	24 935,8
Agriculture, Elevage, Sylviculture, Forêt, Pêche	22 242,5	23 259,3	24 935,8
Secteur secondaire	19 779,7	21 832,2	24 043,2
Industries extractives	4 890,7	5 259,4	5 498,6
Industries manufacturières	9 648,9	10 840,9	12 079,4
Electricité, Gaz, Eau	1 771,8	1 812,5	1 942,1
Bâtiment, Travaux Publics	3 468,3	3 919,4	4 523,0
Secteur tertiaire	39 545,2	44 760,0	49 063,2
Commerce de gros et de détail	11 919,4	13 639,9	15 153,5
Transports, Entrepôts et Communications	7 260,3	7 815,5	8 422,5
Autres services marchands	13 132,5	15 164,2	16 435,8
Droits et taxes à l'importation et TVA	7 233,0	8 140,3	9 051,4
Services non marchands	10 293,3	10 308,1	11 240,1
Importation de biens et services	25 158,6	29 505,9	36 596,2
Ressources = Emplois	117 019,3	129 665,5	145 878,5
Consommation publique	12 275,5	13 553,1	14 675,0
Consommation privée	61 588,6	67 258,5	74 330,4
Formation brute du capital fixe	21 970,4	25 036,2	28 647,6
Variation des stocks	672,9	619,2	1 265,4
Exportation de biens et services	20 512,0	23 198,5	26 960,1
Variation du déflateur du PIB (%)	2,0%	2,8%	3,3%
Taux de croissance du PIB nominal (%)	3,8%	9,0%	9,1%
Taux de croissance réel (%)	1,8%	6,1%	5,6%
Population (millions)	130,5	134,6	138,9
PIB au prix courant par habitant (milliers de francs CFA)	703,8	744,2	787,1

Source : Instituts Nationaux de la Statistique.

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER 1

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE 27

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER,
STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 39GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS
DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE 61

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Position nette des Etats de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Productions minières	A12
Prix à la production des cultures d'exportation	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des Etats	A15 à A23
Balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des sites de la BCEAO	A59 à A63

BENIN - TABLEAU RESSOURCES-EMPLOIS DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

	2020	2021	2022
	Milliards de francs CFA		
PIB au prix du marché	9 008,8	9 809,7	10 838,4
PIB marchand	7 898,8	8 586,6	9 531,3
Secteur primaire	2 442,2	2 798,6	3 083,5
Agriculture, Elevage, Sylviculture, Forêt, Pêche	2 442,2	2 798,6	3 083,5
Secteur secondaire	1 467,6	1 615,4	1 797,5
Industries extractives	39,1	40,4	45,6
Industries manufacturières	872,8	929,9	1 015,7
Electricité, Gaz, Eau	71,2	81,2	87,7
Bâtiment, Travaux Publics	484,5	563,9	648,4
Secteur tertiaire	3 989,0	4 172,6	4 650,4
Commerce de gros et de détail	1 058,0	1 160,1	1 270,0
Transports, Entrepôts et Communications	1 013,1	875,5	957,4
Autres services marchands (***)	1 133,9	1 242,5	1 376,5
Droits et taxes à l'importation et TVA	784,0	894,5	1 046,5
Services non marchands	1 110,1	1 223,1	1 307,0
Importation de biens et services	2 263,8	2 650,7	3 240,9
Ressources = Emplois	11 272,6	12 460,4	14 079,3
Consommation publique	1 027,0	988,4	1 098,4
Consommation privée	5 922,8	6 430,9	7 324,2
Formation brute du capital fixe	2 270,8	2 790,6	3 040,4
Variation des stocks	38,5	39,6	39,6
Exportation de biens et services	2 013,6	2 210,9	2 576,7
Variation du déflateur du PIB (%)	2,9%	1,6%	4,3%
Taux de croissance du PIB nominal (%)	6,8%	8,9%	10,5%
Taux de croissance réel (%)	3,9%	7,2%	6,0%
Population (millions)	12,5	12,9	13,3
PIB au prix courant par habitant (milliers de francs CFA)	721,6	761,0	814,4

Source : Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique.

BURKINA - TABLEAU RESSOURCES-EMPLOIS DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

	2020	2021	2022
	Milliards de francs CFA		
PIB au prix du marché	10 310,4	11 317,1	12 025,1
PIB marchand	8 681,9	9 421,2	9 897,6
Secteur primaire	2 235,1	2 307,4	2 350,9
Agriculture, Elevage, Sylviculture, Forêt, Pêche	2 235,1	2 307,4	2 350,9
Secteur secondaire	2 930,2	3 100,5	3 187,7
Industries extractives	1 484,7	1 557,2	1 566,4
Industries manufacturières	905,5	942,3	1 075,1
Electricité, Gaz, Eau	170,2	191,6	160,5
Bâtiment, Travaux Publics	369,8	409,5	385,7
Secteur tertiaire	3 516,6	4 013,2	4 359,0
Commerce de gros et de détail	977,1	1 206,5	1 357,7
Transports, Entrepôts et Communications	392,8	394,0	351,1
Autres services marchands	1 188,1	1 347,9	1 453,7
Droits et taxes à l'importation et TVA	958,6	1 064,7	1 196,5
Services non marchands	1 628,5	1 895,9	2 127,5
Importation de biens et services	2 750,6	3 071,2	3 979,7
Ressources = Emplois	13 061,0	14 388,3	16 004,8
Consommation publique	1 808,0	2 168,4	2 362,9
Consommation privée	6 007,6	6 321,6	7 439,1
Formation brute du capital fixe	2 019,6	2 315,4	2 525,4
Variation des stocks	143,2	190,1	161,5
Exportation de biens et services	3 082,6	3 392,9	3 515,9
Variation du déflateur du PIB (%)	8,0%	2,7%	3,5%
Taux de croissance du PIB nominal (%)	10,1%	9,8%	6,3%
Taux de croissance réel (%)	1,9%	6,9%	2,7%
Population (millions)	21,5	22,2	22,9
PIB au prix courant par habitant (milliers de francs CFA)	479,0	509,9	525,4

Source : Institut National de la Statistique et de la Démographie.

COTE D'IVOIRE - TABLEAU RESSOURCES-EMPLOIS DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

	2020	2021	2022
	Milliards de francs CFA		
PIB au prix du marché	35 311,4	39 190,4	42 826,3
PIB marchand	32 137,8	35 738,1	39 111,1
Secteur primaire	7 551,5	7 859,6	8 135,5
Agriculture, Elevage, Sylviculture, Forêt, Pêche	7 551,5	7 859,6	8 135,5
Secteur secondaire	7 364,9	8 348,5	9 616,4
Industries extractives	1 169,6	1 303,9	1 461,9
Industries manufacturières	3 953,4	4 676,0	5 297,9
Electricité, Gaz, Eau	887,9	841,7	923,0
Bâtiment, Travaux Publics	1 354,0	1 527,0	1 933,6
Secteur tertiaire	17 221,5	19 530,0	21 359,1
Commerce de gros et de détail	5 821,9	6 722,5	7 523,9
Transports, Entrepôts et Communications	3 348,5	3 801,5	4 089,9
Autres services marchands (***)	5 706,6	6 345,8	6 893,0
Droits et taxes à l'importation et TVA	2 344,5	2 660,2	2 852,4
Services non marchands	3 173,5	3 452,3	3 715,3
Importation de biens et services	7 287,0	8 978,3	11 982,2
Ressources = Emplois	42 598,4	48 168,7	54 808,5
Consommation publique	3 760,4	4 283,2	4 478,0
Consommation privée	23 407,2	26 366,7	28 834,8
Formation brute du capital fixe	7 922,8	9 181,8	10 539,6
Variation des stocks	-108,0	-663,3	160,2
Exportation de biens et services	7 616,0	9 000,3	10 796,0
Variation du déflateur du PIB (%)	1,0%	3,3%	2,3%
Taux de croissance du PIB nominal (%)	3,0%	11,0%	9,3%
Taux de croissance réel (%)	2,0%	7,4%	6,8%
Population (millions)	26,5	27,1	27,9
PIB au prix courant par habitant (milliers de francs CFA)	1 335,2	1 444,3	1 535,4

Source : Institut National de la Statistique.

GUINEE-BISSAU - TABLEAU RESSOURCES-EMPLOIS DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

	2020	2021	2022
	Milliards de francs CFA		
PIB au prix du marché	915,7	997,0	1 115,3
PIB marchand	674,2	764,5	865,9
Secteur primaire	301,7	343,5	434,1
Agriculture, Elevage, Sylviculture, Forêt, Pêche	301,7	343,5	434,1
Secteur secondaire	108,0	127,1	153,5
Industries extractives	3,5	3,7	4,1
Industries manufacturières	70,5	85,3	100,8
Electricité, Gaz, Eau	11,7	14,6	18,8
Bâtiment, Travaux Publics	22,4	23,5	29,7
Secteur tertiaire	264,6	293,8	278,4
Commerce de gros et de détail	147,9	156,9	131,0
Transports, Entrepôts et Communications	48,9	55,3	61,6
Autres services marchands	23,7	31,0	31,7
Droits et taxes à l'importation et TVA	44,0	50,6	54,1
Services non marchands	241,4	232,6	249,4
Importation de biens et services	253,2	287,3	364,1
Ressources = Emplois	1 168,9	1 284,4	1 479,4
Consommation publique	148,5	164,5	161,7
Consommation privée	639,8	698,3	891,6
Formation brute du capital fixe	195,8	200,3	213,6
Variation des stocks	50,9	35,6	55,5
Exportation de biens et services	133,8	185,7	157,0
Variation du déflateur du PIB (%)	2,0%	2,3%	6,8%
Taux de croissance du PIB nominal (%)	3,5%	8,9%	11,9%
Taux de croissance réel (%)	1,5%	6,4%	4,7%
Population (millions)	1,8	1,9	1,9
PIB au prix courant par habitant (milliers de francs CFA)	500,4	532,1	581,3

Source : Institut National des Statistiques et du Recensement.

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER 1

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE 27

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 39

GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE 61

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Position nette des Etats de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Productions minières	A12
Prix à la production des cultures d'exportation	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des Etats	A15 à A23
Balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des sites de la BCEAO	A59 à A63

MALI - TABLEAU RESSOURCES-EMPLOIS DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

	2020	2021	2022
	Milliards de francs CFA		
PIB au prix du marché	10 052,8	10 614,0	11 456,1
PIB marchand	9 023,0	9 496,7	10 240,9
Secteur primaire	3 586,3	3 733,2	4 039,2
Agriculture, Elevage, Sylviculture, Forêt, Pêche	3 586,3	3 733,2	4 039,2
Secteur secondaire	2 178,5	2 242,1	2 387,7
Industries extractives	1 030,7	1 028,4	1 076,0
Industries manufacturières	682,2	713,4	774,8
Electricité, Gaz, Eau	40,1	45,4	50,9
Bâtiment, Travaux Publics	425,5	454,9	486,0
Secteur tertiaire	3 258,1	3 521,4	3 814,0
Commerce de gros et de détail	977,3	1 065,5	1 148,2
Transports, Entrepôts et Communications	508,1	560,8	616,6
Autres services marchands (***)	945,6	1 012,7	1 088,3
Droits et taxes à l'importation et TVA	827,2	882,4	960,9
Services non marchands	1 029,9	1 117,3	1 215,2
Importation de biens et services	3 648,7	4 026,0	4 436,6
Ressources = Emplois	13 701,6	14 640,0	15 892,7
Consommation publique	1 588,9	1 715,8	1 848,4
Consommation privée	7 379,4	7 775,5	8 456,3
Formation brute du capital fixe	1 996,9	2 140,6	2 266,7
Variation des stocks	-254,1	62,2	-88,9
Exportation de biens et services	2 990,5	2 945,9	3 410,2
Variation du déflateur du PIB (%)	0,5%	2,5%	4,1%
Taux de croissance du PIB nominal (%)	-0,7%	5,6%	7,9%
Taux de croissance réel (%)	-1,2%	3,1%	3,7%
Population (millions)	21,9	22,7	23,6
PIB au prix courant par habitant (milliers de francs CFA)	459,0	466,8	485,3

Source : Institut National de la Statistique.

NIGER - TABLEAU RESSOURCES-EMPLOIS DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

	2020	2021	2022
	Milliards de francs CFA		
PIB au prix du marché	7 907,4	8 290,8	9 084,9
PIB marchand	7 039,1	7 360,2	8 034,8
Secteur primaire	3 036,0	3 012,6	3 326,1
Agriculture, Elevage, Sylviculture, Forêt, Pêche	3 036,0	3 012,6	3 326,1
Secteur secondaire	1 593,8	1 681,1	1 787,8
Industries extractives	518,6	511,5	527,1
Industries manufacturières	603,9	643,2	686,6
Electricité, Gaz, Eau	130,1	141,8	153,3
Bâtiment, Travaux Publics	341,2	384,6	420,9
Secteur tertiaire	2 409,4	2 666,5	2 920,9
Commerce de gros et de détail	966,7	1 049,0	1 176,2
Transports, Entrepôts et Communications	366,0	398,2	427,7
Autres services marchands	658,3	691,4	721,7
Droits et taxes à l'importation et TVA	418,4	527,9	595,3
Services non marchands	868,3	930,6	1 050,1
Importation de biens et services	2 039,2	2 235,0	2 655,4
Ressources = Emplois	9 946,6	10 525,8	11 740,3
Consommation publique	1 306,3	1 407,9	1 541,9
Consommation privée	5 368,9	5 608,0	5 952,9
Formation brute du capital fixe	2 501,1	2 683,4	3 278,1
Variation des stocks	0,0	0,0	0,0
Exportation de biens et services	770,4	826,5	967,4
Variation du déflateur du PIB (%)	0,9%	3,4%	2,3%
Taux de croissance du PIB nominal (%)	4,5%	4,9%	9,6%
Taux de croissance réel (%)	3,6%	1,4%	7,1%
Population (millions)	23,3	24,2	25,1
PIB au prix courant par habitant (milliers de francs CFA)	339,7	342,8	361,6

Source : Institut National de la Statistique.

SENEGAL - TABLEAU RESSOURCES-EMPLOIS DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

	2020	2021	2022
	Milliards de francs CFA		
PIB au prix du marché	14 101,0	15 319,1	16 867,3
PIB marchand	12 411,4	14 443,1	15 924,6
Secteur primaire	2 286,1	2 347,5	2 637,7
Agriculture, Elevage, Sylviculture, Forêt, Pêche	2 286,1	2 347,5	2 637,7
Secteur secondaire	3 275,0	3 778,6	4 074,1
Industries extractives	595,2	762,9	758,8
Industries manufacturières	2 016,0	2 261,3	2 476,7
Electricité, Gaz, Eau	298,7	316,5	352,0
Bâtiment, Travaux Publics	365,2	437,8	486,6
Secteur tertiaire	6 850,4	8 317,1	9 212,9
Commerce de gros et de détail	1 736,3	2 026,5	2 262,9
Transports, Entrepôts et Communications	1 009,8	1 095,2	1 206,7
Autres services marchands (***)	2 649,5	3 600,1	3 896,8
Droits et taxes à l'importation et TVA	1 454,8	1 595,3	1 846,4
Services non marchands	1 689,5	876,0	942,7
Importation de biens et services	5 540,9	6 787,7	8 179,7
Ressources = Emplois	19 641,9	22 106,8	25 047,0
Consommation publique	2 073,0	2 234,8	2 523,5
Consommation privée	9 697,2	10 531,5	11 702,0
Formation brute du capital fixe	4 155,2	4 804,8	5 590,3
Variation des stocks	802,4	955,2	937,6
Exportation de biens et services	2 914,1	3 580,6	4 293,7
Variation du déflateur du PIB (%)	1,5%	2,4%	5,0%
Taux de croissance du PIB nominal (%)	2,8%	8,6%	10,1%
Taux de croissance réel (%)	1,3%	6,1%	4,8%
Population (millions)	15,3	15,6	15,9
PIB au prix courant par habitant (milliers de francs CFA)	923,8	982,4	1 059,0

Source : Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie.

TOGO - TABLEAU RESSOURCES-EMPLOIS DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

	2020	2021	2022
	Milliards de francs CFA		
PIB au prix du marché	4 253,2	4 621,5	5 068,9
PIB marchand	3 701,0	4 041,1	4 436,0
Secteur primaire	803,6	856,9	928,8
Agriculture, Elevage, Sylviculture, Forêt, Pêche	803,6	856,9	928,8
Secteur secondaire	861,7	938,8	1 038,6
Industries extractives	49,3	51,3	58,7
Industries manufacturières	544,7	589,4	651,8
Electricité, Gaz, Eau	162,0	179,7	195,9
Bâtiment, Travaux Publics	105,8	118,3	132,2
Secteur tertiaire	2 035,6	2 245,4	2 468,6
Commerce de gros et de détail	234,2	253,0	283,6
Transports, Entrepôts et Communications	573,2	634,9	711,5
Autres services marchands	826,8	892,8	974,1
Droits et taxes à l'importation et TVA	401,5	464,8	499,4
Services non marchands	552,2	580,4	632,9
Importation de biens et services	1 375,2	1 469,7	1 573,2
Ressources = Emplois	5 628,4	6 091,2	6 642,1
Consommation publique	563,4	590,2	660,2
Consommation privée	3 165,9	3 526,0	3 702,8
Formation brute du capital fixe	908,3	919,3	1 193,6
Variation des stocks	0,0	0,0	0,0
Exportation de biens et services	990,9	1 055,7	1 085,5
Variation du déflateur du PIB (%)	1,8%	2,5%	3,7%
Taux de croissance du PIB nominal (%)	3,8%	8,7%	9,7%
Taux de croissance réel (%)	2,0%	6,0%	5,8%
Population (millions)	7,8	7,98	8,2
PIB au prix courant par habitant (milliers de francs CFA)	545,6	579,4	621,2

Source : Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques

SOMMAIRE

SIGLES ET ABREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER 1

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE 27

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 39

GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE 61

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Position nette des Etats de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Productions minières	A12
Prix à la production des cultures d'exportation	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des Etats	A15 à A23
Balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des sites de la BCEAO	A59 à A63

UMOA - PRODUCTION DES PRINCIPALES CULTURES D'EXPORTATION

	2020	2021	2022
	Tonnes		
BENIN			
Arachides	172 641	177 876	185 409
Coton graine	731 057	780 000	844 078
Karité			
Régimes de palme			
Palmistes	10 634	11 640	12 196
Noix de cajou	137 926	150 602	166 970
Ananas	362 964	375 901	406 220
BURKINA			
Arachides	647 671	490 231	500 462
Coton graine	696 636	521 063	483 871
Karité	639 340	563 342	641 830
Sésame	293 462	258 579	294 605
Noix de cajou	62 182	87 988	93 971
COTE D'IVOIRE			
Café	82 388	61 312	105 000
Cacao	2 172 736	2 228 422	2 100 000
Coton graine	506 400	559 483	539 600
Régimes de palme			
Palmistes			
Caoutchouc	949 276	1 100 386	1 347 900
Canne à sucre	208 515	210 802	221 171
Tabac			
Bananes(2)	508 198	538 917	565 424
Ananas(2)	39 886	42 297	72 900
Bois en grume(1)			
Bois débité(1)			
Noix de cajou	848 700	968 676	1 038 500
Arachides	227 571	233 890	235 761
GUINEE-BISSAU			
Arachides	115 588	121 014	133 589
Noix de cajou	190 000	207 100	230 088
Palmistes	2 606	2 841	2 983
Coton graine	3 214	3 413	3 649
MALI			
Arachides	490 691	367 822	448 854
Coton graine	156 399	741 184	526 000
Karité			
Tabac			
NIGER			
Arachides	599 969	518 780	558 674
Coton graine			
Haricot et niébé	2 629 772	1 656 054	1 768 666
SENEGAL			
Arachides	1 797 486	1 677 804	1 806 995
Coton graine	19 571	21 381	23 027
Tomate industrielle			
TOGO			
Café	23 713	23 000	24 035
Cacao	17 084	15 700	16 454
Coton graine	40 898,0	30 315,0	50 544
Arachides	43 407	44 367	46 629
Karité			
Régimes de palme			
Palmistes	-	-	-
UMOA			
Cacao	2 187 766	2 244 204	2 116 729
Café	104 394	84 418	129 492
Coton graine	2 181 440	2 676 987	2 472 226
Régimes de palme			
Palmistes	82 789	86 811	91 848
Karité	639 340	563 342	641 830
Sésame	293 462	258 579	294 605
Arachides	4 095 024	3 631 784	3 916 773
Caoutchouc	949 276	1 100 386	1 347 900
Tabac			
Bananes(2)	508 198	538 917	565 424
Ananas	402 851	418 198	479 120
Bois en grume(1)			
Bois débité(1)			
Canne à sucre	208 515	210 802	221 171
Tomate industrielle			
Noix de cajou	1 238 808	1 414 366	1 529 529
Haricot et niébé	3 220 874	2 243 709	2 363 007

(1) : Milliers de m3.

(2) : Exportations.

Sources : Organismes nationaux de commercialisation.

UMOA - PRODUCTION DES PRINCIPALES CULTURES VIVIERES

	2020	2021	2022 (*)
	Milliers de tonnes		
BENIN			
Maïs	1 611,6	1 628,1	1 717,9
Mil et sorgho	175,5	156,5	172,9
Riz paddy	411,6	519,7	616,1
Igname	3 150,2	3 203,2	3 319,9
Manioc	4 161,7	4 219,0	4 418,2
Haricot et niébé	134,9	136,6	138,8
Autres	973,6	1 044,5	1 136,1
BURKINA			
Maïs	1 920,1	1 853,5	1 732,5
Mil et sorgho	2 796,8	2 349,1	2 740,1
Riz paddy	451,4	451,0	434,3
Fonio	10,8	7,6	8,6
Autres	967,9	765,2	964,0
COTE D'IVOIRE			
Maïs	1 175,7	1 139,6	1 173,7
Riz paddy	1 481,2	1 659,0	1 708,8
Mil et sorgho	141,7	137,6	141,7
Igname	7 654,6	7 589,8	7 650,5
Manioc	6 443,6	6 302,3	6 352,8
Banane plantain	2 082,8	2 030,6	2 046,8
Autres	510,9	505,8	509,9
GUINEE-BISSAU			
Riz paddy	198,1	213,9	223,5
Maïs	13,5	17,0	20,3
Mil et sorgho	44,6	47,7	55,5
Patate douce	35,4	45,1	49,7
Manioc	53,8	49,3	47,2
Autres	2,6	2,9	3,0
MALI			
Maïs	3 516,9	3 603,0	3 904,7
Mil et sorgho	3 743,9	2 727,3	3 448,1
Riz paddy	3 010,0	2 420,2	2 864,7
Manioc	639,7	167,9	267,9
Igname	109,6	142,7	152,7
Patate	530,0	731,4	609,6
Haricot/Niébé	480,4	263,8	298,3
Autres	377,0	304,9	413,2
NIGER			
Maïs	6,4	5,7	9,4
Mil et sorgho	5 641,2	3 353,9	5 540,7
Riz paddy	115,1	134,1	221,5
Haricot et niébé	2 629,8	1 656,1	1 768,7
Autres	413,2	297,0	317,2
SENEGAL			
Maïs	761,9	754,6	792,4
Mil et sorgho	1 522,2	1 392,3	1 462,0
Riz paddy	1 349,7	1 326,8	1 393,1
Manioc	1 346,5	1 328,9	1 431,2
Haricot et niébé	253,9	239,2	241,6
Pastèques	1 677,5	1 611,2	1 627,3
Autres	1 616,3	1 698,0	1 715,0
TOGO			
Maïs	885,0	929,0	977,3
Mil et sorgho	306,3	304,6	317,9
Riz paddy	159,9	165,5	171,8
Igname	940,9	960,4	1 008,5
Manioc	1 158,0	1 204,2	1 258,4
Haricot et niébé	202,3	211,9	226,5
Autres	2 006,1	2 292,3	2 488,7
UMOA			
Maïs	9 891,1	9 930,5	10 328,2
Mil et sorgho	14 372,2	10 469,2	13 878,8
Riz paddy	7 177,0	6 890,2	7 633,8
Fonio	10,8	7,6	8,6
Igname	11 855,4	11 896,1	12 131,6
Manioc	13 803,2	13 271,6	13 775,6
Patate douce	565,4	776,5	659,3
Banane plantain	2 082,8	2 030,6	2 046,8
Haricot et niébé	3 701,3	2 507,5	2 673,8
Pastèques	1 677,5	1 611,2	1 627,3
Autres	6 867,5	6 910,7	7 547,1
Total	72 004,1	66 301,7	72 310,9

Sources : Ministères de l'agriculture des Etats.

(*) Estimations

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER 1

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE 27

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER,
STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 39GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS
DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE 61

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union A1

Position nette des Etats de l'Union vis-à-vis du Fonds
Monétaire International A2 à A4

Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB) A5 à A9

Production des principales cultures d'exportation A10

Production des principales cultures vivrières A11

Productions minières A12

Prix à la production des cultures d'exportation A13

Indice harmonisé des prix à la consommation A14

Tableaux des opérations financières des Etats A15 à A23

Balance des paiements A24 à A28

Agrégats de monnaie A29 à A33

Situation résumée de la Banque Centrale A34 à A38

Situation résumée des Banques A39 à A43

Créances nettes sur l'administration centrale A44 à A48

Utilisations déclarées aux Centrales des risques A49 à A57

Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO A58

Adresses des sites de la BCEAO A59 à A63

UMOA - PRODUCTIONS MINIERES

Périodes	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire		Mali		Niger			Sénégal			Togo	
	Pétrole	Or	Pétrole	Or	Or	Or	Uranium	Pétrole	Phosphates de calcium	Or	Sel marin	Phosphates de calcium	Clinker	
	barils	kg	Milliers de barils	kg	kg	kg	tonnes	Milliers de barils	tonnes	kg	tonnes	tonnes	tonnes	
PRODUCTION									(*)					
1991	1 352 700	2 926	73 050	3 137	4 597		2 777		1 740 500		100 000	2 964 702		
1992	933 300	2 404	69 371	3 765	5 467		2 966		2 283 501		95 000	2 030 702		
1993	1 061 900	2 140	63 035	1 907	5 939		2 851		1 667 000		85 000	1 800 000		
1994	884 577	1 640		1 872	4 599		2 956		1 587 350		87 600	2 121 489		
1995	653 615	1 900	2 294	2 008	6 291		2 974		1 483 700		110 000	2 591 213		
1996	552 144	1 384	5 815	2 054	6 584		3 322		1 376 807		100 000	2 730 869		
1997	456 127	1 365	5 266	2 496	18 521		3 499		1 584 405		110 000	2 631 353		
1998	355 900	1 600	3 806	2 009	21 156		3 516		1 514 897		137 197	2 253 411		
1999		1 800	3 547	2 967	25 265		2 948		1 797 150		145 000	1 714 530		
2000		1 000	2 578	3 444	28 278		2 896		1 846 306		124 000	1 370 136		
2001		339	2 099	3 672	53 658		2 917		1 708 000		141 000	1 066 581		
2002		624	5 297	3 570	66 068		3 024		1 547 000		183 000	1 280 609	943 700	
2003		780	7 506	1 313	51 598		3 149		1 761 924		159 223	1 471 328	1 650 928	
2004		1 008	7 952	1 272	41 585	1 531	3 089		1 753 833		174 000	1 115 180	1 553 534	
2005		1 257	14 566	1 638	49 058	5 326	3 000		1 689 040		156 138	1 020 868	1 675 779	
2006		1 010	22 194	1 327	58 382	2 627	3 432		766 771		198 561	1 171 261	1 307 265	
2007		1 579	17 503	1 466	52 753	2 615	3 155		747 614		212 394	750 059	1 162 339	
2008		6 270	16 520	2 884	52 753	2 375	3 072		625 842		240 576	842 508	915 172	
2009		13 274	18 542	7 055	48 533	1 929	3 242		903 000	4 975	222 297	725 547	1 050 198	
2010		24 435	14 562	5 080	42 033	1 989	4 198		1 055 075	3 800	231 625	695 150	1 059 972	
2011		33 173	12 391	12 357	42 038	1 872	4 159		1 283 000	3 200	216 587	868 616	1 200 551	
2012		30 205	10 770	12 164	46 273	1 581	4 770	4 639	1 380 000	6 200	237 385	1 110 416	1 167 564	
2013		33 500	9 141	15 516	46 997	1 016	4 259	6 536	881 453	6 500	238 888	1 213 657	911 030	
2014		36 283	6 902	18 600	45 869	673	3 992	6 256	752 245	6 700	249 224	1 108 820	837 250	
2015		36 451	10 735	23 540	46 503	1 206	4 115	5 459	1 006 000	5 600	268 176	1 150 194	1 565 646	
2016		38 530	15 426	25 055	46 938	881	3 495	6 014	1 466 000	6 200	262 914	843 466	2 047 779	
2017		46 392	12 441	25 396	49 622	843	3 485	6 665	1 575 416	7 400	268 160	732 503	2 117 652	
2018		52 354	11 785	24 457	60 893	22	2 911	6 065	1 782 000	14 810	264 744	1 020 121	2 060 177	
2019		50 302	13 194	32 568	71 190	311	2 981	6 607	1 701 000	16 070	286 103	703 573	2 224 259	
2020		62 138	10 642	38 523	71 238	134	2 991	6 273	1 649 000	16 237	290 873	1 321 345	2 322 406	
2021		66 858	9 909	40 000	69 460	407	2 285	6 402	1 618 000	19 120	280 599	1 456 368	2 266 241	
2022		62 653	9 362	43 000	70 130	429	2 409	6 747	1 568 651	18 537	272 041	1 541 772	1 873 606	
VENTES														
1991	1 366 600	835	73 050	1 245			2 945		1 304 030		71 373	3 046 599		
1992	979 700		69 371	1 776			2 841		1 185 553		67 688	2 081 436		
1993	1 085 100	2 140	63 035	1 907			3 748		959 354		68 535	1 567 391		
1994	971 115	1 640		1 872			2 787		603 136		105 425	2 181 489		
1995	664 419	1 900	2 294	2 008	6 291		3 116		857 884		88 713	2 906 900		
1996	569 235	1 384	6 934	2 054	6 584		2 970		836 410		81 481	2 633 725		
1997	408 527	1 365	5 366	2 485	16 323		3 921		615 063		131 495	2 686 640		
1998	419 900	1 600	3 385	1 995	20 589		3 627		373 463		126 024	2 242 641		
1999		1 800	3 183	2 967	25 265		2 960		657 325		107 508	1 616 751		
2000		1 000	2 490	3 444	28 278		3 040		513 900		119 914	1 219 859		
2001		339	2 126	3 672	53 658		2 960		510 409		146 287	1 304 177		
2002		624	4 417	3 570	66 068		2 960		486 000		157 263	1 327 710		
2003		780	6 910	1 313	51 598		2 830		203 900		149 400	1 355 986	1 653 632	
2004		1 008	7 526	1 272	41 585	611	3 048		197 900		149 000	1 235 642	1 585 143	
2005		1 257	9 601	1 638	49 058	2 961	3 590		174 400		114 500	1 047 893	1 528 483	
2006		1 010	22 482	1 452	58 382	2 627	3 160		177 900		171 700	1 173 260	1 280 567	
2007		1 579	15 135	1 478	52 753	2 615	3 551		181 600		173 700	737 166	1 068 423	
2008		6 270	17 811	3 087	52 753	2 375	3 129		209 100		195 700	686 472	533 752	
2009		13 274	19 882	7 992	48 533	1 929	3 200		208 090	4 975	184 851	681 127	1 129 620	
2010		24 435	14 861	5 419	42 033	1 989	4 200		198 428	3 800	190 188	857 772	1 060 864	
2011		33 173	12 840	13 114	42 038	1 872	4 171		189 338	3 200	183 858	894 341	1 068 740	
2012		30 205	11 608	13 120	46 273	1 581	4 690		177 329	6 200	202 980	1 033 390	1 140 300	
2013		33 500	9 009	17 291	48 092	1 016	4 230		163 930	6 500	190 940	1 142 692	987 767	
2014		36 283	6 481	19 141	45 869	673	3 992		155 720	6 700	205 782	1 182 043	846 251	
2015		36 451	10 648	22 295	46 503	1 206	4 026		293 882	5 600	202 318	939 025	1 594 600	
2016		38 530	15 426	25 055	46 938	881	2 984		158 045	6 200	204 858	845 900	2 062 900	
2017		46 392	12 441	25 396	49 622	843	3 562		115 580	14 810	112 704	794 000	2 061 400	
2018		52 354	11 785	24 457	60 893	586	2 879		114 230	16 070	204 471	1 045 433	2 023 146	
2019		50 302	13 194	32 568	71 190	583	2 923		125 555	17 227	237 641	825 139	2 241 243	
2020		62 138	10 642	38 523	71 238	133	2 904		135 689	16 237	257 723	1 332 101	2 490 611	
2021		66 858	9 909	40 000	69 460	407	2 285		133 138	19 120	274 780	1 386 811	2 245 049	
2022		62 653	9 362	43 000	70 130	429	2 409		129 077	18 537	266 399	1 583 180	2 043 678	

Sources : Ministère des Mines - Sociétés minières.

UMOA - PRIX A LA PRODUCTION DES CULTURES D'EXPORTATION (FCFA)

	2019/2020	2020/2021	2021/2022	2022/2023
BENIN				
Arachide en coque	-	-	-	-
Café	-	-	-	-
Coton graine	265	265	265	300
Régimes de palme	-	-	-	-
Palmistes	-	-	-	-
Noix de cajou		325	300	-
BURKINA				
Arachide décortiquée	-	-	-	-
Coton graine	274	270	297	332
COTE D'IVOIRE				
Cacao	825	1 000	825	900
Café	700	550	700	750
Coton graine	300	300	300	310
Régimes de palme	-	-	-	-
Noix de cajou	375	400	305	315
Caoutchouc	275			-
GUINEE-BISSAU				
Arachide	-	-	-	-
Noix de cajou	500	375	360	380
Palmistes	-	-	-	-
Coton	-	-	-	-
MALI				
Arachide en coque	-	-	-	-
Coton graine	275	200	280	285
NIGER				
Arachide en coque	-	-	-	-
Coton graine	-	-	-	-
SENEGAL				
Arachide en coque	210	-	-	-
Coton graine	-	-	-	-
TOGO				
Arachide décortiquée				
Cacao	1 050	900	900	925
Café	600	600	600	630
Coton graine	265	272	276	275
Palmistes	-			

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER 1

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE 27

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER,
STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 39GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS
DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE 61

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Position nette des Etats de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Productions minières	A12
Prix à la production des cultures d'exportation	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des Etats	A15 à A23
Balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des sites de la BCEAO	A59 à A63

UMOA - INDICE HARMONISE DES PRIX A LA CONSOMMATION

Base 100=2014

	2020	2021	2022
BENIN			
1 ^{er} trimestre	103,6	102,6	106,8
2 ^e trimestre	104,3	106,6	106,2
3 ^e trimestre	104,9	107,3	106,3
4 ^e trimestre	104,0	107,4	110,3
Année	104,2	106,0	107,4
BURKINA FASO			
1 ^{er} trimestre	101,8	104,3	114,9
2 ^e trimestre	103,7	107,3	124,6
3 ^e trimestre	105,5	109,3	128,5
4 ^e trimestre	105,6	111,8	125,5
Année	104,2	108,2	123,4
COTE D'IVOIRE			
1 ^{er} trimestre	105,6	108,7	114,0
2 ^e trimestre	106,8	110,9	115,7
3 ^e trimestre	106,3	111,2	117,8
4 ^e trimestre	106,8	112,3	118,7
Année	106,4	110,8	116,5
GUINEE-BISSAU			
1 ^{er} trimestre	105,3	106,6	113,7
2 ^e trimestre	106,6	108,2	116,2
3 ^e trimestre	106,5	111,6	120,8
4 ^e trimestre	106,6	112,5	122,9
Année	106,3	109,7	118,4
MALI			
1 ^{er} trimestre	99,9	101,6	109,9
2 ^e trimestre	99,4	104,1	114,0
3 ^e trimestre	103,0	105,8	118,9
4 ^e trimestre	102,8	109,3	118,7
Année	101,3	105,2	115,4
NIGER			
1 ^{er} trimestre	101,9	106,1	111,5
2 ^e trimestre	104,2	107,7	113,2
3 ^e trimestre	107,0	110,9	114,7
4 ^e trimestre	104,7	109,2	112,7
Année	104,4	108,4	113,0
SENEGAL			
1 ^{er} trimestre	105,7	107,1	113,6
2 ^e trimestre	106,3	107,5	115,9
3 ^e trimestre	108,5	111,7	124,4
4 ^e trimestre	109,1	112,7	127,7
Année	107,4	109,7	120,4
TOGO			
1 ^{er} trimestre	105,5	107,2	116,1
2 ^e trimestre	106,3	111,0	119,2
3 ^e trimestre	106,0	112,8	120,7
4 ^e trimestre	106,2	112,3	121,2
Année	106,0	110,8	119,3
UEMOA			
1 ^{er} trimestre	103,7	106,0	112,8
2 ^e trimestre	104,8	108,3	115,8
3 ^e trimestre	106,0	110,0	119,3
4 ^e trimestre	105,9	111,2	119,8
Année	105,1	108,9	116,9

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique.

UEMOA : TABLEAU CONSOLIDE DES OPERATIONS FINANCIERES DES ETATS
(en milliards de FCFA)

	2020	2021	2022(*)
1- RECETTES ET DONNS	15 820,4	17 631,4	19 360,7
1.1 RECETTES BUDGETAIRES	14 051,1	16 155,1	17 645,8
Recettes fiscales	11 767,7	13 613,5	15 041,1
Recettes non fiscales	1 626,4	1 772,1	1 670,0
Autres recettes non classées	657,0	769,5	934,7
1.2 DONNS	1 769,2	1 476,3	1 714,9
Dons-projets	956,9	1 067,7	1 229,7
Appuis Budgétaires	812,3	408,6	485,2
2 - DEPENSES ET PRÊTS NETS	21 007,3	23 066,7	26 332,3
2.1 DEPENSES TOTALES	20 975,9	23 030,2	26 288,9
2.1.1 DEPENSES COURANTES	13 396,0	14 503,6	15 881,6
Traitements et salaires	5 151,2	5 498,3	6 087,4
Autres dépenses de fonctionnement dont subventions et autres transferts	6 655,8	7 140,5	7 618,4
Intérêts dus	3 858,7	3 493,9	4 288,9
Intérêts sur dette intérieure	1 589,1	1 864,8	2 175,8
Intérêts sur dette extérieure	771,5	963,4	1 160,2
2.1.2 DEPENSES EN CAPITAL	6 705,4	7 501,7	9 289,5
Sur ressources intérieures	3 908,7	4 222,6	5 106,3
Sur ressources extérieures	2 796,6	3 279,2	4 183,3
2.1.3 AUTRES DEPENSES NON CLASSEES (fonds spéciaux & fonds annexes)	874,5	1 024,8	1 117,8
2.2 PRÊTS NETS	31,4	36,5	43,5
3 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (hors dons)	-6 956,1	-6 911,7	-8 686,6
4 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (y compris dons)	-5 186,7	-5 435,5	-6 971,7
5 - AJUSTEMENT BASE CAISSE	51,7	144,7	-15,7
6 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (hors dons)	-6 904,3	-6 767,2	-8 702,3
7 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (y compris dons)	-5 135,1	-5 290,8	-6 987,5

Sources : FMI, Services nationaux, BCEAO.

(*) Provisoire.

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER 1

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE 27

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER,
STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 39GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS
DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE 61

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Position nette des Etats de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Productions minières	A12
Prix à la production des cultures d'exportation	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des Etats	A15 à A23
Balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des sites de la BCEAO	A59 à A63

BENIN : TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT (en milliards de francs CFA)

	2020	2021	2022(*)
1- RECETTES ET DONNS	1 294,3	1 387,7	1 509,2
1.1 RECETTES BUDGETAIRES	1 142,1	1 295,7	1 454,6
Recettes fiscales	947,9	1 082,3	1 241,5
Recettes non fiscales	194,2	213,4	213,1
Autres recettes non classées			
1.2 DONNS	152,2	92,0	54,6
Dons-projets	46,9	54,6	54,6
Appuis Budgétaires	105,3	37,4	0,0
2 - DEPENSES ET PRÊTS NETS	1 719,8	1 949,4	2 114,5
2.1 DEPENSES TOTALES	1 718,0	1 947,7	2 114,5
2.1.1 DEPENSES COURANTES	1 095,6	1 145,0	1 246,7
Traitements et salaires	416,5	407,8	468,0
Autres dépenses de fonctionnement	502,8	517,3	578,8
dont subventions et autres transferts	325,9	349,7	423,0
Intérêts dus	176,3	219,9	199,9
Intérêts sur dette intérieure	105,7	153,1	86,8
Intérêts sur dette extérieure	70,6	66,8	113,1
2.1.2 DEPENSES EN CAPITAL	622,4	802,7	867,8
Sur ressources intérieures	356,4	519,0	534,6
Sur ressources extérieures	266,0	283,7	333,2
2.1.3 AUTRES DEPENSES NON CLASSEES (fonds spéciaux & fonds annexes)			
2.2 PRÊTS NETS	1,8	1,7	0,0
3 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (hors dons)	-577,7	-653,7	-659,9
4 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (y compris dons)	-425,5	-561,7	-605,3
5 - AJUSTEMENT BASE CAISSE	48,7	15,3	-10,0
6 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (hors dons)	-529,0	-638,4	-669,9
7 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (y compris dons)	-376,8	-546,4	-615,3

Sources : FMI, Services nationaux, BCEAO.

(*) Provisoire.

BURKINA : TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT (en milliards de francs CFA)

	2020	2021	2022(*)
1- RECETTES ET DONNS	1 975,4	2 206,0	2 551,9
1.1 RECETTES BUDGETAIRES	1 659,4	1 928,8	2 288,3
Recettes fiscales	1 377,0	1 705,8	2 052,4
Recettes non fiscales	282,4	223,0	235,8
Autres recettes non classées			
1.2 DONNS	316,0	277,2	263,7
Dons-projets	156,3	196,3	203,4
Appuis budgétaires	159,7	80,9	60,3
2 - DEPENSES ET PRÊTS NETS	2 499,8	2 842,4	3 548,1
2.1 DEPENSES TOTALES	2 504,2	2 842,4	3 557,6
2.1.1 DEPENSES COURANTES	1 724,2	1 914,3	2 280,4
Traitements et salaires	897,2	942,6	1 009,1
Autres dépenses de fonctionnement	686,5	771,9	1 041,6
dont subventions et autres transferts	510,2	437,2	831,5
Intérêts dus	140,5	199,8	229,6
Intérêts sur dette intérieure	117,0	171,2	196,3
Intérêts sur dette extérieure	23,5	28,6	33,3
2.1.2 DEPENSES EN CAPITAL	780,0	928,1	1 277,2
Sur ressources intérieures	432,9	486,8	875,4
Sur ressources extérieures	347,1	441,3	401,9
2.1.3 AUTRES DEPENSES NON CLASSEES (fonds spéciaux & fonds annexes)			
2.2 PRÊTS NETS	-4,4	0,0	-9,5
3 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (hors dons)	-840,4	-913,6	-1 259,8
4 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (y compris dons)	-524,4	-636,4	-996,2
5 - AJUSTEMENT BASE CAISSE	-8,2	7,8	182,1
6 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (hors dons)	-848,6	-905,8	-1 077,7
7 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (y compris dons)	-532,6	-628,6	-814,1

Sources : FMI, Services nationaux, BCEAO.

(*) Provisoire.

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER 1

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE 27

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER,
STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 39GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS
DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE 61

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Position nette des Etats de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Productions minières	A12
Prix à la production des cultures d'exportation	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des Etats	A15 à A23
Balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des sites de la BCEAO	A59 à A63

COTE D'IVOIRE : TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT (en milliards de francs CFA)

	2020	2021	2022(*)
1- RECETTES ET DONS	5 289,3	6 140,2	6 427,6
1.1 RECETTES BUDGETAIRES	5 096,0	5 955,6	6 132,1
Recettes fiscales	4 149,2	4 887,0	5 119,1
Recettes non fiscales	739,9	859,6	791,7
Autres recettes non classées	206,9	209,0	221,3
1.2 DONS	193,3	184,6	295,5
Dons-projets	101,4	92,3	83,1
Appuis budgétaires	91,9	92,3	212,4
2 - DEPENSES ET PRÊTS NETS	7 255,2	8 102,2	9 016,5
2.1 DEPENSES TOTALES	7 255,2	8 102,2	9 016,5
2.1.1 DEPENSES COURANTES	4 912,9	5 439,3	5 711,4
Traitements et salaires	1 828,1	1 859,6	2 027,4
Autres dépenses de fonctionnement	2 420,9	2 795,1	2 708,3
dont subventions et autres transferts	1 026,4	913,7	1 073,9
Intérêts dus	663,9	784,6	975,7
Intérêts sur dette intérieure	273,6	329,6	437,5
Intérêts sur dette extérieure	390,3	455,0	538,2
2.1.2 DEPENSES EN CAPITAL	1 950,1	2 203,4	2 896,4
Sur ressources intérieures	1 274,8	1 271,0	1 347,3
Sur ressources extérieures	675,3	932,4	1 549,1
2.1.3 AUTRES DEPENSES NON CLASSEES (fonds spéciaux & fonds annexes)	392,2	459,5	408,7
2.2 PRÊTS NETS	0,0	0,0	0,0
3 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (hors dons)	-2 159,2	-2 146,6	-2 884,4
4 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (y compris dons)	-1 965,9	-1 962,0	-2 588,9
5 - AJUSTEMENT BASE CAISSE	0,0	0,0	0,0
6 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (hors dons)	-2 159,2	-2 146,6	-2 884,4
7 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (y compris dons)	-1 965,9	-1 962,0	-2 588,9

Sources : FMI, Services nationaux, BCEAO.

(*) Provisoire.

GUINEE-BISSAU : TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT (en milliards de francs CFA)

	2020	2021	2022(*)
1- RECETTES ET DONS	134,4	144,6	170,1
1.1 RECETTES BUDGETAIRES	99,8	108,2	129,6
Recettes fiscales	67,8	92,4	102,1
Recettes non fiscales	32,0	15,8	27,5
Autres recettes non classées	0,0	0,0	0,0
1.2 DONS	34,6	36,4	40,5
Dons-projets	23,6	33,5	35,6
Appuis budgétaires	11,0	2,9	4,9
2 - DEPENSES ET PRETS NETS	219,7	219,6	230,0
2.1 DEPENSES TOTALES	219,7	219,6	230,0
2.1.1 DEPENSES COURANTES	148,7	155,0	157,9
Traitements et salaires	52,9	57,9	67,3
Autres dépenses de fonctionnement	83,3	83,2	76,3
dont subventions et autres transferts	27,3	32,6	25,8
Intérêts dus	12,5	13,9	14,3
Intérêts sur dette intérieure	6,8	8,0	12,7
Intérêts sur dette extérieure	5,7	5,9	1,6
2.1.2 DEPENSES EN CAPITAL	71,0	64,6	72,1
Sur ressources intérieures	9,9	7,1	15,8
Sur ressources extérieures	61,1	57,5	56,3
2.1.3 AUTRES DEPENSES NON CLASSEES (fonds spéciaux & fonds annexes)			
2.2 PRÊTS NETS			
3 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (hors dons)	-119,9	-111,4	-100,4
4 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (y compris dons)	-85,3	-75,0	-59,9
5 - AJUSTEMENT BASE CAISSE	-0,6	-9,1	-5,9
6 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (hors dons)	-120,5	-120,5	-106,3
7 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (y compris dons)	-85,9	-84,1	-65,8

Sources : FMI, Services nationaux, BCEAO.

(*) Provisoire.

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER 1

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE 27

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER,
STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 39GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS
DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE 61

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Position nette des Etats de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Productions minières	A12
Prix à la production des cultures d'exportation	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des Etats	A15 à A23
Balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des sites de la BCEAO	A59 à A63

MALI : TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT (en milliards de francs CFA)

	2020	2021	2022(*)
1- RECETTES ET DONNS	2 072,3	2 347,6	2 477,8
1.1 RECETTES BUDGETAIRES	1 958,9	2 281,2	2 452,6
Recettes fiscales	1 442,4	1 641,2	1 670,9
Recettes non fiscales	66,3	94,1	84,5
Autres recettes non classées	450,2	545,9	697,2
1.2 DONNS	113,4	66,4	25,2
Dons-projets	64,6	48,4	25,2
Appuis budgétaires	48,8	18,0	
2 - DEPENSES ET PRÊTS NETS	3 007,1	3 050,1	3 192,6
2.1 DEPENSES TOTALES	3 014,1	3 055,2	3 197,5
2.1.1 DEPENSES COURANTES	1 951,5	1 868,5	1 922,1
Traitements et salaires	620,0	775,4	904,1
Autres dépenses de fonctionnement	826,0	764,7	732,6
dont subventions et autres transferts	505,5	328,4	285,4
Intérêts dus	123,6	146,7	175,0
Intérêts sur dette intérieure	90,2	108,7	140,1
Intérêts sur dette extérieure	33,4	38,0	34,9
2.1.2 DEPENSES EN CAPITAL	613,8	642,2	593,2
Sur ressources intérieures	468,3	495,2	418,3
Sur ressources extérieures	145,5	147,0	174,9
2.1.3 AUTRES DEPENSES NON CLASSEES (fonds spéciaux & fonds annexes)	448,8	544,5	682,2
2.2 PRÊTS NETS	-7,0	-5,1	-4,9
3 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (hors dons)	-666,5	-587,2	-629,7
4 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (y compris dons)	-553,1	-520,8	-604,5
5 - AJUSTEMENT BASE CAISSE	-10,8	121,9	-182,0
6 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (hors dons)	-677,2	-465,3	-811,7
7 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (y compris dons)	-563,8	-398,9	-786,5

Sources : FMI, Services nationaux, BCEAO.

(*) Provisoire.

NIGER : TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT (en milliards de francs CFA)

	2020	2021	2022(*)
1- RECETTES ET DONNS	1 388,4	1 502,0	1 652,5
1.1 RECETTES BUDGETAIRES	852,4	896,9	1 074,9
Recettes fiscales	760,1	831,2	988,2
Recettes non fiscales	92,3	51,1	70,5
Autres recettes non classées	0,0	14,6	16,2
1.2 DONNS	536,0	605,1	577,6
Dons-projets	372,2	446,2	446,0
Appuis budgétaires	163,8	159,0	131,6
2 - DEPENSES ET PRÊTS NETS	1 810,5	2 006,5	2 286,4
2.1 DEPENSES TOTALES	1 769,4	1 966,5	2 228,5
2.1.1 DEPENSES COURANTES	780,8	868,7	983,3
Traitements et salaires	297,6	317,7	342,2
Autres dépenses de fonctionnement	400,5	457,4	534,9
dont subventions et autres transferts	268,8	322,6	385,0
Intérêts dus	82,7	93,6	106,2
Intérêts sur dette intérieure	54,3	55,7	69,6
Intérêts sur dette extérieure	28,4	37,9	36,6
2.1.2 DEPENSES EN CAPITAL	956,2	1 079,3	1 218,2
Sur ressources intérieures	398,5	450,9	560,2
Sur ressources extérieures	557,7	628,4	658,0
2.1.3 AUTRES DEPENSES NON CLASSEES (fonds spéciaux & fonds annexes)	32,4	18,5	27,0
2.2 PRÊTS NETS	41,1	40,0	57,9
3 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (hors dons)	-958,2	-1 109,8	-1 211,4
4 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (y compris dons)	-422,2	-504,6	-633,8
5 - AJUSTEMENT BASE CAISSE	23,0	52,8	0,0
6 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (hors dons)	-935,2	-1 057,0	-1 211,4
7 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (y compris dons)	-399,2	-451,8	-633,8

Sources : FMI, Services nationaux, BCEAO.

(*) Provisoire.

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER 1

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE 27

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER,
STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 39GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS
DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE 61

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Position nette des Etats de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Productions minières	A12
Prix à la production des cultures d'exportation	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des Etats	A15 à A23
Balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des sites de la BCEAO	A59 à A63

SENEGAL : TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT (en milliards de francs CFA)

	2020	2021	2022(*)
1- RECETTES ET DONNS	2 842,7	2 979,4	3 498,1
1.1 RECETTES BUDGETAIRES	2 518,2	2 848,8	3 232,1
Recettes fiscales	2 368,2	2 594,1	3 052,1
Recettes non fiscales	150,0	254,7	180,0
Autres recettes non classées	0,0	0,0	0,0
1.2 DONNS	324,5	130,6	266,0
Dons-projets	129,8	113,5	220,0
Appuis budgétaires	194,7	17,1	46,0
2 - DEPENSES ET PRÊTS NETS	3 745,8	3 938,7	4 553,2
2.1 DEPENSES TOTALES	3 745,8	3 938,7	4 553,2
2.1.1 DEPENSES COURANTES	2 428,1	2 537,2	2 799,4
Traitements et salaires	804,1	885,8	1 000,0
Autres dépenses de fonctionnement dont subventions et autres transferts	1 334,5	1 344,9	1 449,4
Intérêts dus	289,5	306,5	350,0
Intérêts sur dette intérieure	37,7	52,4	109,5
Intérêts sur dette extérieure	251,8	254,1	240,5
2.1.2 DEPENSES EN CAPITAL	1 317,7	1 401,5	1 753,8
Sur ressources intérieures	758,7	771,7	1 018,8
Sur ressources extérieures	559,0	629,8	735,0
2.1.3 AUTRES DEPENSES NON CLASSEES (fonds spéciaux & fonds annexes)			
2.2 PRÊTS NETS			
3 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (hors dons)	-1 227,5	-1 090,0	-1 321,1
4 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (y compris dons)	-903,0	-959,4	-1 055,1
5 - AJUSTEMENT BASE CAISSE	0,0	0,0	0,0
6 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (hors dons)	-1 227,5	-1 090,0	-1 321,1
7 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (y compris dons)	-903,0	-959,4	-1 055,1

Sources : FMI, Services nationaux, BCEAO.

(*) Provisoire.

TOGO : TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT (en milliards de francs CFA)

	2020	2021	2022(*)
1- RECETTES ET DONNS	823,8	923,9	1 073,4
1.1 RECETTES BUDGETAIRES	724,6	839,9	881,6
Recettes fiscales	655,2	779,6	814,7
Recettes non fiscales	69,4	60,3	66,9
Autres recettes non classées			
1.2 DONNS	99,2	84,0	191,8
Dons-projets	62,0	83,0	161,8
Appuis budgétaires	37,2	1,0	30,0
2 - DEPENSES ET PRÊTS NETS	1 131,3	1 139,4	1 501,6
2.1 DEPENSES TOTALES	1 131,4	1 139,5	1 501,6
2.1.1 DEPENSES COURANTES	736,2	757,4	890,8
Traitements et salaires	234,8	251,5	269,3
Autres dépenses de fonctionnement dont subventions et autres transferts	401,3	406,1	496,4
Intérêts dus	145,6	141,9	200,5
Intérêts sur dette intérieure	100,1	99,8	125,1
Intérêts sur dette extérieure	86,2	84,8	107,6
Intérêts sur dette extérieure	13,9	15,0	17,5
2.1.2 DEPENSES EN CAPITAL	394,2	379,8	610,8
Sur ressources intérieures	209,3	220,7	335,9
Sur ressources extérieures	184,9	159,1	274,9
2.1.3 AUTRES DEPENSES NON CLASSEES (fonds spéciaux & fonds annexes)	1,0	2,3	0,0
2.2 PRÊTS NETS	-0,1	-0,1	0,0
3 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (hors dons)	-406,7	-299,6	-620,0
4 - SOLDE GLOBAL (base engagement) (y compris dons)	-307,5	-215,6	-428,2
5 - AJUSTEMENT BASE CAISSE	-0,4	-44,0	0,0
6 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (hors dons)	-407,1	-343,6	-620,0
7 - SOLDE GLOBAL (base caisse) (y compris dons)	-307,9	-259,6	-428,2

Sources : FMI, Services nationaux, BCEAO.

(*) Provisoire.

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR	X
TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022	XIII
COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO	XXI
VUE D'ENSEMBLE	XXVII
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER	1
MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE	27
EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES	39
GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE	61
ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO	73
COOPERATION INTERNATIONALE	113

ANNEXES 117

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Position nette des Etats de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Productions minières	A12
Prix à la production des cultures d'exportation	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des Etats	A15 à A23
Balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des sites de la BCEAO	A59 à A63

UMOA(1) - EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

	2020	2021	2022(*)
	<i>Milliards de francs CFA</i>		
Compte des transactions courantes	-4 057,8	-5 619,2	-8 484,2
Biens et services	-4 828,2	-6 307,3	-9 636,0
Balance commerciale	-138,8	-863,1	-3 587,7
Exportations	18 310,9	20 722,7	24 140,6
dont coton	833,9	1 080,6	1 681,2
cacao	2 979,9	3 320,7	3 460,5
Or	5 899,3	6 083,1	6 818,4
Pétrole	1 060,7	1 470,7	2 340,5
Importations	-18 449,7	-21 585,8	-27 728,3
Dont Pétrole	-4 295,4	-4 934,1	-8 561,9
Balance des services	-4 689,3	-5 444,2	-6 048,3
Dont fret et assurances	-3 291,6	-3 871,2	-4 603,9
Revenu primaire	-2 375,6	-2 590,5	-2 689,2
Dont intérêts sur la dette	-844,8	-901,3	-1 017,5
Revenu secondaire	3 146,0	3 278,6	3 841,0
- Administrations publiques	1 087,4	771,8	1 151,0
- Autres secteurs	2 058,5	2 506,8	2 690,0
Compte de capital	1 307,4	1 461,5	1 656,2
Solde des comptes des transactions courantes et de capital	-2 750,3	-4 157,7	-6 828,1
Compte financier	-3 162,7	-4 688,8	-3 864,9
Investissement direct	-1 846,1	-2 748,8	-2 824,0
Investissements de portefeuille	95,7	-1 503,3	-31,1
Dérivés financiers	-62,3	132,7	0,8
Autres investissements	-1 350,0	-569,4	-1 010,6
Pour mémoire : financement exceptionnel	154,0	144,2	9,3
Erreurs et omissions nettes	78,4	-5,1	0,0
Ajustement statistique	-378,9	-50,4	-380,1
SOLDE GLOBAL	15,8	475,7	-3 343,2
Réévaluations et autres flux non transactionnels (2)	182,3	133,5	54,5
Variation des avoirs extérieurs nets	-198,0	-609,2	3 288,7

(1) : Agrégation des balances des paiements nationaux

(2) : Rapprochement entre les statistiques monétaires et la BDP, notamment les réévaluations du stock d'or et des DTS et autres variations de volume d'actifs.

Source : BCEAO.

(*) Estimation

BENIN - EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

	2020	2021	2022(*)
	<i>Milliards de francs CFA</i>		
Compte des transactions courantes	-157,3	-406,8	-673,2
Biens et services	-250,2	-439,8	-664,2
Balance commerciale	-69,7	-223,3	-408,0
Exportations	1 720,5	1 904,8	2 212,9
Dont Coton	319,3	404,7	596,2
Importations	-1 790,2	-2 128,1	-2 620,9
Dont Pétrole	-280,6	-277,9	-459,4
Balance des services	-180,5	-216,4	-256,2
Dont fret et assurances	-251,5	-295,7	-364,2
Revenu primaire	-69,7	-71,3	-123,5
Dont intérêts sur la dette	-76,3	-66,8	-113,1
Revenu secondaire	162,6	104,3	114,6
- Administrations publiques	107,6	37,4	41,4
- Autres secteurs	55,0	66,9	73,1
Compte de capital	100,5	116,5	119,5
Solde des comptes des transactions courantes et de capital	-56,8	-290,3	-553,7
Compte financier	-361,8	-887,7	-563,3
Investissement direct	-87,6	-119,1	-149,1
Investissements de portefeuille	-76,4	-710,8	-186,3
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	-197,7	-57,8	-228,0
Pour mémoire : financement exceptionnel	0,0	0,0	0,0
Erreurs et omissions nettes	2,0	0,0	0,0
Solde global	306,9	597,5	9,7

Source : BCEAO.

(*) Estimation

BURKINA - EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

	2020	2021	2022(*)
	<i>Milliards de francs CFA</i>		
Compte des transactions courantes	246,5	335,9	-464,7
Biens et services	150,7	321,7	-463,8
Balance commerciale	649,0	914,7	363,0
Exportations	2 765,0	3 075,1	3 197,5
Dont Coton	150,7	251,4	315,3
Or	2 279,3	2 413,9	2 501,2
Importations	-2 116,0	-2 160,4	-2 834,5
Dont Pétrole	-683,6	-755,5	-1 260,6
Balance des services	-498,3	-593,0	-826,8
Dont fret et assurances	-445,7	-459,8	-603,3
Revenu primaire	-319,9	-344,1	-367,9
Dont intérêts sur la dette	-23,5	-28,6	-33,3
Revenu secondaire	415,6	358,3	367,0
- Administrations publiques	246,2	173,5	235,3
- Autres secteurs	169,5	184,8	131,7
Compte de capital	211,6	252,9	263,3
Solde des comptes des transactions courantes et de capital	458,1	588,8	-201,4
Compte financier	-16,9	-64,3	463,3
Investissement direct	52,7	-61,8	-62,3
Investissements de portefeuille	-105,8	-134,3	-191,3
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	36,2	131,8	716,9
Pour mémoire : financement exceptionnel	9,1	6,6	0,0
Erreurs et omissions nettes	-4,2	0,0	0,0
Solde global	470,8	653,1	-664,7

Source : BCEAO.

(*) Estimation

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER 1

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE 27

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER,
STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 39GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS
DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE 61

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Position nette des Etats de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Productions minières	A12
Prix à la production des cultures d'exportation	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des Etats	A15 à A23
Balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des sites de la BCEAO	A59 à A63

COTE D'IVOIRE - EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

	2020	2021	2022(*)
	Milliards de francs CFA		
Compte des transactions courantes	-1 136,4	-1 593,7	-2 713,4
Biens et services	329,0	22,1	-1 186,2
Balance commerciale	1 761,5	1 693,2	622,7
Exportations	7 194,8	8 495,6	10 198,1
Dont Cacao	2 971,5	3 314,1	3 452,8
Pétrole	597,9	891,4	1 442,4
Or	842,2	949,7	1 123,4
Importations	-5 433,3	-6 802,4	-9 575,4
Dont Pétrole	-1 184,8	-1 335,5	-2 834,0
Balance des services	-1 432,5	-1 671,1	-1 808,9
Dont fret et assurances	-961,7	-1 260,1	-1 408,5
Revenu primaire	-1 062,8	-1 240,7	-1 298,9
Dont intérêts sur la dette	-390,3	-455,0	-538,2
Revenu secondaire	-402,6	-375,1	-228,3
- Administrations publiques	22,6	10,5	157,8
- Autres secteurs	-425,2	-385,7	-386,2
Compte de capital	100,4	91,6	83,3
Solde des comptes des transactions courantes et de capital	-1 036,0	-1 502,2	-2 630,1
Compte financier	-1 641,7	-2 566,5	-2 309,8
Investissement direct	-409,6	-614,0	-716,0
Investissements de portefeuille	-531,7	-751,5	-420,1
Dérivés financiers	0,0	0,8	0,8
Autres investissements	-700,4	-1 201,8	-1 174,5
Pour mémoire : financement exceptionnel	83,7	16,6	0,0
Erreurs et omissions nettes	1,3	2,4	0,0
Solde global	607,0	1 066,6	-320,3

Source : BCEAO.

(*) Estimation

GUINEE-BISSAU - EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

	2020	2021	2022(*)
	Milliards de francs CFA		
Compte des transactions courantes	-22,7	9,4	-118,0
Biens et services	-119,4	-101,6	-207,0
Balance commerciale	-48,8	-27,7	-118,1
Exportations	123,1	166,3	133,0
Dont noix de cajou	109,2	110,3	104,6
Importations	-171,9	-194,0	-251,1
Dont Pétrole	-36,4	-39,5	-65,0
Balance des services	-70,6	-73,9	-88,9
Dont fret et assurances	-36,2	-34,2	-44,3
Revenu primaire	14,5	26,7	16,8
Dont intérêts sur la dette	-5,5	-5,9	-1,6
Revenu secondaire	82,1	84,4	72,2
- Administrations publiques	27,8	24,9	10,5
- Autres secteurs	54,3	59,5	61,7
Compte de capital	9,0	34,6	38,8
Solde des comptes des transactions courantes et de capital	-13,7	44,0	-79,2
Compte financier	-71,5	-29,3	-18,4
Investissement direct	-11,9	-9,9	-13,6
Investissements de portefeuille	-52,2	-50,8	-54,5
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	-7,3	31,4	49,7
Pour mémoire : financement exceptionnel	0,0	-1,9	0,0
Erreurs et omissions nettes	-5,2	0,0	0,0
Solde global	52,6	73,3	-60,8

Source : BCEAO.

(*) Estimation

MALI - EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

	2020	2021	2022(*)
	Milliards de francs CFA		
Compte des transactions courantes	-218,5	-641,9	-641,8
Biens et services	-658,2	-1 080,1	-1 026,5
Balance commerciale	324,6	-143,2	-1,9
Exportations	2 759,4	2 634,1	3 161,6
Dont Coton	162,7	156,8	382,5
Or	2 262,9	2 096,8	2 449,7
Importations	-2 434,8	-2 777,3	-3 163,4
Dont Pétrole	-815,9	-915,3	-1 387,2
Balance des services	-982,8	-936,9	-1 024,6
Dont fret et assurances	-504,8	-609,7	-694,4
Revenu primaire	-425,2	-425,7	-474,0
Dont intérêts sur la dette	-33,4	-38,0	-34,9
Revenu secondaire	864,9	863,9	858,7
- Administrations publiques	372,8	330,1	319,2
- Autres secteurs	492,1	533,8	539,4
Compte de capital	126,5	95,6	122,5
Solde des comptes des transactions courantes et de capital	-92,1	-546,3	-519,2
Compte financier	-510,3	-493,5	-56,5
Investissement direct	-308,3	-144,9	-152,3
Investissements de portefeuille	-191,2	-365,0	-118,8
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	-10,8	16,4	214,7
Pour mémoire : financement exceptionnel	11,8	8,8	9,3
Erreurs et omissions nettes	32,5	0,0	0,0
Solde global	450,8	-52,8	-462,7

Source : BCEAO.

(*) Estimation

NIGER - EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

	2020	2021	2022(*)
	Milliards de francs CFA		
Compte des transactions courantes	-1 045,1	-1 164,0	-1 266,6
Biens et services	-1 268,8	-1 408,4	-1 687,9
Balance commerciale	-747,5	-893,3	-1 097,0
Exportations	642,3	671,9	783,5
Dont uranium	145,5	105,0	93,4
Pétrole	105,4	130,8	224,6
Or	41,8	43,7	55,7
Importations	-1 389,9	-1 565,2	-1 880,5
Dont Pétrole	-88,6	-88,6	-150,1
Balance des services	-521,2	-515,1	-590,9
Dont fret et assurances	-399,5	-407,3	-490,9
Revenu primaire	-119,7	-131,3	-132,7
Dont intérêts sur la dette	-50,1	-37,9	-36,6
Revenu secondaire	343,4	375,7	553,9
- Administrations publiques	191,5	196,3	331,5
- Autres secteurs	151,8	179,4	222,5
Compte de capital	406,0	489,3	494,5
Solde des comptes des transactions courantes et de capital	-639,1	-674,7	-772,1
Compte financier	-563,6	-806,4	-770,7
Investissement direct	-199,0	-308,1	-337,6
Investissements de portefeuille	-9,8	-382,4	17,9
Dérivés financiers	0,0	-0,1	0,0
Autres investissements	-354,9	-115,8	-451,0
Pour mémoire : financement exceptionnel	8,6	23,1	0,0
Erreurs et omissions nettes	-4,5	-7,5	0,0
Solde global	-80,0	124,2	-1,4

Source : BCEAO.

(*) Estimation

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER 1

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE 27

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 39

GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE 61

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Position nette des Etats de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Productions minières	A12
Prix à la production des cultures d'exportation	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des Etats	A15 à A23
Balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des sites de la BCEAO	A59 à A63

SENEGAL - EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

	2020	2021	2022(*)
	Milliards de francs CFA		
Compte des transactions courantes	-1 532,2	-2 037,3	-2 538,0
Biens et services	-2 626,9	-3 207,1	-3 886,0
Balance commerciale	-1 599,7	-1 719,5	-2 404,2
Exportations	2 410,9	3 036,2	3 553,6
Dont produits halieutiques	321,5	312,9	352,0
Or	473,2	579,1	688,3
Importations	-4 010,5	-4 755,7	-5 957,8
Dont Pétrole	-1 040,8	-1 359,1	-2 146,3
Balance des services	-1 027,2	-1 487,6	-1 481,8
Dont fret et assurances	-499,1	-622,9	-780,3
Revenu primaire	-340,9	-348,9	-334,0
Dont intérêts sur la dette	-251,8	-254,1	-240,5
Revenu secondaire	1 435,5	1 518,7	1 682,0
- Administrations publiques	168,0	-14,4	21,6
- Autres secteurs	1 267,6	1 533,1	1 660,4
Compte de capital	138,9	117,2	225,2
Solde des comptes des transactions courantes et de capital	-1 393,3	-1 920,1	-2 312,8
Compte financier	-1 295,6	-1 971,3	-2 250,6
Investissement direct	-1 005,2	-1 476,4	-1 499,6
Investissements de portefeuille	-298,8	-539,9	-358,8
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	8,4	45,1	-392,2
Pour mémoire : financement exceptionnel	28,2	91,0	0,0
Erreurs et omissions nettes	6,3	0,0	0,0
Solde global	-91,5	51,2	-62,2

Source : BCEAO.

(*) Estimation

TOGO - EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

	2020	2021	2022(*)
	Milliards de francs CFA		
Compte des transactions courantes	-11,9	-40,8	-125,6
Biens et services	-384,3	-414,1	-514,4
Balance commerciale	-408,2	-464,0	-544,3
Exportations	695,0	738,7	900,3
Dont Coton	36,5	31,8	49,0
Importations	-1 103,2	-1 202,7	-1 444,6
Dont Pétrole	-164,8	-162,8	-259,2
Balance des services	23,9	49,9	29,9
Dont fret et assurances	-193,1	-181,6	-218,1
Revenu primaire	24,6	24,8	24,9
Dont intérêts sur la dette	-13,9	-15,0	-17,5
Revenu secondaire	347,7	348,4	364,0
- Administrations publiques	54,3	13,5	33,6
- Autres secteurs	293,5	334,9	330,4
Compte de capital	214,5	263,9	360,8
Solde des comptes des transactions courantes et de capital	202,6	223,1	235,2
Compte financier	-36,0	102,0	254,2
Investissement direct	-30,5	-14,5	106,4
Investissements de portefeuille	48,1	-14,7	-106,0
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	-53,5	131,1	253,8
Pour mémoire : financement exceptionnel	12,6	0,0	0,0
Erreurs et omissions nettes	2,1	0,0	0,0
Solde global	240,7	121,1	-19,0

Source : BCEAO.

(*) Estimation

UMOA - AGREGATS DE MONNAIE

	2020	2021	2022
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Circulation fiduciaire	8 326,7	9 424,7	10 338,0
Dépôts à vue	16 041,3	19 173,5	22 370,1
M1	24 367,9	28 598,2	32 708,0
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	11 288,9	12 860,6	13 453,8
MASSE MONETAIRE (M2)	35 656,9	41 458,8	46 161,8
Actifs extérieurs nets	7 137,5	7 746,6	4 458,0
<i>Banque Centrale</i>	8 071,7	8 878,4	5 814,3
<i>Banques</i>	-934,2	-1 131,7	-1 356,3
Créances intérieures	36 981,0	43 080,1	51 760,0
<i>Créances nettes sur l'administration centrale</i>	12 344,2	15 650,9	20 380,0
<i>Créances sur les autres secteurs</i>	24 636,8	27 429,2	31 380,0
Passifs à caractère non monétaire (2)	9 186,3	10 607,5	10 327,2
Autres postes nets (3)	-724,8	-1 239,6	-271,0
TOTAL DES CONTREPARTIES DE M2 (4)	35 656,9	41 458,8	46 161,8

(1) Dépôts à terme et comptes d'épargne à régime spécial ouverts auprès des banques, dépôts rémunérés ouverts dans livres de la Banque Centrale.

(2) Composés des actions et autres participations dans les institutions de dépôts et de leurs engagements non monétaires envers les autres secteurs.

(3) Composés des ajustements de consolidation et de la balance nette des actifs non classifiés notamment les éléments divers et les actifs non financiers.

(4) Total des contreparties = Actifs extérieurs nets + Créances intérieures - Passifs à caractère non monétaire - Autres postes nets.

Source : BCEAO.

BENIN - AGREGATS DE MONNAIE

	2020	2021	2022
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Circulation fiduciaire	707,2	758,0	862,0
Dépôts à vue	1 051,0	1 404,3	1 666,4
M1	1 758,1	2 162,3	2 528,3
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	993,8	1 048,2	1 099,9
MASSE MONETAIRE (M2)	2 751,9	3 210,5	3 628,3
Actifs extérieurs nets	1 539,8	2 137,2	2 146,9
<i>Banque Centrale</i>	260,3	144,1	-171,6
<i>Banques</i>	1 279,5	1 993,1	2 318,4
Créances intérieures	1 714,4	1 706,2	2 119,7
<i>Créances nettes sur l'administration centrale</i>	52,3	-71,2	3,4
<i>Créances sur les autres secteurs</i>	1 662,1	1 777,4	2 116,3
Passifs à caractère non monétaire (2)	460,8	548,7	625,4
Autres postes nets (3)	41,5	84,3	13,0
TOTAL DES CONTREPARTIES DE M2 (4)	2 751,9	3 210,5	3 628,3

(1) Dépôts à terme et comptes d'épargne à régime spécial ouverts auprès des banques, dépôts rémunérés ouverts dans livres de la Banque Centrale.

(2) Composés des actions et autres participations dans les institutions de dépôts et de leurs engagements non monétaires envers les autres secteurs.

(3) Composés des ajustements de consolidation et de la balance nette des actifs non classifiés notamment les éléments divers et les actifs non financiers.

(4) Total des contreparties = Actifs extérieurs nets + Créances intérieures - Passifs à caractère non monétaire - Autres postes nets.

Source : BCEAO.

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER 1

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE 27

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER,
STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 39GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS
DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE 61

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Position nette des Etats de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Productions minières	A12
Prix à la production des cultures d'exportation	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des Etats	A15 à A23
Balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des sites de la BCEAO	A59 à A63

BURKINA - AGREGATS DE MONNAIE

	2020	2021	2022
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Circulation fiduciaire	697,7	833,5	828,7
Dépôts à vue	2 300,5	2 783,6	2 813,9
M1	2 998,2	3 617,2	3 642,7
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	1 781,0	1 967,9	2 074,2
MASSE MONETAIRE (M2)	4 779,2	5 585,1	5 716,9
Actifs extérieurs nets	1 983,7	2 636,8	1 972,1
<i>Banque Centrale</i>	205,5	467,4	-624,1
<i>Banques</i>	1 778,2	2 169,3	2 596,2
Créances intérieures	3 380,8	3 487,4	4 396,1
<i>Créances nettes sur l'administration centrale</i>	192,4	-66,5	281,6
<i>Créances sur les autres secteurs</i>	3 188,5	3 553,9	4 114,5
Passifs à caractère non monétaire (2)	842,3	1 020,1	1 187,9
Autres postes nets (3)	-257,0	-481,1	-536,5
TOTAL DES CONTREPARTIES DE M2 (4)	4 779,2	5 585,1	5 716,9

(1) Dépôts à terme et comptes d'épargne à régime spécial ouverts auprès des banques, dépôts rémunérés ouverts dans livres de la Banque Centrale.

(2) Composés des actions et autres participations dans les institutions de dépôts et de leurs engagements non monétaires envers les autres secteurs.

(3) Composés des ajustements de consolidation et de la balance nette des actifs non classifiés notamment les éléments divers et les actifs non financiers.

(4) Total des contreparties = Actifs extérieurs nets + Créances intérieures - Passifs à caractère non monétaire - Autres postes nets.

Source : BCEAO.

COTE D'IVOIRE - AGREGATS DE MONNAIE

	2020	2021	2022
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Circulation fiduciaire	3 289,1	3 721,1	3 973,3
Dépôts à vue	5 843,5	7 192,0	8 195,6
M1	9 132,5	10 913,1	12 168,9
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	3 910,0	4 574,3	4 709,7
MASSE MONETAIRE (M2)	13 042,6	15 487,4	16 878,6
Actifs extérieurs nets	3 139,7	4 206,3	3 886,0
<i>Banque Centrale</i>	2 389,1	2 944,2	2 303,6
<i>Banques</i>	750,7	1 262,1	1 582,4
Créances intérieures	12 040,4	13 761,8	15 705,9
<i>Créances nettes sur l'administration centrale</i>	3 908,8	4 614,6	5 891,5
<i>Créances sur les autres secteurs</i>	8 131,7	9 147,2	9 814,5
Passifs à caractère non monétaire (2)	1 957,3	2 404,0	2 772,3
Autres postes nets (3)	180,3	76,7	-59,0
TOTAL DES CONTREPARTIES DE M2 (4)	13 042,6	15 487,4	16 878,6

(1) Dépôts à terme et comptes d'épargne à régime spécial ouverts auprès des banques, dépôts rémunérés ouverts dans livres de la Banque Centrale.

(2) Composés des actions et autres participations dans les institutions de dépôts et de leurs engagements non monétaires envers les autres secteurs.

(3) Composés des ajustements de consolidation et de la balance nette des actifs non classifiés notamment les éléments divers et les actifs non financiers.

(4) Total des contreparties = Actifs extérieurs nets + Créances intérieures - Passifs à caractère non monétaire - Autres postes nets.

Source : BCEAO.

GUINEE-BISSAU - AGREGATS DE MONNAIE

	2020	2021	2022
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Circulation fiduciaire	246,5	305,2	297,7
Dépôts à vue	88,8	105,3	119,3
M1	335,3	410,5	417,0
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	63,9	72,2	80,9
MASSE MONETAIRE (M2)	399,2	482,6	497,8
Actifs extérieurs nets	270,3	330,7	270,0
<i>Banque Centrale</i>	163,0	217,5	165,9
<i>Banques</i>	107,3	113,2	104,0
Créances intérieures	194,4	227,8	286,2
<i>Créances nettes sur l'administration centrale</i>	47,2	73,4	90,9
<i>Créances sur les autres secteurs</i>	147,1	154,4	195,3
Passifs à caractère non monétaire (2)	60,8	47,8	63,1
Autres postes nets (3)	4,6	28,1	-4,9
TOTAL DES CONTREPARTIES DE M2 (4)	399,2	482,6	497,8

(1) Dépôts à terme et comptes d'épargne à régime spécial ouverts auprès des banques, dépôts rémunérés ouverts dans livres de la Banque Centrale.

(2) Composés des actions et autres participations dans les institutions de dépôts et de leurs engagements non monétaires envers les autres secteurs.

(3) Composés des ajustements de consolidation et de la balance nette des actifs non classifiés notamment les éléments divers et les actifs non financiers.

(4) Total des contreparties = Actifs extérieurs nets + Créances intérieures - Passifs à caractère non monétaire - Autres postes nets.

Source : BCEAO.

MALI - AGREGATS DE MONNAIE

	2020	2021	2022
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Circulation fiduciaire	956,5	1 073,1	1 206,6
Dépôts à vue	1 660,4	2 030,1	2 273,5
M1	2 616,8	3 103,2	3 480,1
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	1 040,2	1 216,8	1 303,0
MASSE MONETAIRE (M2)	3 657,1	4 320,0	4 783,1
Actifs extérieurs nets	1 028,9	971,1	513,8
<i>Banque Centrale</i>	481,9	525,2	8,5
<i>Banques</i>	547,0	446,0	505,4
Créances intérieures	3 374,1	3 981,1	5 085,7
<i>Créances nettes sur l'administration centrale</i>	565,2	750,3	1 339,7
<i>Créances sur les autres secteurs</i>	2 809,0	3 230,7	3 746,0
Passifs à caractère non monétaire (2)	687,4	769,2	896,1
Autres postes nets (3)	58,6	-137,0	-79,6
TOTAL DES CONTREPARTIES DE M2 (4)	3 657,1	4 320,0	4 783,1

(1) Dépôts à terme et comptes d'épargne à régime spécial ouverts auprès des banques, dépôts rémunérés ouverts dans livres de la Banque Centrale.

(2) Composés des actions et autres participations dans les institutions de dépôts et de leurs engagements non monétaires envers les autres secteurs.

(3) Composés des ajustements de consolidation et de la balance nette des actifs non classifiés notamment les éléments divers et les actifs non financiers.

(4) Total des contreparties = Actifs extérieurs nets + Créances intérieures - Passifs à caractère non monétaire - Autres postes nets.

Source : BCEAO.

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER 1

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE 27

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER,
STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 39GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS
DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE 61

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Position nette des Etats de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Productions minières	A12
Prix à la production des cultures d'exportation	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des Etats	A15 à A23
Balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des sites de la BCEAO	A59 à A63

NIGER - AGREGATS DE MONNAIE

	2020	2021	2022
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Circulation fiduciaire	576,3	556,7	655,2
Dépôts à vue	607,8	725,2	825,9
M1	1 184,1	1 281,8	1 481,1
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	332,1	381,9	381,1
MASSE MONETAIRE (M2)	1 516,2	1 663,8	1 862,1
Actifs extérieurs nets	559,8	700,9	699,4
<i>Banque Centrale</i>	396,5	419,2	368,1
<i>Banques</i>	163,3	281,7	331,3
Créances intérieures	1 237,9	1 351,5	1 583,2
<i>Créances nettes sur l'administration centrale</i>	193,4	145,8	225,5
<i>Créances sur les autres secteurs</i>	1 044,5	1 205,8	1 357,7
Passifs à caractère non monétaire (2)	281,2	320,4	381,6
Autres postes nets (3)	0,3	68,3	38,9
TOTAL DES CONTREPARTIES DE M2 (4)	1 516,2	1 663,8	1 862,1

(1) Dépôts à terme et comptes d'épargne à régime spécial ouverts auprès des banques, dépôts rémunérés ouverts dans livres de la Banque Centrale.

(2) Composés des actions et autres participations dans les institutions de dépôts et de leurs engagements non monétaires envers les autres secteurs.

(3) Composés des ajustements de consolidation et de la balance nette des actifs non classifiés notamment les éléments divers et les actifs non financiers.

(4) Total des contreparties = Actifs extérieurs nets + Créances intérieures - Passifs à caractère non monétaire - Autres postes nets.

Source : BCEAO.

SENEGAL - AGREGATS DE MONNAIE

	2020	2021	2022
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Circulation fiduciaire	1 526,4	1 851,7	2 144,0
Dépôts à vue	2 992,1	3 400,0	4 465,6
M1	4 518,5	5 251,7	6 609,6
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	1 875,8	2 123,5	2 356,5
MASSE MONETAIRE (M2)	6 394,3	7 375,2	8 966,0
Actifs extérieurs nets	1 880,3	2 022,5	1 960,3
<i>Banque Centrale</i>	1 169,4	1 348,0	1 100,7
<i>Banques</i>	710,9	674,5	859,6
Créances intérieures	6 099,5	6 967,9	8 948,2
<i>Créances nettes sur l'administration centrale</i>	1 432,0	1 856,1	2 811,7
<i>Créances sur les autres secteurs</i>	4 667,6	5 111,7	6 136,4
Passifs à caractère non monétaire (2)	1 382,0	1 516,7	1 814,4
Autres postes nets (3)	203,6	98,5	128,0
TOTAL DES CONTREPARTIES DE M2 (4)	6 394,3	7 375,2	8 966,0

(1) Dépôts à terme et comptes d'épargne à régime spécial ouverts auprès des banques, dépôts rémunérés ouverts dans livres de la Banque Centrale.

(2) Composés des actions et autres participations dans les institutions de dépôts et de leurs engagements non monétaires envers les autres secteurs.

(3) Composés des ajustements de consolidation et de la balance nette des actifs non classifiés notamment les éléments divers et les actifs non financiers.

(4) Total des contreparties = Actifs extérieurs nets + Créances intérieures - Passifs à caractère non monétaire - Autres postes nets.

Source : BCEAO.

TOGO - AGREGATS DE MONNAIE

	2020	2021	2022
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Circulation fiduciaire	327,0	325,4	370,4
Dépôts à vue	759,0	922,0	1 173,6
M1	1 086,0	1 247,4	1 543,9
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	927,2	1 013,1	1 058,8
MASSE MONETAIRE (M2)	2 013,3	2 260,5	2 602,7
Actifs extérieurs nets	975,5	1 096,7	1 077,6
<i>Banque Centrale</i>	70,5	-23,1	-410,2
<i>Banques</i>	905,1	1 119,7	1 487,8
Créances intérieures	1 320,0	1 432,2	1 848,0
<i>Créances nettes sur l'administration centrale</i>	14,5	7,2	184,5
<i>Créances sur les autres secteurs</i>	1 305,5	1 425,0	1 663,5
Passifs à caractère non monétaire (2)	263,5	287,9	363,3
Autres postes nets (3)	18,7	-19,6	-40,4
TOTAL DES CONTREPARTIES DE M2 (4)	2 013,3	2 260,5	2 602,7

(1) Dépôts à terme et comptes d'épargne à régime spécial ouverts auprès des banques, dépôts rémunérés ouverts dans livres de la Banque Centrale.

(2) Composés des actions et autres participations dans les institutions de dépôts et de leurs engagements non monétaires envers les autres secteurs.

(3) Composés des ajustements de consolidation et de la balance nette des actifs non classifiés notamment les éléments divers et les actifs non financiers.

(4) Total des contreparties = Actifs extérieurs nets + Créances intérieures - Passifs à caractère non monétaire - Autres postes nets.

Source : BCEAO.

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER 1

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE 27

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 39

GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE 61

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Position nette des Etats de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Productions minières	A12
Prix à la production des cultures d'exportation	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des Etats	A15 à A23
Balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des sites de la BCEAO	A59 à A63

UMOA - SITUATION RESUMEE DE LA BANQUE CENTRALE

	2020	2021	2022
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Actifs extérieurs nets	8 071,7	8 878,4	5 814,3
<i>Créances sur les non-résidents</i>	11 735,7	14 044,6	11 376,3
<i>Engagements envers les non-résidents</i>	3 664,0	5 166,3	5 562,1
Créances sur les banques	5 794,9	6 298,5	9 363,2
Créances nettes sur l'administration centrale	1 135,0	2 366,6	3 159,4
Créances sur les autres secteurs	556,1	567,0	607,5
TOTAL ACTIF	15 557,7	18 110,4	18 944,4
Base monétaire	12 724,6	15 213,2	15 933,6
<i>Circulation fiduciaire</i>	9 215,8	10 406,7	11 428,0
<i>Engagements envers les banques</i>	2 809,3	4 265,5	3 867,9
<i>Engagements envers les autres secteurs</i>	699,6	541,0	637,7
Dépôts et titres autres qu'actions exclus de la base monétaire	3,8	4,9	1,6
Actions et autres titres de participation	2 802,6	3 140,0	3 080,7
Autres postes (net)	26,6	-247,6	-71,5
TOTAL PASSIF	15 557,7	18 110,4	18 944,4

Source : BCEAO.

BENIN - SITUATION RESUMEE DE LA BANQUE CENTRALE

	2020	2021	2022
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Actifs extérieurs nets	260,3	144,1	-171,6
<i>Créances sur les non-résidents</i>	850,1	962,6	754,9
<i>Engagements envers les non-résidents</i>	589,8	818,5	926,5
Créances sur les banques	712,6	967,0	1 225,9
Créances nettes sur l'administration centrale	14,4	94,0	59,8
Créances sur les autres secteurs	4,0	3,5	3,1
TOTAL ACTIF	991,3	1 208,7	1 117,2
Base monétaire	986,9	1 157,2	1 114,7
<i>Circulation fiduciaire</i>	771,4	834,7	924,4
<i>Engagements envers les banques</i>	214,6	321,7	189,6
<i>Engagements envers les autres secteurs</i>	0,8	0,7	0,7
Dépôts et titres autres qu'actions exclus de la base monétaire	3,2	4,2	0,7
Actions et autres titres de participation	0,2	0,2	0,2
Autres postes (net)	1,0	47,1	1,6
TOTAL PASSIF	991,3	1 208,7	1 117,2

Source : BCEAO.

BURKINA - SITUATION RESUMEE DE LA BANQUE CENTRALE

	2020	2021	2022
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Actifs extérieurs nets	205,5	467,4	-624,1
<i>Créances sur les non-résidents</i>	970,2	1 044,1	168,7
<i>Engagements envers les non-résidents</i>	764,7	576,7	792,8
Créances sur les banques	886,1	1 088,8	1 812,5
Créances nettes sur l'administration centrale	30,2	-88,8	67,1
Créances sur les autres secteurs	7,9	7,7	9,2
TOTAL ACTIF	1 129,7	1 475,1	1 264,7
Base monétaire	1 120,9	1 473,5	1 262,7
<i>Circulation fiduciaire</i>	809,8	953,4	967,1
<i>Engagements envers les banques</i>	307,9	517,9	294,9
<i>Engagements envers les autres secteurs</i>	3,2	2,2	0,8
Dépôts et titres autres qu'actions exclus de la base monétaire	0,6	0,6	0,8
Actions et autres titres de participation	0,5	0,5	0,5
Autres postes (net)	7,7	0,5	0,7
TOTAL PASSIF	1 129,7	1 475,1	1 264,7

Source : BCEAO.

COTE D'IVOIRE - SITUATION RESUMEE DE LA BANQUE CENTRALE

	2020	2021	2022
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Actifs extérieurs nets	2 389,1	2 944,2	2 303,6
<i>Créances sur les non-résidents</i>	5 009,0	6 207,3	5 474,1
<i>Engagements envers les non-résidents</i>	2 619,9	3 263,1	3 170,5
Créances sur les banques	1 709,3	1 581,8	2 546,1
Créances nettes sur l'administration centrale	785,1	1 505,0	1 458,7
Créances sur les autres secteurs	10,7	7,9	7,8
TOTAL ACTIF	4 894,2	6 039,0	6 316,2
Base monétaire	4 890,3	6 034,7	6 312,9
<i>Circulation fiduciaire</i>	3 620,1	4 063,0	4 362,1
<i>Engagements envers les banques</i>	1 265,9	1 967,6	1 946,6
<i>Engagements envers les autres secteurs</i>	4,3	4,1	4,1
Dépôts et titres autres qu'actions exclus de la base monétaire	0,0	0,0	0,0
Actions et autres titres de participation	1,6	1,7	1,7
Autres postes (net)	2,3	2,6	1,7
TOTAL PASSIF	4 894,2	6 039,0	6 316,2

Source : BCEAO.

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER 1

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE 27

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER,
STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 39GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS
DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE 61

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Position nette des Etats de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Productions minières	A12
Prix à la production des cultures d'exportation	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des Etats	A15 à A23
Balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des sites de la BCEAO	A59 à A63

GUINEE-BISSAU - SITUATION RESUMEE DE LA BANQUE CENTRALE

	2020	2021	2022
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Actifs extérieurs nets	163,0	217,5	165,9
<i>Créances sur les non-résidents</i>	258,5	295,0	234,8
<i>Engagements envers les non-résidents</i>	95,5	77,4	68,9
Créances sur les banques	67,5	62,5	89,9
Créances nettes sur l'administration centrale	40,2	66,8	64,8
Créances sur les autres secteurs	4,5	4,1	4,3
TOTAL ACTIF	275,2	350,9	324,9
Base monétaire	274,7	350,4	324,1
<i>Circulation fiduciaire</i>	255,7	313,8	309,9
<i>Engagements envers les banques</i>	18,8	36,4	13,9
<i>Engagements envers les autres secteurs</i>	0,2	0,2	0,3
Dépôts et titres autres qu'actions exclus de la base monétaire	0,0	0,0	0,0
Actions et autres titres de participation	0,1	0,1	0,1
Autres postes (net)	0,4	0,4	0,7
TOTAL PASSIF	275,2	350,9	324,9

Source : BCEAO.

MALI - SITUATION RESUMEE DE LA BANQUE CENTRALE

	2020	2021	2022
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Actifs extérieurs nets	481,9	525,2	8,5
<i>Créances sur les non-résidents</i>	908,7	1 224,8	646,3
<i>Engagements envers les non-résidents</i>	426,7	699,6	637,8
Créances sur les banques	806,8	740,7	1 267,1
Créances nettes sur l'administration centrale	135,9	385,9	443,0
Créances sur les autres secteurs	5,4	4,6	4,2
TOTAL ACTIF	1 430,1	1 656,4	1 722,8
Base monétaire	1 419,5	1 651,3	1 717,4
<i>Circulation fiduciaire</i>	1 069,5	1 206,7	1 329,4
<i>Engagements envers les banques</i>	348,7	443,5	386,8
<i>Engagements envers les autres secteurs</i>	1,2	1,1	1,2
Dépôts et titres autres qu'actions exclus de la base monétaire	0,0	0,0	0,0
Actions et autres titres de participation	0,3	0,3	0,3
Autres postes (net)	10,3	4,8	5,0
TOTAL PASSIF	1 430,1	1 656,4	1 722,8

Source : BCEAO.

NIGER - SITUATION RESUMEE DE LA BANQUE CENTRALE

	2020	2021	2022
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Actifs extérieurs nets	396,5	419,2	368,1
<i>Créances sur les non-résidents</i>	917,0	1 075,7	918,6
<i>Engagements envers les non-résidents</i>	520,5	656,5	550,4
Créances sur les banques	244,0	306,2	384,5
Créances nettes sur l'administration centrale	66,9	-12,1	72,7
Créances sur les autres secteurs	4,5	4,0	3,6
TOTAL ACTIF	711,9	717,3	829,1
Base monétaire	710,1	715,1	827,3
<i>Circulation fiduciaire</i>	637,9	620,6	723,5
<i>Engagements envers les banques</i>	71,4	93,7	103,0
<i>Engagements envers les autres secteurs</i>	0,8	0,8	0,8
Dépôts et titres autres qu'actions exclus de la base monétaire	0,0	0,0	0,0
Actions et autres titres de participation	1,1	1,1	1,1
Autres postes (net)	0,7	1,1	0,6
TOTAL PASSIF	711,9	717,3	829,1

Source : BCEAO.

SENEGAL - SITUATION RESUMEE DE LA BANQUE CENTRALE

	2020	2021	2022
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Actifs extérieurs nets	1 169,4	1 348,0	1 100,7
<i>Créances sur les non-résidents</i>	1 673,0	2 459,3	2 409,1
<i>Engagements envers les non-résidents</i>	503,6	1 111,3	1 308,4
Créances sur les banques	844,0	1 105,1	1 360,2
Créances nettes sur l'administration centrale	74,2	326,1	736,7
Créances sur les autres secteurs	4,6	4,2	4,0
TOTAL ACTIF	2 092,3	2 783,4	3 201,6
Base monétaire	2 085,3	2 797,0	3 199,1
<i>Circulation fiduciaire</i>	1 677,9	2 039,3	2 379,5
<i>Engagements envers les banques</i>	406,3	756,0	818,1
<i>Engagements envers les autres secteurs</i>	1,2	1,7	1,6
Dépôts et titres autres qu'actions exclus de la base monétaire	0,0	0,0	0,0
Actions et autres titres de participation	1,5	1,5	1,6
Autres postes (net)	5,5	-15,1	0,9
TOTAL PASSIF	2 092,3	2 783,4	3 201,6

Source : BCEAO.

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER 1

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE 27

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER,
STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 39GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS
DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE 61

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Position nette des Etats de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Productions minières	A12
Prix à la production des cultures d'exportation	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des Etats	A15 à A23
Balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des sites de la BCEAO	A59 à A63

TOGO - SITUATION RESUMEE DE LA BANQUE CENTRALE

	2020	2021	2022
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Actifs extérieurs nets	70,5	-23,1	-410,2
<i>Créances sur les non-résidents</i>	885,5	1 373,6	1 299,2
<i>Engagements envers les non-résidents</i>	815,0	1 396,6	1 709,4
Créances sur les banques	524,4	446,4	677,0
Créances nettes sur l'administration centrale	-42,0	70,0	259,0
Créances sur les autres secteurs	2,9	14,3	27,2
TOTAL ACTIF	555,8	507,6	553,0
Base monétaire	553,8	506,4	551,7
<i>Circulation fiduciaire</i>	373,5	375,2	432,2
<i>Engagements envers les banques</i>	175,6	128,6	115,1
<i>Engagements envers les autres secteurs</i>	4,8	2,6	4,4
Dépôts et titres autres qu'actions exclus de la base monétaire	0,0	0,1	0,1
Actions et autres titres de participation	0,1	0,1	0,2
Autres postes (net)	1,8	1,0	1,0
TOTAL PASSIF	555,8	507,6	553,0

Source : BCEAO.

UMOA - SITUATION RESUMEE DES BANQUES

	2020	2021	2022
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Actifs extérieurs nets	-934,2	-1 131,7	-1 356,3
<i>Créances sur les non-résidents</i>	913,2	1 028,0	1 106,0
<i>Engagements envers les non-résidents</i>	-1 847,4	-2 159,7	-2 462,3
Créances sur la banque centrale	3 672,7	5 160,7	5 094,2
Créances nettes sur l'administration centrale	11 241,4	13 315,0	17 251,0
Créances sur les autres secteurs	24 080,8	26 862,2	30 772,6
<i>Créances sur les autres sociétés financières</i>	767,2	822,4	871,3
<i>Créances sur les administrations d'états fédérés et locales</i>	216,1	156,3	453,8
<i>Créances sur les sociétés non financières publiques</i>	1 657,1	1 834,5	1 978,2
<i>Créances sur le secteur privé</i>	21 440,4	24 049,1	27 469,3
TOTAL ACTIF	38 060,5	44 206,3	51 761,5
Engagements envers la banque centrale	5 808,8	6 271,4	9 344,2
Dépôts transférables inclus dans la masse monétaire	15 153,9	18 462,1	21 529,3
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	11 133,1	12 671,4	13 287,1
Dépôts exclus de la masse monétaire	1 412,6	1 511,9	2 070,1
Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire	21,7	21,1	13,9
Emprunts	982,3	1 073,1	1 363,7
Actions et autres titres de participation	3 963,3	4 856,5	3 797,3
Autres postes (net)	-415,1	-661,3	355,9
TOTAL PASSIF	38 060,5	44 206,3	51 761,5

Source : BCEAO.

BENIN - SITUATION RESUMEE DES BANQUES

	2020	2021	2022
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Actifs extérieurs nets	1 279,5	1 993,1	2 318,4
<i>Créances sur les non-résidents</i>	1 584,9	2 340,6	2 677,6
<i>Engagements envers les non-résidents</i>	-305,5	-347,5	-359,2
Créances sur la banque centrale	292,0	392,0	235,4
Créances nettes sur l'administration centrale	44,4	-158,7	-49,9
Créances sur les autres secteurs	1 658,1	1 773,9	2 113,3
<i>Créances sur les autres sociétés financières</i>	13,0	16,8	28,6
<i>Créances sur les administrations d'états fédérés et locales</i>	95,3	82,7	67,5
<i>Créances sur les sociétés non financières publiques</i>	154,2	149,0	164,1
<i>Créances sur le secteur privé</i>	1 395,7	1 525,4	1 853,1
TOTAL ACTIF	3 274,0	4 000,3	4 617,3
Engagements envers la banque centrale	712,5	966,9	1 225,3
Dépôts transférables inclus dans la masse monétaire	1 039,8	1 393,3	1 655,4
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	993,5	1 048,0	1 099,7
Dépôts exclus de la masse monétaire	68,0	75,3	123,9
Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire	0,0	0,0	0,0
Emprunts	52,6	78,6	49,9
Actions et autres titres de participation	336,8	390,3	450,6
Autres postes (net)	70,6	47,8	12,5
TOTAL PASSIF	3 274,0	4 000,3	4 617,3

Source : BCEAO.

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER 1

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE 27

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER,
STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 39GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS
DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE 61

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Position nette des Etats de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Productions minières	A12
Prix à la production des cultures d'exportation	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des Etats	A15 à A23
Balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des sites de la BCEAO	A59 à A63

BURKINA - SITUATION RESUMEE DES BANQUES

	2020	2021	2022
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Actifs extérieurs nets	1 778,2	2 169,3	2 596,2
Créances sur les non-résidents	2 089,9	2 455,9	2 968,3
Engagements envers les non-résidents	-311,7	-286,6	-372,1
Créances sur la banque centrale	451,8	649,9	510,4
Créances nettes sur l'administration centrale	170,9	28,9	221,1
Créances sur les autres secteurs	3 180,6	3 546,2	4 105,3
Créances sur les autres sociétés financières	17,7	41,4	59,4
Créances sur les administrations d'états fédérés et locales	4,9	0,0	15,1
Créances sur les sociétés non financières publiques	237,1	289,4	360,0
Créances sur le secteur privé	2 920,9	3 215,4	3 670,9
TOTAL ACTIF	5 581,5	6 394,4	7 433,0
Engagements envers la banque centrale	904,0	1 088,2	1 812,5
Dépôts transférables inclus dans la masse monétaire	2 007,9	2 480,2	2 511,9
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	1 780,7	1 967,6	2 073,9
Dépôts exclus de la masse monétaire	181,8	228,3	289,3
Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire	0,0	0,0	0,0
Emprunts	26,7	67,1	59,5
Actions et autres titres de participation	632,7	723,6	837,8
Autres postes (net)	47,7	-160,6	-151,9
TOTAL PASSIF	5 581,5	6 394,4	7 433,0

Source : BCEAO.

COTE D'IVOIRE - SITUATION RESUMEE DES BANQUES

	2020	2021	2022
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Actifs extérieurs nets	750,7	1 262,1	1 582,4
Créances sur les non-résidents	1 613,0	2 249,2	2 758,8
Engagements envers les non-résidents	-862,3	-987,1	-1 176,3
Créances sur la banque centrale	1 584,9	2 275,3	2 403,7
Créances nettes sur l'administration centrale	3 125,9	3 111,8	4 435,0
Créances sur les autres secteurs	8 121,0	9 139,3	9 806,7
Créances sur les autres sociétés financières	218,8	228,1	164,2
Créances sur les administrations d'états fédérés et locales	3,7	3,4	3,7
Créances sur les sociétés non financières publiques	444,3	440,2	421,0
Créances sur le secteur privé	7 454,1	8 467,6	9 217,7
TOTAL ACTIF	13 582,5	15 788,5	18 227,7
Engagements envers la banque centrale	1 684,2	1 581,1	2 545,2
Dépôts transférables inclus dans la masse monétaire	5 840,4	7 188,5	8 192,2
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	3 908,8	4 573,7	4 709,0
Dépôts exclus de la masse monétaire	513,2	566,0	738,3
Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire	1,1	0,5	0,1
Emprunts	117,0	226,5	202,9
Actions et autres titres de participation	1 324,5	1 609,4	1 829,3
Autres postes (net)	193,3	42,9	10,7
TOTAL PASSIF	13 582,5	15 788,5	18 227,7

Source : BCEAO.

GUINEE-BISSAU - SITUATION RESUMEE DES BANQUES

	2020	2021	2022
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Actifs extérieurs nets	107,3	113,2	104,0
Créances sur les non-résidents	128,5	138,0	183,7
Engagements envers les non-résidents	-21,2	-24,8	-79,6
Créances sur la banque centrale	25,7	43,7	29,1
Créances nettes sur l'administration centrale	7,0	6,6	26,1
Créances sur les autres secteurs	142,7	150,3	191,0
Créances sur les autres sociétés financières	0,3	0,3	2,6
Créances sur les administrations d'états fédérés et locales	4,8	5,4	8,2
Créances sur les sociétés non financières publiques	8,5	8,2	11,9
Créances sur le secteur privé	129,1	136,5	168,3
TOTAL ACTIF	282,7	313,8	350,2
Engagements envers la banque centrale	67,5	86,0	89,9
Dépôts transférables inclus dans la masse monétaire	88,6	105,0	119,0
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	63,9	72,2	80,9
Dépôts exclus de la masse monétaire	14,1	13,3	22,3
Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire	0,0	0,0	0,0
Emprunts	18,1	1,8	2,0
Actions et autres titres de participation	28,5	32,6	38,8
Autres postes (net)	2,0	2,9	-2,6
TOTAL PASSIF	282,7	313,8	350,2

Source : BCEAO.

MALI - SITUATION RESUMEE DES BANQUES

	2020	2021	2022
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Actifs extérieurs nets	547,0	446,0	505,4
Créances sur les non-résidents	1 035,7	1 111,6	1 210,0
Engagements envers les non-résidents	-488,7	-665,6	-704,6
Créances sur la banque centrale	423,1	536,3	494,2
Créances nettes sur l'administration centrale	437,2	372,4	904,7
Créances sur les autres secteurs	2 803,5	3 226,1	3 741,8
Créances sur les autres sociétés financières	55,4	27,0	41,4
Créances sur les administrations d'états fédérés et locales	7,8	5,0	55,9
Créances sur les sociétés non financières publiques	133,6	170,3	168,9
Créances sur le secteur privé	2 606,7	3 023,8	3 475,7
TOTAL ACTIF	4 210,9	4 580,7	5 646,1
Engagements envers la banque centrale	845,4	693,3	1 231,6
Dépôts transférables inclus dans la masse monétaire	1 659,8	2 029,6	2 272,9
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	1 039,6	1 216,2	1 302,3
Dépôts exclus de la masse monétaire	104,4	100,2	95,3
Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire	0,0	0,0	0,0
Emprunts	75,6	102,8	140,5
Actions et autres titres de participation	507,1	565,9	660,0
Autres postes (net)	-21,1	-127,2	-56,6
TOTAL PASSIF	4 210,9	4 580,7	5 646,1

Source : BCEAO.

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER 1

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE 27

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER,
STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 39GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS
DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE 61

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Position nette des Etats de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Productions minières	A12
Prix à la production des cultures d'exportation	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des Etats	A15 à A23
Balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des sites de la BCEAO	A59 à A63

NIGER - SITUATION RESUMEE DES BANQUES

	2020	2021	2022
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Actifs extérieurs nets	163,3	281,7	331,3
Créances sur les non-résidents	375,5	511,0	574,7
Engagements envers les non-résidents	-212,2	-229,3	-243,4
Créances sur la banque centrale	127,6	148,7	175,5
Créances nettes sur l'administration centrale	129,3	160,6	155,5
Créances sur les autres secteurs	1 040,0	1 201,7	1 354,0
Créances sur les autres sociétés financières	10,2	14,8	15,7
Créances sur les administrations d'états fédérés et locales	16,1	3,9	29,0
Créances sur les sociétés non financières publiques	92,6	109,8	110,7
Créances sur le secteur privé	921,2	1 073,2	1 198,7
TOTAL ACTIF	1 460,3	1 792,8	2 016,4
Engagements envers la banque centrale	244,1	306,2	384,7
Dépôts transférables inclus dans la masse monétaire	605,1	722,4	823,1
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	332,0	381,8	380,9
Dépôts exclus de la masse monétaire	48,8	72,5	86,0
Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire	0,0	0,0	0,0
Emprunts	18,6	22,1	41,7
Actions et autres titres de participation	212,7	224,7	252,7
Autres postes (net)	-1,0	63,1	47,2
TOTAL PASSIF	1 460,3	1 792,8	2 016,4

Source : BCEAO.

SENEGAL - SITUATION RESUMEE DES BANQUES

	2020	2021	2022
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Actifs extérieurs nets	710,9	674,5	859,6
Créances sur les non-résidents	1 446,9	1 670,0	2 032,5
Engagements envers les non-résidents	-736,1	-995,5	-1 172,9
Créances sur la banque centrale	547,8	945,2	1 057,5
Créances nettes sur l'administration centrale	1 360,8	1 533,1	2 078,1
Créances sur les autres secteurs	4 663,0	5 107,6	6 132,4
Créances sur les autres sociétés financières	165,7	123,6	159,7
Créances sur les administrations d'états fédérés et locales	0,8	1,0	5,6
Créances sur les sociétés non financières publiques	363,1	423,9	394,0
Créances sur le secteur privé	4 133,4	4 559,1	5 573,2
TOTAL ACTIF	7 282,5	8 260,3	10 127,7
Engagements envers la banque centrale	826,7	1 103,4	1 378,0
Dépôts transférables inclus dans la masse monétaire	2 983,4	3 390,9	4 456,6
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	1 875,4	2 123,0	2 356,0
Dépôts exclus de la masse monétaire	369,7	379,9	610,3
Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire	20,6	20,6	13,7
Emprunts	220,8	255,4	216,5
Actions et autres titres de participation	769,3	859,2	972,4
Autres postes (net)	216,6	127,8	124,2
TOTAL PASSIF	7 282,5	8 260,3	10 127,7

Source : BCEAO.

TOGO - SITUATION RESUMEE DES BANQUES

	2020	2021	2022
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Actifs extérieurs nets	905,1	1 119,7	1 487,8
Créances sur les non-résidents	1 118,3	1 435,3	1 811,3
Engagements envers les non-résidents	-213,2	-315,6	-323,6
Créances sur la banque centrale	219,7	169,6	188,3
Créances nettes sur l'administration centrale	57,5	-61,1	-73,2
Créances sur les autres secteurs	1 302,6	1 410,7	1 636,4
Créances sur les autres sociétés financières	14,9	24,8	37,6
Créances sur les administrations d'états fédérés et locales	0,0	0,0	0,0
Créances sur les sociétés non financières publiques	131,8	146,9	167,8
Créances sur le secteur privé	1 155,9	1 239,0	1 430,9
TOTAL ACTIF	2 484,8	2 638,9	3 239,3
Engagements envers la banque centrale	524,4	446,3	676,9
Dépôts transférables inclus dans la masse monétaire	720,8	881,8	1 121,9
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	927,2	1 013,1	1 058,3
Dépôts exclus de la masse monétaire	85,9	68,4	94,7
Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire	0,0	0,0	0,0
Emprunts	19,5	22,2	23,1
Actions et autres titres de participation	157,9	197,1	245,3
Autres postes (net)	49,0	9,9	19,1
TOTAL PASSIF	2 484,8	2 638,9	3 239,3

Source : BCEAO.

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER 1

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE 27

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER,
STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 39GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS
DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE 61

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Position nette des Etats de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Productions minières	A12
Prix à la production des cultures d'exportation	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des Etats	A15 à A23
Balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des sites de la BCEAO	A59 à A63

UMOA - CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE

	2020	2021	2022
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Créances nettes de la BCEAO	1 102,8	2 335,8	3 129,0
Créances	3 447,1	4 759,1	5 100,1
Crédits	3 431,0	4 743,2	5 083,9
<i>Concours adossés aux DTS</i>	14,4	1 312,5	1 312,5
<i>Concours consolidés</i>	222,0	218,0	218,0
<i>Concours du FMI</i>	2 952,3	2 970,4	3 311,1
<i>Autres concours de Gouvernements étrangers</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Autres crédits (créances financières) (2)</i>	242,3	242,3	242,3
Autres créances	16,1	15,9	16,2
Engagements	2 344,3	2 423,3	1 971,1
Encaisses du Trésor	32,2	30,7	30,4
Dépôts	2 239,0	2 304,3	1 834,0
Autres engagements	73,1	88,2	106,7
Créances nettes des banques	11 241,4	13 315,0	17 251,0
Créances	14 793,0	17 899,5	22 000,1
Crédits	2 833,6	3 026,2	4 362,4
Portefeuille de titres du Trésor	11 959,4	14 873,4	17 637,7
Engagements	3 551,6	4 584,5	4 749,1
TOTAL CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	12 344,2	15 650,9	20 380,0

Source : BCEAO.

BENIN - CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE

	2020	2021	2022
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Créances nettes de la BCEAO	7,9	87,5	53,3
Créances	263,8	350,4	526,6
Crédits	263,8	350,4	526,6
<i>Concours adossés aux DTS</i>	0,4	94,2	94,2
<i>Concours consolidés</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Concours du FMI</i>	263,4	256,1	432,4
<i>Autres concours de Gouvernements étrangers</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Autres crédits (créances financières) (2)</i>	0,0	0,0	0,0
Autres créances	0,0	0,0	0,0
Engagements	256,0	262,8	473,4
Encaisses du Trésor	6,5	6,5	6,5
Dépôts	249,5	256,3	466,9
Autres engagements	0,0	0,0	0,0
Créances nettes des banques	44,4	-158,7	-49,9
Créances	614,7	576,2	779,0
Crédits	176,1	200,3	236,5
Portefeuille de titres du Trésor	438,6	375,9	542,5
Engagements	570,3	734,9	828,9
TOTAL CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	52,3	-71,2	3,4

Source : BCEAO.

BURKINA - CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE

	2020	2021	2022
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Créances nettes de la BCEAO	21,4	-95,4	60,6
Créances	214,7	290,0	276,1
Crédits	214,7	290,0	276,1
<i>Concours adossés aux DTS</i>	0,2	91,6	91,6
<i>Concours consolidés</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Concours du FMI</i>	214,5	198,4	184,4
<i>Autres concours de Gouvernements étrangers</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Autres crédits (créances financières) (2)</i>	0,0	0,0	0,0
Autres créances	0,0	0,0	0,0
Engagements	193,3	385,4	215,5
Encaisses du Trésor	8,7	6,6	6,6
Dépôts	184,5	378,8	208,9
Autres engagements	0,0	0,0	0,0
Créances nettes des banques	170,9	28,9	221,1
Créances	744,9	874,1	1 158,8
Crédits	65,1	113,7	277,6
Portefeuille de titres du Trésor	679,8	760,4	881,2
Engagements	574,0	845,2	937,7
TOTAL CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	192,4	-66,5	281,6

Source : BCEAO.

COTE D'IVOIRE - CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE

	2020	2021	2022
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Créances nettes de la BCEAO	782,9	1 502,8	1 459,7
Créances	1 816,2	2 202,7	2 105,1
Crédits	1 816,2	2 202,7	2 105,1
<i>Concours adossés aux DTS</i>	1,8	495,0	495,0
<i>Concours consolidés</i>	219,9	216,7	216,7
<i>Concours du FMI</i>	1 452,6	1 349,1	1 251,5
<i>Autres concours de Gouvernements étrangers</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Autres crédits (créances financières) (2)</i>	141,9	141,9	141,9
Autres créances	0,0	0,0	0,0
Engagements	1 033,3	699,9	645,4
Encaisses du Trésor	2,2	2,2	2,2
Dépôts	1 031,1	697,7	643,2
Autres engagements	0,1	0,0	0,0
Créances nettes des banques	3 125,9	3 111,8	4 435,0
Créances	4 076,4	4 263,0	5 594,9
Crédits	997,9	952,4	1 525,0
Portefeuille de titres du Trésor	3 078,4	3 310,6	4 069,9
Engagements	950,5	1 151,2	1 159,9
TOTAL CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	3 908,8	4 614,6	5 894,6

Source : BCEAO.

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER 1

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE 27

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER,
STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 39GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS
DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE 61

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Position nette des Etats de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Productions minières	A12
Prix à la production des cultures d'exportation	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des Etats	A15 à A23
Balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des sites de la BCEAO	A59 à A63

GUINEE-BISSAU - CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE

	2020	2021	2022
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Créances nettes de la BCEAO	40,2	66,8	64,8
Créances	41,1	72,3	70,6
Crédits	41,1	72,3	70,6
<i>Concours adossés aux DTS</i>	9,9	31,5	31,5
<i>Concours consolidés</i>	1,3	1,3	1,3
<i>Concours du FMI</i>	16,3	25,9	24,2
<i>Autres concours de Gouvernements étrangers</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Autres crédits (créances financières) (2)</i>	13,6	13,6	13,6
Autres créances	0,0	0,0	0,0
Engagements	0,9	5,5	5,8
Encaisses du Trésor	0,0	0,0	0,0
Dépôts	0,9	5,5	5,8
Autres engagements	0,0	0,0	0,0
Créances nettes des banques	7,0	6,6	26,1
Créances	32,0	32,0	50,9
Crédits	17,8	19,3	26,4
Portefeuille de titres du Trésor	14,2	12,7	24,5
Engagements	25,0	25,4	24,8
TOTAL CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	47,2	73,4	90,9

Source : BCEAO.

MALI - CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE

	2020	2021	2022
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Créances nettes de la BCEAO	127,9	378,0	435,0
Créances	310,3	471,2	459,1
Crédits	310,3	471,2	459,1
<i>Concours adossés aux DTS</i>	0,6	142,0	142,0
<i>Concours consolidés</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Concours du FMI</i>	309,7	329,2	317,1
<i>Autres concours de Gouvernements étrangers</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Autres crédits (créances financières) (2)</i>	0,0	0,0	0,0
Autres créances	0,0	0,0	0,0
Engagements	182,4	93,3	24,1
Encaisses du Trésor	7,9	7,9	7,9
Dépôts	174,4	85,3	16,1
Autres engagements	0,0	0,0	0,0
Créances nettes des banques	437,2	372,4	904,7
Créances	927,7	1 049,4	1 362,1
Crédits	109,5	82,8	177,1
Portefeuille de titres du Trésor	818,2	966,6	1 185,0
Engagements	490,5	677,0	457,4
TOTAL CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	565,2	750,3	1 339,7

Source : BCEAO.

NIGER - CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE

	2020	2021	2022
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Créances nettes de la BCEAO	64,1	-14,8	70,0
Créances	230,1	344,8	397,4
Crédits	230,1	344,8	397,4
<i>Concours adossés aux DTS</i>	0,7	100,2	100,2
<i>Concours consolidés</i>	0,8	0,0	0,0
<i>Concours du FMI</i>	228,6	244,7	297,2
<i>Autres concours de Gouvernements étrangers</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Autres crédits (créances financières) (2)</i>	0,0	0,0	0,0
Autres créances	0,0	0,0	0,0
Engagements	166,0	359,7	327,4
Encaisses du Trésor	2,8	2,8	2,8
Dépôts	163,2	356,9	324,6
Autres engagements	0,0	0,0	0,0
Créances nettes des banques	129,3	160,6	155,5
Créances	278,5	322,7	342,9
Crédits	63,1	76,6	58,7
Portefeuille de titres du Trésor	215,3	246,1	284,1
Engagements	149,1	162,1	187,3
TOTAL CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	193,4	145,8	225,5

Source : BCEAO.

SENEGAL - CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE

	2020	2021	2022
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Créances nettes de la BCEAO	71,2	323,0	733,7
Créances	266,6	612,8	852,2
Crédits	266,6	612,8	852,2
<i>Concours adossés aux DTS</i>	0,6	246,3	246,3
<i>Concours consolidés</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Concours du FMI</i>	266,1	366,6	606,0
<i>Autres concours de Gouvernements étrangers</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Autres crédits (créances financières) (2)</i>	0,0	0,0	0,0
Autres créances	0,0	0,0	0,0
Engagements	195,5	289,8	118,6
Encaisses du Trésor	3,1	3,1	3,1
Dépôts	192,3	286,7	115,5
Autres engagements	0,1	0,1	0,1
Créances nettes des banques	1 360,8	1 533,1	2 078,1
Créances	1 714,6	2 001,2	2 567,7
Crédits	949,0	1 091,3	1 249,2
Portefeuille de titres du Trésor	765,6	909,9	1 318,5
Engagements	353,8	468,1	489,6
TOTAL CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	1 432,0	1 856,1	2 811,7

Source : BCEAO.

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER 1

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE 27

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER,
STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 39GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS
DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE 61

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Position nette des Etats de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Productions minières	A12
Prix à la production des cultures d'exportation	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des Etats	A15 à A23
Balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des sites de la BCEAO	A59 à A63

TOGO - CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE

	2020	2021	2022 (*)
	A fin décembre		
	Milliards de francs CFA		
Créances nettes de la BCEAO	-43,0	68,3	257,7
Créances	201,3	312,1	310,1
Crédits	201,3	312,1	310,1
<i>Concours adossés aux DTS</i>	0,3	111,7	111,7
<i>Concours consolidés</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Concours du FMI</i>	201,1	200,4	198,4
<i>Autres concours de Gouvernements étrangers</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Autres crédits (créances financières) (2)</i>	0,0	0,0	0,0
Autres créances	0,0	0,0	0,0
Engagements	244,3	243,8	52,4
Encaisses du Trésor	1,0	1,7	1,3
Dépôts	243,3	242,2	51,1
Autres engagements	0,0	0,0	0,0
Créances nettes des banques	57,5	-61,1	-73,2
Créances	490,2	474,0	607,7
Crédits	67,4	46,3	109,1
Portefeuille de titres du Trésor	422,8	427,8	498,6
Engagements	432,6	535,2	680,9
TOTAL CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	14,5	7,2	184,5

Source : BCEAO.

UMOA - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A COURT TERME

	2020	2021	2022 (*)
	Millions de francs CFA		
	Millions de francs CFA		
Secteurs d'activité			
Agriculture, sylviculture et pêche	296 169	355 870	375 044
- Agriculture, chasse	185 250	343 987	330 028
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	110 920	114 780	108 951
Industries extractives	188 684	186 031	233 295
- Pétrole brut et gaz naturel	21 267	539 404	65 556
- Autres	167 417	165 108	167 739
Industries manufacturières	1 292 818	1 253 909	1 373 358
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	530 171	485 853	567 679
- Textiles, habillement, cuir	187 661	44 509	134 488
- Industries chimiques	263 481	292 639	315 142
- Autres	311 504	322 153	356 049
Electricité, gaz, eau	416 289	536 004	761 996
Bâtiment, travaux publics	883 494	846 441	1 122 469
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	3 056 156	3 314 117	3 894 575
- Commerce de gros	2 405 942	2 635 771	3 044 866
- Commerce de détail	578 544	601 748	780 368
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	71 670	76 598	69 342
Transports, entrepôts et communications	523 951	588 466	768 132
Assurances, aff. immob., serv. Aux entreprises	536 605	478 281	613 445
- Etablissements financiers, assurances	119 206	128 730	126 764
- Affaires immobilières, services aux entreprises	417 399	414 099	386 681
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	1 002 770	923 338	1 394 823
- Services divers fournis à la collectivité	127 569	98 176	118 539
- Prêts aux particuliers	379 683	234 919	299 837
- Autres	495 517	532 921	976 448
TOTAL	8 196 935	8 644 053	10 537 137

(*) Les données à fin décembre 2022 sont des estimations

Source : BCEAO.

UMOA - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A MOYEN ET LONG TERME

	2020	2021	2022 (*)
	Millions de francs CFA		
	Millions de francs CFA		
Secteurs d'activité			
Agriculture, sylviculture et pêche	120 560	91 082	207 508
- Agriculture, chasse	50 532	87 100	90 520
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	70 027	3 981	116 988
Industries extractives	54 195	127 451	151 450
- Pétrole brut et gaz naturel	16 207	26 945	25 575
- Autres	37 988	100 506	125 875
Industries manufacturières	523 795	556 272	626 043
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	128 903	180 060	218 592
- Textiles, habillement, cuir	66 023	66 403	41 562
- Industries chimiques	79 962	152 710	151 359
- Autres	248 906	266 594	214 528
Electricité, gaz, eau	278 399	325 923	364 870
Bâtiment, travaux publics	584 009	655 674	628 264
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	753 853	821 402	1 025 330
- Commerce de gros	496 848	483 020	767 309
- Commerce de détail	170 149	101 671	185 915
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	86 856	55 784	106 104
Transports, entrepôts et communications	966 849	829 091	858 930
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	666 932	577 303	1 085 783
- Etablissements financiers, assurances	195 755	241 953	336 018
- Affaires immobilières, services aux entreprises	471 176	517 177	749 767
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	2 108 827	2 535 461	2 286 538
- Services divers fournis à la collectivité	248 733	306 447	307 967
- Prêts aux particuliers	1 208 422	1 407 037	1 067 857
- Autres	651 672	786 157	910 712
TOTAL	6 057 419	6 810 980	7 234 716

(*) Les données à fin décembre 2022 sont des estimations

Source : BCEAO.

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER 1

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE 27

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER,
STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 39GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS
DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE 61

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Position nette des Etats de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Productions minières	A12
Prix à la production des cultures d'exportation	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des Etats	A15 à A23
Balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des sites de la BCEAO	A59 à A63

BENIN - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A COURT TERME

	2020	2021	2022
Millions de francs CFA			
Secteurs d'activité			
Agriculture, sylviculture et pêche	51 477	46 266	7 146
- Agriculture, chasse	51 368	46 163	7 082
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	109	103 000	64 000
Industries extractives	8 204	2 347	11 318
- Pétrole brut et gaz naturel	7 320	519 000	6 622
- Autres	884	1 828	4 696
Industries manufacturières	78 893	66 060	76 001
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	16 227	22 414	41 063
- Textiles, habillement, cuir	42 576	20 660	8 633
- Industries chimiques	4 016	3 869	3 009
- Autres	16 074	19 117	23 296
Electricité, gaz, eau	1 196	2 236	2 831
Bâtiment, travaux publics	74 757	119 617	83 400
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	132 764	135 191	199 298
- Commerce de gros	94 411	105 108	148 330
- Commerce de détail	24 569	14 629	41 138
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	13 784	15 454	9 830
Transports, entrepôts et communications	14 961	15 376	41 733
Assurances, aff. immob., serv. Aux entreprises	18 641	35 453	51 943
- Etablissements financiers, assurances	9 450	21 979	22 534
- Affaires immobilières, services aux entreprises	9 191	13 474	29 409
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	114 067	97 776	167 878
- Services divers fournis à la collectivité	2 508	2 146	2 696
- Prêts aux particuliers	19 220	32 152	21 729
- Autres	92 339	63 478	143 453
TOTAL	494 960	520 322	641 548

Source : BCEAO.

BENIN - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A MOYEN ET LONG TERME

	2020	2021	2022
Millions de francs CFA			
Secteurs d'activité			
Agriculture, sylviculture et pêche	5 647	9 710	5 457
- Agriculture, chasse	5 643	9 657	5 419
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	4	53	38
Industries extractives	7 248	9 476	4 638
- Pétrole brut et gaz naturel	224	1 499	355
- Autres	7 024	7 977	4 283
Industries manufacturières	45 089	61 326	44 534
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	9 352	23 822	18 316
- Textiles, habillement, cuir	4 079	14 049	9 980
- Industries chimiques	2 381	1 573	1 397
- Autres	29 277	21 882	14 841
Electricité, gaz, eau	44 857	60 162	43 728
Bâtiment, travaux publics	174 186	227 545	159 524
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	69 622	88 711	76 050
- Commerce de gros	35 210	57 123	19 790
- Commerce de détail	14 204	23 319	5 841
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	20 208	8 269	50 419
Transports, entrepôts et communications	70 683	72 255	75 854
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	82 826	58 472	361 528
- Etablissements financiers, assurances	13 576	14 873	35 224
- Affaires immobilières, services aux entreprises	69 250	43 599	326 305
Services fournis à la collect., serv. Soc. et pers.	422 492	443 388	302 604
- Services divers fournis à la collectivité	7 626	79 631	61 347
- Prêts aux particuliers	138 807	201 917	133 686
- Autres	276 059	161 840	107 570
TOTAL	922 650	1 031 045	1 073 917

Source : BCEAO.

BURKINA - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A COURT TERME

	2020	2021	2022
Millions de francs CFA			
Secteurs d'activité			
Agriculture, sylviculture et pêche	31 107	33 513	55 205
- Agriculture, chasse	30 997	33 465	54 890
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	110	48	314
Industries extractives	86 987	82 361	106 012
- Pétrole brut et gaz naturel	3 752	3 662	45 087
- Autres	83 235	78 699	60 925
Industries manufacturières	199 057	210 559	262 130
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	22 271	31 407	61 251
- Textiles, habillement, cuir	124 244	12 084	105 997
- Industries chimiques	17 247	21 087	37 259
- Autres	35 294	37 226	57 623
Electricité, gaz, eau	21 152	45 305	19 246
Bâtiment, travaux publics	227 844	187 897	207 936
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	369 540	443 509	696 165
- Commerce de gros	331 718	394 675	629 484
- Commerce de détail	30 199	40 517	58 672
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	7 622	8 317	8 009
Transports, entrepôts et communications	73 184	64 583	109 189
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	86 530	81 799	71 393
- Etablissements financiers, assurances	25 088	18 926	10 824
- Affaires immobilières, services aux entreprises	61 441	62 873	60 569
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	89 242	82 453	106 633
- Services divers fournis à la collectivité	22 603	15 147	29 677
- Prêts aux particuliers	62 869	4 407	40 445
- Autres	3 770	23 236	36 511
TOTAL	1 184 641	1 231 980	1 633 908

Source : BCEAO.

BURKINA - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A MOYEN ET LONG TERME

	2020	2021	2022
Millions de francs CFA			
Secteurs d'activité			
Agriculture, sylviculture et pêche	16 705	26 491	25 810
- Agriculture, chasse	16 376	26 018	25 012
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	329	472	798
Industries extractives	30 137	70 291	106 015
- Pétrole brut et gaz naturel	6 439	17 242	17 454
- Autres	23 698	53 049	88 561
Industries manufacturières	114 650	12 166	112 916
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	18 376	23 261	24 651
- Textiles, habillement, cuir	45 683	37 634	28 069
- Industries chimiques	2 710	5 708	6 532
- Autres	47 881	55 057	53 663
Electricité, gaz, eau	32 411	47 959	51 620
Bâtiment, travaux publics	199 946	242 489	206 800
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	78 377	134 235	227 922
- Commerce de gros	61 276	106 646	195 043
- Commerce de détail	6 992	12 274	16 847
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	10 109	15 315	16 032
Transports, entrepôts et communications	182 489	181 707	190 573
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	174 635	20 203	145 907
- Etablissements financiers, assurances	102 226	102 526	49 504
- Affaires immobilières, services aux entreprises	72 409	99 504	96 404
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	534 819	618 839	858 478
- Services divers fournis à la collectivité	128 960	144 328	172 263
- Prêts aux particuliers	382 697	381 973	321 359
- Autres	23 162	92 538	364 856
TOTAL	1 364 168	1 645 702	1 926 042

Source : BCEAO.

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER 1

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE 27

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 39

GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE 61

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Position nette des Etats de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Productions minières	A12
Prix à la production des cultures d'exportation	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des Etats	A15 à A23
Balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des sites de la BCEAO	A59 à A63

COTE D'IVOIRE - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A COURT TERME

	2020	2021	2022
<i>Millions de francs CFA</i>			
Secteurs d'activité			
Agriculture, sylviculture et pêche	100 997	100 214	95 353
- Agriculture, chasse	0	96 744	60 045
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	100 997	3 470	35 308
Industries extractives	2 275	22 377	8 984
- Pétrole brut et gaz naturel	991	7 498	4 429
- Autres	1 284	14 879	4 555
Industries manufacturières	368 237	363 361	423 634
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	209 275	197 020	255 143
- Textiles, habillement, cuir	14 386	6 518	13 065
- Industries chimiques	65 784	88 059	84 658
- Autres	78 792	71 764	70 768
Electricité, gaz, eau	278 723	316 348	531 623
Bâtiment, travaux publics	162 815	160 939	166 874
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	879 527	1 020 801	1 100 807
- Commerce de gros	625 090	788 527	754 302
- Commerce de détail	242 968	220 583	340 531
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	11 469	11 691	5 974
Transports, entrepôts et communications	83 051	109 886	177 244
Assurances, aff. Immob., serv. aux entreprises	217 206	183 368	129 839
- Etablissements financiers, assurances	43 185	52 237	51 506
- Affaires immobilières, services aux entreprises	174 021	131 131	78 333
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	90 477	96 818	157 987
- Services divers fournis à la collectivité	20 537	26 769	28 215
- Prêts aux particuliers	25 464	19 539	29 969
- Autres	44 476	50 510	99 803
TOTAL	2 183 308	2 374 112	2 792 345

Source : BCEAO.

COTE D'IVOIRE - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A MOYEN ET LONG TERME

	2020	2021	2022
<i>Millions de francs CFA</i>			
Secteurs d'activité			
Agriculture, sylviculture et pêche	65 497	29 512	145 196
- Agriculture, chasse	0	29 112	32 481
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	65 497	400	112 715
Industries extractives	231	269	75
- Pétrole brut et gaz naturel	231	269	75
- Autres	0	0	0
Industries manufacturières	188 997	176 914	230 317
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	51 259	68 800	114 807
- Textiles, habillement, cuir	12 069	10 923	3 066
- Industries chimiques	51 108	71 217	88 503
- Autres	74 561	25 974	23 941
Electricité, gaz, eau	72 155	62 256	139 074
Bâtiment, travaux publics	23 543	28 472	82 148
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	148 970	150 177	218 315
- Commerce de gros	104 589	111 822	161 003
- Commerce de détail	41 045	37 216	56 178
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	3 336	1 139	1 134
Transports, entrepôts et communications	221 176	181 707	213 041
Assurances, aff. Immob, serv. aux entreprises	131 206	146 498	259 238
- Etablissements financiers, assurances	28 223	52 009	187 078
- Affaires immobilières, services aux entreprises	102 983	94 489	72 160
Services fournis à la collec., serv. soc. et pers.	87 978	130 554	112 610
- Services divers fournis à la collectivité	8 921	14 941	13 383
- Prêts aux particuliers	46 777	60 020	61 675
- Autres	32 280	55 593	37 552
TOTAL	939 753	906 359	1 400 014

Source : BCEAO.

GUINEE-BISSAU - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A COURT TERME

	2020	2021	2022 (*)
<i>Millions de francs CFA</i>			
Secteurs d'activité			
Agriculture, sylviculture et pêche	599	1 540	1 551
- Agriculture, chasse	523	1 271	1 280
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	76	269	271
Industries extractives	1 672	831	1 293
- Pétrole brut et gaz naturel	422	48	504
- Autres	1 250	783	788
Industries manufacturières	22 451	21 458	30 882
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	1 088	794	799
- Textiles, habillement, cuir	0	0	0
- Industries chimiques	7	150	151
- Autres	21 357	20 514	29 932
Electricité, gaz, eau	7 864	19	19
Bâtiment, travaux publics	9 739	0	9 258
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	33 477	67 140	67 614
- Commerce de gros	31 506	64 660	65 116
- Commerce de détail	17	217	219
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	1 954	2 263	2 279
Transports, entrepôts et communications	7 889	7 052	7 100
Assurances, aff.i. immob., serv. aux entreprises	1 579	1 135	1 143
- Etablissements financiers, assurances	26	44	44
- Affaires immobilières, service aux entreprises	1 553	1 091	1 099
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	33 983	18 123	18 679
- Services divers fournis à la collectivité	824	2 846	2 866
- Prêts aux particuliers	26 161	13 096	13 187
- Autres	6 998	2 181	2 627
TOTAL	119 254	117 298	137 540

(*) Les données à fin décembre 2022 sont des estimations

Source : BCEAO.

GUINEE-BISSAU - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A MOYEN ET LONG TERME

	2020	2021	2022 (*)
<i>Millions de francs CFA</i>			
Secteurs d'activité			
Agriculture, sylviculture et pêche	609	600	1 807
- Agriculture, chasse	529	527	1 587
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	80	73	220
Industries extractives	0	0	0
- Pétrole brut et gaz naturel	0	0	0
- Autres	0	0	0
Industries manufacturières	120	122	367
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	0	0	0
- Textiles, habillement, cuir	0	0	0
- Industries chimiques	21	19	57
- Autres	99	103	310
Electricité, gaz, eau	7 172	1 472	1 433
Bâtiment, travaux publics	1 391	0	133
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	2 778	2 877	4 665
- Commerce de gros	2 183	2 255	6 791
- Commerce de détail	38	38	114
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	557	584	1 759
Transports, entrepôts et communications	2 322	2 271	2 840
Assurances, aff.i. immob., serv. aux entreprises	65	140	422
- Etablissements financiers, assurances	0	0	0
- Affaires immobilières, service aux entreprises	65	140	422
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	10 164	11 465	15 087
- Services divers fournis à la collectivité	522	0	0
- Prêts aux particuliers	9 642	10 535	12 286
- Autres	0	930	2 801
TOTAL	24 621	18 947	26 754

(*) Les données à fin décembre 2022 sont des estimations

Source : BCEAO.

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER 1

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE 27

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER,
STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 39GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS
DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE 61

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Position nette des Etats de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Productions minières	A12
Prix à la production des cultures d'exportation	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des Etats	A15 à A23
Balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des sites de la BCEAO	A59 à A63

MALI - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A COURT TERME

	2020	2021	2022
<i>Millions de francs CFA</i>			
Secteurs d'activité			
Agriculture, sylviculture et pêche	46 845	109 772	146 146
- Agriculture, chasse	45 883	109 192	145 105
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	962	580	1 041
Industries extractives	41 653	33 184	70 014
- Pétrole brut et gaz naturel	0	0	0
- Autres	41 653	33 184	70 014
Industries manufacturières	168 415	168 864	197 521
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	102 876	100 524	99 348
- Textiles, habillement, cuir	2 447	897	4 454
- Industries chimiques	30 742	42 534	61 769
- Autres	32 350	24 909	31 950
Electricité, gaz, eau	23 007	29 403	51 939
Bâtiment, travaux publics	99 556	10 783	142 736
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	718 796	714 315	878 226
- Commerce de gros	677 364	652 775	813 614
- Commerce de détail	34 131	47 348	51 531
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	7 301	14 192	13 081
Transports, entrepôts et communications	98 991	136 394	148 169
Assurances, aff. immob., serv. Aux entreprises	69 579	7 172	80 437
- Etablissements financiers, assurances	8 209	5 516	6 269
- Affaires immobilières, services aux entreprises	61 370	66 204	74 168
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	35 449	26 523	112 981
- Services divers fournis à la collectivité	14 289	822	4 173
- Prêts aux particuliers	12 420	4 868	14 297
- Autres	8 740	20 833	94 511
TOTAL	1 302 291	1 398 005	1 828 169

Source : BCEAO.

MALI - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A MOYEN ET LONG TERME

	2020	2021	2022
<i>Millions de francs CFA</i>			
Secteurs d'activité			
Agriculture, sylviculture et pêche	9 195	1 365	2 077
- Agriculture, chasse	8 502	733	1 445
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	693	632	632
Industries extractives	2 563	20 318	20 243
- Pétrole brut et gaz naturel	0	0	0
- Autres	2 563	20 318	20 243
Industries manufacturières	15 000	58 727	55 184
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	15 000	31 914	34 862
- Textiles, habillement, cuir	0	0	0
- Industries chimiques	0	7 762	5 011
- Autres	0	19 051	15 311
Electricité, gaz, eau	12 668	9 765	11 595
Bâtiment, travaux publics	69 139	64 431	71 736
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	107 297	106 643	163 910
- Commerce de gros	88 570	96 727	145 067
- Commerce de détail	3 368	3 392	7 795
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	15 359	6 524	11 048
Transports, entrepôts et communications	126 228	71 469	82 389
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	121 545	146 741	132 757
- Etablissements financiers, assurances	2 373	4 688	3 400
- Affaires immobilières, services aux entreprises	119 172	142 053	129 357
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	48 511	40 177	57 275
- Services divers fournis à la collectivité	23 809	6 837	5 075
- Prêts aux particuliers	16 945	469	26 882
- Autres	7 757	2 865	25 318
TOTAL	512 146	519 636	597 166

Source : BCEAO.

NIGER - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A COURT TERME

	2020	2021	2022
<i>Millions de francs CFA</i>			
Secteurs d'activité			
Agriculture, sylviculture et pêche	5 945	4 745	7 186
- Agriculture, chasse	5 933	4 739	7 180
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	12	6	6
Industries extractives	6 689	6 571	48
- Pétrole brut et gaz naturel	30	0	0
- Autres	6 659	6 571	48
Industries manufacturières	21 630	17 645	10 063
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	10 806	7 926	1 157
- Textiles, habillement, cuir	1 714	1 992	58
- Industries chimiques	2 541	3 708	1 712
- Autres	6 569	4 019	7 136
Electricité, gaz, eau	25 676	23 572	44 674
Bâtiment, travaux publics	80 271	76 349	98 785
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	177 279	179 184	197 371
- Commerce de gros	162 691	165 106	169 283
- Commerce de détail	12 627	12 106	26 322
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	1 961	1 972	1 766
Transports, entrepôts et communications	28 164	31 285	32 467
Assurances, aff. immob., serv. Aux entreprises	18 887	7 015	6 781
- Etablissements financiers, assurances	11 761	3 801	2 434
- Affaires immobilières, services aux entreprises	7 126	3 214	4 347
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	106 155	119 852	308 931
- Services divers fournis à la collectivité	3 688	2 787	1 737
- Prêts aux particuliers	32 514	1 962	14 979
- Autres	69 953	97 445	292 215
TOTAL	470 696	466 218	706 306

Source : BCEAO.

NIGER - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A MOYEN ET LONG TERME

	2020	2021	2022
<i>Millions de francs CFA</i>			
Secteurs d'activité			
Agriculture, sylviculture et pêche	2 634	3 911	4 896
- Agriculture, chasse	2 628	3 911	4 896
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	6	0	0
Industries extractives	2 318	7 395	5 439
- Pétrole brut et gaz naturel	96	0	0
- Autres	2 222	7 395	5 439
Industries manufacturières	26 376	20 931	16 885
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	9 799	7 012	2 366
- Textiles, habillement, cuir	3 683	3 322	96
- Industries chimiques	240	326	1 273
- Autres	12 654	10 271	13 150
Electricité, gaz, eau	17 738	29 335	36 090
Bâtiment, travaux publics	42 922	28 629	25 571
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	57 242	47 554	86 784
- Commerce de gros	47 518	39 994	79 518
- Commerce de détail	5 982	5 108	5 809
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	3 742	2 452	1 457
Transports, entrepôts et communications	47 666	52 502	57 374
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	8 470	2 664	7 662
- Etablissements financiers, assurances	1 259	899	1 388
- Affaires immobilières, services aux entreprises	7 211	1 765	6 274
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	201 295	235 613	281 980
- Services divers fournis à la collectivité	18 489	646	4 435
- Prêts aux particuliers	112 774	98 648	78 124
- Autres	70 032	130 505	199 421
TOTAL	406 661	428 534	522 681

Source : BCEAO.

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER 1

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE 27

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 39

GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE 61

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Position nette des Etats de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Productions minières	A12
Prix à la production des cultures d'exportation	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des Etats	A15 à A23
Balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des sites de la BCEAO	A59 à A63

SENEGAL - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A COURT TERME

	2020	2021	2022 (*)
<i>Millions de francs CFA</i>			
Secteurs d'activité			
Agriculture, sylviculture et pêche	58 561	59 433	61 370
- Agriculture, chasse	49 907	52 027	53 359
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	8 654	7 406	8 011
Industries extractives	39 853	36 041	33 388
- Pétrole brut et gaz naturel	8 752	9 195	8 914
- Autres	31 101	26 846	24 475
Industries manufacturières	399 962	386 206	320 637
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	155 049	121 449	100 418
- Textiles, habillement, cuir	2 294	2 358	2 281
- Industries chimiques	136 521	125 801	113 357
- Autres	106 098	136 598	104 581
Electricité, gaz, eau	45 269	106 835	102 134
Bâtiment, travaux publics	119 126	158 461	236 928
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	574 850	570 183	568 168
- Commerce de gros	349 712	329 545	318 417
- Commerce de détail	199 535	221 273	224 260
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	25 603	19 365	25 492
Transports, entrepôts et communications	180 122	178 132	210 234
Assurances, aff. immob., serv. Aux entreprises	110 798	147 594	254 003
- Etablissements financiers, assurances	18 166	21 393	25 839
- Affaires immobilières, services aux entreprises	92 632	126 201	128 164
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	510 737	462 838	481 255
- Services divers fournis à la collectivité	56 820	46 767	22 731
- Prêts aux particuliers	185 329	141 245	151 630
- Autres	268 587	274 825	306 894
TOTAL	2 039 278	2 105 723	2 268 117

(*) Les données à fin décembre 2022 sont des estimations
Source : BCEAO.

SENEGAL - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A MOYEN ET LONG TERME

	2020	2021	2022 (*)
<i>Millions de francs CFA</i>			
Secteurs d'activité			
Agriculture, sylviculture et pêche	20 145	19 330	22 141
- Agriculture, chasse	16 729	16 980	19 556
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	3 416	2 350	2 585
Industries extractives	11 662	18 140	13 143
- Pétrole brut et gaz naturel	9 217	7 935	7 691
- Autres	2 445	10 205	5 452
Industries manufacturières	128 876	219 355	158 613
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	23 000	23 584	20 928
- Textiles, habillement, cuir	509	475	351
- Industries chimiques	22 344	62 317	45 214
- Autres	83 022	132 980	92 119
Electricité, gaz, eau	55 089	82 248	51 551
Bâtiment, travaux publics	43 451	28 024	46 680
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	222 085	216 467	168 712
- Commerce de gros	109 062	10 831	96 329
- Commerce de détail	86 158	9 272	84 405
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	26 865	15 437	17 977
Transports, entrepôts et communications	230 309	173 520	150 000
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	132 572	154 670	125 311
- Etablissements financiers, assurances	43 155	51 088	41 808
- Affaires immobilières, services aux entreprises	89 416	103 582	83 503
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	659 281	891 880	491 795
- Services divers fournis à la collectivité	20 016	20 566	18 460
- Prêts aux particuliers	400 609	533 266	303 609
- Autres	238 656	338 048	169 725
TOTAL	1 503 468	1 803 633	1 227 945

(*) Les données à fin décembre 2022 sont des estimations
Source : BCEAO.

TOGO - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A COURT TERME

	2020	2021	2022
<i>Millions de francs CFA</i>			
Secteurs d'activité			
Agriculture, sylviculture et pêche	638	387	1 087
- Agriculture, chasse	638	386	1 087
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	0	1	0
Industries extractives	1 351	2 319	2 238
- Pétrole brut et gaz naturel	0	1	0
- Autres	1 351	2 318	2 238
Industries manufacturières	34 173	19 756	52 490
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	12 579	4 319	8 500
- Textiles, habillement, cuir	0	0	0
- Industries chimiques	6 624	7 431	13 227
- Autres	14 970	8 006	30 763
Electricité, gaz, eau	13 402	12 286	9 530
Bâtiment, travaux publics	109 385	132 395	176 552
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	169 923	183 794	186 926
- Commerce de gros	133 449	135 375	146 320
- Commerce de détail	34 498	45 075	37 695
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	1 976	3 344	2 911
Transports, entrepôts et communications	37 589	45 758	41 996
Assurances, aff. immob., serv. Aux entreprises	13 386	14 745	17 906
- Etablissements financiers, assurances	3 321	4 834	7 314
- Affaires immobilières, services aux entreprises	10 065	9 911	10 592
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	22 660	18 955	40 479
- Services divers fournis à la collectivité	6 300	892	26 444
- Prêts aux particuliers	15 706	17 650	13 601
- Autres	654	413	434
TOTAL	402 507	430 395	529 204

Source : BCEAO.

TOGO - UTILISATIONS DECLAREES AUX CENTRALES DES RISQUES : CREDITS A MOYEN ET LONG TERME

	2020	2021	2022
<i>Millions de francs CFA</i>			
Secteurs d'activité			
Agriculture, sylviculture et pêche	128	163	124
- Agriculture, chasse	125	162	124
- Sylviculture, exploitation forestière, pêche	2	1	0
Industries extractives	36	1 562	1 897
- Pétrole brut et gaz naturel	0	0	0
- Autres	36	1 562	1 897
Industries manufacturières	4 687	6 731	7 227
- Produits alimentaires, boissons, tabacs	2 117	1 667	2 662
- Textiles, habillement, cuir	0	0	0
- Industries chimiques	1 158	3 788	3 372
- Autres	1 412	1 276	1 193
Electricité, gaz, eau	36 309	32 726	29 779
Bâtiment, travaux publics	29 431	36 084	35 672
Commerce gros et détail, restaurants, hôtels	67 482	74 738	78 972
- Commerce de gros	48 440	57 622	63 768
- Commerce de détail	12 362	11 052	8 926
- Restaurants, hôtels, installations touristiques	6 680	6 064	6 278
Transports, entrepôts et communications	85 976	93 660	86 859
Assurances, aff. immob., serv. aux entreprises	15 613	47 915	52 958
- Etablissements financiers, assurances	4 943	15 870	17 616
- Affaires immobilières, services aux entreprises	10 670	32 045	35 342
Services fournis à la collect., serv. soc. et pers.	144 287	163 545	166 709
- Services divers fournis à la collectivité	40 390	39 498	33 004
- Prêts aux particuliers	100 171	120 209	130 236
- Autres	3 726	3 838	3 469
TOTAL	383 949	457 124	460 197

Source : BCEAO.

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR X

TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022 XIII

COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES
DE L'UMOA ET DE LA BCEAO XXI

VUE D'ENSEMBLE XXVII

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER 1

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE 27

EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER,
STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES 39GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS
DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE 61

ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO 73

COOPERATION INTERNATIONALE 113

ANNEXES 117

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Position nette des Etats de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Productions minières	A12
Prix à la production des cultures d'exportation	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des Etats	A15 à A23
Balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des sites de la BCEAO	A59 à A63

UMOA - MOUVEMENTS DE BILLETS ET PIÈCES AUX GUICHETS DE LA BCEAO

Coupures	Prélèvements		Versements	
	31/12/21	31/12/22	31/12/21	31/12/22
<i>Milliers de signes monétaires</i>				
Billets	3 399 800	3 459 171	3 240 251	3 354 388
10 000	1 889 461	2 162 873	1 784 374	2 055 673
5 000	729 524	649 744	708 072	668 330
2 500	0	0	0	0
2 000	211 329	208 720	218 897	186 520
1 000	301 965	220 656	273 885	244 629
500	267 521	217 178	255 022	199 236
Pièces	276 591	236 310	8 547	11 842
5 000	1	2	0	0
500	3	48	2 316	2 458
ANC 500 BC	0	0	4	12
250	33	14	538	844
200	138	60	1 898	3 449
100	108 833	117 693	2 170	2 748
50	70 315	62 578	621	979
25	35 322	19 077	390	500
10	34 670	20 218	534	779
5	27 168	16 536	57	48
1	108	84	18	25
Total	3 676 391	3 695 481	3 248 798	3 366 230
<i>Millions de francs CFA</i>				
Billets	23 400 608	25 624 131	22 223 293	24 615 667
10 000	18 894 605	21 628 726	17 843 742	20 556 728
5 000	3 647 618	3 248 720	3 540 361	3 341 652
2 500	0	0	0	0
2 000	422 659	417 440	437 795	373 040
1 000	301 965	220 656	273 885	244 629
500	133 761	108 589	127 511	99 618
Pièces	15 806	15 709	1 937	2 481
5 000	4	10	0	0
500	1	24	1 158	1 229
ANC 500 BC	0	0	2	6
250	8	3	135	211
200	28	12	380	690
100	10 883	11 769	217	275
50	3 516	3 129	31	49
25	883	477	10	13
10	347	202	5	8
5	136	83	0	0
1	0	0	0	0
Total	23 416 414	25 639 840	22 225 230	24 618 148

Source : BCEAO.

ADRESSES DES DIFFERENTS SITES DE LA BCEAO

SIEGE SOCIAL

Avenue Abdoulaye FADIGA - Boîte Postale : n° 3108 – Dakar (Sénégal)

Téléphone : (+221) 33 839 05 00 - Télécopie : (+221) 33 823 93 35

Site internet : <https://www.bceao.int>Courriel : courrier.bceao@bceao.int

BENIN

Cotonou

Avenue Jean-Paul II

01 Boîte Postale : n° 325 RP

Téléphone : (+229) 21 36 46 00 / 21 31 24 66 / 21 31 24 67

Télécopie : (+229) 21 31 24 65

Courriel : courrier.BDN@bceao.int

Conseiller du Directeur National : M. Saturnin ASSESSOU-TOSSOU

Directeur de l'Agence Principale : M. Ayedjo Brice ONODJE

Parakou

Boîte Postale : n° 201

Téléphone : (+229) 23 61 03 25/29

Télécopie : (+229) 23 61 10 91

Chef de l'Agence Auxiliaire : M. Matinou SOURADJOU

BURKINA

Ouagadougou

Avenue Gamal Abdel NASSER

Boîte Postale : 01 BP 356

Téléphone : (+226) 25 49 05 00/01

Télécopie : (+226) 25 31 01 22

Courriel : courrier.CDN@bceao.int

Conseiller du Directeur National : M. Richard KIMA

Directeur de l'Agence Principale : M. Guillaume A. Camille KABORE

Bobo-Dioulasso

Avenue Mamadou KONATE

Boîte Postale : n° 603

Téléphone : (+226) 20 97 04 44

Télécopie : (+226) 20 97 04 58

Chef de l'Agence Auxiliaire : M. Youssouf SAWADOGO

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR	X
TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022	XIII
COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO	XXI
VUE D'ENSEMBLE	XXVII
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER	1
MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE	27
EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES	39
GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE	61
ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO	73
COOPERATION INTERNATIONALE	113

ANNEXES 117

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Position nette des Etats de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Productions minières	A12
Prix à la production des cultures d'exportation	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des Etats	A15 à A23
Balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des sites de la BCEAO	A59 à A63

COTE D'IVOIRE

Abidjan

Avenue Abdoulaye FADIGA angle Bd. ROUSSEL

Boîte Postale : 01 1769 Abidjan 01

Téléphone : (+225) 27 20 20 84 00 et 27 20 20 85 00

Télécopie : (+225) 27 20 22 00 40 et 27 20 22 28 52

Courriel : courrier.ADN@bceao.int

Conseiller du Directeur National : M. Yao Magloire KONAN

Directeur de l'Agence Principale : M. Ningou Jacques HLYH GNELBIN

Abengourou

Boîte Postale : n° 905

Téléphone : (+225) 35 91 37 15 et 35 91 38 15

Télécopie : (+225) 27 35 91 31 76

Chef de l'Agence Auxiliaire : M. Georges DIAW

Bouaké

Boîte Postale : n° 773

Téléphone : (+225) 31 63 33 13 et 31 63 33 14

Télécopie : (+225) 31 63 38 31

Chef de l'Agence Auxiliaire : M. Issiaka KONE

Daloa

Boîte Postale : n° 46

Téléphone : (+225) 32 78 38 85

Télécopie : (+225) 32 78 13 10

Chef de l'Agence Auxiliaire : M. Madigbé KABA

Korhogo

Boîte Postale : n° 54

Téléphone : (+225) 36 86 01 10 et 36 86 01 11

Télécopie : (+225) 36 86 15 30

Chef de l'Agence Auxiliaire : M. N'goran Hyacinthe ZADJEHI

Man

Boîte Postale : n° 1017

Téléphone : (+225) 33 79 02 67

Télécopie : (+225) 33 79 02 28

Chef de l'Agence Auxiliaire : M. Assémien Noël Aissan ACKAH

San Pédro

Boîte Postale : n° 387

Téléphone : (+225) 34 71 21 84

Télécopie : (+225) 34 71 24 48

Chef de l'Agence Auxiliaire : M. Kouamé Landry KOUAKOU

Centre de Traitement Fiduciaire

Yamoussoukro

Zone administrative - TF n° 18695 des Lacs

Boîte Postale : 445

Téléphone : (+225) 27 30 6182 00

Courriel : courrier.z4dctf@bceao.int

Directeur : M. Salifou HAMANI

GUINEE-BISSAU

Bissau

Avenida Combatentes da Liberdade da Pátria

Boîte Postale : n° 38

Téléphone : (+245) 325 63 25 - 321 55 48 / 321 41 73

Télécopie : (+245) 325 63 00

Courriel : courrier.SDN@bceao.int

Conseiller du Directeur National : M. Cheikh Ahmet Tidiane SALL

Directeur de l'Agence Principale : M. Wilson ALVES CARDOSO

MALI

Bamako

94, Avenue Moussa TRAVELE

Boîte Postale : n° 206

Téléphone : (+223) 20 70 02 00 / 20 22 25 41 / 20 22 54 06

Télécopie : (+223) 20 22 47 86

Courriel : courrier.DDN@bceao.int

Conseiller du Directeur National : M. Barema BOCOUM

Directeur de l'Agence Principale : M^{me} Oumou TOURE TOUNKARA

Mopti

Komoguel II, route de Sévaré

Boîte Postale : n° 180

Téléphone : (+223) 20 21 01 02

Télécopie : (+223) 21 43 05 07

Chef de l'Agence Auxiliaire : M. Gaoussou BALLO

Sikasso

Rue Mamadou TRAORE

Boîte Postale : n° 453

Téléphone : (+223) 21 62 00 77

Télécopie : (+223) 21 62 08 79

Chef de l'Agence Auxiliaire : M. Ibrahima TOURE

SOMMAIRE

SIGLES ET ABBREVIATIONS

GRAPHIQUES • TABLEAUX • ENCADRES

MESSAGE DU GOUVERNEUR	X
TEMPS FORTS DE L'ANNEE 2022	XIII
COMPOSITION DES ORGANES STATUTAIRES DE L'UMOA ET DE LA BCEAO	XXI
VUE D'ENSEMBLE	XXVII
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER	1
MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE	27
EVOLUTION DU SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER, STABILITE ET INCLUSION FINANCIERES	39
GESTION DES SIGNES MONETAIRES, SYSTEMES ET MOYENS DE PAIEMENT, RESERVES DE CHANGE	61
ORGANES STATUTAIRES ET ADMINISTRATION DE LA BCEAO	73
COOPERATION INTERNATIONALE	113

ANNEXES 117

Cours mondiaux des principaux produits d'exportation de l'Union	A1
Position nette des Etats de l'Union vis-à-vis du Fonds Monétaire International	A2 à A4
Tableaux ressources-emplois du produit intérieur brut (PIB)	A5 à A9
Production des principales cultures d'exportation	A10
Production des principales cultures vivrières	A11
Productions minières	A12
Prix à la production des cultures d'exportation	A13
Indice harmonisé des prix à la consommation	A14
Tableaux des opérations financières des Etats	A15 à A23
Balance des paiements	A24 à A28
Agrégats de monnaie	A29 à A33
Situation résumée de la Banque Centrale	A34 à A38
Situation résumée des Banques	A39 à A43
Créances nettes sur l'administration centrale	A44 à A48
Utilisations déclarées aux Centrales des risques	A49 à A57
Mouvements de billets et pièces aux guichets de la BCEAO	A58
Adresses des sites de la BCEAO	A59 à A63

NIGER

Niamey

Rue de l'Uranium

Boîte Postale : n° 487

Téléphone : (+227) 20 72 33 30 et 20 72 33 40

Télécopie : (+227) 20 73 47 43

Courriel : courrier.HDN@bceao.int

Conseiller du Directeur National : M. Maman Laouali ABDOU RAFA

Directeur de l'Agence Principale : M. Abdourahmane ABOUBACAR ABANI

Maradi

Boîte Postale : n° 265

Téléphone : (+227) 20 41 00 96

Télécopie : (+227) 20 41 00 45

Chef de l'Agence Auxiliaire : M. Ganaye ALACHI

Zinder

Boîte Postale : n° 133

Téléphone : (+227) 20 51 00 94

Télécopie : (+227) 20 51 07 24

Chef de l'Agence Auxiliaire : M. Daouda BOUKARI

SENEGAL

Dakar

Boulevard du Général De Gaulle x Triangle Sud

Boîte Postale : n° 3159

Téléphone : (+221) 33 889 45 45

Télécopie : (+221) 33 823 57 57

Courriel : courrier.KDN@bceao.int

Conseiller du Directeur National : Jean-Joachim SENE

Directeur de l'Agence Principale : M. François Etienne Déthié SENE

Kaolack

Boîte Postale : n° 79

Téléphone : (+221) 33 938 40 00

Télécopie : (+221) 33 941 33 23

Chef de l'Agence Auxiliaire : M. Babacar SENE

Ziguinchor

Boîte Postale : n° 317

Téléphone : (+221) 33 991 10 39 et 33 938 80 35

Télécopie : (+221) 33 991 16 59

Chef de l'Agence Auxiliaire : M. Papa Birahime SOW

TOGO

Lomé

Rue Abdoulaye FADIGA

01 BP 120 Lomé 01 - Togo

Téléphone : (+228) 22 23 50 00

Télécopie : (+228) 22 23 50 50

Courriel : courrier.TDN@bceao.int

Conseiller du Directeur National : M^{me} Adjatougbe Ameyo FIOKLOU

Directeur de l'Agence Principale : M. Agossa APEDASSOU

Kara

400 BP 75 Kara - Togo

Téléphone : (+228) 26 60 10 79

Télécopie : (+228) 26 60 14 69

Chef de l'Agence Auxiliaire : M. Kokouvi NYABO

REPRESENTATION DE LA BCEAO AUPRES DES INSTITUTIONS EUROPEENNES DE COOPERATION

29, rue du Colisée, 75008 Paris, France

Téléphone : (+33) 1 42 25 71 60

Télécopie : (+33) 1 42 56 00 37

Adjoint au Représentant : M. Madiodio GUISSÉ

Courriel : bceao@paris-bceao.org

SECRETARIAT GENERAL DE LA COMMISSION BANCAIRE DE L'UMOA (CBUMOA)

Boulevard Botreau ROUSSEL (Rue privée CRRAE-UMOA)

01 BP 7125 Abidjan - Côte d'Ivoire

Téléphone : (+225) 27 20 25 57 57

Télécopie : (+225) 27 20 22 45 52

Site web : www.cb-umoa.org

Courriel : courrier.z02sg@bceao.int